TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 10 469 — 40 PAGES — MERCREDI 27 SEPTEMBRE 1978

A LA S.N.C.F.

**Le trafic risque d'être perturbé du 1er au 4 octobre**

LIRE PAGE 40




Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 12 sch. ; Belgique, 13 fr. ; Canada, $ 0,75 ; Danemark, 3,75 kr. ; Espagne, 40 pes. ; Grande-Bretagne, 25 p. ; Grèce, 25 dr.; Iran, 50 ris.; Italie, 400 l.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 24 esc. ; Suède, 2,80 kr. ; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 19

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## *La dégradation des rapports américano-soviétiques*

**A la veille de la traditionnelle rencontre à New-York du secrétaire d'Etat américain et du ministre soviétique des affaires étrangères, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, le discours prononcé par M. Brejnev à Bakou a confirmé la dégradation continue des relations entre Moscou et Washington. Sans doute le secrétaire général du P.C. soviétique n'a-t-il pas mis directement en cause le président Carter ou son administration, mais il a fait des allusions transparentes à certains collaborateurs du chef de l'exécutif américain — dont M. Zbigniew Brzezinski, son conseiller pour les affaires de sécurité.**

**M. Brejnev est allé jusqu'à parler de « provocation ». Il ne s'agit pas d'une brouille passagère dictée par la conjoncture ; le ton pessimiste du discours de Bakou reflète un nouvel état d'esprit. Malgré les professions de foi renouvelées en faveur de la détente et de la coexistence pacifique, les dirigeants de Moscou s'interrogent sur l'avenir de cette politique. Dans un pays où les termes des discours sont pesés avec soin, il n'est pas indifférent de noter qu'après avoir été qualifie de « compliquée », la ituation internationale est naintenant jugée « aggravée ». Et ɔn parle de plus en plus à Moscou d'une détérioration du climat.**

**Poursuite de la détente ou retour à la guerre froide ? La question se pose aux Soviétiques pour deux raisons essentielles : l'attitude du président Carter et le retour de la Chine à une diplomatie active. Pendant un an et demi les Soviétiques ont surveillé le nouveau président américain, qui les surprenait et les agaçait par ses initiatives. Ils espéraient que M. Carter se rallierait à une politique de concertation et d'entente avec Moscou. Aujourd'hui, ils commencent à perdre patience. Au lieu du « réalisme » bien compris sur lequel ils misaient, ils enregistrent des initiatives plus ou moins désordonnées qui troublent les relations bilatérales — droits de l'homme, contrats commerciaux — ou qui visent à ignorer Kremlin dans une région d'im- ɪrtance stratégique (accords de ɪmp David).**

**'ien plus, les dirigants soviétes soupçonnent, sinon M. Car- du moins M. Brzezinski, de oir « jouer la carte chinoise » e pousser les alliés des Etats- s, notamment le Japon, à en re autant. Or, depuis toujours, ne craignent rien plus qu'un cerclement.**

**Ceux qui attendaient du dis- ɪurs de M. Brejnev à Bakou des ɪdications sur la façon dont U.R.S.S. entend réagir à l' « aggravation de la situation internationale » auront été déçus. La épétition avec une belle consɪance des formules consacrées peut même donner l'impression — sans doute trompeuse — d'un passage à vide » de la politique rangère soviétique. Depuis quelques mois, l'U.R.S.S. a eu plus de aisons d'inquiétude que de sujets e satisfaction, mais sa diplomaie n'est pas pour autant inactive. In un mois elle a reçu trois mi- stres des affaires étrangères yrie, Grèce, Inde), le chef de tat finlandais et M. Fidel Cas- . Le président syrien Assad est tendu dans les prochains jours ur préparer la riposte com- ɪne de l'U.R.S.S. et du Front de . fermeté au « marché séparé » raëlo-égyptien. M. Gromyko 'apprête enfin à se rendre à Paris, sans doute vers la fin du mois d'octobre, pour relancer les relations avec la France, qui devraient s'améliorer, s'il est vrai ue leur état varie en fonction verse des rapports soviéto-américains.**

**Cela ne compense peut-être pas déboires de la « détente mili- : » qui, selon les Soviétiques, ait suivre la « détente poli- : », l'impasse de la coopéra- avec Washington, la pré- de M. Hua Kuo-feng à Bu- : et à Belgrade et celle de eng Hsiao-ping à Tokyo. la marque d'une grande nce n'est-elle pas justement oir « encaisser » en attende pouvoir exploiter — ou — une situation favorable ?**

# Les relations franco-malgaches

## La visite du président Ratsiraka amorce une normalisation

**Soumises à de nombreux aléas depuis la disparition du président Tsiranana de la scène politique, en mai 1972, les relations franco-malgaches sont en voie de normalisation. Hôte de M. Giscard d'Estaing depuis le dimanche 24 septembre, M. Didier Ratsiraka, chef de l'Etat malgache, qui a déjeuné lundi à l'Elysée où il a eu un premier entretien avec le président de la République, rencontrera de nouveau celui-ci mercredi après-midi. M. Ratsiraka et les six ministres qui l'accompagnent regagneront en principe Antananarivo vendredi.**

L'échange de toasts qui a eu lieu à la fin du déjeuner de lundi a été empreint d'une grande franchise, qui donne le ton des conversations franco-malgaches. C'est ainsi que M. Ratsiraka a fait allusion, en termes à peine voilés, au coup d'Etat des Comores de mai dernier *« par l'entremise*, a-t-il dit, *de professionnels de la basse besogne et selon la tactique du fait accompli »*.

Cependant, de part et d'autre, il y a une ferme volonté d'aboutir. Les conversations économiques et financières en cours sont d'ores et déjà en bonne voie. Un accord est intervenu notamment sur l'indemnisation des *anciens propriétaires d'une* importante usine de textile nationalisée à Majunga et de la Banque nationale de Paris (B.N.P.), qui détenait d'importants intérêts à Madagascar.

Sur le plan politique, d'autre part, M. Ratsiraka semble convaincu désormais que Paris ne souhaite pas utiliser l'île de la Réunion pour procéder à des opérations de « déstabilisation » dans les archipels de l'océan Indien. On a, en tout cas, de part et d'autre, évité d'aborder quelques questions trop épineuses comme le cas de Mayotte, dont le gouvernement de Moroni exige toujours la réintégration dans l'Etat comorien et celle des îles éparses. Ces dernières, dispersées à travers le canal de Mozambique — Tromelin, Glorieuses, Juan-da-Nova, Europa et Bassas-da-India — font, en effet, l'objet de revendications territoriales de la part du gouvernement d'Antananarivo.

La presse de la capitale malgache, qui souligne la volonté de décrispation présidant aux conversations en cours, estime que le voyage du président Ratsiraka à Paris *« ouvre une nouvelle page historique dans les relations franco-malgaches »*. — Ph. D.

*(Lire nos informations page 3.)*

LIRE PAGE 7

**LA SANGLANTE RÉPRESSION AU NICARAGUA A RENFORCÉ LA HAINE DE LA POPULATION A L'ÉGARD DU RÉGIME**

par Alain-Marie Carron

# L'élargissement de la C.E.E.

## • Le P.S. pose des conditions préalables
## • Le R.P.R. estime qu'il faut « surseoir à toute décision »

*Les députés et les sénateurs socialistes se réunissent mercredi 27 septembre à Montpellier pour discuter de la position du P.S. face à l'élargissement de la C.E.E. Un rapport élaboré par M. Georges Sutra, l'un des animateurs de la commission agricole du P.S., est soumis aux parlementaires socialistes. Ce document, qui a obtenu l'agrément du bureau exécutif du parti, pose plusieurs conditions préalables à l'entrée de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne dans la Communauté* (lire page 8).

*De son côté, M. Jacques Chirac, de retour d'un voyage en Chine, a adressé mardi 26 septembre à tous les responsables de fédérations et de circonscriptions du R.P.R. une lettre contenant des « éléments de discussion et de réflexion » sur les élections à l'Assemblée européenne. Ce document qui doit servir de base aux travaux des instances locales du mouvement avant le congrès extraordinaire consacré à cette question demande l'adoption d'une « clause de sauvegarde » avant les prochaines élections européennes pour dissiper toute ambiguïté sur les pouvoirs du Parlement européen. M. Chirac estime également qu'il faut surseoir à toute décision en matière d'élargissement de la C.E.E.*

Dans cette lettre, le président du R.P.R. rappelle ses précédentes déclarations, et notamment celles *qu'il avait faites à la tribune de* l'Assemblée nationale, à l'occasion d'un *« fâcheux débat »* consacré à l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel (les 14 et 15 juin). M. Chirac avait alors jugé « singulière » la volonté de s'engager dans un tel processus électoral, alors que *« la construction de la Communauté, loin de se consolider, ne cessait de régresser depuis 1974 »*. Il avait estimé que *« l'important au plan communautaire »* était plutôt *« d'assurer une meilleure protection de nos industries et de nos travailleurs »*.

M. Jacques Chirac estime que, depuis ce débat à l'Assemblée nationale, le cours des choses est plutôt *de nature à aviver ses craintes.* Ainsi note-t-il que le conseil des ministres de la C.E.E. *« n'est pas sorti de sa léthargie »*, que la commission de Bruxelles *« donne libre cours à son appétit du pouvoir »*, que ce n'est ni l'Europe des Etats, ni celle des patries, mais bien *« l'Europe des bureaucrates, qui s'est mise en place et prospère plus que jamais à Bruxelles »*, que les législations nationales, loin de se rapprocher, ont tendance à s'éloigner.

*(Lire la suite page 9.)*

# La construction de l'Airbus

## Paris est favorable à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le consortium

**Pour la sixième fois depuis sa nomination au gouvernement, le ministre français des transports, M. Joël Le Theule, reçoit ce mardi 26 septembre, à Paris, M. Eric Varley, le ministre britannique chargé des problèmes aéronautiques au sein du cabinet travailliste. Cette rencontre devrait permettre à la France de proposer au Royaume-Uni les grandes lignes d'un accord européen sur la construction de l'Airbus.**

Après son entrevue la semaine dernière avec des dirigeants de la République fédérale d'Allemagne, qui est associée à la fabrication du moyen-courrier européen Airbus, M. Le Theule est en mesure, au nom du gouvernement français et de ses partenaires ouest-allemands, de suggérer à la Grande-Bretagne les principes d'un accord visant à favoriser l'entrée de la société britannique British - Aerospace Corp. dans le consortium Airbus-Industrie.

Cet organisme a vu le jour en décembre 1970 sous la forme d'un groupement d'intérêt économiques (G.I.E.) de droit français, dénommé Airbus - Industrie, et réunissant à parts égales la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) et Deutsch-Airbus, elle-même filiale des sociétés allemandes Messerschmidt-Bolkow-Blohm et V.F.W.-Fokker. La société espagnole Casa s'est jointe à cet organisme en avril 1972. La société britannique Hawker-Siddeley ne fait pas partie du G.I.E. mais elle est considérée comme un sous-traitant privilégié. Reprise par British - Aerospace Corp. depuis la nationalisation des industries de cellules d'avions par le gouvernement britannique, la firme anglaise a des observateurs au conseil de surveillance du G.I.E. et elle fournit un nombre appréciable de cadres.

Au terme des négociations dont l'entretien Le Theule - Varley de ce mardi 26 septembre marque une étape déterminante, la France accepte l'entrée de British-Aerospace Corp. dans le consortium Airbus-Industrie à la triple condition que les statuts actuels du G.I.E. soient adaptés à la nouvelle situation, que l'accord industriel prévu à cette occasion soit définitivement paraphé et que le contrat intergouvernemental fixe les conditions financières de cette entente.

JACQUES ISNARD.

*(Lire la suite page 14.)*

# LE DÉBAT AU SEIN DE LA GAUCHE

## *Les quatre « D »*

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG (*)

Il y a un an, c'était la rupture des négociations d'actualisation du programme commun. Il y a six mois, c'était l'échec des législatives. *Depuis*, la gauche refait inlassablement l'éternel procès des élections perdues. En dressant et redressant la liste des griefs d'ordre interne. Mais en oubliant que, si elle a beaucoup déçu par sa désunion, elle a parfois déçu aussi par le contenu même de son projet. Etait-il assez novateur ? Assez adapté aux courants et aux attentes de ce temps ?

*Qui ne le voit ?* Chacun des trois principaux partis de gauche devrait s'interroger davantage. Spécialement sur la désaffection d'électeurs potentiels, qui leur ont préféré d'autres candidatures : régionalistes, féministes, écologistes, autogestionnaires. Comme dix ans plus tôt, en mai 1968, tout un électorat, souvent jeune et attentif aux luttes nouvelles, ne s'est pas reconnu dans la gauche *officielle*.

Car celle-ci paraît accepter la société de malaise, la société « répressive », au sens de la psychanalyse. Celle qui sacrifie les tendances naturelles et les besoins véritables. Celle qui répand la tension, l'aliénation, la contrainte.

Cet électorat « critique » attend donc une gauche vraiment humaniste, qui présente la perspective d'une *société différente*, où vivre autrement, où vivre humainement. Il attend une gauche nouvelle, qui soit le lieu d'expression des attentes et des sensibilités nouvelles. Bref, une gauche en mouvement, qui développe une « stratégie de rupture » aussi avec la société répressive.

(*) Vice-président du Mouvement des radicaux de gauche.

*(Lire la suite page 2.)*

## Parler plus vrai...

par PAUL QUILÈS et CLAUDE WILQUIN (*)

« Jeunes » députés socialistes, comme l'on dit, nous ressentons probablement plus intensément que d'autres la nécessité de faire évoluer la politique. Mais que l'on s'entende bien ! Nous ne souhaitons pas voir uniquement le langage ou le style politique changer — M. Giscard d'Estaing a montré tout son talent dans ce domaine, — nous voulons participer à une transformation profonde du rapport entre les citoyens et la politique. C'est aussi pour cela que nous sommes socialistes, membres du nouveau parti né au congrès d'Epinay, qui s'est donné un projet autogestionnaire.

Si la gauche avait gagné en mars dernier, l'application de mesures telles que la décentralisation, l'accroissement du pouvoir des travailleurs, la prise en compte effective du phénomène associatif, la mise en place d'une planification démocratique, aurait d'ores et déjà amorcé le changement en profondeur du rapport entre la politique et les citoyens. Tel n'est pas le cas malheureusement puisque le parti communiste n'a pas voulu du pouvoir en mars 1978.

Depuis six mois, chacun s'interroge fort naturellement sur les causes de cet échec, sur les stratégies, sur les programmes. Le débat qui se déroule au sein du P.S. vient de rebondir brutalement avec le lancement d'une campagne remarquablement orchestrée dans l'ensemble des médias (quotidiens, hebdomadaires, radios, télévision, sondages).

(*) M. Paul Quilès est député de Paris et délégué national aux cadres et M. Claude Wilquin est député du Pas-de-Calais et délégué national du parti socialiste aux problèmes de la mer.

*(Lire la suite page 2.)*



*AU JOUR LE JOUR*

## Recours aux sorciers

*Epouvantée par l'immensité des besoins en matière de santé dans les pays dits en développement et par la modicité de ses ressources, l'Organisation mondiale de la santé a décidé, nous dit-on, d'utiliser les guérisseurs et les sorciers. Leur pouvoir traditionnel va ainsi être mis au service de la vérité scientifique.*

*Heureux médecins ! Heureux sorciers ! Fiers de cette consécration officielle, ceux-ci consentirons à ajouter à leurs gri-gris et incantations quelques gouttes ou comprimés, venus de l'autre ciel.*

*Peut-être nos politiques et économistes pourraient-ils s'inspirer de cet exemple et, cessant de proclamer que leurs remèdes* « n'ont rien de sorcier », *trouver des hommes capables de faire disparaître l'amertume de leurs pilules, si peu dorées.*

ALFRED SAUVY.

MIRO DESSINATEUR

## *L'esprit et le corps*

Avant de se mettre à peindre, Miro dessine. Longtemps. Chez lui, un tableau c'est du dessin plus de la couleur. Souvent, un graffiti devient une peinture, mais il arrive aussi qu'il n'aboutisse nulle part et reste confiné dans son petit espace de papier. Cette exposition, à l'occasion de son quatre-vingt-cinquième anniversaire, on n'avait jamais pensé à la faire, car le dessin, pour Miro, n'est pas une fin en soi, mais un travail préparatoire.

Pour la première fois à Paris, après les « Carnets catalans » publiés par Gaétan Picon, on montre une part de cette activité secrète de Miro, son travail de laboratoire et de recherche. Dès que Miro s'est *découvert en tant que peintre*, au début des années 20, il n'a cessé, jour après jour, de faire du dessin l'instrument approprié pour donner corps aux idées qui lui traversent l'esprit. Qu'une image passe, il la saisit. Vite un carnet, un crayon, un griffonnage. Voici un personnage : il a la forme d'un triangle, puis d'un ballon surmonté d'une petite tête et trois poils, les yeux pochés d'un trait.

Miro a une règle : tout noter (indications techniques, couleurs, dates) et tout conserver. Depuis 1901 — il a commencé à dessiner jeune, — les petits papiers de Miro, c'est sa banque d'idées. De temps à autre, il fouille dans ses cartons, en feignant d'y mettre un peu d'ordre, tombe sur une « trouvaille » ancienne d'il y a vingt, trente ans. En quelque sorte, il la redécouvre, avec intérêt, et pense qu'il pourrait bien en faire un tableau. C'est ainsi qu'à l'origine de chaque peinture il y a un dessin, et de chaque dessin une idée, une forme.

Mais avant qu'il ne découvre ce chemin de liberté créatrice, quel long parcours. Car le jeune Miro était un cas de maladresse. Ce sont peut-être ses efforts pour mieux exprimer ce qu'il avait à dire qui lui ont permis d'atteindre cette grâce du graphisme où la maîtrise se mêle à la gaucherie.

JACQUES MICHEL.

*(Lire la suite page 20.)*

## POLITIQUE

# LES QUATRE « D »

*(Suite de la première page.)*

Cette société de malaise se définit surtout par quatre aspects : la démesure, l'uniformité, la centralisation et, finalement, l'inhumanité. A la gauche nouvelle, donc, de proposer quatre antidotes, qu'on pourrait dénommer les « quatre D » : dimension humaine, diversité, décentralisation, droits de l'homme.

### Dimension humaine

Dimension humaine, car les structures sont devenues trop grandes. Mégalopoles, multinationales, superbureaucraties : partout c'est la démesure. Rien n'est plus à l'échelle de l'homme, qui se sent perdu, laminé, écrasé. Simple petit rouage d'une immense machine.

Alors, sans proclamer « *Small is beautiful* », comme Ernst Schumacher (1) et certains radicaux anglo-saxons, il faut tout de même pratiquer l'autolimitation, retrouver le sens de la mesure et redessiner une société à hauteur d'homme.

On le peut. En freinant l'exode vers les très grandes concentrations urbaines, sources de violences et de nuisances. En favorisant davantage la « ville moyenne », ce foyer de convivialité, et ceux qui veulent « vivre au pays ». En incitant réellement à créer sur place des entreprises nouvelles et surtout des P.M.E., ces entreprises à dimension humaine.

Ce redimensionnement de nos activités devrait inspirer l'action publique de façon bien plus dynamique et volontariste. Qu'il s'agisse des nombreux ministères concernés (économie, industrie, travail, etc.) ou d'autres organismes, comme la DATAR ou le Plan, surtout à l'heure de la révision du VII° Plan.

### Diversité

La seconde orientation serait diversité Diversité à reconquérir. Car, pour fonctionner, les organisations géantes préfèrent que leurs éléments de base — c'est-à-dire les individus — soient standardisés et interchangeables. Elles préfèrent que chacun soit pareil à chacun. Banalisé, calibré, programmé.

La gauche nouvelle refuse une France sans âme et sans couleur, qui serait passée au rouleau compresseur de l'uniformité. Elle veut, au contraire, l'épanouissement des différences. Elle le veut pour les groupes minoritaires. Elle le veut pour les cultures régionales, de l'Occitanie à la Bretagne, sans caporalisme culturel de l'Etat central.

Pourquoi imposer le même carcan uniforme de Quimper à Bonifacio, de Calais à Bayonne ? Il est sain que — dans le respect de l'unité nationale — une région souhaite affirmer sa tradition et sa culture, qui forment sa personnalité propre, sa vérité singulière.

Ce droit à l'identité régionale doit pouvoir s'exercer. Par la liberté accrue des stations régionales de FR 3. Par la création d'antennes locales confiées à des collectivités territoriales. Par l'autonomie accrue des universités, qui permettrait d'enseigner l'histoire, les civilisations, les langues et dialectes locaux.

D'une manière générale, la gauche nouvelle doit être une gauche expérimentatrice. Favorisant la diversité des expériences non conformistes : écoles nouvelles, radios locales, habitat communautaire, etc. Cette stratégie d'expérimentation partira, bien sûr, de la base. Car le troisième principe, c'est : décentralisation.

### Décentralisation

Décentralisation, car nous sommes las des grands appareils centraux, avides de tout régir, anxieux de tout régler, d'en haut. Las des « petits chefs » et des grands maîtres. Las de l'Etat obèse, qui recouvre la société civile d'un pesant carcan, d'une chape de plomb. Qui ne le voit ? La gauche de mars 1978 a déçu par le caractère étatique de son projet.

La gauche nouvelle doit donc remettre l'Etat à sa place, et la démocratie à l'endroit. Elle doit faire exister une vraie démocratie, quotidienne et locale — une démocratie de la base et non plus du sommet. Loin de bâtir de nouvelles casernes du pouvoir, il faut ranimer ces petites unités que sont la commune et la région.

Ainsi, la région, simple échelon technocratique, doit devenir un nouvel espace démocratique. Une nouvelle collectivité territoriale. Avec une assemblée élue au suffrage universel direct et un exécutif issu de cette assemblée. Avec de vraies ressources et de vraies compétences. Pour assurer efficacement le développement économique et social, la mise en place et la gestion des équipements collectifs. Pour jouer un rôle moteur dans la lutte contre le chômage.

### Droits de l'homme

Démocratie vivante, démocratie humaine. Le dernier et principal impératif, c'est : droits de l'homme. Car comment rester étranger à ce vaste mouvement qui ébranle l'opinion publique internationale ?

Jamais la droite n'a été le promoteur ni même le défenseur des droits de l'homme. Alors, ses grands silences ou ses petites lâchetés peuvent attrister. Ils n'étonnent pas. Mais la gauche, elle, ne peut se taire, si elle veut rester elle-même.

Quand notre pays devient le troisième vendeur mondial d'armement, quand il exporte la mort vers des peuples affamés, comment la gauche peut-elle se taire ?

Quand, au Cambodge, les victimes du nouveau pouvoir se comptent par centaines de milliers, comment la gauche peut-elle se taire ?

Quand les maîtres du goulag précipitent les dissidents dans des asiles psychiatriques, quand ils assimilent opposition et maladie mentale, comment la gauche peut-elle se taire ou balbutier seulement quelques timides reproches ?

Quand les prisons d'Argentine renferment d'innombrables prisonniers politiques, comment la gauche a-t-elle pu admettre, au nom du football, qu'on juxtapose le stade et la salle de torture, la fête des uns et le sang des autres ?

La gauche officielle serait-elle devenue la gauche « respectueuse », la gauche révérencieuse envers tout pouvoir établi, même couvert de sang et de galons ? Serait-elle devenue sourde au malheur des hommes ? Aurait-elle perdu la voix de Zola, la voix de Jaurès ?

Pourtant, rien n'est pire que le silence. Parce que se taire, c'est consentir. Parce que, à force de se taire, on perd un jour le droit à la parole. Et la ligerté. Alors, la gauche ne sera pas la gauche tant qu'elle ne parlera pas haut et fort pour la communauté des hommes, dans ce monde glacé et funèbre.

### Un changement radical

Il serait dérisoire de prétendre que ces quatre aspirations — dimension humaine, diversité, décentralisation, droits de l'homme — soient le monopole de telle ou telle organisation. Car elles sont sans doute largement partagées par plusieurs forces de gauche, déjà au travail et déjà en renouveau.

C'est vrai du M.R.G., qui, dès son congrès de La Rochelle de 1977, a voulu dépasser le simple humanisme des mots, pour dégager des « libertés nouvelles »(2), gages d'un changement vraiment « radical ». C'est vrai des forces politiques et syndicales qui, refusant le social-bureaucratisme, développent un projet socialiste autogestionnaire et décentralisateur. C'est vrai des associations, des groupements de base ou des communautés, qui expérimentent d'autres modes de vie et de relations.

Tous ces groupes ont les mêmes ambitions. Recivíliser la civilisation industrielle, aujourd'hui dégradée par l'internationale technocratique. Arracher l'indépendance aux grands appareils de domination, qui transforment l'homme en matière première de l'économie ou de l'histoire. Et soustraire celui-ci à la manipulation par la « sainte-alliance » des pouvoirs.

Il s'agit, au fond, de réintroduire dans le champ de la politique quelques valeurs. La liberté, la compassion. Et, peut-être, l'espoir. C'est peut-être beaucoup. Mais la politique sans la morale, ce n'est certainement rien.

**ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG.**

(1) Ernst F. Schumaker, *Small is beautiful*, Seuil, 1978.

(2) Cf. R.-G. Schwartzenberg, « Libertés nouvelles », *le Monde* des 9-10 et du 11 janvier 1978.

# POURQUOI PAS ?

NOUS avions, en mars, parlé de deux « faux printemps » : « Si, la droite l'emportant, la gauche s'enferme dans des querelles internes et cesse de construire et d'espérer » ; « Si, la gauche l'emportant, la droite s'enferme dans une tour d'ivoire, fomente du pur revanchisme, sabote toute réforme. »

Nous en appelions à la tolérance, à l'invention d'un nouveau goût de vivre, à la passion de la libération de tous les hommes. C'était avant la conclusion des élections, il y a six mois, et nous voici à l'automne. La gauche s'est enfermée dans des querelles internes et la droite est restée monolithiquement sur ses positions.

Autour de nous la violence est partout. Le Nord se ferme au Sud. Le nombre de pays démocratiques diminue à travers le monde. Les minorités sont éliminées par les majorités. La guerre est envisagée comme inéluctable. Le terrorisme s'implante dans nos démocraties, au risque de les déstabiliser. Le chômage, et surtout celui des femmes et des jeunes, enserre l'Europe. Et qu'adviendra-t-il d'octobre ?

S'enfermer n'est pas une solution. C'est un réflexe de peur, mais un réflexe dangereux qui amène, tôt ou tard, au nom de la sécurité, à tuer comme un lapin le moindre petit voleur qui passe à votre portée, à vouloir exterminer les opposants (que ce soit en Argentine ou au Cambodge), à vouloir mettre à genoux un pays qui ne consent pas à servir les intérêts d'une grande nation. Transformer une société par la voie démocratique, transformer le monde par la voie de la dignité et de la liberté, est une œuvre qui paraît au-dessus de nos forces d'hommes. Mais il n'y a pas d'autre chemin. S'enfermer sur soi, réduire l'autre, ne peut conduire qu'à la crispation et au chaos.

Il appartient à chaque citoyen de lutter aujourd'hui pour la démocratie, pour une société où nul, même s'il est au pouvoir, ne peut s'approprier le pouvoir.

On répondra que la France n'est pas, là-dessus, en danger ; que, « chez nous, ça ne va pas si mal ». Or comparaison est ici déraison : les prisons du Chili ou celles de Prague ne nous créent pas, en contrepartie, de la liberté. Les risques de régression de la liberté existent. Il faut y répondre non par l'immobilisme mais par le mouvement. C'est à nous à créer chaque jour notre liberté, plus de liberté, sinon elle sera, demain, exsangue ou morte. C'est à nous qu'il appartient de vouloir, chaque jour, nous réapproprier la vie, de faire avancer chaque jour la démocratie, de se mettre, chaque jour, à mieux penser par soi-même.

Oui, une nouvelle démocratie, un nouveau mode de société où les êtres ne sont pas tous fabriqués au même moule, où les différences soient mieux admises et même cultivées, où la libre parole puisse s'exercer avec plus de place et plus de véhémence, où la vérité, sur ce qui existe aujourd'hui et sur ce qui nous attend demain, sur les enjeux et les dangers, soit dite par ceux qui détiennent l'information. Le pouvoir par le secret aboutit à l'impasse.

Oui, une nouvelle façon de vivre où chaque groupe, chaque ethnie et chaque pays, au lieu de s'enfermer sur soi, au lieu de chercher de vagues compromis à court terme, s'affirme davantage dans une émulation dynamique, fraternelle et constructive à tous niveaux. Pourquoi pas ?

A moins de préférer s'enfermer dans l'hiver.

**JEAN-FRANÇOIS SIX, BERNARD MONTANIER,**
*coanimateurs de* Brèche.

# PARLER PLUS VRAI...

*(Suite de la première page.)*

De quoi s'agit-il ?

— D'affrontement entre deux hommes ? Il ne semble pas, puisque François Mitterrand reconnaît volontiers les qualités de Michel Rocard et que celui-ci n'a jamais contesté le rôle historique de rassembleur de la gauche et des socialistes du premier secrétaire actuel du parti socialiste.

— D'affrontement entre deux lignes politiques ? Mais Michel Rocard est membre du secrétariat national et du bureau exécutif du P.S. ; à aucun moment, il n'a élevé la voix pour dénoncer la politique suivie par son parti et à laquelle il a été constamment et directement associé.

— D'affrontement entre deux styles ? Chaque homme politique possède effectivement un style propre, mais, si la divergence ne provient que de là, pourquoi tant de bruit, pourquoi tant de sous-entendus ?

Alors, puisque certains proches de Michel Rocard souhaitent que le débat « *transpire hors du P.S.* » (A. Richard et C. Evin, *le Matin* du 23 septembre), nous voudrions à notre tour, reprenant les paroles de Michel Rocard à Europe 1, le 17 septembre, le convier à « *parler plus vrai, plus près des faits...* », mais sans rien cacher.

Pour nous, en effet :

— *Parler plus près des faits*, c'est d'abord ne pas privilégier ce qui est second par rapport à l'essentiel. Comment un socialiste responsable peut-il attribuer l'échec de la gauche en mars dernier à un manque de crédibilité économique lié à « *un certain style politique* » ou à « *un certain archaïsme politique* », en semblant reléguer au second plan la formidable responsabilité du P.C., qui a brisé la dynamique unitaire par son pilonnage systématique contre le parti socialiste ?

— *Parler plus vrai* quand on aborde les propositions économiques du parti socialiste, c'est avoir le courage d'aller au bout du raisonnement. Si archaïsme il y a, est-ce dans la forme, c'est-à-dire dans le langage, ou dans le fond ? Faut-il remettre en cause le bien-fondé des nationalisations, le rôle de la planification, la hausse du SMIC ?

— *Parler plus vrai* dans le contexte politique de la gauche que nous connaissons aujourd'hui, c'est afficher clairement la stratégie que l'on défend. Robert Fabre, qui interprète à sa façon les chiffres, pense quant à lui que « *près de 50 % des Français sont prêts à se rassembler derrière la gauche non communiste* » maintenant qu'il n'existe plus d'alliance « trop serrée » avec le parti communiste.

Si certains partagent ce point de vue au parti socialiste, ils doivent le dire tout haut, afin que s'ouvre un véritable débat, car les implications stratégiques d'une telle affirmation sont considérables.

— *Parler plus vrai*, c'est aussi refuser les phrases, les attitudes, les comportements ambigus qui risquent de neutraliser la capacité d'intervention du parti socialiste dans la vie politique française et de laisser le champ libre au parti communiste, trop heureux de récupérer un électorat dont les yeux s'ouvrent sur la responsabilité historique des dirigeants communistes en mars dernier et qui commence à leur échapper.

— *Parler plus vrai* quand on est socialiste, c'est ne pas craindre de dire aux militants les enjeux de pouvoir au sein du parti que sous-tendent des débats parfois ésotériques. C'est aussi engager la discussion à l'intérieur du parti plutôt que de faire pression de l'extérieur en acceptant, sinon en cherchant, le support de médias traditionnellement hostiles à la gauche. Pour les deux cent mille militants du parti socialiste, qui se dévouent sans compter à la cause du socialisme, cet étalage d'une cuisine politique est ressenti comme un camouflet. Oublier cela, c'est aussi se refuser à changer « *un certain style politique* ».

Fidèles à un parti socialiste qui, depuis le congrès d'Epinay, a montré sa capacité de rassembleur, mais conscients de ses faiblesses, nous craignons que des affrontements de clans ne viennent détourner les forces vives de notre parti du seul combat qui justifie notre engagement politique, celui contre la droite. Alors que, sous l'effet du libéralisme brutal de M. Barre, le chômage s'accroît dans des proportions dramatiques, que les prix sont libérés, que des pans entiers de notre industrie s'effondrent, est-il raisonnable de vouloir déchirer le parti socialiste, de ne pas tout faire pour maintenir son unité — ainsi que l'ont déjà compris des hommes comme F. Mitterrand et P. Mauroy, — cette unité indispensable pour répondre aux défis de MM. Barre et Giscard d'Estaing et pour préserver les chances de succès de la gauche ?

Loin de nous l'idée de fuir le débat, mais nous aimerions savoir lequel. Nous voudrions être sûrs qu'il ne s'agit pas d'un faux débat, prétexte à l'accomplissement de desseins inavoués. Si ce n'est pas le cas, alors, qu'on le dise clairement en parlant « *plus vrai, plus près des faits* »... sans rien cacher.

**PAUL QUILÈS et CLAUDE WILQUIN.**

# LA GAUCHE ET LES PARTIS

par JACQUES MADAULE

*Raymond Barrillon observait naguère dans ces colonnes : « Depuis six mois le P.C.F. et le P.S. ont eu le tort commun de se renvoyer la totale responsabilité de l'échec de la gauche aux élections de mars, mais il semble bien que l'opinion ne fasse grief d'une telle attitude qu'au parti communiste. »* (1)

Cette phrase m'a fait beaucoup réfléchir. A cette apparente injustice, il y a certainement quelque raison et elle ne me paraît pas difficile à découvrir. Le parti communiste ne cesse de reprocher au parti socialiste d'avoir changé, mais, à l'appui de cette affirmation, il n'apporte que des preuves impalpables pour le gros de l'opinion de gauche. Attaqué le premier — et longtemps sur la défensive, — le parti socialiste réplique que la défaite électorale est due à la volonté bien arrêtée de la direction communiste de ne pas gagner, si cette victoire devait porter au pouvoir les socialistes de telle façon que les communistes ne soient dans la nouvelle majorité qu'une force d'appoint. Ceci était beaucoup plus gros et beaucoup plus voyant que cela, et c'est ce « patriotisme de parti » qui semble réprouvé par une partie de l'opinion.

Car la gauche existe en France, en dehors des partis qui la composent. Tout le monde sait que le nombre des militants d'un parti a peu de rapport avec celui des électeurs que ce parti est susceptible de mobiliser un jour d'élections générales. La conviction des communistes qu'ils sont le parti de la classe ouvrière, la conscience du prolétariat appelé à renouveler le monde, est une foi fort respectable, comme chez les catholiques le dogme de l'infaillibilité pontificale, mais il vaut mieux ne pas trop user de pareils arguments si l'on veut être compris par les infidèles qui sont, hélas ! le plus grand nombre.

On ne peut certes pas dire que les communistes en aient abusé. Ils ont même été jusqu'à renoncer à la dictature du prolétariat. Mais la querelle qu'ils ont cherchée aux socialistes et le procès qu'ils continuent à leur faire de plus belle s'expliquent pourtant beaucoup mieux par cette conviction intime et profonde que par un changement peu discernable dans les positions d'un parti qui a toujours été réformiste.

Ces querelles de partis lassent l'opinion de gauche beaucoup plus qu'elle n'a l'occasion de le manifester, et il semble bien à tout observateur ingénu que ce sont les communistes qui ont commencé, même s'ils accusent leurs partenaires d'avoir changé : même si M. Robert Fabre est toujours prêt à se dévouer pour assurer les n.piures et les rapprochements nécessaires. Ah ! ce Robert Fabre ! s'il n'existait pas il faudrait sans doute l'inventer. Mais le vivier politique est assez bien fourni en poissons de cette espèce pour que l'emploi de voltigeur soit toujours convenablement tenu.

Cessons de plaisanter. Sous une apparence de calme morose, l'inquiétude et le désarroi sont profonds dans ce pays qui n'attend rien de bon des mois et des années qui viennent. La majorité des Français depuis longtemps s'était prononcée pour un changement de cap radical. D'abord, on en a assez d'être gouverné depuis plus de vingt ans par les mêmes. Il faudrait aux hommes du pouvoir une vertu bien peu commune pour supporter sans dommage une aussi longue épreuve. Et ce n'est pas le progressif remplacement des chiraquiens par les giscardiens qui peut passer pour un changement authentique.

### On peut faire mieux que du « surplace »

Quand la majorité des Français aspire au changement, c'est à tout autre chose qu'elle pense, dont il faut bien dire que les deux grands partis de gauche ne semblent guère plus que ceux de la majorité, capables de le lui apporter. Dans la mesure où il est plus vaporeux, le parti socialiste né à Epinay peut paraître plus ouvert. Mais on le sait déchiré par des oppositions de tendances et des rivalités personnelles qui lui permettent de ramasser des voix de tous les côtés, mais ne promettent guère d'action efficace. Dans le cadre d'une République démocratique, qu'il faudra bien un jour restaurer, il pourrait tenir les rênes du gouvernement à la condition d'être très sérieusement épaulé et contrôlé par une opinion vigilante et sans cesse en alerte.

Cela ne doit pas se faire contre les partis, qui ont leur rôle à jouer dans une démocratie parce qu'ils représentent des intérêts réels, des couches sociales qui forment authentiquement le tissu national ; mais en dehors d'eux, à côté d'eux et aussi des grandes formations syndicales qui ont une tâche particulière à remplir. Il y a place en France pour un pareil mouvement qui seul empêcherait le pays de sombrer dans l'immobilité et le fatalisme.

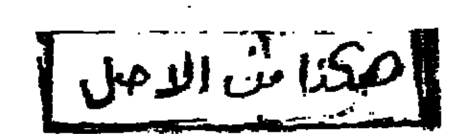
Autrement, les jeux sont faits, et il n'est pas nécessaire de consulter le marc de café pour imaginer notre avenir politique au cours des prochaines années. Pierre Viansson-Ponté a très brillamment joué à ce jeu-là, voilà quelques semaines. On coupe l'omelette aux deux bouts et l'on obtient ce gouvernement du centre dont M. Giscard d'Estaing assure qu'il est désiré par les Français. Il l'est sûrement en tout cas par le chef de l'Etat, que les lauriers de Louis-Philippe et de son « juste milieu » empêchent sans doute de dormir.

Il y a malheureusement un certain nombre de Français qui ne s'accommodent pas du tout du monde comme il va. Ils ont de trop bonnes raisons pour cela. Ceux-là et beaucoup d'autres pensent qu'on peut faire mieux que du « surplace » en attendant Godot ; que dans un monde qui change il faut changer si l'on ne veut pas périr.

Alors n'attendons pas trop des partis ou des organisations existantes, mais prenons nous-mêmes des initiatives. C'est cela, la démocratie. Elle n'est pas un régime de troupeaux.

(1) *Le Monde* du 5 septembre.





Le Monde

# étranger

## MADAGASCAR

LA VISITE DU PRÉSIDENT RATSIRAKA A PARIS

### *Notre rencontre est la consécration d'une volonté commune de repartir sur des bases nouvelles*

#### déclare M. Giscard d'Estaing

Au cours du déjeuner d'une trentaine de couverts qu'il a offert lundi 25 septembre à l'Elysée en l'honneur du président Ratsiraka, chef de l'Etat malgache, M. Giscard d'Estaing a d'abord rappelé les grands principes de la politique extérieure de la France. « *Ils reposent,* a-t-il dit, *sur le respect des frontières et des indépendances nationales, la sauvegarde des valeurs de civilisation et les croyances de chacun, le libre choix des régimes et des modèles de développement. Ouverte à toutes les idées, la France se veut l'amie de tous et spécialement de ceux qu'elle connaît bien. Elle attend d'eux une estime et une confiance réciproques et le respect de ses croyances essentielles.* »

Puis, insistant, sur la volonté qui l'anime de renouer le dialogue avec Madagascar, M. Giscard d'Estaing a déclaré : « *Notre rencontre est la consécration d'une volonté commune d'aller de l'avant, d'apurer rapidement les problèmes en suspens et de repartir sur des bases nouvelles, dans une atmosphère d'amitié renouvelée et de confiance, dans le respect d'une souveraineté... Madagascar n'a rien à redouter de la France dont les sentiments d'amitié à son égard plongent dans un lointain passé. Présente dans l'océan Indien, elle ne nourrit, soyez en certain, aucun ambition, ni politique, ni militaire. Loin de participer à quelques compétitions de puissance, elle souhaite être un élément d'équilibre et un gage de tranquillité* [...]. *La France et Madagascar ont un rôle fondamental à jouer pour la paix de la zone et peuvent donner l'exemple de deux cultures et de deux personnalités associées pour le progrès du monde.* »

#### « Sauvegarder l'amitié entre nos peuples »

Dans sa réponse, M. Didier Ratsiraka a dit : « *Les péripéties imprévisibles de l'histoire comme les inévitables vicissitudes des événements n'ont jamais pu entamer les fondements des relations de nos deux peuples... La coopération entre nos deux pays n'avait connu ni halte ni relâchement à travers toutes les époques. Seules les formes et les modalités ont dû évoluer selon les circonstances...* »

Esquissant ensuite un tableau du nouveau régime malgache, il a ajouté : « *La primauté du capital, le culte du profit et la recherche individuelle du bien-être correspondent si peu au tempérament malgache qu'une société bâtie à partir de ces règles ne conviendrait nullement à l'épanouissement de nos personnalités, et si le monde est dominé par les contradictions sécrétées par le clivage entre pauvres et nantis, si telle dialectique nous séduit et nous aide comme méthode d'analyse des faits sociaux et économiques dont l'interaction façonne les rapports inégaux dans le monde contemporain, il reste que nous demeurons attachés à préserver notre identité et à suivre notre propre voie du développement dans le cadre de la révolution socialiste, conforme au génie et aux aspirations fondamentales de notre peuple...* »

A propos des rapports franco-malgaches, M. Ratsiraka a précisé : « ... *Ce sont les colons et les néo-colons qui se sont opposés au peuple malgache travailleur, car leurs intérêts respectifs ne pouvaient être qu'antagonistes. La qualité de nos relations aurait été entamée à la longue si nous avions laissé subsister de telles oppositions. Nous avons prononcé des nationalisations, récupéré des terres, réaménagé les structures de notre économie. En dépit des apparences et quelque paradoxale que puisse être la démarche, ces mesures en définitive ne visaient rien moins qu'à sauvegarder l'amitié entre nos deux peuples et à préserver les intérêts légitimes qui sont les leurs.* [...] *Aucun Malgache n'a éprouvé le besoin de s'ingérer dans les affaires de son pays d'accueil, aucun étranger ne peut se permettre impunément de s'immiscer dans nos problèmes internes. Cette règle d'airain est la meilleure garantie de notre coopération que nous souhaitons situer au niveau notamment du transfert de technologie et du développement des ressources humaines...* »

Le chef de l'Etat malgache a évoqué indirectement — en termes à peine voilés — le coup de main effectué aux Comores le 13 mai dernier par le mercenaire français Bob Denard, ainsi que l'affaire de Mayotte, déclarant notamment : « *L'océan Indien occidental comme l'Afrique orientale et australe se trouvent être à notre époque un théâtre de sourdes rivalités que nous ne souhaitons ni n'admettons par crainte d'une conflagration. De par ses intérêts politiques, en raison de son poids technologique, grâce à sa surface diplomatique, la France peut et doit contribuer à substituer la dynamique de la paix à l'équilibre de la terreur qui menace cette zone. Il importe au premier chef qu'un terme radical soit mis à toutes les manœuvres dirigées d'ailleurs pour déstabiliser les régimes sincèrement progressistes et enracinés dans le peuple, mais dont le seul tort est de ne pas convenir aux promoteurs égarés d'un nouvel ordre qui les a reniés. La mode semble désormais établie de perpétuer tous les mauvais coups par l'entremise des professionnels de la basse besogne et selon la tactique du fait accompli. Cette détestable pratique dessert considérablement le pays de ses auteurs et doit être éradiquée pour ne pas saper les fondements de la coopération. Nous ne doutons pas non plus de la capacité objective de la France à apporter toute la force de sa persuasion et de son autorité pour aider au rétablissement de l'intégrité territoriale des pays, soit incompréhensiblement amputés d'une région, soit menacés d'une enclave insupportable parce qu'imposée par la force contre le droit et la nature. La France enfin ne peut pas ne pas faire usage de tout son crédit et de tout le poids que lui apporte sa présence pour hâter la libération des peuples noirs opprimés et faire entendre raison aux tenants de la discrimination fondée sur la race...* »

### PORTRAIT

## Un homme ferme sur les principes

*Les traits durs, fixant droit dans les yeux ses interlocuteurs, le président Didier Ratsiraka se distingue dès le premier abord par l'énergie de son attitude. Abrupt dans ses propos, parfois même brutal, c'est un homme intransigeant sur le plan des principes. Il n'en aime pas moins la discussion, se comportant alors avec habileté et sachant composer au moment où il estime ne plus pouvoir amener son partenaire à des concessions plus étendues.*

*Négociateur des accords de coopération franco-malgaches de juin 1973, qui sont considérés à Antananarivo comme ayant consacré ce que les nationalistes appellent la «* deuxième indépendance *», M. Didier Ratsiraka, qui était alors ministre des affaires étrangères, impressionna beaucoup ses partenaires français. Son adresse et son autorité personnelle imposèrent le respect à ceux là mêmes qui, au moment où les premières conversations s'ouvrirent, dans des conditions psychologiques très difficiles, supportaient mal sa volonté irréductible d'éliminer toutes les séquelles du colonialisme dans son pays.*

*Né en novembre 1936 à Vatomandré, sur la côte orientale de Madagascar, dans la région de Tamatave, deuxième grande ville et principal port de la République malgache, M. Ratsiraka est d'origine betsimisaraka. Cette tribu est l'une des plus importantes des ethnies côtières, ainsi dénommées par opposition à celle des Hovas ou Merinas des hauts plateaux du centre de l'île : l'Imerina. Cependant, contrairement à certains hommes politiques malgaches qui continuent de s'appuyer sur une clientèle électorale régionaliste ou tribaliste, il s'est, pour sa part, toujours posé en champion de l'unité nationale.*

*Après des études secondaires dans la capitale malgache, au collège Saint-Michel — où les jésuites ont formé une grande partie de l'élite politique, — il a été élève de l'Ecole navale de Brest, d'où il est sorti avec le titre d'ingénieur breveté des transmissions. Premier officier de la marine nationale malgache, il est breveté de l'Ecole supérieure de guerre navale. Il a exercé divers commandements dans son pays et a beaucoup navigué dans l'océan Indien, faisant notamment escale en Afrique du Sud, où il découvrit sur place l'« apartheid », dont il eut personnellement à subir les conséquences.*

### Plébiscité en 1975

*Capitaine de corvette, il était attaché militaire à l'ambassade de Madagascar en France lorsque le général Gabriel Ramanantsoa, porté au pouvoir par l'éviction, en mai 1972, du président Philibert Tsiranana, le rappela au pays pour lui confier le portefeuille de ministre des affaires étrangères. M. Ratsiraka changea immédiatement et profondément l'orientation de la politique extérieure malgache, prenant ses distances avec l'ancienne métropole en diversifiant les partenaires de Madagascar, se posant en champion du progressisme dans l'océan Indien et en Afrique orientale. Autant les anciens dirigeants d'Antananarivo avaient semblé inconditionnement alignés sur la France et résolument hostiles au communisme, autant leurs successeurs apparurent aussitôt comme des adeptes du non-alignement et comme des zélateurs du socialisme.*

*La popularité acquise par M. Ratsiraka, notamment auprès de la jeunesse malgache, lors de son passage aux affaires étrangères, et particulièrement à l'occasion des dures et longues négociations de Paris de mai-juin 1973, le climat général de déliquescence politique, de crise économique et de profond malaise social et même moral traversé par son pays depuis « le mal malgache » de 1972, le placèrent rapidement au premier plan de la scène politique.*

*Lors de la consultation électorale du 21 décembre 1975, M. Ratsiraka, qui était alors capitaine de frégate, recueillit plus de 90 % des suffrages exprimés, et même l'Imérina, pourtant réputée comme l'un des fiefs de la bourgeoisie mérina, vota à plus de 83 % en sa faveur. Las de la pusillanimité des hommes qui avaient recueilli la succession de l'ancien président Tsiranana, les Malgaches avaient ainsi voulu se doter d'un « homme fort ». La vigueur de certaines contestations actuelles tendrait cependant à prouver que certains des enthousiastes d'hier ont aujourd'hui changé de camp. De toute évidence, il était plus facile pour les Malgaches, et notamment pour l'élite bourgeoise, de faire preuve hier de nationalisme que de se comporter aujourd'hui en patriotes conséquents, prêts à consentir les sacrifices dont le président Ratsiraka rappelle, trop souvent à leur gré, l'impérieuse nécessité.*

PHILIPPE DECRAENE.

## TCHAD

### M. Hissène Habré dénonce l'« expansionnisme » libyen

N'Djamena (*A.F.P.*). — M. Hissène Habré, premier ministre tchadien, a vivement dénoncé, lundi 25 septembre, la « *politique expansionniste* » de la Libye et lancé un appel à la solidarité africaine, afin que « *le régime de Tripoli mette fin immédiatement à son agression contre le Tchad* ».

Dans son premier message officiel à la nation, au cours duquel il a défini les grandes orientations de son gouvernement en matière de politique étrangère, M. Hissène Habré a encore déclaré : « *Il est aujourd'hui notoire que la Libye occupe militairement l'extrême nord du Tchad et poursuit activement une politique expansionniste visant à annexer toute la région tchadienne du Borkou-Ennedi-Tibesti (BET) et le Kanem (au nord du lac), soit approximativement la moitié du territoire tchadien.* »

Après avoir estimé que « *l'attitude de la Libye est contraire à toutes les lois internationales et aux principes de l'indépendance et de l'unité de l'Afrique* », M. Hissène Habré a souligné que « *le Tchad ne cédera pas un pouce de son territoire* » et que son gouvernement « *agira par tous les moyens pour récupérer les terres occupées* ».

M. Hissène Habré a, d'autre part, lancé un appel à la réconciliation nationale indiquant que « *le gouvernement d'union nationale est disposé, à tout moment et sans préalable aucun, à dialoguer pour la paix et l'unité du Tchad* ». S'adressant au peuple tchadien en général et spécialement à ses anciens camarades du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT), qui sont encore dans le maquis, M. Hissène Habré a affirmé que cet appel à la réconciliation était « *absolument désintéressé, sincère, franc et direct* ».

Enfin, M. Hissène Habré a reconnu que le Tchad connaissait sur le plan socio-économique une « *quasi-banqueroute* » due, selon lui, « *à l'irresponsabilité, à la mauvaise gestion, au laisser-aller et au gaspillage* ».

**[Rappelons que M. Abdelati Laabidi, président du Comité populaire libyen, avait adressé au début du mois (« le Monde » du 14 septembre) un message de félicitations à M. Hissène Habré pour sa nomination au poste de premier ministre.]**



## RHODÉSIE

### Le pessimisme gagne l'ensemble de la communauté blanche

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Chacun sait en Rhodésie que rien ne sera plus comme avant. La guerre, dont le poids n'a été longtemps supporté que par les Africains, commence à faire un nombre non négligeable de victimes parmi les civils européens. « *Il est étonnant de voir comment un coup du sort peut modifier l'évolution d'un pays et nous contraindre à abandonner la ligne que nous avions en tête* », a déclaré le premier ministre rhodésien, le 15 septembre, à propos de la tragédie du Viscount d'Air Rhodesia intervenue douze jours plus tôt et qui a fait quarante-huit morts — des civils européens, — dont dix survivants abattus, selon Salisbury, par les hommes de M. Nkomo. En s'exprimant ainsi, M. Smith entendait sans doute laisser croire que sa rencontre secrète avec le chef de la ZAPU, le 19 août à Lusaka, aurait pu produire des résultats positifs. Accusé de jouer un jeu personnel par l'aile radicale du Front patriotique (la ZANU de M. Mugabe), M. Nkomo a peut-être voulu se parer de ce côté-là par une action sur le terrain.

En tout cas, l'émotion soulevée par la catastrophe aérienne du 3 septembre a rejeté au second plan ce qui demeure, des points de vue tactique et politique, l'essentiel : le Viscount d'Air Rhodesia a été abattu par un missile, vraisemblablement un SA-7 à tête chercheuse de type soviétique. La ZAPU manie donc désormais l'arme la plus efficace de la guérilla moderne. Pour l'armée de Salisbury, il s'agit peut-être d'un arrêt de mort avec sursis. Non seulement la sécurité des transports aériens ne peut plus être garantie sur l'ensemble du territoire, mais les raids héliportés contre les zones de guérilla vont être de plus en plus risqués. Enfin, toujours à terme, l'apparition de missiles sol-air, au sud du lac Kariba, qui forme la frontière entre la Zambie et la Rhodésie, va rendre périlleux les raids aériens — ces « poursuites à chaud » — que l'armée rhodésienne lançait contre les bases arrière de la guérilla africaine, aménagées en Zambie et même au Mozambique.

Les électeurs de M. Smith contestent maintenant la clairvoyance de leur premier ministre. Comment a-t-il pu être assez naïf pour se rendre secrètement à Lusaka y négocier avec un homme don tles partisans étaient déjà équipés de missiles ? M. Mugabe, l'autre coprésident du Front patriotique, n'avait-il pas prévenu, dès mars 1977, que la guérilla entendait se doter d'armes antiaériennes sophistiquées pour « *combattre les rebelles dans les airs* » ?

Contrairement à un mythe encore entretenu, la « Rhodésie blanche » n'est pas formée que de descendants de pionniers auxquels une légion « chrétienne » de trois cents anciens combattants américains du Vietnam offrirait aujourd'hui ses services.

Si l'on retranche les jeunes qui poursuivent des études à l'étranger — et comptent visiblement s'y établir, — il ne reste qu'un peu plus de deux cent mille Européens qui forment une base politique bien meuble : parce qu'ils sont avant tout attachés à un style de vie, qu'un tiers d'entre eux sont d'origine sud-africaine et qu'un autre tiers sont titulaires de passeports britanniques. Parce que l'immense majorité n'a jamais souhaité partager le pouvoir avec des Africains et qu'une bonne proportion est tentée depuis quelques années, de tout oublier et d'émigrer. Parce que des centaines de fermes blanches ont dû être abandonnées pour des raisons de sécurité et que l'armée rhodésienne, qui compte déjà un certain nombre de mercenaires occidentaux, a décidé, comme ultime recours, la conscription obligatoire des Africains (*le Monde* du 19 septembre).

L'un des atouts du régime a été, jusqu'à présent, son étroit contrôle des sorties de devises : les Rhodésiens peuvent se procurer, contre de la monnaie locale, juste de quoi s'offrir d'agréables congés annuels en République Sud-Africaine ou en Europe. Mais ils ne peuvent pas placer leur argent à l'étranger. Beaucoup parlaient déjà de la Rhodésie comme d'une « prison dorée ». Désormais, les dorures s'estompent : la guerre coûte plus de 1 million de dollars par jour, les affaires stagnent et l'insécurité se généralise.

M. Smith n'avait pu faire accepter son « règlement interne » du 3 mars par les Européens qu'en leur prouvant que l'association au pouvoir de trois leaders africains — l'évêque Muzorewa, le pasteur Sithole et le chef Chirau — ne limiterait pas ses prérogatives de premier ministre. La « *nouvelle voie* » qu'il leur propose aujourd'hui ressemble étrangement à l'ancienne : un report de « *quelques mois* » de la fin d'une transition prévue à l'origine pour le 1er janvier 1979 ; une « *loi martiale modifiée* » dans un pays où l'état d'urgence a été reconduit, en juin, pour la treizième année consécutive ; le refus de dialoguer avec le Front patriotique et de participer à la conférence générale que Londres et Washington continuent, faute de mieux, de préconiser.

### Jouer sur la solidarité occidentale

Le premier ministre rhodésien a encore un espoir : celui de renforcer suffisamment un courant de solidarité occidentale pour mettre dans l'embarras MM. David Owen, secrétaire au Foreing Office, et Andrew Young, représentant américain aux Nations unies. Lui-même, et ses trois partenaires africains du conseil exécutif de Salisbury ont accepté l'invitation de vingt-sept sénateurs américains à se rendre aux Etats-Unis y défendre leur « règlement interne » (si la Maison Blanche accorde des visas). En blâmant Londres et Washington, le 14 septembre, pour le retard pris dans l'application de ce règlement, le premier ministre rhodésien avait déjà indiqué dans quel sens il conduirait sa prochaine offensive diplomatique, peut-être la dernière...

Car, comment peut-il miser sur un courant de sympathie en Occident, si fort soit-il, pour retourner la situation ? Les troupes britanniques ne sont pas venues, en 1965, mettre un terme à la rébellion des colons de la couronne. Des forces occidentales ne se porteront pas davantage à leur secours treize ou quatorze ans plus tard. Leur intervention, si jamais elle avait lieu, ne pourrait avoir pour objet que d'éviter un deuxième et encore bien improbable Kolwezi. MM. Owen et Young auraient peut-être pu prendre davantage en considération le « règlement interne » voilà six mois. Mais aujourd'hui, ils n'ont d'autre choix que de « s'accrocher » à leur projet de conférence générale.

Dans les rangs d'une Communauté européenne traumatisée par la tragédie du Viscount, M. Smith devrait bientôt faire face à deux réflexes. Une minorité influente exige la fin du régime intérimaire « multi-racial » et de la lutte à outrance. L'immense majorité semble prête à dire, si jamais on lui pose la question, une dernière fois « non » à toute association avec les Africains, quitte à s'en aller ensuite. A l'étranger, le premier ministre rhodésien est condamné à tenter de rallier les suffrages des deux publics les plus sensibilisés, l'américain et le britannique. Réussir à leur « vendre » son règlement interne, ce qui lui permettrait plus tard d'aborder avec moins de réticences une conférence générale. C'est ce que le chef Chirau, collaborateur de longue date de M. Smith, a exprimé lundi encore en déclarant qu'une telle conférence ne pouvait avoir lieu « *dans l'immédiat* », mais qu'elle pourrait se tenir « *aussitôt que les attitudes et les circonstances le permettront* ».

On ne voit pas comment les négociateurs anglo-américains pourraient marchander avec un Front patriotique qui a refait son unité, provisoirement, dans la lutte armée, mais, sans aucun doute, M. Smith sera contraint un jour de faire appel aux Occidentaux et de passer à un dialogue auquel, désenchanté par les échecs répétés des « solutions internes », le protecteur sud-africain ne ferait sans doute pas opposition. Epreuve de force ou négociation de dernière heure ? Dans les deux cas, le dernier acte est déjà en train de se jouer.

J.-C. POMONTI.

## NAMIBIE

### LES CINQ PAYS OCCIDENTAUX DEMANDENT LA CONVOCATION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

New-York (*A.F.P.*). — Les cinq ministres des affaires étrangères des pays membres du Conseil de sécurité intéressés au règlement de la question namibienne ont décidé, lundi 25 septembre à New-York, de demander pour jeudi prochain la réunion du Conseil de sécurité, afin qu'il adopte une résolution approuvant le plan Waldheim sur la Namibie.

Les cinq ministres (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Canada et République fédérale d'Allemagne) ont d'autre part décidé le rappel à New-York pour consultation de leurs ambassadeurs respectifs en Afrique du Sud. Les ministres poursuivront leurs consultations à New-York, où se déroule la trente-troisième Assemblée générale des Nations unies, avec « *toutes les parties concernées par le problème namibien* ».

# PROCHE-ORIENT

## LES PROLONGEMENTS DE LA RENCONTRE DE CAMP DAVID

La rencontre de Camp David continue d'avoir des répercussions et des prolongements dans diverses capitales.

● A JERUSALEM, la Knesset se prononcera sur les accords mercredi soir 27 septembre, le débat, qui a commencé lundi, devant se prolonger. Les observateurs estiment que le Parlement israélien approuvera les accords à un large majorité. Le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Pérès, a d'ores et déjà promis son appui au premier ministre lundi.

● AU CAIRE, on minimise la portée concrète des mesures décidées à Damas par les pays du Front de la fermeté. Les experts considèrent comme négligeables les effets du blocus économique auquel la Syrie, la Libye, l'Algérie et le Yémen du Sud voudraient soumettre l'Egypte. L'aide financière de la Libye et de l'Algérie, fait-on valoir au Caire, est déjà interrompue depuis 1973. Les centaines de milliers de travailleurs égyptiens à l'œuvre dans certains de ces pays, notamment en Libye, ne paraissent pas menacés d'expulsion. En outre, des projets seraient déjà envisagés au Caire en matière de coopération économique avec Israël (vente de pétrole du Sinaï et d'eau du Nil à l'Etat juif, par exemple).

Le président Sadate paraît en tout cas décidé à aller de l'avant sans perdre de temps dans la négociation des accords. Il a annoncé lundi 25 septembre que le vice-président égyptien, M. Hosni Moubarak, entamerait dès ce jour les contacts directs égypto-israéliens pour préparer les prochains pourparlers concernant les accords de Camp David. Il a ajouté que ces pourparlers commenceraient dès que la Knesset aura fait connaître sa décision. Le quotidien « Al Ahram » a indiqué lundi, que le président Sadate avait invité le président Carter et M. Begin à venir prier avec lui sur le mont Sinaï quand le traité de paix serait signé. Le quotidien cairote « Massa » a annoncé, de son côté, que le président Sadate prononcerait un grand discours jeudi, jour anniversaire de la mort de Nasser, et qu'il répondrait alors aux « bouffonneries » du Front de la fermeté.

● A WASHINGTON, le porte-parole du département d'Etat a annoncé lundi que l'ambassadeur itinérant, M. Alfred Atherton, avait entamé une nouvelle tournée au Proche-Orient qui le mènera dans plusieurs capitales. Après Téhéran, où il est arrivé lundi, il visitera Amman, le Caire et Jérusalem. Il se rendra ensuite en Afrique du Nord et en Europe occidentale.

● A AMMAN, le président syrien Assad, qui est attendu ce mardi, pourrait proposer, selon le quotidien libanais « Al Nahar », la tenue d'un sommet arabe sans la participation de l'Egypte. Le chef d'Etat syrien se rendrait ensuite dans plusieurs autres pays arabes, notamment en Arabie Saoudite. Quant à la date de sa visite en U.R.S.S., elle aurait déjà été fixée mais n'a pas été rendue publique.

● A MASCATE, un porte-parole du ministère omanais des affaires étrangères a déclaré lundi que les résultats du sommet de Camp David « n'étaient pas tout à fait négatifs car certains aspects représentent des progrès tangibles ».

● A NEW-YORK, en revanche, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Saadoun Hammadi, a déclaré lundi à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU que tout règlement qui néglige le droit des Palestiniens à retourner dans leur patrie et à exercer leurs droits inaliénables était irréaliste et avait peu de chances de succès. — (A.F.P., A.P., Reuter, UPI.)

### COLÈRE ET DÉSARROI DANS LES IMPLANTATIONS ISRAÉLIENNES DU SINAI

## « Nous avons été trompés... »

De notre correspondant

Yamit. — Au-dessus de la plage rectiligne et de la palmeraie, la ville de Yamit est un carré de béton posé sur les dunes qui séparent le désert du Sinaï de la Méditerranée.

*« On a voulu construire sur du sable ; le proverbe dit que ça ne peut pas durer... »* Cette boutade reflète l'amertume des habitants de Yamit, principale agglomération parmi les implantations israéliennes créées depuis 1967 au sud de la bande de Gaza, en territoire égyptien, dans ce qu'on appelle le « saillant de Rafah ». Cette région devra être évacuée selon les accords de Camp David entérinés dimanche par le conseil des ministres israélien. Trois mille cinq cents colons devront quitter le nord du Sinaï pour regagner Israël. C'est le prix de la paix avec l'Egypte.

Bien qu'ils devinent la décision irréversible, les Israéliens de ce secteur sont résolus à résister. Samedi, les tracteurs et les camions des *moshavim* (coopératives agricoles) de la région ont bloqué les routes aux abords de Yamit, tandis que commençait une campagne d'information auprès des nombreux automobilistes qui se rendaient sur les plages au nord du Sinaï. *« Fermé en raison de l'abandon de nos principes »*, annonçaient les banderoles. Les manifestants, le lendemain dimanche, sont venus protester sous les fenêtres du premier ministre, à Jérusalem. Dans un tract, le comité d'action pour la région de Yamit a énuméré les *« quatre vérités »* de ces accords : *« Nous avons tout cédé. Nous avons pris un risque inconsidéré. Nous revenons à des frontières qui ne sont pas « sûres ». Nous supprimons la zone-tampon entre Gaza et l'Egypte. »*

Le quadrilatère de Yamit, comme la plupart des implantations en territoire occupé, est entouré d'un réseau de grillage et de barbelés. Des réservistes de l'armée gardent en permanence l'entrée principale. La ville actuelle, qui compte quinze cents habitants — dont les premiers ont été installés à la fin de 1974, — est un assemblage savamment composé d'éléments préfabriqués. Les constructions ne dépassent pas un étage. Des gradins abondemment fleuris à grand renfort d'irrigation donnent à l'ensemble — est-ce la proximité de la plage et des palmiers ? — un petit air de « village de vacances ». La partie déjà construite ne représente qu'un quart du terrain délimité. Deux cent cinquante appartements sont en cours d'achèvement et deux cents autres en chantier. Malgré la décision du sommet de Camp David, les travaux continuent.

*« Le départ ? Bien sûr, nous sommes obligés d'y penser*, déclare une jeune femme arrivée à Yamit avec sa famille il y a trois ans. *Mais nous nous battrons, car nous ne pouvons accepter d'avoir été trompés à ce point. »* La plupart des habitants soulignent l'importance des efforts faits par le gouvernement pour attirer la population dans cette région. *« Nous étions les pionniers des pionniers*, dit un commerçant. *On nous a fait miroiter les projets les plus insensés. Et puis, on nous disait qu'ici ce n'était pas la Cisjordanie et qu'il n'y avait vraiment pas de danger qu'Israël évacue cette zone vitale pour la sécurité du pays. »* De nombreux résidents reconnaissent que la perspective d'un accord avec l'Egypte, depuis le voyage du président Sadate à Jérusalem, leur faisait croire qu'un arrangement serait facilement trouvé pour le maintien de ces implantations.

Cependant, à Yamit, les habitants paraissent plus ou moins résignés à quitter leurs maisons. La moitié des locataires sont des militaires qui servent dans les camps de la région et une autre partie est composée de fonctionnaires. La majorité estime pouvoir être relogée et réemployée sans trop de difficulté en Israël.

### « Notre vie s'arrête »

Dans l'immense et riche coopérative agricole de Sadot non loin de Yamit, en revanche, les habitants se montrent plus durs.

*« Ici, nous sommes accrochés à la terre*, nous dit un cultivateur. *Comme l'ont déjà fait tant d'Israéliens depuis un siècle, nous avons fait reverdir le désert. Subitement, on nous demande de plier bagages. C'est la fin d'une expérience à peine commencée. Que va-t-on faire de nous, la terre est rare en Israël aujourd'hui. Nous ne retrouverons rien d'équivalent. Notre vie s'arrête. »* La colère est grande. Un nouvel immigré dénonce l'*« hypocrisie »* du gouvernement en déclarant : *« Israël n'est plus Israël. Plutôt que de reprocher aux juifs de la Diaspora de ne pas venir assez nombreux s'installer en Israël, M. Begin devrait l'avouer : le sionisme n'est plus possible, il n'y a plus de place pour l'esprit pionnier qui a fait l'existence de ce pays. »*

Le mot de *« trahison »* revient sans cesse.

Il est vrai que les ambitions des promoteurs de ces implantations étaient si grandes qu'elles paraissent trompeuses à présent. Au début des années 70, il était prévu de construire à Yamit un port, un aérodrome, une zone industrielle et plusieurs centres de tourisme. Selon des projets grandioses mais officiels, la ville devait compter 250 000 habitants dans les années 80. En 1977, il est vrai, on avait prudemment réduit ce chiffre à 100 000.

Ville
Agglomération existante
Agglomération en cours de création
Projet d'agglomération
Zone aménagée en vue de l'extension des agglomérations
MER MÉDITERRANÉE
Ashqelon
Gaza
Nahal Netsarim
Nahal Kfar Darom
Nahal-Katif
Katif B
Netser-Hazani
Khan Younes
Nahal Morag
Yamit
Rafah
Soufa
Holit
Priel
Talmei Yossef
Dikla
Nahal Tarsag
Avchalom
Sadot
Nir Avraham
Ougda
Sadot H
Sadot I
Sadot T
Harouvit
Nahal Sinaï
El Arich
Bir Lahfan
vers Abou-Aguela
ISRAËL
0 10 20 km

### « Yamit-État d'Israël... »

Les noms de MM. Moshe Dayan et Ariel Sharon, aujourd'hui ministre des affaires étrangères et ministre de l'agriculture, ne sont pas à prononcer devant les colons de Yamit. Au début du projet, le premier était ministre de la défense et le second commandant militaire de la région sud. A ce titre, ils ont été d'ardents promoteurs. Pour assurer la sécurité d'Israël, M. Dayan voulait à tout prix — l'expulsion de centaines de Bédouins par exemple — créer des implantations civiles afin de former une « zone tampon » entre les camps palestiniens de Gaza et l'Egypte. A plusieurs reprises, dans les gouvernements travaillistes, il a menacé de démissionner si le maintien de ces secteurs stratégiques sous contrôle israélien n'était pas inscrit dans le programme du parti.

Peu après le voyage du président Sadate à Jérusalem, malgré la perspective des négociations, M. Sharon a provoqué un scandale en Israël et la colère des Américains en décidant de poursuivre les travaux dans le Nord-Sinaï. L'affaire des bulldozers de M. Sharon devait être le premier épisode de l'offensive menée par Washington et, en Israël, par le mouvement La paix maintenant, pour forcer M. Begin à « geler » les implantations dans les territoires occupés.

*« Nous ne serons pas un obstacle à la paix, mais comment ne pas dire que nous avons été trahis*, déclare un habitant de Yamit. *Dayan a négocié à Camp David la reddition de Yamit et, comme Sharon, il vient de voter cette décision au gouvernement. Ils ont retourné leur veste. Nous sommes, depuis le début, les victimes de leur politique. »*

Dimanche, le drapeau bleu et blanc frappé de l'étoile de David avait été hissé sur la plupart des logements de Yamit, et chaque habitant avait collé sur sa voiture cette étiquette éloquente : *« Région de Yamit - Etat d'Israël. »*

FRANCIS CORNU.

### DÉBATS HOULEUX A LA KNESSET

## M. Begin presse les députés d'approuver les accords israélo-égyptiens

De notre correspondant

Jérusalem. — Avec une centaine de tracteurs, près de trois mille manifestants, venus des implantations israéliennes du Nord-Sinaï et de Cisjordanie, ont réussi, lundi soir 25 septembre, à bloquer le centre de Jérusalem pendant plusieurs heures, pour protester contre les accords de Camp David. *« Aujourd'hui Yamit, demain Jérusalem »*, *« Begin à Camp David a créé l'Etat palestinien »*, tels étaient les principaux slogans des manifestants, parmi lesquels de nombreux membres du Goush Emounim (le bloc de la foi). Dans le Nord-Sinaï, une cinquantaine de personnes ont décidé d'occuper deux implantations en chantier, à Priel et Talmei Yosef, au sud de Yamit.

Dans la matinée, une manifestation d'un autre genre avait lieu à l'intérieur même de la Knesset, où M. Begin venait soumettre les accords de Camp David à l'approbation du Parlement. *(Voir nos dernières éditions du 26 septembre.)* Mme Geula Cohen, membre du Likoud, a réussi à plusieurs reprises à empêcher le premier ministre de parler en réclamant avec force la démission de celui-ci. Reprenant *a contrario* les premiers mots de M. Begin, celle que l'on appelle souvent la « Pasionaria du Gran dIsraël » a crié vers la tribune : *« Il ne nous apporte pas la paix ni la sécurité ni l'honneur, il nous apporte le partage de la terre d'Israël. »* Comme le permet le règlement intérieur de la Knesset, le président de la Chambre a demandé aux députés de voter l'expulsion de la perturbatrice. Ce qui fut fait à la quasi-unanimité.

Toutes ces manifestations contre les accords de Camp David sont certes le fait d'une minorité, mais celle-ci est d'autant plus agissante qu'elle profite des contradictions, des réticences et des craintes qui apparaissent, tant au sein du cabinet de M. Begin que dans la coalition gouvernementale ou l'opposition même si la grande majorité des membres de la Knesset s'apprête à approuver les accords de Camp David.

En se présentant devant le Parlement, M. Begin a clairement laissé entendre qu'Israël n'avait pas le choix : il fallait accepter d'évacuer les colonies du Sinaï ou renoncer à la paix. Toute autre solution, a-t-il précisé, aurait été rejetée par le président Sadate à Camp David.

Prenant à son tour la parole, M. Shimon Pérès, chef de l'opposition travailliste, a résumé le malaise ressenti par la majeure partie de l'opinion israélienne en déclarant que le *« prix »* de la paix lui semblait *« trop élevé »*. Puis il a noté que, à son avis, l'accord sur l'évacuation du Sinaï pouvait représenter un précédent qui ne manquerait pas d'être utilisé un jour ou l'autre par les autres pays arabes. Cependant, M. Pérès a affirmé que l'opposition travailliste soutiendrait dans son ensemble la position du gouvernement.

### Menaces de démission

D'ores et déjà, selon les dernières estimations, M. Begin est assuré d'obtenir au moins soixante-quatorze voix sur cent vingt lors du vote qui devrait avoir lieu dans la soirée du mercredi 27 septembre. De nombreux partis n'ont pas encore définitivement arrêté leur position, notamment dans la majorité gouvernementale, où les réserves sont les plus grandes. De multiples réunions devaient encore avoir lieu mardi.

Mercredi matin, le gouvernement doit se réunir une dernière fois avant de se rendre à la Knesset, certains ministres ayant exigé des explications supplémentaires. Deux d'entre eux, M. Ygael Horwitz, ministre de l'industrie, du commerce et du tourisme, et M. Eliezer Chostak, ministre de la santé, ont déjà annoncé qu'ils voteraient contre le projet. Selon certaines indications publiées par la presse israélienne, ce mardi, le ministre de l'éducation nationale, M. Zevouloun Hammer, serait résolu, pour sa part, à démissionner après avoir approuvé les accords. On ignore encore si M. Begin imposera la discipline de vote dans les partis de la majorité, comme il semblait en avoir manifesté l'intention lundi contrairement à ce qu'il avait déclaré à la fin du sommet de Camp David. — F. C.

# DIPLOMATIE

## Amnesty International lance une campagne pour la ratification de la convention de l'ONU sur les droits de l'homme

Londres (A.F.P.). — L'organisation Amnesty International a lancé lundi 25 septembre à Londres une campagne mondiale pour l'entérinement de la convention des Nations unies pour les droits de l'homme.

Le secrétaire général de l'organisation de défense des prisonniers politiques, M. Martin Ennals, a indiqué, au cours d'une conférence de presse, que cette campagne vise les quelque cent pays qui n'ont pas encore ratifié la convention de l'ONU. Celle-ci donne force de loi aux clauses de la déclaration universelle des droits de l'homme établie il y a trente ans.

M. Ennals a annoncé que l'organisation, dont le conseil international a tenu sa *onzième réunion* le week-end dernier à Cambridge, avait décidé de s'abstenir désormais de « proposer ou de soutenir des sanctions telles que des boycottages contre les gouvernements commettant des violations des droits de l'homme ».

M. Ennals a souligné que cette décision « ne signifie pas qu'Amnesty International est opposé à de telles pressions économiques, mais, simplement, que ces pressions ne sont pas de sa compétence ».

Par ailleurs, M. Ennals a indiqué qu'Amnesty International avait décidé de ne plus soutenir les expériences médicales sur les animaux destinées à diagnostiquer les effets des tortures par l'électricité ou les brûlures. Des expériences de ce genre, qui ont suscité des controverses en Grande-Bretagne, ont été menées sur des cochons vivants depuis 1976 par un groupe de médecins danois.

M. Ennals a indiqué que la majorité des trois cents délégués venus de quarante-trois pays qui ont participé à la réunion de Cambridge, avaient rejeté une motion qui proposait de traiter les homosexuels en « prisonniers de conscience ». Cette décision, a-t-il souligné, n'implique pas une prise de position de l'organisation contre les droits des homosexuels. Cette question sera d'ailleurs examinée à nouveau lors de la prochaine réunion du conseil international.

D'autre part, Amnesty International organisera l'année prochaine à Mexico un séminaire international sur la torture des prisonniers politiques.

### OUVERTURE DU DÉBAT A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

Nations unies (New-York) *(A.F.P., U.P.I.)*. — Le débat général de la trente-troisième session de l'Assemblée générale des Nations unies a commencé le lundi 25 septembre à New-York. Plusieurs ministres des affaires étrangères ont pris la parole, dont le yougoslave, M. Josip Vrhovec, qui a notamment déploré l'échec du dialogue Nord-Sud ; le norvégien, M. Knut Freydenlund, qui a demandé la création de forces de réserves de l'ONU ; le japonais, M. Sunad Sonoda ; l'irakien, M. Saadon Hamadi, qui a dénoncé les récents accords de Camp David, et le brésilien, M. Antonio Azeredo da Silveira.

Dans son discours, M. Azeredo a regretté *« les obstacles que certains pays développés s'efforcent de dresser contre l'acquisition par les autres Etats de technologies, notamment la technologie nucléaire à usage pacifique, indispensables au développement »*. *« Certains pays hautement industrialisés*, a dit le ministre, *s'efforcent systématiquement d'empêcher*, de *restreindre ou de bloquer l'accès des pays en voie de développement aux moyens nécessaires à la promotion du bien-être de leurs peuples. Cette situation, qui va en s'aggravant*, est *d'autant plus inquiétante qu'elle s'inscrit dans les perspectives de plus en plus sombres »* du dialogue Nord-Sud.

M. Gromyko, le ministre soviétique des affaires étrangères, devait prendre la parole ce mardi 26 septembre.

● *M. Han Ke-hua*, ambassadeur de la République populaire de Chine, a été reçu lundi 25 septembre, à Marseille, par le maire de la ville, M. Defferre.

● *Les entretiens de Vienne* sur la réduction des forces en Europe (N.B.F.R.), suspendus pendant les vacances, reprennent jeudi 28 septembre. Ils entreront le 30 octobre dans leur sixième année. — *(A.F.P.)*

● *Le premier ministre des îles Salomon*, M. Kenilorea, a été l'hôte à dîner lundi 25 septembre de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. M. Stirn a d'autre part reçu lundi le premier ministre de la Dominique, M. Patrick John. Ile des Antilles, membre du Commonwealth, la Dominique deviendra indépendante le 3 novembre.

● *Les relations franco-hongroises.* — M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, se rendra en visite officielle en Hongrie du 27 au 30 septembre.



### Iran

## L'opposition annonce une grève générale pour le 30 septembre

Le Comité pour la défense et la promotion des droits de l'homme en Iran (1) a démenti ce mardi 26 septembre les déclarations faites la veille à Qom par un porte-parole de la hiérarchie religieuse et selon lesquelles l'Irak aurait levé les mesures prises à l'encontre de l'ayatollah Khomeiny, qui vit depuis quinze ans en exil à Nadjah (*le Monde* du 26 septembre).

Le Comité souligne que, d'après des informations précises, les mesures (surveillance étroite de la résidence de l'ayatollah par la police irakienne) sont toujours en vigueur. Il indique que les autorités irakiennes avaien tdemandé à l'ayatollah, il y a quarante jours, de ne pas intervenir dans les affaires d'Iran, sous menace « d'expulsion et même d'emprisonnement ». *« Depuis une semaine, ces menaces ont été exécutées et il se trouve ainsi privé de tout contact avec l'extérieur »*, ajoute le Comité, qui précise que les autorités religieuses et le Front national préparent une journée de grève générale pour le 30 septembre.

Par ailleurs, M. Ali Qoli Ardalan, soixante-dix-sept ans, premier conseiller privé du chah et ancien ministre des affaires étrangères, sera le nouveau ministre de la cour, en remplacement de l'ancien premier ministre, M. Amir Abbas Moveyda, qui avait démissionné le 9 septembre. La nouvelle devait être rendue publique ce mardi.

De son côté, M. Javad Said, secrétaire général du parti unique Rastakhiz, a annoncé que cette formation, créée par le chah en mars 1975, avait décidé de ne pas se dissoudre, mais avait accepté de perdre son statut de parti unique.

On estime qu'à la fin de la période de la loi martiale, en mars prochain, au moins quatorze partis politiques, dont le Front national, dirigé par d'anciens partisans de Mossadegh, devraient reprendre leurs activités.

Enfin, on précise dans les milieux bancaires de Téhéran qu'environ un milliard de dollars ont fui l'Iran, en trois semaines, pendant la récente crise. — *(A.F.P., Reuter.)*

(1) 46, r. de Vaugirard, 75006 Paris, tél. 366-94-23.


AMP DAVID

# EUROPE

## République fédérale d'Allemagne

### Le cardinal Wyszynski, primat de Pologne a reçu un accueil exceptionnellement chaleureux

De notre correspondant

Bonn. — La visite de cinq jours du cardinal Wyszynski et de la délégation de l'épiscopat polonais qui l'accompagnait a pris fin lundi soir 25 septembre à Cologne. Cette rencontre marque l'ouverture d'un chapitre entièrement nouveau dans les rapports entre catholiques de la R.F.A. et de la Pologne (« le Monde » du 19 septembre).

Du côté allemand, on avait éprouvé quelque appréhension. Le primat de Pologne passe, à juste titre, pour un patriote des plus ardents, et même pour un nationaliste. C'est donc avec une satisfaction considérable que les catholiques ouest-allemands ont communié avec un chef de l'Eglise polonaise résolu à mettre l'accent sur l'avenir beaucoup plus que sur le passé.

A Cologne, à Munich et à Dachau, le cardinal Wyszynski a rencontré un accueil exceptionnel, pour des motifs qui n'étaient d'ailleurs pas toujours dépourvus de contradictions. D'une part, ses hôtes ouest-allemands tenaient à démontrer de façon claire la rupture avec un passé historique douloureux. D'autre part, certains d'entre eux comptaient peut-être sur le primat de Pologne — qui a toujours tenu tête au régime — pour dénoncer l'oppression que subit l'Eglise au sein du bloc socialiste. A cet égard, ils auront probablement été déçus : tout au long de sa visite, le cardinal a pris grand soin de se tenir au-dessus de la mêlée politique, tout en maintenant ses distances à l'égard des dirigeants de Varsovie. L'ambassadeur de la République populaire à Bonn, M. Chylinski, a salué le chef de l'Eglise polonaise à Dachau. Répondant à ce geste, le cardinal a, au dernier jour de son voyage, fait lui-même une visite de courtoisie à l'ambassadeur.

Même si certains catholiques ouest-allemands ont été un peu pris de court par l'attitude du cardinal, celui-ci a bénéficié d'un accueil exceptionnel. Jamais les voûtes des cathédrales de Cologne et de Munich n'ont répercuté des ovations aussi enthousiastes que lors de l'arrivée du cardinal et des évêques polonais qui l'accompagnaient.

Tout au long de son voyage à travers la R.F.A., le cardinal s'est abstenu d'opposer l'Est à l'Ouest, ne parlant que de la renaissance d'une Europe qui devrait devenir, selon lui, « *un nouveau Bethléem* » pour tous les peuples et toutes les nations. Même à Dachau, où il lui était impossible de ne pas rappeler le martyre de dizaines de milliers de Polonais (parmi lesquels se trouvaient des centaines de prêtres appartenant à sa génération), il a fait de son mieux pour ne pas rouvrir les vieilles blessures.

Avant de repartir, lundi soir, pour la Pologne, le cardinal, au cours d'une conférence de presse, est d'ailleurs revenu encore une fois sur ce sujet : s'il convient, certes, de ne pas oublier les erreurs du passé, il faudrait, selon lui, que Polonais et Allemands s'efforcent surtout aujourd'hui de découvrir des chemins communs vers l'avenir. De sorte que les fidèles et les dirigeants de l'Eglise de la République fédérale d'Allemagne ont aujourd'hui le sentiment que la réconciliation entre catholiques des deux pays est scellée de façon définitive.

JEAN WETZ.

## SPÉCIALISTE DES BLINDÉS

### Le général Hasso von Manteuffel est mort

Le général Hasso von Manteuffel, ancien commandant de la V[e] armée blindée allemande et ancien député libéral, est mort le 24 septembre, à Reith, près d'Innsbruck (Autriche), à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

∴

*Hasso von Manteuffel était un des meilleurs professionnels de la guerre à avoir combattu sous les ordres de Hitler, qui lui dut ses derniers demi-succès. Ce fut notamment un des inspirateurs et le plus brillant exécutant de l'offensive allemande des Ardennes, pendant l'hiver 1944, qui faillit rompre le front allié.*

*Il appartenait à une famille de soldats prussiens. Son grand-oncle, le maréchal von Manteuffel, fut un des principaux chefs militaires de la guerre de 1870-1871. Hasso von Manteuffel, né le 14 janvier 1897, à Postdam, reçut l'éducation traditionnelle des « junkers », fut cadet puis officier. En 1939, il est major. On ne parlera de lui qu'à partir du moment où l'armée allemande commence à reculer sur tous les fronts. Habile tacticien, il freinera partout o il sera engagé les défaites et les replis.*

*Après la victoire britannique d'El-Alamein et la course vers Tunis, en février 1943, commandant une division, il contre-attaque sous les ordres de von Arnim vers Beja et Medjez-El-Bab. Envoyé la même année sur le front de l'Est avec la 7[e] panzer division, il ralentit, par une attaque de flanc, la poussée russe vers Kiev, puis, en mai 1944, l'offensive de Koniev vers la Roumanie.*

*Hitler, pour une fois confiant dans les qualités professionnelles d'un général qui n'est pas inscrit au parti nazi lui confie, à quarante-sept ans le commandement d'une armée, la V[e] armée blindée. Sous les ordres du maréchal von Runstedt, Manteuffel, qui avait été un des inspirateurs du plan, poussera, à Noël 1944, à travers les Ardennes et atteindra la Meuse. Mais Bradley et Patton réussiront à colmater la brèche.*

*Lorsque l'Allemagne capitule, Manteuffel ramène vers l'Ouest deux cent mille hommes désarmés pour éviter leur capture par les Soviétiques. Il devient fondé de pouvoir dans une entreprise métallurgique, entreprend une carrière politique. Il s'inscrit au parti libéral (F.D.P.) et joue un rôle dans le débat sur la Communauté européenne de défense (C.E.D.). Elu député en 1953, il est de ceux qui veulent faire de la Bundeswehr une armée démocratique et il est un des auteurs des textes qui garantissent les droits et la formation démocratique du soldat* (Innere Fuehrung). *En 1957, après avoir quitté le F.D.P. pour un parti de droite, le parti allemand, il perd son mandat et revient à la métallurgie.*

*Paradoxalement, c'est pour avoir en 1944 méconnu les droits du soldat qu'il comparait en 1959 devant la cour d'assises de Düsseldorf : il a fait fusiller un jeune soldat — dont le nom restera inconnu — qui avait été condamné à deux ans de prison pour avoir laissé fuir un déserteur. Le général est condamné à dix-huit mois de prison et n'en fera que quatre.*

## Grèce

### LA VISITE DE M. HUANG HUA AMORCE UN DÉVELOPPEMENT DES ÉCHANGES AVEC LA CHINE

*(De notre correspondant.)*

Athènes. — Le premier ministre, M. Caramanlis, et le ministre des affaires étrangères, M. Rallis, ont accepté l'invitation transmise par le chef de la diplomatie chinoise, M. Huang Hua, et se rendront l'an prochain en Chine à une date qui sera fixée par la voie diplomatique. La Grèce et la Chine souhaitent multiplier leurs échanges économiques, techniques et culturels.

Après la retentissante visite du premier ministre chinois à Bucarest et à Belgrade, on se demandait à Athènes si celle de M. Huang Hua n'allait pas donner lieu à quelques nouveaux éclats. Il n'en a rien été. Le ministre des affaires étrangères de Chine a évité de placer les dirigeants grecs dans l'embarras. Il a relevé l'importance de l'intégration de la Grèce à une Europe unie et apprécié ses efforts pour développer et activer la coopération entre les Etats balkaniques.

Au cours de sa visite officielle, fixée depuis des mois, et dont les Soviétiques avaient été informés afin d'éviter tout malentendu, M. Huang Hua a signé un accord culturel. L'Opéra de Pékin participera au Festival d'Athènes et une troupe théâtrale grecque se rendra en Chine. Une mission archéologique grecque est invitée en Chine, sans omettre des échanges de visites entre hommes de sciences.

Le domaine des échanges commerciaux a déjà été exploré par le ministre grec du commerce, M. Panayotopoulos, lors de sa visite à Pékin en avril dernier. Des négociations sont en cours et les hommes d'affaires grecs pensent que les relations commerciales deviendront plus substantielles.

C'est surtout en matière de transports maritimes et de construction navale que les propositions grecques ont été les plus appuyées, soit pour la location, soit pour la construction et la réparation de bateaux.

C'est le 6 juin 1972 que la Grèce a reconnu officiellement la Chine, et les premiers accords économiques entre les deux pays ont été signés en 1973. Cette amorce de collaboration fut alors vivement encouragée par un groupe d'armateurs grecs qui constituent le noyau du « lobby » chinois à Athènes. Depuis des décennies, ces armateurs ont régulièrement travaillé avec la Chine, même aux heures les plus chaudes (Corée, Vietnam), forçant le blocus et se retrouvant sur les « listes noires » établies par les Américains. Dès 1963, les armateurs songèrent à ouvrir une ligne maritime desservant régulièrement les principaux ports chinois. En 1971, les bateaux grecs affrétés par les Chinois représentaient plus de 30 % du tonnage étranger travaillant pour la Chine.

MARC MARCEAU.

## Espagne

### L'assassinat de deux gardes civils au Pays basque apparaît comme une provocation

De notre correspondant

Madrid. — Quelques heures avant que le Sénat n'aborde à Madrid l'étude du projet de Constitution, deux gardes civils ont été assassinés aux premières heures de la matinée, lundi 25 septembre, dans un marché aux fruits de Saint-Sébastien, la capitale de la province basque du Guipuzcoa (*le Monde* du 26 septembre).

Les deux hommes, MM. Lorenzo Soto et José Zafra, affectés à l'intendance du corps général de la garde civile de Saint-Sébastien, venaient de terminer leur marché, vêtus d'un bleu de travail, lorsqu'ils ont été mitraillés dans leur jeep par quatre individus qui ont réussi à prendre la fuite. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais les policiers estiment qu'il devrait être l'œuvre de l'ETA, d'autant que les terroristes ont employé des cartouches 9 millimètres parabellum d'ordinaire utilisées par les commandos de l'organisation séparatiste basque.

Depuis le début de l'année, vingt policiers ont été tués en Espagne, dont quinze au Pays basque. Ces attentats, qu'ils soient revendiqués ou non par tel ou tel groupe, correspondent toujours à un moment politique important de la jeune démocratie ibérique. Cette fois, la mort des deux gardes civils a eu lieu le jour même où la Chambre haute entamait en session plénière l'étude du projet de Constitution. Lors de la clôture de l'examen du texte par le Congrès des députés le 21 juillet dernier, deux officiers avaient déjà été tués en plein centre de Madrid.

La date choisie, et le fait que ces crimes ne peuvent que semer le trouble dans l'esprit des sénateurs, font penser qu'il pourrait s'agir d'une provocation. Le texte soumis au Sénat et amendé par une commission *ad hoc* reconnaît, en tout cas au peuple basque les privilèges foraux (1) qui avaient été suprimés par le général Franco en 1939, à la fin de la guerre civile.

*(Intérim.)*

(1) Privilèges divers, et notamment exemptions fiscales dont bénéficiaient traditionnellement les provinces basques. Le général Franco les a abolis en 1939 pour « punir » les Basques de s'être pour la plupart rangés du côté de la République au cours de la guerre civile.

● *Les commissions ouvrières (syndicat de tendance communiste)* ont invité lundi leurs adhérents à préparer diverses manifestations pour protester contre le « terrorisme » — *(A.F.P.)*

## Portugal

### Le président Eanes entend désormais résoudre rapidement la crise gouvernementale

Le président Eanes devait recevoir en audience, ce mardi 26 septembre, les responsables du parti communiste et du P.S.D. (parti social-démocrate) et, le 27, ceux du Centre démocratique et social (C.D.S.) et du parti socialiste. L'initiative du chef de l'Etat portugais intervient peu après son discours du 22 septembre, dans lequel il a manifesté son intention de rechercher, dans un premier temps, toutes les possibilités de former un nouveau gouvernement sur la base d'un accord entre les partis représentés au Parlement en vue de remplacer l'équipe de M. Nobre da Costa, censurée le 14 septembre par l'Assemblée de la République.

Tant le C.D.S. et le P.S.D., à droite de l'échiquier politique, que le P.C., ont réagi très favorablement aux propositions formulées le 22 par M. Ramalho Eanes. Le P.S., de son côté, a fait connaître sa « *totale disponibilité* » à participer à un « *dialogue direct entre le président de la République et les partis* » ; mais il a aussi souligné que l'« *éventail des solutions constitutionnelles* » proposé par le chef de l'Etat était réduit.

Dans une interview accordée le 25 septembre au *Washington Post*, le général Eanes déclare qu'il entend forcer les étapes en vue de sortir de la crise. Selon le quotidien américain, il envisage d'accorder une semaine aux partis pour parvenir à une solution concertée.

Faute d'un accord entre les formations politiques assurant une majorité parlementaire au prochain gouvernement, le président portugais se donnerait une nouvelle semaine pour mettre sur pied une équipe dirigée par un indépendant. En cas de nouvel échec devant le Parlement, il formerait, comme il est prévu dans la Constitution, un troisième cabinet, dont le seul but serait, à l'évidence, de préparer des élections anticipées.

Rappelons que c'est le 23 juillet que les trois ministres centristes ont démissionné du deuxième gouvernement Soares, ouvrant officiellement la crise.

# A TRAVERS LE MONDE

## Afghanistan

● L'AMBASSADEUR D'AFGHANISTAN EN IRAN, M. Najib, a été relevé de ses fonctions. Le ministère afghan des affaires étrangères a informé les autorités iraniennes qu'il n'assumait plus aucune fonction officielle, un mois après la remise des lettres de créance. M. Najib aurait été victime d'une purge ordonnée par le président Taraki contre certains cadres qui l'avaient aidé à prendre le pouvoir en avril. — *(Reuter.)*

## Cambodge

● LES TROUPES VIETNAMIENNES ont subi de lourdes pertes lors d'une bataille qui a eu lieu entre le 27 août et le 3 septembre dans la plantation de Krek, en territoire cambodgien, a écrit, lundi 25 septembre, le correspondant du journal pro-chinois de Hongkong *Wen Wei Pao*, qui a visité le champ de bataille. Ces informations ont été reprises par Radio Phnom-Penh, qui confirme ainsi la présence de troupes vietnamiennes sur son sol. — *(A.F.P.)*

## Chili

● LE PROCES RELATIF A L'ASSASSINAT D'ORLANDO LETELIER débutera le 8 janvier prochain aux Etats-Unis, a annoncé, le lundi 25 septembre à Santiago, l'avocat représentant le gouvernement américain pour l'enquête ouverte après la mort, survenue il y a deux ans à Washington, de l'ancien ministre des affaires étrangères chilien. M[e] Alfredo Etcheberry a précisé que le procès aurait lieu même si la Cour suprême de Santiago ne donnait pas suite aux demandes d'extradition déposées par la justice américaine à l'encontre du général Contreras et de deux autres officiers chiliens impliqués dans l'affaire. — *(A.F.P.)*

## Chine

● UNE DELEGATION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, à laquelle se sont joints divers représentants des milieux d'affaires, séjourne actuellement à Pékin. Au cours d'un banquet offert lundi 25 septembre en son honneur, M. Li Chiang, ministre du commerce extérieur, a affirmé le soutien de la Chine — qui a signé en avril un accord commercial avec la C.E.E. — aux « *aspirations de l'Europe à l'unité et à la prospérité* ». — *(Corresp.)*

## Egypte

● UNE ORGANISATION CLANDESTINE COMMUNISTE A ETE DECOUVERTE ces derniers jours en Egypte, a révélé mardi 26 septembre le quotidien *Goumhouria*. Les personnes arêtées font l'objet d'une enquête menée par le parquet dans le plus grand secret, précise le journal. — *(A.F.P.)*

## États-Unis

● M. ALLAN BAKKE, ingénieur de trente-huit ans, qui veut entreprendre des études de médecine, a commencé, lundi 25 septembre, à suivre les cours de la faculté de médecine de Davis, qui dépend de l'université de Californie. Le refus initial de la faculté de Davis d'accepter M. Bakke, malgré des notes suffisantes des quotas d'admission favorisant les minorités ethniques (M. Bakke est de race blanche), avaient suscité un débat national, que la Cour suprême a tranché en faveur du candidat (*le Monde* du 30 juin) (A.F.P.).

## Laos

● L'ARMEE LAOTIENNE a lancé, le 8 septembre, une attaque par terre et par air contre une base de maquisards antigouvernementaux méos, a déclaré, lundi 25 septembre, un responsable méo réfugié en Thaïlande. Cinq cents Méos ont traversé la frontière la semaine dernière pour chercher asile en Thaïlande. — *(Reuter.)*

## Liban

● LE SOUDAN a décidé de ne pas renouveler le mandat de son contingent engagé dans la Force arabe de dissuasion au Liban, a annocé samedi 23 septembre l'agence de presse officielle soudanaise. Le mandat expire en octobre prochain. Le Soudan a officiellement informé le secrétariat de la Ligue arabe de sa décision, à laquelle aucune raison n'a été donnée. — *(A.P.)*

## Saint-Marin

● LE « CONSEIL GRAND ET GENERAL » (Parlement) a élu les deux capitaines régents qui dirigeront l'exécutif à partir du 1[er] octobre prochain, pour une durée de six mois. L'un est communiste, l'autre socialiste.

Depuis les élections du 28 mai, la République de Saint-Marin a, pour la première fois depuis vingt et un ans, un gouvernement de gauche composé de communistes et de socialistes. — *(A.F.P.)*

## Tanzanie

● QUATORZE HOMMES ONT ETE CONDAMNES A MORT par pendaison à Singida (Tanzanie) pour le meurtre de vingt et un villageois, il y a près de trois ans. Les condamnés, âgés de dix-huit à trente ans, ont été reconnus coupables d'avoir participé à un raid de « vendetta » familiale contre le village de Kihonda, dans la région de Singida, dans le centre de la Tanzanie. Vingt-trois hommes, appartenant tous à la petite tribu des Barbaigs, avaient été arrêtés par la police à la suite du raid sanglant qui s'est déroulé en janvier 1976. Quatre d'entre eux viennent d'être acquittés. Cinq autres sont morts en prison dans des conditions qui n'ont pas été élucidées. — *(A.F.P.)*.

## Vietnam

● LES ETATS-UNIS ET L'AUSTRALIE ont promis de donner asile à mille deux cents réfugiés vietnamiens, qui sont arrivés, jeudi 21 septembre, dans l'île déserte indonésienne de Pengibo, située entre Bornéo et Singapour. Ces réfugiés, qui se trouvaient à bord de quatre embarcations, avaient été recueillis en mer par un cargo et débarqués dans l'île en attendant qu'un pays tiers propose un accueil définitif. Près de la moitié d'entre eux sont des enfants. — *(U.P.I.)*

## Zaïre

● ON ANNONCE OFFICIELLEMENT A KINSHASA que plus de quinze mille réfugiés et exilés politiques zaïrois ont déjà regagné le Zaïre — principalement la région du Shaba — depuis la promulgation de la loi d'amnistie générale en juillet dernier. La majeure partie de ces réfugiés viennent d'Angola et de Zambie et sont provisoirement installés dans la région de Kolwezi. — *(A.F.P.)*



# AMÉRIQUES

## Argentine

### TRENTE RESPONSABLES SYNDICAUX ONT ÉTÉ ARRÊTÉS

Buenos-Aires *(A. F. P.)*. — Trente responsables syndicaux ont été arrêté le samedi 23 septembre par la police, au nord de Buenos-Aires, apprend-on de sources syndicales. Ils étaient réunis dans le local du syndicat des boulangers de San Fernando en vue d'examiner la situation sociale en Argentine. Depuis la prise du pouvoir par les militaires, en mars 1976, les activités politiques et syndicales sont interdites dans le pays.

D'autre part, le journal de langue anglaise *Buenos-Aires Herald* a lancé, le lundi 25 septembre, un appel en faveur des disparus. Presque toutes les ambassades des pays démocratiques à Buenos-Aires reçoivent des milliers de demandes de familles argentines, pour qu'elles les aident à retrouver leurs parents disparus, écrit ce journal. Le ministère de l'intérieur, poursuit-il, se contente d'enregistrer les noms des personnes disparues ou arrêtées pour vérifier, sans résultat, leur lieu de détention. Le *Buenos-Aires Herald* suggère aux autorités d'informer personnellement les familles sur la situation de ces personnes, ne serait-ce que pour mettre un frein aux campagnes internationales sur cette question.

Le 22 septembre, vingt-cinq responsables politiques d'horizons différents avaient demandé au président de la République de « *libérer les citoyens détenus sans raison ni procès* », dont le nombre s'élève à 4 000 environ.

[N.D.L.R. — Le nombre de « disparus » proprement dit est beaucoup plus élevé. Les chiffres fréquemment cités par les organisations humanitaires vont de 15 000 à 25 000.]

### BUENOS-AIRES ACHÈTE A LA FRANCE LES DEUX AVISOS DESTINÉS INITIALEMENT A L'AFRIQUE DU SUD

La France livrera à l'Argentine les deux avisos de défense côtière, construits à l'arsenal de Lorient, qui avaient été placés sous embargo par décision du président de la République à l'encontre de la République Sud-Africaine. Ces deux navires, dont la finition a été accélérée, doivent quitter à la mi-octobre l'arsenal de Lorient après des essais rapides destinés à les mettre au point.

C'est à la suite de la visite en France en mai dernier (*le Monde* daté 28-29 mai) du vice-amiral Lambroschini, chef d'état-major de la marine de guerre argentine, que les négociations entre les deux pays ont été ouvertes. Ces deux avisos de 1 250 tonnes chacun, initialement destinés à l'Afrique du Sud pour la lutte anti-sous-marine et la surveillance côtière, n'avaient finalement pas été livrés à Pretoria, conformément à la résolution des Nations unies interdisant toute exportation d'armes à l'Afrique du Sud. Depuis, le gouvernement français a remboursé à l'Afrique du Sud le montant de ses avances financières.

## Canada

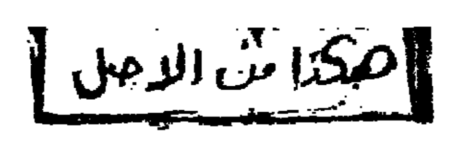
### LE PARTI INDÉPENDANTISTE PRÉCISE LES TERMES DE LA FORMULE « SOUVERAINETÉ-ASSOCIATION ».

Rouyn (Québec). *(A.F.P.)*. — La formule d'association économique qu'un « Québec souverain » proposera aux autres provinces canadiennes sera une union monétaire et douanière, a déclaré M. René Lévesque, premier ministre du Québec, à l'issue de la réunion du conseil national du parti québécois (indépendantiste) qui s'est tenue le week-end des 23-24 septembre à Rouyn, petite ville au nord-ouest de la province.

Un consensus s'est en effet dégagé au sein de son parti et du gouvernement sur la création d'une « communauté monétaire » avec le reste du Canada lors de l'accession du Québec à la souveraineté. Quant à l'union douanière, qui fait partie du programme Pequiste, M. Lévesque considère qu'elle est le point de départ d'une association économique avec le reste du Canada.

Cette union constitue, selon les indépendantistes québécois, une option que les autres provinces pourraient difficilement refuser sans risque de graves bouleversements économiques, à cause notamment de l'interdépendance des économies ontariennes et québécoises.

Le chef du gouvernement québécois a enfin affirmé que la « campagne référendaire » qui précédera le référendum sur l'avenir politique du Québec, prévue pour la fin de 1979 ou le début de 1980, même si elle n'avait pas encore été officiellement ouverte n'en était pas moins en marche.



**Nicaragua**

# LA SANGLANTE RÉPRESSION A RENFORCÉ LA HAINE DE LA POPULATION A L'ÉGARD DU RÉGIME

De notre envoyé spécial

Managua. — *Le silence qui règne aujourd'hui sur le Nicaragua est celui des cimetières.* L'insurrection lancée par les sandinistes et la riposte de la garde nationale du général Somoza ont fait plusieurs milliers de morts. Le bilan exact de cette guerre ne sera jamais connu : les familles ont enterré secrètement les corps de leurs fils pour échapper à une éventuelle répression ; l'armée a creusé des fosses communes pour les civils, chargé en toute hâte ses morts dans des camions anonymes afin d'en dissimuler le nombre, et la Croix-Rouge a dû brûler beaucoup de cadavres pour éviter les épidémies.

*Le centre des principales villes* est dévasté. Les roquettes de l'aviation, les bombes des insurgés, les incendies volontaires de part et d'autre, ont détruit les immeubles, les banques, les marchés couverts. Beaucoup de maisons « somozistes » ont été saccagées, d'autres, abandonnées par leurs habitants, ont été la proie des pillards. Les mitraillages de la garde nationale ont dévasté des milliers d'habitations. Dans certaines villes, des barricades érigées par le Front sandiniste ont rendu les rues impraticables ; ailleurs, c'est la garde nationale elle-même qui a coupé les voies d'accès vers ses casernements en labourant les rues au bulldozer. En de nombreux endroits, les installations électriques, téléphoniques et les canalisations ont été durablement endommagées. Les stocks de nombreux magasins ont été détruits, ainsi qu'un grand nombre de véhicules de toutes sortes.

Dans beaucoup de villes, c'est le retour à l'économie de subsistance, voire à la misère pure et simple. Les quartiers populaires, qui ont soutenu le plus activement les sandinistes, étaient déjà les plus démunis avant l'insurrection. Ils ont connu les combats les plus acharnés. Ravagés, ils sont aujourd'hui exposés aux représailles du régime.

## La haine

Ce qui demeure, c'est la haine. Les quelque quatre-vingts journalistes qui pendant deux ou trois semaines ont sillonné le pays dans tous les sens sont arrivés à la même conclusion : le régime du président Somoza est profondément haï par le peuple ; c'est une rancœur qui se transmet d'une génération à l'autre, tout comme le clan Somoza se transmet depuis plus de quarante ans le Nicaragua. Le sentiment qui prévaut maintenant, plus que la tristesse devant l'échec, c'est le désir de vengeance. Ayant hérité de son origine nord-américaine la mentalité d'une armée coloniale, la garde nationale est perçue par la population comme son bourreau ; les militaires le savent, et, dans leur majorité, ont peur : ils n'en sont que plus disposés à sévir contre cette population qui les menace de toutes parts.

Il y a dans les objectifs qui sont assignés à cette armée, bien équipée et bien entraînée, quelque chose de médiéval et de primitif. Pour les Somoza, il ne s'agissait pas seulement d'écraser un groupe de guérilleros, mais aussi de punir l'insurrection d'une population vassale. D'où ces quatre ou cinq jours de mitraillages aériens contre la ville d'Esteli, les civils abattus sans sommation *« pour servir d'exemple »*, les enfants et les adolescents arrachés à leurs parents et exécutés sommairement *« afin que la jeunesse comprenne »*.

Le régime semble vivre dans une sorte de délire archaïque. Le « fait du prince » est conforme à l'ordre naturel des choses, alors que ce que l'on nomme la « politique » apparaît comme une perversion.

L'appui général que la population a accordé aux sandinistes est le résultat d'un phénomène simple : l'expérience vécue de l'absurdité de ce régime. L'injustice est si insupportable qu'elle pousse des adolescents armés de revolvers à se lancer contre des automitrailleuses. Avant d'être condamnée pour des « raisons objectives » par ceux qui sont capables de les concevoir, la dictature nicaraguayenne est d'abord vomie purement et simplement par ceux qui la subissent. Les pays étrangers s'interrogent en termes d'équilibre géo-politique, de stabilité de l'Amérique centrale, de menace « communiste », ou au contraire de « libération socialiste », mais, sur le terrain, la guerre civile du Nicaragua se déroule à un niveau presque anecdotique, comme dans un mauvais film.

Une famille démesurément enrichie tient un pays en coupe réglée et se paie le luxe d'une armée privée efficace. Une population cherche à tâtons les moyens d'échapper à la sujétion. Quand le conflit éclate, il ressemble à une guerre mexicaine. Le scénario a presque un siècle de retard. Il illustre parfaitement l'immobilisme de la vie politique latino-américaine depuis l'indépendance. Si un soulèvement semblable était possible au Paraguay, en Bolivie, en Uruguay, au Guatemala, en Colombie ou au Brésil, il aurait sans doute le même visage. Dans le cas du Nicaragua, le contraste entre les forces en présence constitue l'élément le plus frappant : d'un côté des insurgés sommairement armés, de l'autre des adversaires équipés à l'américaine et entraînés par des spécialistes des Etats-Unis.

## La responsabilité des sandinistes

Le Front sandiniste semble avoir sous-estimé la force de la garde, qu'il n'avait jamais affrontée sur une telle échelle. Bien que le manque d'argent y soit sans doute pour quelque chose, on comprend mal comment un soulèvement national a pu être déclenché sans que les combattants disposent d'armes capables de tenir tête aux véhicules blindés de la garde, ou même aux vieux avions dont elle s'est servie pour mitrailler les villes. La disproportion des forces paraît beaucoup plus grande que dans le cas des guérilleros de Fidel Castro contre l'armée de Batista. D'autant plus que l'armée de Batista n'entretenait pas avec celui-ci les rapports pour ainsi dire consubstantiels que la garde entretient avec le clan Somoza.

Enfin, la garde se bat pour elle-même. Si Somoza autorise ses alliés à placer leur fortune à l'étranger, il interdit en revanche aux membres de la garde d'en faire autant. Ceux-ci ont donc le dos au mur. La débandade morale sur laquelle comptait le Front ne s'est pas produite. L'armée ne s'est pas rendue après les premiers combats. Il y a bien eu des défections parmi elle — on parle de quatre cents à cinq cents sur un effectif de près de huit mille hommes — et des débuts de complot, mais rien qui ait sérieusement handicapé le régime.

Le Front avait également tablé sur le fait que seule une petite partie de la garde, environ un millier d'hommes, pour la plupart appartenant à l'école d'infanterie dirigée par le fils de Somoza, est vraiment opérationnelle. Les autres effectifs sont accaparés par des tâches de police et de transmission dans des postes dispersés dans des forts aux quatre coins du pays et sont moyennement équipés. Ce sont donc les unités du fils de Somoza qui ont livré le combat contre les sandinistes, et ceux-ci espéraient à la fois les épuiser et leur infliger peu à peu des pertes qui auraient fini par compter. A la fin de la première semaine, cette tactique semblait porter ses fruits. Les gardes étaient effectivement fatigués, de plus en plus éloignés de la capitale puisqu'ils « pacifiaient » le pays en allant vers le Nord. Si les villes avaient tenu, et si le raid lancé au sud depuis le Costa-Rica avait éte un succès, la garde se serait effectivement trouvée dans une situation difficile. Il eût été alors possible pour les sandinistes d'envisager un assaut contre Managua. Mais les villes n'ont pas tenu, le raid a été repoussé et il a fallu renoncer à la grande offensive contre la capitale.

C'est la tendance insurrectionnelle du Front sandiniste, dite « tercériste » (favorable à une « troisième » voie, comportant une alliance avec les milieux bourgeois démocrates), qui a fini par imposer la lutte ouverte contre Somoza. Pour la branche plus ancienne, celle de la G.P.P. (Guerre populaire prolongée), l'idée de livrer une guerre ouverte et de s'appuyer sur l'opposition « bourgeoise » était à la fois aventuriste et idéologiquement « erronée ». Même réaction au sein de la branche dite « prolétarienne », qui, quant à elle, tomberait volontiers dans l'aventurisme » et le « sectarisme ». Pourtant, ces deux branches s'étaient ralliées au « tercérisme », auquel le succès de l'attaque du palais national paraissait donner raison. Maintenant que cette thèse a échoué sur le terrain, les discussions sur la stratégie à adopter vont redoubler d'intensité au sein du Front sandiniste de libération.

Un groupe politique sort renforcé de cette crise : le rassemblement hétérogène que constitue le Front élargi d'opposition (F.A.O). Une partie du F.A.O. n'est pas fâchée de voir que l'allié sandiniste, exigeant et incontrôlable, s'est fait étriller. L'offensive du Front a accru d'autre part l'isolement de Somoza dans le pays et à l'étranger. Les difficultés économiques sont aggravées et une gestion plus rationnelle du pays devient plus que jamais nécessaire. Vainqueur militairement, Somoza sort du conflit politiquement diminué. Le F.A.O. n'a rien perdu sur ce plan, ayant provoqué et soutenu une grève générale du secteur privé qui dure depuis près de quatre semaines.

A titre individuel, les responsables du F.A.O. ont toujours été en contact avec Somoza depuis le début de la crise. Maintenant, les négociations vont vraiment commencer. Si les leçons de l'histoire sont d'une quelconque utilité, ces pourparlers devraient aboutir. D'une part, la famille Somoza s'est prêtée plusieurs fois dans le passé à des « fausses sorties » destinées à protéger l'essentiel de son pouvoir ; d'autre part, le principal parti d'opposition — le parti conservateur — a accepté lui aussi à plusieurs reprises un compromis avec les Somoza afin d'obtenir sa part du gâteau. Le dernier en date remonte à 1972, lorsque Anastasio Somoza Debayle fit accepter à l'opposition le gouvernement d'un triumvirat dans lequel les conservateurs avaient un représentant. Le président arrivait alors à expiration de son mandat et n'était pas immédiatement rééligible. L'opposition n'a rien gagné à cet intermède qui dura deux ans.

C'est pourtant une solution de ce style qu'elle recherche en ce moment. Un accord entre Somoza et l'opposition paraît sans doute un pis-aller pour une partie des Nicaraguayens. Mais le dégoût qu'inspire à la majorité de la population le clan Somoza lui-même persistera, les sandinistes reviendront à l'attaque et la garde continuera d'être considérée comme une armée d'occupation.

ALAIN-MARIE CARRON.

Le Monde

politique

# Les préalables du parti socialiste à l'élargissement de la C.E.E.

Le bureau exécutif du parti socialiste s'est livré mardi 26 septembre à un ultime examen du rapport élaboré par M. Georges Sutra et consacré à l'élargissement de la C.E.E. à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne. Ce document doit encore être soumis aux députés et sénateurs socialistes qui se réunissent pour en délibérer mercredi 27 septembre à Montpellier. Dans sa version actuelle, il n'engage donc pas définitivement le P.S.

Intitulé « Pour une autre Europe », ce rapport comprend cinq parties. Nous publions ci-dessous l'essentiel du troisième chapitre, qui a pour titre : « Les préalables indispensables pour des socialistes. »

Le terme même de « préalable » soulève quelques difficultés. M. Robert Pontillon, sénateur des Hauts-de-Seine et président de l'union des P.S. de la C.E.E., fait par exemple observer qu'il ne peut y avoir de préalable à l'accord politique de principe du P.S. pour l'élargissement de la Communauté. Le seul préalable figurant dans le programme commun de la gauche était que les pays candidats se dotent de régimes démocratiques, ce qui est aujourd'hui réalisé.

A l'inverse, d'autres socialistes réservés face à l'intégration européenne, comme MM. Joxe, député de Saône-et-Loire, et Chevènement, député de Belfort, ou défenseurs des intérêts du Midi, comme MM. Defferre, député des Bouches-du-Rhône, et Guidoni, député de l'Aude, insistent sur le fait que, si les conditions posées par le P.S. ne sont pas remplies, celui-ci doit voter contre l'élargissement. Cette position entraînerait sans doute l'échec du processus.

D'autres dirigeants socialistes, tel M. Gilles Martinet, membre du secrétariat, ont fait observer que, si le P.S. n'annonce pas clairement quel sera son vote lors de la procédure de ratification par le Parlement de l'élargissement de la C.E.E., il s'entendra reprocher son « flou artistique ». Une critique qui avait déjà été adressée aux socialistes, notamment par le P.C.F., lors des négociations d'actualisation du programme commun. — T. P.

Les garanties que pourrait promettre M. Giscard d'Estaing au sujet de l'élargissement à l'Espagne seraient exactement les mêmes que celles que nous avons obtenues vis-à-vis de l'Italie. C'est-à-dire : l'anarchie ou l'imposture du libéralisme.

Nous ne croirons donc à aucune promesse. Tous les préalables que nous allons demander devront être réalisés d'abord dans les échanges entre la France et l'Italie avant qu'un élargissement quelconque puisse être envisagé. Il faut mettre de l'ordre dans la maison avant d'inviter de nouveaux membres de la famille.

## A. - Le désordre monétaire

Selon les règles actuelles de la C.E.E., un Etat n'est tenu d'informer ses partenaires de son intention de procéder à une dévaluation de sa monnaie que dans le seul cadre d'un accord de « parités fixes ». Ce type d'accord ayant volé en éclats depuis fort longtemps nous n'avons plus aucune garantie contre les dévaluations sauvages d'Etats qui seraient devenus membres de la C.E.E.

Les parités fixes furent remplacées par les « accords monétaires européens » qui prévoyaient le droit pour les monnaies de varier de 2,25 % en plus ou en moins. Cet étroit couloir de 4,5 % étant établi en unités de comptes exprimées en dollars, les fluctuations du dollar ont transformé ce couloir en « serpent ». On a amusé les Français avec les entrées et les sorties dans le « serpent », ce qui évitait de dire : « Nous quittons les accords monétaires européens. » Nous les avons en effet quittés pour la dernière fois le dimanche soir des élections cantonales, en mars 1976.

La Commission des communautés, tournant le dos au traité de Rome qui prévoyait dans ce cas précis de régulariser les échanges intracommunautaires par le système des prix minima que tout le monde réclame, a inventé le système des montants compensatoires. On sait que les agriculteurs français, italiens, et demain des trois pays candidats sont contre les M.C.M. parce qu'ils jouent contre eux. Ce n'est pas suffisant pour des socialistes, et si nous avons le devoir d'être contre ce système, ce n'est pas seulement parce qu'il joue contre nous, mais parce que ses principes ne sont acceptables ni au titre de la solidarité entre les nations riches et les pauvres ni au titre de l'efficacité économique. (...)

Comme il s'agit d'une compensation de monnaie à monnaie et même, pourrait-on dire, de chaque monnaie par rapport à elle-même, de chaque Etat par rapport à sa monnaie, les M.C.M. qu'un pays doit s'appliquer à lui-même sont constants quel que soit le produit, quel que soit le pays de destination, quel que soit le pays d'origine dans l'échange.

Ainsi, le système en arrive à fonctionner à l'envers lors des échanges entre deux pays qui connaissent inégalement l'inflation au détriment de celui dont la monnaie se dévalue le moins vite. (...)

Enfin, il y a cet aveu d'impuissance, cette incapacité avouée à mettre de l'ordre dans les monnaies européennes : les « monnaies vertes ». *« Actuellement, l'utilisation d'une unité monétaire fictive (le « franc vert ») permet de maintenir les prix agricoles à 20 % en dessous du niveau auquel ils se situeraient si était utilisée l'unité monétaire réelle, celle qui résulte des transactions sur le marché des changes et qui sert aux échanges « extérieurs. »*

En 1978, les prix agricoles français sont parmi les plus bas d'Europe, grâce en grande partie à cette manipulation monétaire.

La Commission des communautés a pourtant constamment affirmé (1976 et 1977, M. Lardinois, à plusieurs reprises) que l'ajustement des taux verts aux taux réels représente une condition essentielle de toute politique monétaire en Europe (...).

Notre première revendication est l'abrogation des « monnaies vertes » et des M.C.M., et nous demandons que les échanges intracommunautaires agricoles soient régis par le système des prix minima, expressément prévu par le traité de Rome dans son article 44 paragraphe 1.

On peut s'étonner qu'à des règlements monétaires, que nous jugeons inacceptables, nous opposions des propositions en matière d'organisation des marchés agricoles. C'est bien là, en effet, le fond de notre démarche. La monnaie est l'instrument de mesure du capitalisme. Elle ne doit pas être l'instrument de régulation des échanges, tout particulièrement en matière agricole.

Nous voulons, par ailleurs, construire une coopération monétaire tournée vers l'extérieur. L'Europe doit avoir une politique monétaire commune à l'égard des pays tiers. Mais les harmonisations monétaires internes sont un piège. Le rêve de faire régler les échanges intracommunautaires par les monnaies vertes et les M.C.M. nous a amené là où nous sommes : dans le désordre économique et monétaire. On ne voit que ruines fumantes dans ce désastre (...).

Nous sommes pour une « *coopération raisonnable* » et raisonnée dans le maintien des différences. Ou bien nous aurons une monnaie européenne, ou bien chaque Etat a sa monnaie. La fuite en avant giscardienne, les mises en scène carolingiennes d'Aix-la-Chapelle, les incantations à l'empereur d'Occident ne remplaceront pas l'office des vins et les mécanismes régulateurs des fruits et des légumes. L'Europe des réalités ne doit pas laisser croire que le problème est résolu, ou que l'on pourrait raisonner, comme en mathématiques, en le considérant comme résolu. Nous avançons pas à pas, et la monnaie, instrument de mesure, ne doit pas être le principe directeur de l'économie. Nous ne voulons pas de soi-disant accords monétaires qui maintiennent la monnaie comme la main invisible qui dirige l'économie aux dépens des hommes. (...)

## B. - Le système des prix minima...

Les prix agricoles communautaires sont fixés entre un « *prix de référence* », le prix souhaitable, comme son nom nous le dit, et un prix d'intervention qui pour certaines productions est un prix-plancher garanti... par les interventions, comme son nom l'indique.

Or, si un produit est payé au producteur communautaire au prix communautaire, il ne peut arriver à la frontière qu'à ce prix majoré des frais d'approche. Et s'il n'en était pas ainsi c'est qu'il y aurait dumping, pratique frauduleuse. (...)

Ce respect du prix communautaire à l'arrivée dans les pays importateurs ne sera que le respect minimum de la loi : les produits du pays doivent respecter ce prix, il faut et il suffit que les produits importés respectent la règle communautaire autant que les produits qu'ils concurrencent.

Il faudra contrôler sérieusement les prix sur tous les parcours car on ne connaît que trop bien les soultes versées directement sur les comptes anonymes des banques suisses. Les contrôles ne suffiront pas. Le droit de préemption, exercé par les offices nationaux ou européens là où ils existeront, ou tout autre exercice, sera l'arme dissuasive par excellence.

Alors que les M.C.M. s'appliquent aveuglément à n'importe quel produit dans n'importe quel échange, le système des prix minima est toujours adapté à son objet, et tout simplement aligné sur les prix de références communautaires. Le système des prix minima représente à nos yeux la seule façon sérieuse et réaliste d'atteindre un accord monétaire. Les monnaies varieront moins, en effet, dès lors que ceux qui sont à l'origine des manipulations n'y trouveront plus leur compte.

Rendre l'anarchie monétaire sans objet, tel était le but des pères de l'Europe rédigeant l'article 44 du traité fondateur.

Il n'y aura aucun accord monétaire sérieux, il n'y aura aucune harmonisation des fiscalités, des salaires, des avantages sociaux, des législations, tant qu'il n'y aura pas le respect du prix communautaire par tous les produits communautaires, sur toute l'étendue de la communauté. C'est l'honnêteté minimum exigible. Il faut qu'il soit clair dans l'esprit de tous que pour nous c'est le préalable des préalables.

## C. - ... doit être étendu à l'agriculture méditerranéenne

Pour que ce préalable soit réel il faut qu'il soit applicable à tous les secteurs de l'activité agricole. Nous venons de parler des prix de référence et d'intervention fixés par la Communauté et qui sont la garantie de revenu des agriculteurs. Il faut préciser que pour l'ensemble des quelque trois cents fruits et légumes principaux, cinq légumes et deux fruits ont une organisation de marché prévue mais avec des prix seulement indicatifs, ne bénéficiant d'aucune garantie. C'est la même chose pour le vin.

Tout le reste des productions méditerranéennes, tous les légumes, sauf cinq, tous les fruits sauf deux, l'huile d'olive, les fleurs coupées, les plantes à parfum, etc. n'ont absolument aucune organisation prévue. On ne voit donc pas quel prix on ferait respecter à des importations puisqu'il n'y a ni prix d'orientation, ni prix d'intervention, ni quelque embryon d'organisation que ce soit.

Il faut donc que les organisations de marché dont bénéficient les productions végétales et animales de la moitié Nord de l'Europe soient étendues à sa moitié Sud. Lorsque cette discrimination à l'égard du Sud sera abolie, elle restera cependant comme une marque d'approbre sur la première décennie d'existence de la Communauté économique européenne.

Voici donc ce préalable des préalables exprimé le plus clairement possible :

« *Un prix communautaire, garanti au producteur, pour toutes les productions de la Communauté, qui soit respecté, exprimé dans la monnaie officielle du pays sur lequel il se trouve, sur l'ensemble du territoire communautaire.* »

C'est bien là le préalable *sine qua non : « L'extension de la garantie à toutes les productions agricoles, méditerranéennes en particulier, et la vérification aux frontières par le système des prix minima exprimé dans la monnaie officielle du pays destinataire pour ne plus jamais revoir les « monnaies vertes ». Le préalable des préalables, sera donc l'application du paragraphe 2 de l'article 44 du traité de Rome. »* C'est là, n'en doutons pas, une révolution majeure. (...)

Les prix minima à la frontière comme base première du système permettront d'ailleurs les périodes d'adaptation aux pays les moins développés sans que cela perturbe l'économie des plus développés. Pour éviter les disparités entre les personnes travaillant pour l'exportation et les autres, le pays le plus pauvre pourra alors prélever pour ses investissements une part sous la forme d'un droit de douane à l'envers, ou sous toute autre forme, dès lors qu'à la frontière de l'importateur le prix européen sera effectif. Voilà une véritable solidarité où ce ne sera plus le riche qui prélèvera le droit de douane sur le travail du pauvre. (...)

Nous l'avons vu, ces prix minima devront être accompagnés des contrôles qui assurent que le producteur reçoit bien le revenu que la C.E.E. veut lui assurer et qui doit progresser (art. 39). Il faut pour cela de véritables Offices européens et régionalisés qui assurent les contrôles et le droit de préemption, arme de dissuasion contre les trafiquants. (...)

## D. - Les offices européens

● LE VIN.

Nous commencerons cette fois-ci par le vin. En effet, le parti socialiste a déposé son projet, sous forme de « proposition de loi tendant à la création d'un Office des vins » le 29 octobre 1975 (1). A ce propos je rappellerai que le groupe socialiste avait déposé son premier projet le 7 décembre 1934 (2). (...) Ces offices assureront la garantie de revenu et d'écoulement des productions.

On sait que l'Espagne possède déjà un « Office du vin » qui comporte des règles précises et contraignantes. (...)

Si l'élargissement doit s'accompagner d'un alignement sur les règles libérales les plus laxistes — c'est la méthode qui fut appliquée entre la France et l'Italie en 1970 — le vignoble espagnol va descendre en plaine et bénéficier de l'irrigation. Le rendement et la production feront un bond.

Cette évolution n'est pas fatale, elle n'aura lieu que si nous n'arrivons pas à imposer les correctifs indispensables au libéralisme.

Nous avons toujours dit que la crise viticole que nous subissons depuis dix ans était évitable. Elle n'est pas inscrite dans les chiffres de la production et de la consommation, ni en France ni en Europe. (...)

La C.E.E. dit qu'elle ne veut pas de « protectionnisme nouveau » qui entraînerait des excédents supplémentaires. Si vraiment la limitation des rendements et l'interdiction des plantations doivent entraîner des excédents, il faut croire que les mots n'ont pas le même sens en France qu'à Bruxelles. Et pourtant nous pensons arriver, quant à nous, à un accord de tous les socialistes européens sur l'orientation à suivre en Europe en matière de politique viti-vinicole.

Le 19 juillet 1978, à Asti, les responsables viticoles des commissions agricoles nationales du P.S. et du P.S.I. se sont mis d'accord sur un texte qui montre de façon très claire vers où il faut aller. *Les bases sont prêtes pour que nous déposions un projet d'office européen des vins, dans les mêmes termes, devant nos Parlements respectifs.*

● LES FRUITS ET LÉGUMES.

En matière de fruits et légumes, nous devrons aller résolument dans le même sens, avec des modalités différentes, adaptées aux productions, et discutées avec les professionnels. En ce moment, de l'avis de tous les responsables provençaux, languedociens et catalans, la France, l'Italie et l'Espagne courent à la catastrophe en ce qui concerne les pommiers. On plante à tout va. C'est l'euphorie. Les pépiniéristes, dans les trois pays, ne peuvent pas fournir. Pendant ce temps, la France continue de verser des primes d'arrachage pour le verger existant. Personne ne peut dire combien d'hectares sont plantés, ni quels sont les besoins.

On ne fera rien de sérieux sans un cadastre fruitier, comparable au cadastre viticole, qui sera d'abord un instrument de connaissance du verger national ou européen, et qui pourra ensuite permettre d'orienter les productions en fonction des besoins connus et prévisibles. Tous les professionnels sont conscients de cette nécessité.

Le maintien des calendriers des périodes d'importations comportant des dates précises est une condition indispensable de maintien d'activité pour des productions aussi diverses que les pêches ou les coquillages. Les arboriculteurs et les conchyliculteurs seraient contraints d'abandonner totalement des secteurs entiers de production si ces calendriers étaient supprimés, comme le prévoit et le réalise déjà le gouvernement pour certains produits.

Mais les calendriers ne seront d'aucun secours pour ce qui concerne les conserveries, et là, des contingentements sont à prévoir, bien que l'essentiel reste l'interdiction des ventes en dessous des prix de revient.

Il faut que l'administration établisse la liste officielle des produits sensibles, tant dans nos régions que dans les Etats membres de la C.E.E. et des pays candidats. Il faut que l'Etat s'engage sur une politique efficace de soutien des marchés pour ces productions, appuyée sur les mécanismes régulateurs nationaux ou de préférence communautaires, mais de toute façon régionalisés, et dotés des moyens techniques et financiers nécessaires. Il faut que toutes les décisions soient préparées, adoptées et suivies, dans la concertation la plus large, par les professionnels et les élus des régions concernées.

Nous demandons la parité des agriculteurs, dans tous les organismes à créer, avec le total de toutes les autres catégories de citoyens représentés : consommateurs, distributeurs, administrations, représentants des collectivités locales, etc. Ces offices, ces mécanismes régulateurs sont la meilleure modalité pratique pour la mise en place d'organisations véritables des marchés.

*Ce deuxième paragraphe des offices par produits est l'application du principe d'organisation des marchés définis à l'article 40 du traité de Rome, paragraphe 2, dont il est précisé à l'article 43 que les Etats ne pourraient s'y opposer que si l'organisation communautaire ne donnait pas à leurs producteurs des garanties équivalentes à celles de leurs organismes nationaux.* Personne ne pourrait donc, au terme du traité, s'opposer à de véritables offices qui apporteraient aux agriculteurs d'Europe des garanties sérieuses de revenu et d'écoulement de leurs productions. (...)

● L'ORGANISATION DES MARCHES, QUESTION MAJEURE.

Les agriculteurs des pays développés et les Etats du tiers-monde sont dans la même position vis-à-vis des multinationales. On leur parle d'équilibre et de solidarité, et ils vivent une réalité de domination. Les uns et les autres n'en sortiront que par la stabilisation des prix des matières premières et des produits agricoles. Le grand débat Nord-Sud est bien celui-là. La France de Giscard d'Estaing vote, personne ne s'en étonnera, pour la ruine des plus pauvres et les prébendes des multinationales.

A Bruxelles, chaque fois que l'Italie a voulu poser ce problème pour les productions méditerranéennes, notre pire ennemi a toujours été le gouvernement français. Lorsque le libéralisme nous parle le libre-échange, cela utilise deux fois une racine qui nous est chère, celle du mot liberté. Nous avons le droit d'y regarder d'un peu plus près et de demander dans quelle condition elle est employée ici.

Que le travailleur de Côte-d'Ivoire ou du Sénégal n'ait pas les mêmes salaires et la même couverture sociale que l'Européen et que nous ne fermions pas nos portes à ses produits cela peut passer pour une solidarité ; qu'une multinationale l'exploite et ne lui permette de s'élever que très peu, c'est déjà tout différent.

Mais le Japon n'a aucune excuse. Le libre-échange avec Hongkong, Singapour, Formose, la Corée du Sud, îlots de sous-développement, productifs de plus-values immenses, c'est la dernière manière de reprendre aux classes ouvrières avancées tous les avantages arrachés en des siècles de luttes.

Aussi, alors qu'il existe dans le droit commercial international la clause de « la nation la plus favorisée », nous devons demander qu'on y ajoute désormais la notion du « travailleur le plus favorisé » qu'il ait une relation de proportionnalité exigée entre le développement d'une nation, ses capacités techniques, sa puissance industrielle, et les salaires et la couverture sociale de ses travailleurs.

*Il en est de même dans la question de l'élargissement. Que l'Espagne, la Grèce et le Japon soient les nations les plus inégalitaires du monde, cela nous permet de poser en préalable notre solidarité avec les travailleurs grecs et espagnols. C'est la seule véritable manière de défendre les travailleurs français.*

## E. - Les périodes transitoires

*Le troisième préalable est qu'il n'y ait pas de calendrier arbitraire pour déclarer terminées des périodes transitoires qui ne le seraient pas effectivement.*

Prenons l'exemple du marché commun viticole ouvert en juillet 1970. Les « harmonisations » prévues et promises entre les deux viticultures française et italienne concernaient cinq points précis : la fiscalité, l'oenologie, le cadastre viticole et les lois sur les plantations, et enfin progressivement les salaires et les charges sociales. Nous sommes en 1978, rien de tout cela n'a été fait, mais on a déclaré la période transitoire terminée en 1972. On a donc déclaré en 1972 qu'il y avait un marché viticole commun avec des règles communes, et c'était un mensonge. Nous sommes donc dans une zone de libre échange sans règles monétaires, sans règles communes sur les produits, les fiscalités, sans aucun principe qui seraient « communautaires ». C'est l'anarchie ou l'imposture du libéralisme économique.

C'est là, à nos yeux, un recul majeur de la construction européenne. Les périodes transitoires ne doivent être abandonnées que pour constater une avancée de notre conception communautaire, jamais pour revenir sur nos pas.

Il reste à définir ce que sont les périodes transitoires et ensuite à préciser leurs buts. Nous reviendrons là aussi au traité fondateur. (...) A l'évidence, dans l'esprit du législateur européen, la période de transition va du départ à l'arrivée : les buts sont définis lorsqu'ils seront atteints par les moyens indiqués, le marché sera commun, l'Europe non pas accomplie dans ses moindres détails, mais en bonne voie.

Les périodes transitoires comportent, il faut le rappeler, les « *clauses de sauvegarde* » telles qu'elles sont prévues par le Traité de Rome, toujours à l'article 44. En cas de baisse des cours qui mettrait en péril les objectifs prévus à l'article 39 (c'est-à-dire : « *Le relèvement du revenu individuel de ceux qui travaillent dans l'agriculture* »). Il est alors permis à chaque Etat membre de réduire, voire de suspendre temporairement, les importations.

*La période transitoire doit couvrir la totalité de la durée pendant laquelle, peu à peu, sont mises en place les lois et les règles communes, non seulement par des règlements communautaires mais encore, par le rapprochement, l'unification des règles propres aux Etats concernés.* Nous citerons les salaires, les charges sociales, la fiscalité, parmi les harmonisations d'Etat à Etat, et les règles sur les qualités, la nature des produits, leur culture, etc., domaines dans lesquels la C.E.E. a vocation à intervenir auprès des Etats. (...)

Nous dessinons par là une « croissance douce » de la construction européenne. Il faut préciser que si le volontarisme qui voulait déclarer achevé ce qui ne l'était pas, pour avancer coûte que coûte, avait été couronné de succès, nous serions assez pragmatiques pour nous en féliciter. Mais nous ne voyons que désordre et mécontentement. Le pouvoir de la droite a saccagé l'idéal européen. Précisons bien que la durée en soi ne nous intéresse pas, si elle n'est pas utilisée pour réaliser les réformes indispensables. Ce n'est pas que la période transitoire ait été déclarée close au bout de dix-huit mois pour reprendre l'exemple viti-vinicole, qui est le plus grave. C'est que depuis huit ans on n'ait rien fait qui aille dans le sens du traité de Rome et tout fait dans le sens du libre échangisme sans règles communes. C'est un choix politique.

Si on regrette que nous proposions cette « Europe longue », que l'on fasse donc l'Europe monétaire, l'Europe sociale, l'Europe démocratique, alors l'Europe agricole se fera mieux et plus vite. Mais qu'il soit bien clair que *nous ne croirons à aucune promesse du pouvoir giscardien. Les préalables ne sont pas pour nous des promesses de préalables, mais des actes préalables effectivement réalisés et constatés dans la vie des producteurs.*

Nos préalables présentent un changement de l'Europe libérale. Nous ne posons pas qu'il faut que l'Europe soit socialiste. Ce serait hypocrite, et il vaudrait mieux alors dire non.

Mais nous exigerions ces préalables pour l'agriculture méditerranéenne, quelles que soient les circonstances politiques. Soyons précis : *s'il y avait un gouvernement socialiste à Madrid ou à Rome,* nous demanderions les mêmes préalables, car il y va de l'intérêt des agriculteurs espagnols, grecs ou portugais, de celui des agriculteurs italiens, comme de celui des agriculteurs français. (...)

*Non seulement nous nous réjouissons de la victoire des peuples grec, portugais ou espagnol sur le fascisme, mais pour ce qui est des modalités pratiques, des « préalables », nous n'avons aucun chantage à leur présenter qui serait indigne des internationalistes et des socialistes que nous sommes.*

*Nous n'avons rien à demander à ces peuples et tout à demander à la C.E.E. sur le fonctionnement inadmissible de la politique agricole communautaire.*

(1) Georges Sutra fut le rapporteur de ce projet.

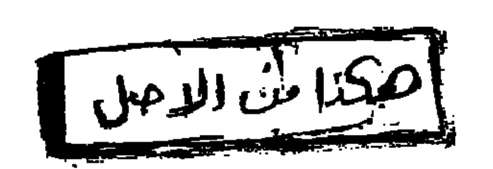
(2) Voir *la Grappe au poing*, de Georges Sutra.

## Le « Monsieur Méditerranée » du P.S.

Physiquement, M. Georges Sutra évoque un peu M. François Ceyrac, président du C.N.P.F. Avec un front plus dégarni. Ce viticulteur de quarante-huit ans dirige une exploitation de 20 hectares sur le coteau de Monplezy, dans l'Hérault, à mi-chemin de Pézenas — où il est conseiller municipal — et de Tourbes — où il préside la cave coopérative. M. Sutra a appris à connaître le vin avant de se préoccuper de la vigne. Sa famille était, en effet, dans le négoce. Elle appartient à cet artisanat sétois qui, sous l'empire, n'hésitait pas à défendre encore la république.

Longtemps, pourtant, M. Georges Sutra s'est préoccupé davantage de ciné-club que de politique. En mars 1965, il apporte cependant son soutien à la campagne en faveur d'une candidature unique de la gauche lancée par Jean Vilar. A l'époque, il ne connaissait pas M. François Mitterrand. Une fois achevée la première campagne présidentielle du député de la Nièvre, il participe à la création de la Convention des institutions républicaines, dont il sera, dans l'Hérault, avec M. Gérard Delfau, l'un des piliers.

A la fin des années 60, il s'engage dans le mouvement viticole, d'abord à travers le MODEF, puis en prenant ses distances par rapport à cette organisation. Au sein du P.S., relancé par le congrès d'Epinay-sur-Seine, il contribue à animer — avec M. Pierre Joxe, député de Saône-et-Loire — la commission nationale agricole et se spécialise plus particulièrement dans les questions concernant le sud du pays. Il est aujourd'hui considéré comme le « Monsieur Méditerranée » du P.S. — T. P.





## LE R.P.R. ET L'EUROPE

# M. Chirac estime qu'il faut « surseoir à toute décision »

*(Suite de la première page.)*

Pour lui, enfin, la protection de notre industrie, « *que l'on était en droit d'attendre de la C.E.E.* », se révèle « *d'une parfaite inefficacité* ». Sans oublier les questions monétaires. Sur ce point, M. Chirac juge que « *la désorganisation s'est encore aggravée en dépit de projets solennellement annoncés au cours de divers sommets européens, qui restent lettre morte* ».

Mais l'inquiétude majeure du chef de file gaulliste tient au fait que, selon lui, l'« *ambiguïté politique* » qui prévalait au moment des débats parlementaires ne s'est « *en rien dissipée* », d'autant, ajoute-t-il, que « *les tenants de la supranationalité ne cachent plus leurs desseins* ». C'est pourquoi M. Chirac souhaite que le R.P.R. demande « *une négociation complémentaire* » sur le texte relatif à l'élection de l'Assemblée au suffrage universel. Il précise : « *Il s'agit de faire affirmer de façon solennelle par le Conseil européen, c'est-à-dire par les chefs d'Etat et de gouvernement, que cette Assemblée n'a pas d'autres compétences que celles que lui accordent les traités et de prévoir les garanties indispensables pour qu'elle ne puisse outrepasser ses droits. A notre avis, les électeurs ne devraient pas être consultés avant que cette clause de sauvegarde ne soit adoptée.* »

Ce faisant le président du R.P.R. n'entend pas être rejeté dans le camp des anti-européens. Aussi prend-il soin de proclamer qu'il est « *pour l'Europe* ». Mais il entend inscrire l'action de son mouvement « *dans la droite ligne* » de l'action du général de Gaulle, en souhaitant « *une union confédérale des Etats européens fondée sur cette donnée sacrée qu'est la nation* ». Dans ces conditions, il convient, selon M. Chirac, de s'en tenir à l'ordre de priorité défini il y a vingt ans par le général de Gaulle, « *et qui est plus actuel que jamais* », à savoir l'achèvement, le renforcement et l'élargissement.

Sur le premier point, le chef de file du R.P.R. considère que « *dans ses structures et ses dimensions actuelles, l'Europe est loin d'être achevée* ». Il en veut notamment pour preuve les tendances centrifuges qui se manifestent au sein du Marché commun agricole, les faiblesses de la coopération économique « *face à la recartellisation de l'industrie allemande* », bref, il estime que « *le bilan de l'inaction est lourd dans les domaines essentiels* ». A ce bilan s'ajoute la crainte de voir l'Allemagne fédérale se détacher de plus en plus des autres pays de la Communauté, sur le plan économique « *avec les effets des excédents qu'accumule sa balance commerciale* », comme sur le plan politique en raison de « *sa situation d'alliée privilégié des Etats-Unis* ». Enfin, M. Chirac constate que la Grande-Bretagne reste « *tournée vers le grand large* ». De cette analyse, M. Chirac tire la conclusion qu'il est temps que chaque Etat « *clarifie sa position à l'égard de l'idée européenne* ».

Une fois l'achèvement réalisé, il conviendra, selon M. Chirac, d'entreprendre le renforcement de la Communauté, car « *toute institution est vouée au déclin si elle ne progresse pas* ». Mais ce renforcement ne passe pas, pour l'heure, par l'élection du Parlement européen au suffrage universel.

Sur ce point, M. Chirac affirme : « *On sait ce qu'il faut en attendre de l'Assemblée européenne si les élections prévues pour juin prochain ont lieu : ou bien un élargissement de jure de ses attributions, actuellement réduites, qu'elle finirait bien par arracher sous la pression de cinq au moins des Etats membres et avec la connivence d'une majorité de circonstance au Parlement français ; ou bien une extension* de facto *de ses compétences, dès lors qu'elle serait libre de fixer son ordre du jour et qu'elle pourrait se réclamer de la légitimité que lui conférerait le suffrage populaire. Tout le reste n'est que vaine argumentation, depuis l'avis du Conseil constitutionnel repris par l'art. 2 de la loi du 30 juin 1977, jusqu'aux bonnes paroles de nos gouvernants.*

» *Notre ministre des affaires étrangères a cru devoir citer à l'appui de la thèse qu'il était chargé de défendre la réflexion de Georges Pompidou, selon laquelle* « le jour où il y aura un véritable gouvernement européen, il devra y avoir également un Parlement européen ». *A quoi l'on peut répondre — et c'est bien ce qu'avait voulu dire l'ancien chef de l'Etat — que ce jour n'est pas encore venu et qu'il n'y a donc aucune urgence pour l'élection d'un tel Parlement.* »

Ce n'est qu'en dernier lieu, une fois l'achèvement et le renforcement acquis, que la question de l'élargissement géographique de la C.E.E. pourra être abordé. L'élément nouveau, qui justifie que ce dossier soit étudié lors du congrès extraordinaire du R.P.R., est la déclaration du président de la République concernant l'admission de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce. « *Et pourquoi par la Turquie, Chypre, Malte et autres pays ?* », interroge M. Chirac avant de rappeler qu'il s'agit, à ses yeux, d'une proposition dangereuse et qu'il convient donc de surseoir à toute décision dans ce domaine.

Le comité central du R.P.R., qui se réunit le 10 octobre prochain, fixera la date du congrès extraordinaire (prévu à la mi-novembre) au cours duquel s'exprimeront trois « sensibilités », celles de M. Debré, initiateur du Comité pour l'unité et l'indépendance de la France, de M. Guichard, dont les sentiments pro-européens sont connus, et de M. Chirac.

## Mme YVONNE DORNÈS [E]ST RÉÉLUE GRAND MAITRE [DE] LA GRANDE LOGE FÉMININE DE FRANCE

[A]u terme de son convent [an]nuel, qui s'est déroulé les 23 [et] 24 septembre à Paris, la [Gr]ande Loge féminine de [Fra]nce (1) a réélu Mme Yvonne [Do]rnès, qui avait succédé l'an[née der]nier à Mme Gilberte Colaneri [dans les] fonctions de grand maître. [Dep]uis quelques années, cette [obé]dience strictement féminine, [cré]ée en 1945, connaît un déve[lop]pement rapide. Elle compte [act]uellement près de trois mille [cin]q cents membres.

(1) Grande Loge féminine de [Fran]ce, 4, cité du Couvent (101, rue [de] Charonne), 75011 Paris.

● *A Nice*, la fédération du [part]i socialiste des Alpes-Mari[time]s s'étonne de la lenteur du [Con]seil d'Etat pour juger les [requ]êtes faites après la décision [du] tribunal administratif de Nice [d'an]nuler le scrutin des élections [mun]icipales pour le troisième sec[teur] de la ville, jugement rendu [le 2]7 juin.

## LES CONSULTATIONS ÉLECTORALES

# M. Barre : les élections partielles n'expriment pas le sentiment général des Français

Invité à commenter les résultats des élections législatives partielles, M. Raymond Barre a déclaré, lundi 25 septembre, à Ollioules (Var), au micro de TF 1 : « *Il ne faut pas en tirer des conclusions qui aillent au-delà de la signification d'élections partielles. Quand le pays a à se prononcer sur son choix de société et sur le choix du gouvernement, le pays se détermine ; il l'a montré en mars dernier et il ne se détermine pas avec 30 ou 40 % d'abstentions. La participation est alors massive.*

» *Une élection partielle est toujours dominée par des considérations générales et par des considérations locales. En ce qui concerne les considérations générales, il est vrai que nous avons à l'heure actuelle des problèmes et qu'il y a dans le pays un sentiment d'incertitude et d'inquiétude, mais, en ce qui concerne la politique à mener, le gouvernement la mènera avec continuité car c'est la seule qui puisse lutter contre le chômage.*

» *C'est vrai que le chômage n'est pas tolérable, mais il ne suffit pas de le dire ; il s'agit de faire en sorte qu'il y ait un vrai plein emploi, qu'il n'y ait pas des emplois qui soient malsains, artificiels, qu'il n'y ait pas des entreprises comme celles que nous connaissons dans la région marseillaise, où les prix de revient sont de 20 à 25 % supérieurs aux prix de vente. Alors, dans une situation tellement artificielle, comment voulez-vous qu'il y ait un emploi sain et durable ? Les élections partielles ne doivent pas être considérées, à mon avis, comme une expression du sentiment général des Français. Quand les Français votent à 82 %, alors je considère qu'ils expriment leur sentiment.* »

Après avoir répété que « *le gouvernement ne fera pas de politique artificielle en matière d'emploi* », le premier ministre, évoquant la prochaine rentrée parlementaire, a indiqué qu'il souhaite « *avoir avec les formations de la majorité la concertation la plus franche et la plus loyale* ». « *Je n'ai pas de raison de penser que, même si s'expriment ici ou là des critiques très normales en pays démocratique, le soutien apporté au gouvernement ne sera pas un soutien loyal* », a-t-il ajouté. Interrogé sur les critiques formulées par le R.P.R. à l'encontre de sa politique économique et sociale, M. Barre a répondu : « *Depuis que je suis premier ministre, je n'ai jamais eu à me plaindre du groupe parlementaire R.P.R. Loin de là ! Le groupe parlementaire R.P.R. a toujours apporté ses votes au gouvernement. Je ne vois pas pourquoi — et le président du groupe me le disait encore récemment — il modifierait son attitude. Mais nous verrons bien. En ce qui me concerne, je pense que le gouvernement peut faire confiance aux formations de la majorité.* »

## DES RÉACTIONS

● M. GABRIEL PERONNET, président d'honneur du parti radical, a déclaré : « *La défaite de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber illustre les maux dont souffrent les partis de la majorité. L'absence de réforme audacieuse, une politique économique et sociale mal perçue, mal expliquée, s'ajoutant aux zizanies perpétuelles entre les partis, renforcent régulièrement les rangs de l'opposition. L'absence de centre-gauche se fait cruellement sentir. (...) Cet électorat n'a d'autre alternative que d'apporter ses voix aux candidats socialistes.* »

● M. GERARD DELFAU, membre du secrétariat national du parti socialiste, a notamment précisé : « *Ami de M. Giscard d'Estaing, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber personnifie le capitalisme multinational qui ruine la Lorraine. Il a été battu par un ouvrier socialiste, un syndicaliste actif. Bras droit de M. Chirac, M. Christian de La Malène incarne la destruction du paysage urbain. Son règne est menacé par une jeune militante engagée dans le combat contre les effets de cette politique. Dans les deux cas, des militants socialistes issus des luttes populaires distancent des hommes parfaitement représentatifs des deux visages de la droite. (...) Plus que jamais, la stratégie unitaire apparaît comme la seule alternative au gouvernement actuel. Plus que jamais le parti socialiste incarne l'union de la gauche.* »

● M. GUY GENNESSEAUX, conseiller de Paris, animateur de la Fédération pour une démocratie radicale (minorité du M.R.G.), a déclaré lundi 25 septembre : « *La victoire du P.S. à Nancy et celle prévisible de Paris sont avant tout la victoire du mécontentement et du ras-le-bol. On comprend que les Français qui ont la chance de pouvoir voter aujourd'hui manifestent ainsi leur dégoût pour une politique économique qui ne cherche pas à prendre en compte les problèmes humains que pose la nécessaire restructuration industrielle. Dans ces conditions, rien n'est étonnant dans cet élan vers le parti socialiste que l'on avait déjà constaté lors des élections partielles de 1973 et 1974. Cet élan semble s'agrémenter cette fois-ci d'une poussée social-démocrate bien vivante, qui apparaît à travers chacun des scrutins de dimanche. Le P.S. peut ainsi comptabiliser des pourcentages étonnants d'électeurs libérés aujourd'hui de la perspective de la victoire de la gauche avec le parti communiste.* »

● LE FRONT NATIONAL (extrême droite), que préside M. Jean-Marie Le Pen, a estimé : « *M. Servan-Schreiber, inspirateur du président de la République, est écrasé à Nancy. M. de La Malène, bras droit de M. Jacques Chirac, le sera dimanche prochain à Paris. La défaite de la majorité dans les cinq élections partielles ouvre l'ère de l'après-giscardisme. La majorité des électeurs français s'étaient manifestés clairement il y a six mois contre la coalition socialo-communiste. Elle condamne aujourd'hui les élus de la coalition libérale avancée. Mais il y a une troisième voie, qui peut réunir la majorité des citoyens, celle du nationalisme. C'est la seule politique capable de faire échec au chômage, à l'inflation et à la décadence. Seule des formations politiques non parlementaires, le Front national, en Seine-Saint-Denis comme à Paris, voit sa position renforcée. Dans le même temps, avec 0,20 % des voix, le P.F.N. rejoint dans la tombe politique le cadavre de Mᵉ Tixier-Vignancour.* »

● *Rouge*, quotidien de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), a estimé : « *Ces résultats électoraux, et notamment s'ils se voient confirmés dimanche 1ᵉʳ octobre par la défaite de M. de la Malène dans le 14ᵉ, témoignent que la majorité actuelle de l'Assemblée nationale est toujours en contradiction avec la majorité réelle dans le pays : ils confirment les élections cantonales de 1976, les municipales de 1977 et le premier tour du 12 mars 1978. Que ce soit par les élections ou par la lutte, Giscard-Barre demeurent profondément contestés, malgré leur victoir du 19 mars 1978. La majorité de l'Assemblée nationale apparaît usurpée.*

» *Le cynisme du plan Barre III et la riposte ouvrière qu'il reçoit mettent à l'ordre du jour un mouvement d'ensemble. Un tel mouvement posera la double question du départ de Giscard-Barre et de la constitution d'un gouvernement P.S.-P.C.F.* »

● *M. Giscard d'Estaing* est allé à Clermont-Ferrand lundi 25 septembre pour se rendre au chevet de son père, M. Edmond Giscard d'Estaing, âgé de quatre-vingt-quatre ans et hospitalisé depuis le 20 septembre à la suite d'un malaise cardiaque.

Le président de la République a remercié le personnel de l'hôpital Saint-Jacques pour la qualité et la promptitude des soins donnés à son père.

● *Quarante-sept maires de Polynésie française* ont été reçus lundi 25 septembre au palais de l'Elysée par M. Valéry Giscard d'Estaing. Le président de la République a confirmé qu'il se rendrait dans ce territoire d'outre-mer au cours de l'été 1979.

### L'ÉLECTION PARTIELLE DE PARIS

# Mme Perlican (P.C.) confirme son désistement en faveur de Mme Avice (P.S.)

Mme Rolande Perlican, sénateur de Paris, candidate du P.C. dans la seizième circonscription de la capitale, devancée de 2 797 voix (pour 20 434 suffrages exprimés) par Mme Edwige Avice, a confirmé lundi 25 septembre son désistement en faveur de la candidate socialiste.

Mme Perlican a notamment déclaré : « *Le résultat du scrutin témoigne du mécontentement contre les conséquences de la politique du pouvoir et de la majorité, de la volonté de changement de ceux et celles qui en subissent les méfaits. C'est pourquoi, conformément à la décision du comité d'arrondissement et des sections, je me désiste pour la candidate socialiste arrivée en tête de la gauche au premier tour. J'appelle les électeurs et les électrices communistes qui m'ont fait confiance à confirmer leur vote du premier tour en battant, dimanche prochain, M. de La Malène, candidat de la majorité.* »

De son côté, le secrétariat général du R.P.R., tirant les leçons du premier tour, a lancé un appel aux électeurs de la majorité afin qu'ils se mobilisent le dimanche 1ᵉʳ octobre. La déclaration publiée par le secrétariat général du mouvement précise : « *M. Christian de La Malène, candidat unique de la majorité est arrivé en tête au premier tour de l'élection législative partielle. Mais celle-ci n'est pas encore gagnée. Il affrontera dimanche la candidate unique des partis socialiste et communiste qui masquent leurs dissensions, pour faire échec à la majorité. Tous les électeurs qui avaient en mars dernier choisi M. de La Malène pour les représenter doivent de nouveau se rassembler autour de lui. Il est temps de mesurer la gravité de l'enjeu avec les difficultés que connaît actuellement la France, pour retrouver le plein emploi et la croissance. Chaque succès de l'opposition est un coup porté à la confiance du pays. Le R.P.R. est convaincu que, aujourd'hui, comme en mars dernier, les électeurs parisiens par leur mobilisation sauront assurer le succès de M. de La Malène.* »

Un meeting de soutien aura lieu vendredi 29 septembre dans le quatorzième arrondissement, auquel participeront les représentants de toutes les formations de la majorité.

Enfin, lundi 25 septembre, les magistrats de la dix-septième chambre correctionnelle de Paris ont examiné la plainte en diffamation déposée par M. de La Malène contre M. Claude Estier, directeur du journal *l'Unité*, et Mme Emmanuelle Plas, rédactrice d'un article accusant le premier adjoint au maire de la capitale d'avoir « *fait main basse sur le quatorzième arrondissement* ».

Mᵉ Devedjian, avocat de M. de La Malène, a plaidé que son client se voyait injustement accusé par l'article de *l'Unité* de vol de fichiers, de chantage et de pressions sur les vieillards pour tenter d'obtenir leurs votes. Mᵉ Devedjian a donc demandé réparation en sollicitant le franc symbolique de dommages-intérêts.

L'avocat de l'hebdomadaire socialiste a répliqué que le plaignant était un dispensateur de ressources, en sa qualité de rapporteur du budget, que ses pouvoirs étaient très étendus et que l'article incriminé ne constituait pas une diffamation. Il a sollicité la relaxe de ses clients.

Entendu comme témoin, M. Bernard Parmantier, sénateur socialiste de Paris, a affirmé que « *M. de La Malène use et abuse de ses pouvoirs, de son influence, en particulier dans les foyers-logements réservés au troisième âge* ». Le jugement sera rendu vendredi 29 septembre.

## « LA LETTRE DE L'UNITÉ » : le P.S. porte les meilleures chances de l'union, donc de la victoire.

*La Lettre de l'Unité*, organe du P.S., publiée lundi 25 septembre, écrit notamment, sous la plume de M. Georges Fillioud :

« *(...) A réviser aussi peut-être la tactique antisocialiste du parti communiste. Contre la volonté unitaire de l'électorat de gauche ce genre de crime ne paie pas. Bien au contraire, dimanche après dimanche, la base populaire montre qu'elle sait parfaitement qui a cassé son espérance de mars. Elle juge par ses votes l'état-major communiste, coupable d'avoir brisé l'alliance au moment où elle allait enfin gagner. Elle marque sa confiance accrue au socialisme qui rassemble. Non pas dans l'intention machiavélique d'affaiblir le P.C. (elle est loin de ces jeux dont la subtilité l'embrouille), mais parce qu'elle sent et voit que le P.S. porte les meilleures chances de l'union. Donc, la victoire.*

» *Il faut croire que tous ceux qui se retrouvent dans ce courant populaire s'y reconnaissent. Ils entendent le langage que leur parle le P.S. Et sont de plus en plus nombreux à approuver le maintien de sa ligne politique. Ils ne jugent archaïque ni son discours, ni sa stratégie, ni son programme. Au contraire, ils montrent qu'il y croient et y mettent leur espérance. C'est ce socialisme-là, dans l'unité, qu'ils veulent. Et non pas de changement d'orientation inspiré par le demi-échec de mars. Ils savent que c'est ainsi que la gauche aurait pu et dû gagner. Que c'est ainsi qu'elle gagnera. Et pas seulement les sondages et les partielles. Si elle reste fidèle à elle-même.* »

# POLITIQUE

## LES JOURNÉES D'ÉTUDE PARLEMENTAIRES DE L'U.D.F.

# M. Barre : je ne laisserai ni entamer ni dévier l'action gouvernementale

Toulon. — Passée l'émotion des premières heures et l'agitation des manifestations syndicales à l'entour du centre culturel d'Ollioules, les parlementaires U.D.F. se sont mis au travail lundi après-midi 25 septembre en débattant longuement avec le premier ministre de la situation économique et politique du pays. Cette séance, qui, à en croire ce qu'avait affirmé la semaine précédente M. Lecanuet, ne devait pas être consacrée exclusivement « à la louange et à l'approbation », n'a, semble-t-il, pas donné lieu à des manifestations marquées de mauvaise humeur.

Le chef du gouvernement s'est montré très ferme sur ses positions et à même

De notre envoyé spécial

répondu directement au président de l'U.D.F. Celui-ci avait regretté la trop forte pression fiscale sur les cadres et les salariés. M. Barre a fait valoir, d'une part, que rien ne permettait dans le budget de 1979 de porter une telle accusation et, d'autre part, que les salariés étaient loin de se trouver toujours défavorisés par rapport aux non-salariés. M. Lecanuet a fait aussi remarquer que le gouvernement ne mettait pas suffisamment en valeur sa propre action. Il s'est entendu répondre que, somme toute, cette promotion de l'action gouvernementale incombait au premier chef aux parlementaires de l'U.D.F. eux-mêmes.

Au bout du compte, le premier ministre est apparu à ses hôtes toujours aussi sûr de lui-même, du bien-fondé de ses choix et de l'appui du président de la République. Impression confirmée par la tirade finale de son discours lors de la réunion publique qui suivit la séance de travail (« Je maintiendrai le cap... ») et par cette phrase prononcée hors de la présence des journalistes : « Il ne faut pas croire que l'opinion des Français, c'est l'opinion de tous ceux qui scribouillent, jacassent, babillent. » Bref, un Raymond Barre plus « barriste » que jamais, comme devait le dire un député U.D.F.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

La première des quatre journées d'études des parlementaires de l'U.D.F. a été marquée par un certain nombre d'incidents provoqués à proximité du centre culturel de Châteauvallon à Ollioules, près de Toulon, par des manifestants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. désireux d'attirer l'attention sur la difficile situation des activités industrielles de la région (*le Monde* du 26 septembre).

A la différence de M. Jean Lecanuet et de Mme Louise Moreau, maire de Mandelieu, dont les véhicules ont eu à subir quelques dégâts, le premier ministre est arrivé sans encombre au lieu de réunion. Il est vrai qu'il était transporté par hélicoptère comme quelques-uns des membres du gouvernement qui arrivèrent après lui. Commentant les incidents, M. Raymond Barre a déclaré : « *Ce n'est pas le folklore ni des manifestations qui vont changer la politique du gouvernement et résoudre les problèmes qui se posent ici. Quant à l'angoisse, qui, mieux que le gouvernement, la comprend ? Mais il ne faut pas politiser cette angoisse, il ne faut pas utiliser le malheur à des fins politiciennes.* »

Les travaux à huis clos n'ont véritablement commencé que lundi après-midi par une séance de travail, au cours de laquelle une centaine d'élus U.D.F. (ils n'étaient qu'une cinquantaine le matin, en raison, sans doute, de la difficulté de circuler sur les routes du département bloquées par les manifestations) ont interrogé le premier ministre sur l'ensemble de sa politique. Le chef du gouvernement avait été accueilli par M. Maurice Arreckx, maire de Toulon, qui lui avait remis les clés de la ville... forgées à l'arsenal de Toulon.

### Sept mots-clés

Une réunion publique en plein air a suivi cette séance. M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a rendu hommage « *à un premier ministre lucide et courageux* ». M. Paecht, député du Var, a souligné les difficultés que traverse sa région et M. Maurice Arreckx, également député du Var, a assuré M. Barre de l'appui de l'U.D.F. « *car*, a-t-il dit, *dans l'amitié comme dans l'amour c'est quand les choses deviennent difficiles que l'on s'affirme* ». M. Roger Chinaud a notamment déclaré : « *Merci au premier ministre d'avoir répondu à notre invitation.* »

Dans son discours M. Raymond Barre a déclaré tout d'abord : « *Le gouvernement n'ignore pas les problèmes qui se posent ici* (...). *Il vous aidera d'abord en remettant de l'ordre où il faut que l'ordre* soit *remis et cela sans manigances politiques d'aucune sorte.* » Applaudi par les quelque mille cinq cents personnes qui garnissaient les gradins du théâtre en plein air du centre culturel, le premier ministre a dressé l'historique de la crise économique et souligné : « *Le monde a radicalement changé et ne sera plus jamais comme avant.* »

Il a affirmé ensuite : « *Il ne nous est pas possible de distribuer des avantages sociaux sans cesse plus nombreux et sans cesse plus diversifiés. Il nous faut désormais concentrer ces avantages sociaux sur ceux qui en ont le plus besoin. C'est cela la solidarité...* »

Le premier ministre a ensuite présenté ce qu'il a appelé les sept mots-clés de sa politique :

● LA SECURITE : faire que tous les Français soient protégés dans le respect des garanties fondamentales et ce par la prévention plus que par la répression. « *Le gouvernement ne veut pas d'un Etat policier* », a dit l'orateur.

● LA RESPONSABILITE : il faut notamment que les chefs d'entreprise assument les charges qui sont les leurs.

● LA STABILITE : celle de notre économie comme celle du franc et celle de nos institutions.

● LA COMPETITIVITE : « *Il n'est plus possible*, a dit le premier ministre, *de revenir à la protection. Il ne reste qu'à se battre. Mais nous n'avons pas l'intention de sacrifier à l'élargissement de la Communauté européenne les productions méditerranéennes.* »

● L'EMPLOI : la solution de ce « *problème douloureux* » ne se trouve pas dans une activité économique artificielle, mais dans le traitement des problèmes « *au fond* ».

● LA JUSTICE SOCIALE ET FISCALE. — Sur ce point, M. Barre a déclaré : « *Je ne suis pas du tout ému par les protestations de ceux qui s'avancent masqués par les cadres. Je mets chacun au défi de trouver dans le projet de budget de 1979 des mesures qui visent particulièrement les cadres moyens et même supérieurs.*

● L'ORGANISATION DE L'EUROPE. — « *L'objectif du gouvernement*, a dit M. Barre, *est la construction d'une France moderne et robuste dans une Europe organisée. Nous voyons aujourd'hui se réveiller de vieux démons nationalistes et protectionnistes. Mais ce que la France a compris en 1958 elle ne doit pas le remettre en cause en 1978. La confédération de l'Europe occidentale, c'est là un vieil espoir que nous pourrons peut-être réaliser dans les prochaines années, à condition d'être dignes de l'enjeu.* »

Le premier ministre a enfin déclaré : « *J'entends dire que le gouvernement n'explique pas assez sa politique. Eh bien ! j'attends sur ce point, l'aide des parlementaires de la majorité. Le gouvernement a besoin de l'appui loyal des formations de la majorité. Il ne recherche pas les louanges à jet continu, mais il souhaite aussi que la majorité soit à l'écoute du supérieurs...* »

Il a conclu : « *Je me laisserai ni entamer ni dévier l'action gouvernementale. Rogne verbale, contestation par les adverbes, coups de semonce des élections partielles, chausse-trapes, guérillas ou embuscades ne m'impressionnent pas plus maintenant qu'ils ne m'ont impressionné naguère. Ceux qui voient dans mon attitude une obstination mêlée de suffisance se trompent totalement. C'est l'avenir de la France qui est en jeu. Il se fait tard, le temps ne joue pas pour nous. Je mesure les responsabilités que je porte. Il me serait facile de plaire à court terme en sacrifiant le moyen et et le long terme. Mais c'est le pays qui le paierait demain. Voilà pourquoi je maintiendrai le cap. C'est finalement le pays qui, comme en mars 1978, jugera.* »

Au cours de la séance à huis clos qui avait précédé, M. Raymond Barre avait développé les mêmes thèses devant les élus avec, toutefois, un peu moins de précautions dans l'expression. Les parlementaires U.D.F. ont limité leurs remarques à des revendications fort modérées ou d'ordre technique portant, par exemple, sur la nécessité de revoir le mode de calcul des charges sociales (pour qu'il défavorise moins les entreprises employant une main-d'œuvre abondante) ou sur la limitation du cumul des mandats européen et national.

Si la première suggestion reçut un accueil favorable, la seconde, en revanche, parut être écartée. De son côté, le premier ministre s'était montré très net sur un certain nombre de points. En particulier, il était apparu clairement aux participants que le gouvernement jugerait opportun le dépôt d'une proposition de loi visant à rendre moins contraignante la législation sur les licenciements. Il parla, en effet, des industries « *surchargées de main-d'œuvre excédentaire* » et des patrons peu enclins à embaucher parce qu'inquiets des possibilités de réduire par la suite leurs effectifs.

M. Barre évoqua aussi un rapport du Plan sur l'évolution des charges sociales depuis 1971 et déclara : « *La France est un pays économiquement semi-développé et socialement surprotégé. Il faut ajuster les prestations aux ressources et non l'inverse.* »

Evoquant une France « *maquis de privilèges* » où « *l'agriculture est fragile et où l'industrie vacille par pans entiers* », le premier ministre donna à certains de ses auditeurs l'impression de ne pas être satisfait de ne pouvoir « *aller plus loin* » dans sa politique d'assainissement et de regretter de ne pas avoir été assez ferme sur le montant du SMIC.

A propos des élections législatives partielles de Nancy et de Paris, il souligna la « *personnalité un peu spéciale* » des deux candidats de la majorité et eut cette formule : « *En fait, à l'occasion de ces partielles, les Français se sont dit : « Nous avons bien voté » en mars, le président de la » République est solide au poste. » Le premier ministre est là, lui » aussi. Il nous casse les pieds, » mais comme il n'y a pas de » raison pour qu'il fasse des » conneries, alors, nous, cette fois, » on va à la pêche.* »

## Toujours content !

Les élections générales que l'on gagne, ça c'est important. Mais les élections partielles que l'on perd, zéro : elles n'ont ni portée ni signification, puisqu'elles ne sauraient, par définition, exprimer « le sentiment général des Français ». D'ailleurs, les Français, ce ne sont ni « ceux qui scribouillent, jacassent, babillent », ni ceux qui votent pour M. Tondon à Nancy, ni ceux qui votent *contre* M. de La Malène à Paris.

Voilà donc notre premier ministre bien content.

Les métallurgistes font grève en Lorraine, les syndicalistes manifestent près de Toulon, on voit partout s'étendre l' « *affreuse marée noire du chômage* », comme dit J.-J. S.-S., et les prix continuent de monter.

*Mais*, pourquoi *donc* notre premier ministre envisagerait-il de changer de cap, puisque, lui, il est bien content ?

*Le* R.P.R. distribue, à son habitude, les avertissements au pouvoir, et l'U.D.F. critique, sans dissimulation, sa politique fiscale.

Notre premier ministre ne peut en être que *plus content* encore, puisqu'il « ne recherche pas les louanges à jet continu ».

Aucune inquiétude à avoir sur ce point. C'est pratiquement gagné, puisque M. Barre a tout récemment battu le plus difficile des *records*, *celui de sa propre* impopularité. Encore un petit effort, et l'on n'entendra plus, nulle part, le moindre murmure approbateur.

Notre premier ministre ne se bornera plus alors à *manifester* son assurance et son contentement. Il triomphera. Modestement, bien sûr. — R. B.




(Dessin de KONK.)

## LE PROJET DE BUDGET MILITAIRE POUR 1979 EST BON estime M. Yvon Bourges

Présentant à la presse, lundi 25 septembre à Paris, son projet de budget pour 1979 (*le Monde* du 8 septembre), le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, a notamment déclaré : « *Ce budget militaire est bon parce qu'il permet de conduire une action de longue haleine. Notre politique de défense se précise et se confirme, et aucune personne de bonne foi ne peut mettre en doute notre volonté de maintenir des moyens militaires capables de garantir la liberté des Français.* »

Le projet de budget de la défense pour 1979 s'établit à 92 240 millions de francs, mais, après déduction des dépenses de pensions, qui s'élèvent à 15 129 millions de francs, le projet proprement dit de budget militaire est de 77 110 millions de francs, en augmentation réelle de 14 %. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 43 766 millions de francs, et les dépenses d'équipement à 33 344 millions.

M. Bourges a tenu à souligner le développement de l'effort financier consacré aux forces nucléaires (qui représente plus du tiers des crédits de paiement), illustré par la décision, le jour même, du chef de l'Etat de lancer la construction d'un sixième sous-marin nucléaire équipé de missiles à têtes multiples. De même, le ministre de la défense a indiqué que les dépenses d'études et de recherches progresseraient de 24,6 % par rapport à 1978, et que les crédits consacrés à l'activité opérationnelle des forces permettraient de porter à quatre-vingt-quatorze le nombre de jours de mer pour chaque bâtiment de la marine de guerre en une année, à cent le nombre des jours de manœuvres annuelles de l'armée de terre, et à quatre cent cinquante mille heures de vol (au lieu de quatre cent trente-deux mille heures en 1978) le niveau des activités aériennes.

« *Parallèlement au maintien de la priorité accordée à la force océanique stratégique*, a expliqué M. Bourges, *l'accent est mis, contrairement à une opinion trop largement répandue, sur la marine nationale, et en particulier sur l'accroissement sensible de l'effort consacré aux constructions de bâtiments modernes et au renouvellement de l'aviation embarquée avec les avions Super-Etendard.* »

Le ministre de la défense a ainsi précisé que seront en construction en 1979 deux sous-marins nucléaires lance-missiles, trois sous-marins nucléaires d'attaque, six corvettes, sept avisos, cinq bâtiments antimines et deux pétroliers ravitailleurs. Si l'on exclut les porte-avions et les sous-marins stratégiques, a précisé M. Bourges, « *l'objectif du gouvernement pour 1990 est de disposer, au total, de cent neuf navires de combat et vingt-six bâtiments de soutien* ».

## APRÈS LA DÉCISION DU CHEF DE L'ÉTAT

# Le sixième sous-marin nucléaire « l'Inflexible » sera le premier à embarquer le nouveau missile M. 4 à charges multiples

Dès l'an prochain, si le projet de budget militaire pour 1979 est approuvé par le Parlement, le ministère de la défense prévoit de consacrer 220 millions de francs en autorisations de programme à la construction d'un nouveau — le sixième — sous-marin nucléaire lance-missiles qui a déjà reçu son nom : *l'Inflexible*. Ainsi en a-t-il été décidé, comme l'a révélé lundi 25 septembre la présidence de la République après un conseil restreint de défense la semaine dernière à l'Elysée.

La mise en service de ce bâtiment, qui aura le même déplacement (9 000 tonnes en plongée) que ses cinq prédécesseurs, mais aura reçu des systèmes d'armes et des équipements plus modernes, est prévue pour 1985, date à laquelle les techniciens français auront mis au point un nouveau missile à têtes multiples, le M. 4, pour cette classe de sous-marins.

Au total, le montant de l'opération est estimé à 2 milliards de francs si l'on n'inclut pas les dépenses consacrées à la conception des armes thermonucléaires embarquées. A la fin de cette décennie, la France devrait disposer de cinq sous-marins à propulsion nucléaire de la classe du *Redoutable*, mis en service à la fin de 1971, qui emportent chacun seize missiles de 3 000 kilomètres de portée avec une tête unique « dopée » de 500 kilotonnes (vingt-cinq fois la puissance d'Hiroshima).

Par rapport à ses cinq prédécesseurs, dont l'existence permet actuellement de mettre deux unités en patrouille à la mer simultanément, *l'Inflexible* sera le premier bâtiment à être équipé du missile M. 4, qui est un engin de trois étages portant à environ 4 000 kilomètres de distance jusqu'à sept têtes thermonucléaires sur des cibles différentes.

De surcroît, outre son système d'armes qui sera amélioré, *l'Inflexible* embarquera de nouveaux équipements de navigation (avec une plus grande autonomie et un plus grande précision de son recalage), et il sera doté d'un système de lancement différent de ses missiles, plus rapide, plus sûr et plus discret grâce à une meilleure profondeur. Quatre autres sous-marins seront, entre 1986 et 1991, modernisés à leur tour pour subir les perfectionnements acquis sur *l'Inflexible*.

Ce nouveau bâtiment sera construit à l'arsenal de Cherbourg, et les autres sous-marins seront rénovés soit à Cherbourg soit à Brest.

### Une longue aventure

La construction de cette nouvelle unité est le résultat d'une longue aventure qui mêle les intérêts politiques et les considérations techniques, industrielles ou militaires. Depuis 1976, en particulier, le R.P.R., sous la conduite de MM. Jacques Chirac, Claude Labbé, Michel Debré, Pierre Messmer et Joël Le Theule, avait exigé la mise en chantier, au plus tôt, d'une sixième unité améliorée pour pouvoir disposer à terme de trois sous-marins nucléaires opérationnels simultanément. Les autres bâtiments sont, en effet, en réparation, en refonte ou à la base.

Officiellement, le principe de construire un sixième sous-marin lance-missiles avait été envisagé dès 1972. Mais en 1974, peu après l'élection de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République, la priorité a été donnée à la conception du nouveau système d'armes, le M. 4 à têtes multiples, qui devrait être prêt vers 1985. Les hésitations du gouvernement et des états-majors ont, alors, porté sur le fait de savoir si la sixième unité prévue devait emporter les missiles M. 20, qui sont actuellement à bord des cinq sous-marins en service, ou si *l'Inflexible* devait être doté du nouveau système d'armes.

En décembre 1975, un conseil de défense, présidé par le chef de l'Etat, a pris la décision de reporter de trois ans la construction de ce sixième sous-marin et de l'équiper, dans ces conditions, du missile M. 4 dont les techniciens disaient qu'il serait prêt pour 1985. Ainsi, ce bâtiment ne serait pas le premier d'une série de sous-marins d'une technologie radicalement nouvelle, mais le premier à emporter le M. 4.

Le R.P.R. a cru discerner, dans ces tergiversations gouvernementales, la volonté plus ou moins mal dissimulée de cesser d'accorder la priorité à la dissuasion nucléaire. En novembre 1977, les principaux responsables du R.P.R. ont, à l'Assemblée nationale, répété que la construction d'un sixième sous-marin nucléaire était « *une nécessité impérieuse* », tandis que le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, qui appartient au mouvement de M. Chirac, se contentait de dénoncer l'existence d'un dialogue de sourds, l'incompréhension venant du fait, selon lui, que le gouvernement « *n'a pas le droit de prendre des engagements à la légère* ».

A plus d'un mois d'un débat à l'Assemblée nationale, qui aurait été l'occasion de nouveaux échanges de propos vifs entre le gouvernement et une partie de sa majorité, le président de la République vient donc d'arbitrer en faveur de la fabrication d'un sixième sous-marin nucléaire.

Il ne semble pas que *l'Inflexible* soit la tête de série d'une nouvelle classe de sous-marins stratégiques qui seraient très différents des unités actuellement en service. Certes, il présentera des améliorations sensibles sur le plan technologique, mais tout donne à penser que, comme les Américains et les Soviétiques, les Français se heurtent à des incertitudes techniques et scientifiques pour la mise au point de leur projet.

Les spécialistes de toutes les marines de guerre cherchent, à l'heure actuelle, à définir un sous-marin dont les déplacements en plongée seraient moins bruyants (grâce à un système de propulsion nucléaire plus silencieux), dont la coque devrait supporter des immersions plus profondes grâce à des alliages spéciaux, et dont l'électronique de bord et les systèmes de navigation auront été davantage miniaturisés.

De premières estimations donnent à penser que la France ne sera pas en mesure de maîtriser ces différentes données industrielles, technologiques et scientifiques avant le début des années 1990.

JACQUES ISNARD.

### SATISFACTION DE M. CHIRAC

**A son retour de Chine, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., s'est félicité, ce mardi 26 septembre, au micro de France-Inter, de la décision de construire un sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins.**

**« Je m'en réjouis, a-t-il dit. Nous avons milité avec ardeur pour le lancement de ce sixième sous-marin (...), qui doit être construit dans les meilleurs délais possibles et ne doit pas, non plus, être le dernier. »**

**« Il s'agit d'un élément essentiel de notre force de dissuasion », a ajouté le maire de Paris.**

● *Le conseil municipal de Crozon (Finistère)*, présidé par M. Claude Yvenat (P.S.), a refusé de céder trois petits terrains à la marine nationale. Les parcelles en cause, d'une superficie totale de 2 247 mètres carrés, sont situées à proximité immédiate des installations de l'Ile-Longue (presqu'île de Crozon), où sont basés les sous-marins nucléaires français. Pour justifier son refus, le conseil municipal a indiqué que, au cours de la campagne électorale, les membres de la liste d'union de la gauche avaient promis de ne jamais favoriser l'extension des terrains militaires. — *(Correspondance.)*

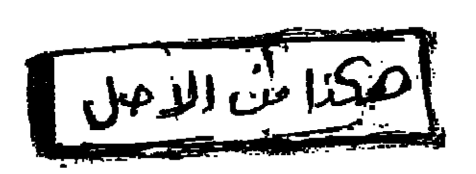


### « LA LETTRE DE LA NATION » : le R.P.R. s'en est toujours tenu à la stricte vérité des faits.

Dans *la Lettre de la Nation*, M. Pierre Charpy, après avoir noté qu'« *un conflit sur le sixième sous-marin nucléaire était le seul sur lequel le R.P.R. pouvait aller jusqu'à la rupture* », écrit notamment :

« Mais pourquoi le chef d'état-major particulier du président de la République a-t-il cru bon de souligner que « *le nouveau sous-marin ne sera pas le même que le sixième dont la fabrication était réclamée par le R.P.R.* ». Il suffit, en effet, de se reporter à la même déclaration de Pierre Messmer, en juin dernier, pour voir qu'il demandait « *un sixième sous-marin nucléaire qui sera le premier d'une nouvelle génération* ». Et il précisait que tout était prêt pour équiper ce sixième sous-marin du nouveau missile M. 4, d'un nouveau système de navigation et d'un nouveau système électronique. C'est exactement ce qu'a décidé le président de la République. D'où l'on peut déduire que les objections avancées jusqu'ici étaient moins sérieuses qu'on ne l'avait dit.

» Dans toute cette affaire, le R.P.R. s'en est toujours tenu à la stricte vérité des faits, en s'appuyant sur la compétence de ses responsables. Ceux-ci disaient, par exemple : « *Notre force océanique stratégique ne sera crédible que si elle dispose, en permanence, de deux sous-marins à la mer. Pour cela, elle doit en avoir au moins six* ». C'est exactement l'argumentation employée par la présidence de la République pour expliquer sa décision. »


هكذا من الأصل

Le Monde

# société

## ÉDUCATION

### UNE RENCONTRE A REIMS

# Éloge de l'erreur en mathématiques

**Six cent cinquante professeurs de mathématiques, une trentaine d'instituteurs, des professeurs d'enseignement général de collège, des psychologues, des physiciens, ont participé, du 22 au 24 septembre, à Reims, aux Journées nationales de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (APMEP). Organisées sur le thème « Problème, erreur, évaluation », ces Journées ont témoigné de la vitalité d'une association qui regroupe treize mille professeurs de mathématiques. Elles reflétaient aussi leur inquiétude devant la menace qui pèse sur une institution originale dans le système éducatif : les Instituts de recherche pour l'enseignement des mathématiques (IREM), créés en 1969 et dont les crédits ont été fortement réduits depuis quelques mois (« le Monde » du 11 octobre 1977 et des 8 et 16 février 1978).**

De notre envoyé spécial

Reims. — A quoi sert l'enseignement des maths ? Quand des élèves transpirent sur un problème, l'objectif est-il pour eux de trouver une solution ou d'appliquer des théories ? Lorsqu'ils se trompent dans leur cheminement, l'erreur est-elle utile ? Comment, enfin, évaluer leurs résultats ? Les journées de Reims n'ont pas répondu définitivement à ces questions. Elles ont permis de confronter des points de vue et des expériences à l'occasion de trente-deux groupes de travail, seize commissions et deux conférences générales.

De plus en plus nombreux, les praticiens de l'enseignement des mathématiques récusent l'attitude qui consiste à donner des exercices d'application aux élèves pour leur transmettr. un savoir. M. Daniel Lehmann, professeur à l'université Lille-I, considère ainsi que les théories, les définitions qui constituent ce savoir *« n'ont aucun intérêt en elles-mêmes »*. Elles ont été forgées pour résoudre des problèmes. Ce sont des *outils*. Or, *« un outil on ne l'applique pas, on l'utilise »*. L'élève n'est plus invité à reproduire, à appliquer une théorie mathématique qui se déroulerait devant lui mais à *faire* des maths. Et l'idéal serait qu'il puisse partir de situations puisées dans sa vie.

Dans cette démarche, au cours de son investigation, il commet des erreurs. Pour Mme Marie-Hélène Salin, professeur à l'Ecole normale de Bordeaux, l'erreur n'est pas l'indice d'un échec, un raté inutile. Elle est un *« mal nécessaire »*. La vision d'un film tourné dans une classe de cours moyen deuxième année (dernière année du primaire) a montré les différentes attitudes du maître en présence de l'erreur. Lorsqu'elle est immédiatement analysée, corrigée, elle devient formatrice ; c'est un moment du processus éducatif, celui où l'élève *« rejette une connaissance antérieure mal adaptée à la situation nouvelle »*.

### La formation des maîtres

La difficulté pour l'enseignant reste d'évaluer le résultat du travail de l'élève. D'autant plus que la finalité de cette évaluation a, singulièrement en mathématiques, complètement dérapé. Son rôle pédagogique — moyen pour l'élève de savoir où il en est — est masqué par son rôle social. « *Les professeurs de mathématiques*, dit M. Rudolf Bkouch, maître de conférence à l'université de Lille, *se rassurent en pensant qu'ils apprennent la science, donc qu'ils sont neutres. Ce qui est faux : l'idéologie de la rationalité ce n'est pas une notion neutre.* »

Mme N'Guyen Tanh, psychanalystes et assistante de mathématiques à Paris-V, pose le problème sous un autre angle : « *Les maths sont l'une des activités de la vie qui peut le plus cacher les fantasmes et se prêter au jeu de l'inconscient. Il entre une grande part d'irrationnel dans leur évaluation.* » Elle y voit une raison supplémentaire pour officialiser et généraliser une formation psychologique des enseignants.

Or les professeurs de mathématiques apparaissent particulièrement inquiets au sujet de leur formation, initiale et continue. Ils ont à nouveau appelé de leurs vœux une formation professionnelle en cinq années après le baccalauréat, où seraient associées une formation scientifique liée à la recherche et une préparation au métier d'enseignant.

Ils ne pensent pas que le « recyclage » en stages de six semaines des professeurs d'enseignement général de collège et des professeurs de l'ex-voie 3 (transition-pratique) que le ministère de l'éducation vient de décider soit adapté et suffisant. Ils sont très préoccupés par l'avenir des IREM après la réduction de 36 % des grilles d'heures, et de 20 % des crédits de fonctionnement de ces instituts, dont la réussite n'est pas contestée.

L'émotion est si vive qu'il a été envisagé, à Reims, de boycotter la réception au rectorat. A deux reprises une motion a été présentée au recteur, M. Jean-Louis Boursin, demandant que les IREM retrouvent *« des moyens comparables à ceux dont ils disposaient en 1976 »*. Les participants aux Journées nationales et les directeurs d'IREM n'ont pu, cependant, tomber d'accord sur des modalités d'action nationale.

L'Association des professeurs de mathématiques s'est réjouie de la remise sur le métier des programmes de quatrième et de troisième (1). Le nouveau projet de texte — que le conseil de l'enseignement général et technique devrait examiner le 17 octobre — tient compte de plusieurs de ses remarques (enseignement à base d'activités sans coupure au long du premier cycle, pas d'abstraction excessive, etc.). Satisfaction teintée de réserve cependant : les professeurs de mathématiques voudraient une rédaction des programmes plus souple, distinguant les notions fondamentales « obligatoires » et les thèmes parmi lesquels élèves et maîtres feraient leur choix. L'APMEP regrette, surtout, que les nouveaux programmes soient mis en œuvre dans la hâte et sans expérimentation préalable.

CHARLES VIAL.

(1) Au mois de juin dernier, le ministère de l'éducation avait accepté de reporter l'examen de ces projets de programmes qui avaient suscité l'opposition des spécialistes.

### Dans l'Essonne et le Val-d'Oise

## DES ÉLUS ET DES PARENTS RÉCLAMENT DES CRÉATIONS DE POSTES D'INSTITUTEURS

**La section du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.-P.E.G.C.) du Val-d'Oise a appelé jeudi 28 septembre à une journée de grève les cinq mille maîtres de ce département pour protester contre des fermetures de classes et l'insuffisance des créations de postes.**

**Une situation identique, nous signale notre correspondant, est observée dans l'Essonne, où l'inspecteur d'académie a supprimé des classes primaires et maternelles à la rentrée. L'exemple le plus spectaculaire concerne la commune de Vigneux, où treize classes sont réclamées. Pour protester contre l'ensemble de difficultés dans le département, une centaine de parents, soutenus par MM. Pierre Gamboa (sénateur, P.C.) et Robert Vizet (député, P.C.) et par des élus socialistes des localités concernées, ont manifesté le 25 septembre devant la préfecture d'Evry. Seuls les parlementaires ont été reçus par l'inspecteur d'académie. Ils ont dénoncé « l'hérésie des dispositions prises, qui consistent à adopter de nouvelles normes inadaptées et à tabler, pour déterminer le nombre de postes d'enseignants, sur les effectifs présents le jour de la rentrée, alors que 2 ou 3 % des élèves ne sont pas là ».**





## NOUVELLE GRÈVE DES PROFESSEURS D'ÉDUCATION PHYSIQUE

Le Syndicat national de l'éducation physique de l'enseignement public (SNEP, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) organise une nouvelle grève contre le plan de « relance » du sport à l'école présenté par M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, le 31 août (*le Monde* du 2 septembre). Cette grève a lieu, ce mardi 26 septembre, dans les trois académies de la région parisienne, et vendredi 29 en province. Une manifestation a lieu mardi après-midi à Paris. Une grève, largement suivie, avait déjà eu lieu le 21 septembre à l'appel de quatre syndicats (*le Monde* du 22 septembre).

Le SNEP, qui groupe les professeurs d'éducation physique, et le Syndicat national de l'enseignement de l'éducation physique et sportive (SNEEPS, affilié à la FEN, qui groupe les professeurs adjoints, organiseront au cours de l'année des arrêts de travail d'une heure hebdomadaire. Le SNEP envisage aussi d'organiser, avec l'accord du SNEEPS et de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF, proche des communistes), un rassemblement national, vendredi 13 octobre, à Paris.

Des mouvements de grève ont eu lieu localement, lundi 25 septembre, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et du Vaucluse. A Paris, la quasi-totalité des enseignants du lycée Henri-Bergson (19e) ont fait grève pour protester contre la suppression d'un poste d'éducation physique. Un mouvement identique a eu lieu au lycée Paul-Valéry (12e).

D'autre part, l'Union nationale des clubs universitaires se déclare *« vivement inquiète des conséquences sur l'organisation du sport universitaire, de la suppression de postes d'éducation physique dans l'enseignement supérieur »*.

## JUSTICE

## LES JUGES D'APPLICATION DES PEINES PROPOSENT UNE MODIFICATION DU PROJET DE LOI SUR L'EXÉCUTION DES PEINES

L'Association des juges de l'application des peines (JAP), *« tout en maintenant sa demande de retrait du projet de loi sur l'exécution des peines, présente, à titre très subsidiaire »*, quelques amendements qu'elle propose au Parlement, *« et qui paraissent seuls de nature à sauvegarder l'indépendance du juge »*. Outre la suppression *« de la commission administrative substituée au JAP »*, l'association souhaite le remplacement de l'article 733-1 du projet gouvernemental par les dispositions suivantes : *« Les décisions prises par le JAP, en application de l'article 722, alinéa 1er, peuvent être annulées pour violation de la loi sur recours porté devant la chambre d'accusation par le ministère public dans les vingt-quatre heures de la notification qui lui en est faite. Ce recours suspend l'exécution de la décision attaquée. L'avocat du condamné est entendu par la cour. En outre, les décisions accordant des permissions de sortie à des condamnés ayant à subir une détention supérieure à trois ans sont susceptibles d'un recours dans les mêmes formes lorsqu'elles constituent une menace sérieuse pour la sécurité publique. »*

## Vous avez dit « intempérance ? »

*Manque de modération, abus des plaisirs de la table : quel sens donne-t-on communément au mot « intempérance » ? C'est sur cette interrogation que la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris a dû débattre lundi après-midi 25 septembre. Plaisanterie ? Sûrement pas. Rien de plus sérieux que l'affaire opposant un informaticien à un policier à qui le hasard a fait épouser deux sœurs.*

*Au centre du différend, une lettre adressée le 5 juillet 1976 par M. Aristide Monory, trente-huit ans, pupitreur au Commissariat à l'énergie atomique, au supérieur hiérarchique de son beau-frère, M. Claude Jaffrelot, trente-neuf ans, officier de police aux renseignements généraux. Dans cette lettre, M. Monory explique que son beau-frère* « perd le contrôle de ses moyens. Son intempérance, *précise-t-il*, devient dangereuse dans la mesure où il est détenteur d'une arme administrative. C'est un malade qu'il faudrait aider à se reprendre. » *Les renseignements généraux ne communiquent-ils pas la lettre à l'inspection générale des services (I.G.S.), et voilà M. Monory poursuivi pour dénonciation calomnieuse.*

*De quoi s'agit-il ? M. Claude Jaffrelot, en instance de divorce, avait obtenu le 18 juin 1976 le droit de visite auprès de sa fille Valérie, neuf ans. Le 26 juin, pour sa première visite, il se présente au domicile de sa femme avec un huissier et un brigadier en uniforme. Le lendemain, c'est un car de police qui l'attend dans la rue, avec l'accord du commissariat.* « Afin d'éviter les incidents », *précisera le policier.*

*Bouleversé par un tel comportement (c'est ce que M. Monory appelle* « intempérance »*), l'informaticien,* « ce parfait collaborateur et ami qui ne pense qu'à rendre service », *d'après les cinq témoins cités par la défense, décide de ramener son beau-frère à la raison.* « Drôle de façon d'aider », *pour le président, M. Jean Serre.* « Un acte de dénonciation spontané », *ajoute M. Marc Domingo, procureur de la République.* « Il ne s'agit pas de jouer sur une interprétation habile du terme intempérance, *s'exclame le procureur.* Peu nous importe la langue de Voltaire, de Bossuet ou, que sais-je, des chiites. Au XXe siècle, le sens est péjoratif. » *M. Claude Jaffrelot* « est très sobre », *a conclu l'I.G.S. après son enquête, il ne boit pas, donc il n'est pas intempérant.*

*Jugement le 26 octobre.*

L. Pe.

● *Censure à la Santé.* — Un colis de livres envoyé par les Editions Alain-Moreau à un détenu, M. Serge Rojinsky, prisonnier politique breton incarcéré à la maison d'arrêt de la Santé, a été renvoyé à l'expéditeur, porteur de la emntion : « Refusé - interdit par le vaguemestre ». Parmi les livres, figuraient *la France culbutée*, de Jean Andouin, *Bokassa Ier*, de Pierre Péan, et *Dossier E... comme espionnage*, de Nicolas Fournier et Edmond Legrand. Serge Rojinsky, membre du F.L.B.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne - Armée révolutionnaire bretonne) a été condamné, le 25 juillet, à huit années de réclusion par la cour de sûreté de l'Etat, lors du « procès des autonomistes bretons » (*le Monde* du 27 juillet).

Selon l'article D-423 du code de procédure pénale, tous les envois de colis sont interdits dans les prisons. Exception n'est faite que pour les colis de linge ou d'« ouvrages d'études » à condition toutefois que le détenu ait obtenu au préalable l'autorisation de l'administration pénitenciaire.

● *Inceste : quinze ans de réclusion.* — La cour d'assises des Alpes-Maritimes a condamné, lundi 25 septembre, un ouvrier plombier, Jean-Claude Estève, père de quatre enfants, à quinze ans de réclusion criminelle pour viol et attentat à la pudeur sur sa propre fille, âgée de onze ans.

## SPORTS

### ATHLÉTISME

## Huit entraîneurs seconderont le directeur technique national

M. Jean Poczobut, qui prendra ses fonctions de directeur technique national (D.T.N.), de l'athlétisme le 1er novembre prochain, a présenté lundi 25 septembre son « équipe ». Elle sera composée de huit personnes au total contre vingt-six dans celle de M. Jacques Dudal. Le D.T.N. aura deux adjoints, M. Michel Lourie, qui supervisera le sprint et les haies, et M. Raymond Dubois, qui s'occupera du demi-fond et de la marche. Les six autres entraîneurs nationaux seront MM. Fernand Urtebise, conseiller technique départemental (haies), Roger Grange, installé à Bordeaux (400 m et demi-fond), Maurice Coubard (marche), Guy Guezille, professeur au CRESP de Houlgate (sauts), Jean-Claude Perrin (perche et épreuves combinées), et Michel Thieurmel, conseiller technique de Basse-Normandie (lancers). L'entraînement de l'élite sera sous la responsabilité de l'INSEP (Institut national des sports et de l'éducation physique) où les six entraîneurs seront placés sous la direction de M. Maurice Houvion. En outre le cadre des entraîneurs de l'E.I.S. (Ecole interarmes des sports) de Fontainebleau sera composé de cinq personnes. En présentant cette équipe M. Poczobut n'a pas caché les difficultés qui l'attendaient.

Toutefois il a déclaré : *« La situation n'est pas aussi catastrophique qu'en 1958, deux ans avant les Jeux de Rome. Certes un esprit anticompétition défavorable à l'athlétisme de haut niveau s'est développé, mais je fixe une première échéance en 1980 non pas en fonction des Jeux olympiques, mais en fonction du potentiel pour les objectifs de 1984 et de 1988, potentiel qui devra s'exprimer dès les championnats d'Europe de 1982 et la Coupe d'Europe de 1983. »*

## Guy Drut reprend du service

Deux ans après sa radiation « à vie » par la Fédération internationale d'athlétisme, Guy Drut a donc été « réintégré » par la Fédération française. Il aura ainsi la possibilité d'apporter le concours de son expérience au nouveau directeur national, M. Jean Poczobut, dans le cadre d'actions dites « ponctuelles ». La réintégration de Guy Drut, souhaitée par certains, jugée très inopportune par d'autres, avec un arrière-plan politique évident — le champion olympique a été en 1976 le conseiller de M. Chirac, alors premier ministre, et il fait aujourd'hui partie du comité sportif du maire de Paris, — ne règle cependant pas tous les problèmes.

Il reste l'essentiel, c'est-à-dire que la Fédération internationale d'athlétisme, qui a prononcé en 1976 la radiation de Guy Drut, accepte à son tour de le qualifier à nouveau. Or, comme les motifs de radiation demeurent — les déclarations sur le professionnalisme, — le fait de passer l'éponge reviendrait à reconnaître que Guy Drut a eu raison, il y a deux ans, de dire ce qu'il a dit, qu'il a été injustement condamné, que ses juges ont failli ou n'on rien compris sur le moment. Du même coup, ce serait carrément officialiser la pratique des dessous de table, des meetings payés et relancer l'affairisme dans le petit monde de l'athlétisme. Nul doute qu'avant de se décider, et pour se préserver du ridicule, la Fédération internationale sera beaucoup plus partagée que la Fédération française. Au demeurant, Guy Drut n'a pas seulement été requalifié parce que le temps, paraît-il, efface tout ou parce qu'il est un ami de M. Jacques Chirac. Son retour sur le devant de la scène est une bonne opération « poudre aux yeux ». L'athlétisme français, au plein creux de la vague, avait sans doute autant besoin d'une diversion que d'un coup spectaculaire ou considéré comme tel.

F. J.

# CARNET

## Naissances

— Jean-Marc et Pamela ROBERTS sont heureux d'annoncer la naissance de

**Gabriel,**

le 23 septembre 1978, à Paris.

## Décès

### LÉON BÉTOUS

On apprend la mort de
LEON BETOUS,
président honoraire
du port autonome de Marseille,
décédé Bruxelles, alors qu'il participait en tant que président de l'Union des ports autonomes de la chambre de commerce industrielle et maritime, à une réunion de travail sur la politique portuaire commune dans la Communauté européenne.

[Né le 2 juin 1903 à Demu (Gers), M. Bétous, qui était diplômé de l'Ecole de la marine marchande du Havre, avait d'abord navigué avec Charcot avant d'effectuer une partie de sa carrière comme capitaine au long cours à partir de 1937. Il devint pilote et chef de la station de pilotage du port de Marseille et de Fos-sur-Mer. Après avoir présidé, de 1960 à 1963, aux destinées de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille, il devint en avril 1966 le premier président du Port autonome, poste qu'il occupa jusqu'en 1974, année de sa retraite.

Le nom de Léon Bétous restera attaché à la réalisation du complexe industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer. C'est pendant qu'il présidait le conseil d'administration du Port autonome que les darses de Fos-sur-Mer furent creusées et que l'industrie lourde vint s'installer. M. Léon Bétous était président honoraire du Comité de coordination des ports de la Méditerranée nord-occidentale.]

— M. Jean Boizeau, directeur de « Minute », son époux,
Mme Ercole Miglio, sa mère,
Mme Edmond Boizeau, sa belle-mère,
M. Pascal Boizeau,
M. et Mme Patrick Boizeau,
ses enfants,
Emmanuel et Violaine Boizeau, ses petits-enfants,
M. et Mme Charles Miglio,
M. et Mme Louis Faure,
M. et Mme Droux,
ses frères et sœurs,
M. et Mme Michel Boizeau,
M. et Mme Bernard Boizeau,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Christian et Marie-Claude Droux,
Jean-Louis et Bernard Miglio,
Frédéric, Philippe, Jean-Marc et Dominique Boizeau,
ses neveux et nièces,
Les familles Delor, Orlando, Miglio, De Berthe, Vigny, Postel, Menesson, ses parents et alliés,
ont l'immense chagrin de faire part du décès de

**Yvonne BOIZEAU**

endormie dans la paix du Seigneur, le 25 septembre 1978, à l'âge de cinquante-six ans, après une longue et douloureuse maladie.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 29 septembre, à 10 h. 30, en la chapelle Saint-Honoré d'Eylau, 66, avenue Raymond-Poincaré, où l'on se réunira.

Une autre cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, aura lieu à 15 h. 30, le même jour en l'église de Guerquesalles, près Vimoutiers (Orne).

188, avenue Victor-Hugo, Paris-16e.
Le Manoir, Guerquesalles (61).
Saint-Maurice,
39130 Clairvaux-les-Lacs.

— M. Philippe Colas,
M. et Mme Gilles Colas et leurs enfants,
Le docteur et Mme Patrick Samson et leur fille,
M. Bruno Colas,
Mlle Sylvie Colas,
ont la douleur de faire part du décès de

**Mme Philippe COLAS,**
née Françoise Pellequer,

leur épouse, mère et grand-mère, survenu le 24 septembre 1978, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 27 septembre 1978, à 8 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris (16e), où l'on se réunira.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

1, chaussée de la Muette,
75016 Paris.

— La supérieure générale et les religieuses de la Congrégation de Marie Auxiliatrice,

Mme Jean Marminia,
Mme Jeanne Chereau, en religion sœur Marie-Jean-Paul, religieuse de Marie Auxiliatrice,
M. et Mme Pierre Cordier, ses sœurs et beau-frère,
Mlle Marie-Françoise Marminia,
M. et Mme Philippe Dietsch et leurs enfants,
Le capitaine et Mme Paul-Hervé ...lt et leurs enfants,
Ses neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces,
Et toute la famille,

Et le président et les membres de l'association de Villepinte,

Dans l'espérance de la résurrection, font part du retour à Dieu, le 24 septembre 1978, de

**Sœur MARIE DELPHINE**
née Marie-Thérèse Chereau,
religieuse de Marie Auxiliatrice,

à l'âge de soixante et onze ans, en sa quarante-septième année de vie religieuse.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 28 septembre 1978, à 9 h. 30, en la chapelle des religieuses de Marie Auxiliatrice, sanatorium de Villepinte, 5, rue de Paris, 93420 Villepinte.

Cet avis tient lieu de faire-part.

... rue de Maubeuge, 75009 Paris.
... rue de Lille, 75007 Paris.
... rue Henri-Barbusse,
Champrosay, 91210 Draveil.
... rue du Bac, 75007 Paris.

— Mme Jean de Falloise,
M. et Mme Jean-Luc de Falloise,
...e et Jérôme,
M. et Mme Jean-Pierre Kemper,
..., Arianne et Charles,
ont la douleur de faire part du décès de

**Jean DE FALLOISE,**
ingénieur civil des mines
électricien de l'université de Liège,
licencié en sciences économiques
et financières
université libre de Bruxelles,
ancien administrateur
directeur général des A.C.C.E.C.
au Brésil,
conseiller honoraire
du commerce extérieur de Belgique,
chevalier de l'ordre de Léopold,
officier de l'ordre de Léopold,

survenu le 20 septembre 1978, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Bruxelles.

L'inhumation a eu lieu à Liège dans l'intimité familiale.

Un service religieux sera célébré à sa mémoire en l'église Saint-Henri à Bruxelles, le jeudi 28 septembre, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.
111, boulevard Brandwithlock,
1200 Bruxelles.

— Mlle Fernande Lemoine, sa fille,
Le docteur André Lemoine, son fils,
Mlle Claire Lemoine, sa petite-fille,
Et toute la famille,
ont la peine de faire part du décès de

**Mme veuve Fernand LEMOINE**
née Charlotte Guignard,

survenu le 23 septembre 1978, à Fontainebleau.

Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 28 septembre 1978, à 10 h. 30, en l'église Saint-Louis de Fontainebleau, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Fontainebleau.

De profundis.

10, rue René-Quinton,
77300 Fontainebleau.
88, avenue Henri-Martin,
75116 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès subit, survenu dans sa quatre-vingt-cinquième année, à Talence (Gironde), de

**Mme Henri MUSY,**
née Huberte Lobies.

Les obsèques religieuses ont eu lieu en l'église Notre-Dame de Talence.

L'inhumation a eu lieu à Lauzès (Lot).

De la part de :
M. André Lété, Mme, née Monique Musy, leurs enfants et petits-enfants,
10, rue Maurice-Ravel,
33400 Talence.
M. Jean-Claude Bélibio, Mme, née Anne-Jacqueline Musy, et leurs enfants,
11, rue Meynadier, 75019 Paris.

— Mme Louis Rousseau,
Le docteur et Mme Jean Belland et leurs enfants,
M. Hubert Friocourt, avocat à la cour, Mme et leurs enfants,
Mme Suzanne Pelin,
M. et Mme Paul Denis et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Louis ROUSSEAU,**
directeur honoraire
des Domaines de la Seine,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 24 septembre 1978, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 septembre, à 14 h., en l'église Saint-Médard, 141, rue Mouffetard, Paris (5e).

Ni fleurs ni couronnes.
Mme L. Rousseau,
18, rue de la Glacière, 75013 Paris.

— Mme Georges Rouyer,
Le docteur et Mme Marcel Rouyer,
M. et Mme Maurice Guisson,
M. et Mme Marcel Vialatte,
et leurs enfants,
Mme Lucien Chalvon,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Georges ROUYER,**

survenu le 24 septembre 1978, à Neuilly-sur-Seine, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 septembre 1978, à 9 heures, en l'église Saint-Jacques de Neuilly, 167, boulevard Bineau, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Suresnes, dans le caveau de famille.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

3, rue de l'Abbé-Roger-Derry,
75015 Paris.
27, rue de la Bienfaisance,
75008 Paris.

## Remerciements

— M. et Mme Antoine Giard et leurs enfants,
Le docteur et Mme Patrice Van de Velde et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Picard et leurs enfants,
M. et Mme Bruno Giard et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Le Bris,
Mme Anne Le Bris,
Mlle Suzanne Le Bris,
ses enfants, petits-enfants, frère et sœurs,
Et toute sa famille,
profondément touchés des marques de sympathie reçues lors du décès de

**Mme Pierre GIARD,**
née Catherine Le Bris,

dans l'impossibilité d'y répondre personnellement, adressent leurs vifs remerciements à toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

— Mme Max Aaron et ses enfants remercient de la sympathie qui leur a été témoignée lors du décès de
**MAX AARON.**

## Anniversaires

— Une pensée émue en ce premier anniversaire de la mort du luthiste
**JAMIL BACHIR**

## Avis de messe

— Une messe sera célébrée en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, le mardi 3 octobre, à 10 h. 30, à l'intention de

**Mme Jean ROUSSEAU,**

décédée le 3 septembre à Pattinges (Cher).

135, rue de Courcelles, Paris (17e).

— Une messe sera célébrée à l'intention de

**M. Emmanuel ANDRE-MARTIN,**
ancien élève
de l'Ecole polytechnique,
officier de la Légion d'honneur,

décédé le 23 juin 1978, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, place d'Auteuil, Paris (16e), le lundi 23 octobre 1978, à 11 h. 45.

De la part de Mme E. André-Martin, 26, rue Claude-Lorrain, Paris (16e).

## Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT

— Université de Nice, jeudi 28 septembre, à 14 heures, salle du conseil de l'U.E.R. Lettres et sciences humaines de Nice, M. Ramon Losada : « Dialectique du sous-développement : le cas du Venezuela ».

# RADIO-TÉLÉVISION

## VU

### Soir 3

*Jean-Marie Cavada présentait, lundi soir à 19 h. 10 sur FR 3, un nouveau journal : « Soir 3 ». Il n'est pas long : dix minutes. Il est assez complet : quatre ou cinq titres (J.-J.S.-S., la grève des sidérurgistes lorrains, les journées parlementaires de l'U.D.F., Begin à la Knesset). Il est suivi dans la foulée par des actualités régionales méconnaissables, bien agencées autour d'un grand sujet, un reportage sur l'emploi en Ile-de-France et une interview de Michel Giraud, président du conseil régional.*

*Et il amorce l'édition de fin de soirée, elle aussi considérablement améliorée, allongée : une bonne demi-heure. Les thèmes traités ? Rien de spécial, ceux qui figurent au sommaire des chaînes rivales, le sous-marin nucléaire, la catastrophe aérienne de San-Diego, re-Knesset, re-J.-J.S.-S., etc. Avec, comme chez les voisines — nous y reviendrons, — une nette tendance à sacrifier le document au commentaire. Ainsi, les opinions de M. IFOP sur l'élection de Nancy, de Mme Ockrent sur les suites de Camp David, d'un historien sur la « chienne de Tulle », d'un chroniqueur sportif sur la situation du tennis français, ne manquent-elles certes pas d'intérêt mais, franchement, on préférerait moins de bavardage et plus d'images. A une heure aussi tardive, ce devrait être possible, les films ont largement le temps d'arriver.*

*Bonne en soi — on ne développera jamais assez l'information à l'écran — cette initiative de la troisième chaîne risque de porter un rude coup aux deux autres. De nombreux téléspectateurs, ainsi lestés d'un bagage de nouvelles « digeste » et léger, vont sans doute être tentés d'aller grossir encore l'audience des « Jeux de 20 heures ». Et la concurrence va devoir se mettre en frais si elle ne veut pas voir tomber son indice d'écoute. Affaire à suivre.*

CLAUDE SARRAUTE.

## MARDI 26 SEPTEMBRE

### CHAINE I : TF 1

20 h. 30. Série documentaire : L'aventure des pôles (1er épisode), de P.-E. Victor, réalisation J.-M. Meurice.

21 h. 20. Emission littéraire : Livres en fête, par J. d'Ormesson et J. Paugam.

*Numéro un d'une nouvelle émission littéraire, informations, commentaires d'ouvrages sont ponctués par des variétés et de la musique : pas d' « Apostrophes ».*

22 h. 35. Les grandes expositions : Jules Romain (l'histoire de Scipion).

23 h. 5. Journal.

### CHAINE II : A 2

20 h. 35. Les dossiers de l'écran : Le temps d'une République (Un hussard noir en pays blanc), réalisation A. Boudet, avec G. Aubert, G. Roussel, M. Cerda.



Vers 21 h. 30. Débat : L'école laïque.

*La révolution de la communale vue par Mme Fresnette Pisani-Ferry, petite-nièce de Jules Ferry, M. Antoine Prost, auteur d'une Histoire de l'enseignement en France, M. Pierre Miquel, historien, le Révérend-Père Jacques Couturier, M. Louis Legrand directeur de recherches à l'I.N.R.D.P., auteur d'un livre sur Jules Ferry, et M. Michel Winock, historien de la IIIe République.*

23 h. 30. Journal.

### CHAINE III : FR 3

20 h. 30. FILM (cinéma pour tous) : VAQUERO, de J. Farrow (1952), avec R. Taylor, A. Gardner, H. Keel, A. Quinn, K. Kasznar, T. de Corsia, Charlita. (Redif.)

*Dans le sud du Texas, un bandit ravage les exploitations agricoles. Pour l'amour d'une femme, son second passe dans le camp des fermiers.*

*Action bien conduite et conflit psychologique. La présence troublante d'Ava Gardner.*

22 h., Journal.

### FRANCE-CULTURE

20 h., Dialogues : « Jules Verne : le héros et son double » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Concert donné à l'Auditorium 105 de Radio-France... « Monuments musicaux » (Schubert) ; « Sonate n° 3 » (Chopin) ; « Voix dans un vaisseau » (Levinas), par l'Ensemble instrumental Akira Tamba. Direction B. de Vinogradov. Avec C. Petkova, mezzo-soprano, J. Le Troquer flûte, A. Fournier, cor, P. Reach, piano ; 22 h. 30, Nuits sans voix ; 23 h., Jour « J » de la musique ; 23 h. 15, Nouveaux talents, premiers sillons ; 0 h. 5, France-Musique la nuit.

## MERCREDI 27 SEPTEMBRE

### CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h., Journal ; 13 h. 35, Les visiteurs du mercredi ; 17 h. 55, Sur deux roues ; 18 h. 15, A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : Christine (n° 13) ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Jeu : L'inconnu de 19 h. 45 ; 19 h. 55, Tirage du Loto ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Dramatique : l'Herbe chaude.

22 h., Documentaire : Gurdjieff, réalisation J.-C. Lubtchansky.

*Pierre Schaeffer interroge un psychiatre, un cinéaste, un orientaliste, un écrivain, un chirurgien et le traducteur des œuvres de Georges Ivanovitch Gurdjieff, ce « maître à vivre » mort à Paris en 1949, selon qui l'homme moderne a tronqué en lui des possibilités de connaissance et de développement. Son « enseignement », mieux connu aux Etats-Unis qu'en France, est ici évoqué.*

22 h. 50, Journal.

### CHAINE II : A 2

13 h. 50, Feuilleton : Le provocateur ; 14 h., Aujourd'hui madame ; 15 h. 15, Série : Mash ; 15 h. 40, Série : Quand tout était pour rire ; 16 h. 10, Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-club (Julien Clerc) ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Les Muppets ; 21 h. 5, Mi fugue-mi raison : le pouvoir est aux jeunes ; 22 h. 20, Document de création : Fenêtre sur... Raymond Moretti.

23 h., Journal.

### CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : le parti communiste français ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé : Il était une fois... l'homme ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30, FILM (un film, un auteur) : MR KLEIN, de J. Losey (1976), avec A. Delon, J. Moreau, F. Bergé, S. Flon, M. Lonsdale, J. Berto, J. Bouise, L. Seigner, M. Aumont, M. Girotti.

*En 1942, à Paris, un trafiquant qui s'enrichit du malheur des autres est peu à peu amené à endosser la personnalité de son homonyme, un Juif menacé de persécutions.*

*Une mise en scène magistrale. Mais un propos métaphysique très discutable par rapport à la réalité historique de l'occupation allemande.*

22 h. 30, Journal.

### FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : P.-A. Getta (et à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... La diaspora des Indo-Européens : Scythes, Romains et Germains ; à 8 h. 32, L'éclusier : les bâteaux fantômes ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Sciences et techniques ; 10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie : « le Petit Capitaine et le Trésor du pirate », de P. Biegel ; 11 h. 2, Semaines de musique contemporaine à Romans ; 12 h. 5, Ainsi va le monde... Agora ; à 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Solistes : L. Temerson (violon) et J.-C. Ambrosini (piano) ;

14 h. 5, Un livre, des voix : « Un arbre voyageur », de C. Etcherelli ; 14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs : se mettre en scène... pour éduquer ; 15 h. 2, Mercredi jeunesse ; 16 h. 25, Ne quittez pas l'écoute ; 17 h. 15, Les Français s'interrogent ; 17 h. 32, Semaines de musique contemporaine à Romans ; 18 h. 30, Feuilleton : « le Grand Livre des aventures de Bretagne... Le verger de Galore » ; 19 h. 25, La science en marche : à l'assaut de la cellule vivante ;

20 h., La musique et les hommes : l'épanouissement spirituel dans la musique de l'Inde ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

### FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens ; 12 h., Interférences ; 12 h. 40, Jazz classique : Fats Waller revisité ;

14 h., Variétés de la musique légère ; 14 h. 30, Triptyque : Haydn, Schumann, Franck ; 15 h. 32, Le concert du mercredi : Schubert, Boccherini ; 17 h., Postlude, Brahms, Falla, Roussel ; 18 h. 2, Musiques magazine : les musiques électroniques de studio ; 19 h., Jazz time : les hommes du président ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45, Thèmes variés ;

20 h., En direct du grand auditorium de Radio-France... « Mazeppa » (Tchaïkovski), par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France. Direction : J.-P. Marty. Avec G. Savova, K. Chostek-Radkova, N. Giuselev ; 22 h. 30, Sortilèges du Flamenco ; 23 h., Nuits sans voix ; 0 h. 5, France-Musique la nuit.

### TRIBUNES ET DEBATS

MERCREDI 27 SEPTEMBRE

— *M. François Mitterrand*, premier secrétaire du P.S., est interrogé en direct de Montpellier, sur R.M.C., à 13 heures.



# AÉRONAUTIQUE

## La construction de l'Airbus

(Suite de la première page.)

Selon des informations recueillies de source autorisée à Paris, il semble que la France ait reçu l'aval du gouvernement ouest-allemand dans les discussions ouvertes avec le Royaume-Uni.

La société British-Aerospace Corp. devrait conserver, dans ces conditions, sa responsabilité de sous-traitant pour la réalisation des versions B-2 et B-4 de l'Airbus (ce qui représente une part de fabrication de l'ordre de 13 à 15 % dans l'ensemble du programme) et elle participerait à raison de 25 % au développement (études et recherches) de la version B-10 du moyen-courrier européen. Ce dernier engagement a été évalué à environ 50 millions de dollars, et British-Aerospace Corp. serait chargée de la réalisation de la voilure de l'Airbus B-10. La direction financière du consortium européen Airbus-Industrie pourrait être confiée à un représentant britannique.

Le schéma de cette opération devrait être mis sur pied avant la fin de cette semaine et la prise de participation — environ 20 % — de British-Aerospace Corp. dans Airbus-Industrie serait effective au 1er janvier 1979.

Toute une série de considérations semblent être à l'origine de la bonne volonté européenne manifestée par les Français et les Allemand à l'égard de leur partenaire britannique. Les ventes de l'Airbus ont marqué ces derniers temps une nette reprise, et British-Aerospace Corp. ne sera pas de trop pour permettre de respecter, notamment à l'exportation, les délais de livraison de l'Airbus à la clientèle. De surcroît, la compagnie privée britannique Laker-Airways a commandé une 19 septembre), et ce contrat, s'il ne remplace pas celui — toujours hypothétique — de la compagnie régulière British-Airways, a ouvert le marché britannique à l'avion européen.

Enfin, il apparaît aujourd'hui que les gouvernements français et ouest-allemand ne souhaitent pas une rupture avec le Royaume-Uni même si celui-ci doit consentir à verser une quote-part financière importante pour prix de son entrée dans le consortium Airbus-Industrie. Le montant de cette participation financière évoluera selon que les Britanniques commanderont ou non un nombre suffisant d'Airbus, mais tout se passe désormais comme si la France, pour sa part, ne mettait plus comme condition préalable à tout accord éventuel avec Londres que la Grande-Bretagne s'engage à acheter ferme l'Airbus européen.

La concurrence avec l'industrie aéronautique américaine et, plus spécialement, la décision de Boeing de construire des avions rivaux de projets européens comme l'Airbus B-10 ou le JET (avion biréacteur de 150 à 180 places) incitent Bonn et Paris à tout faire aujourd'hui pour que le Royaume-Uni cesse de privilégier d'une façon ou d'une autre ses liens transatlantiques en matière aéronautique. La nécessité demeure pour Paris de préserver l'avenir d'une organisation européenne.

JACQUES ISNARD.

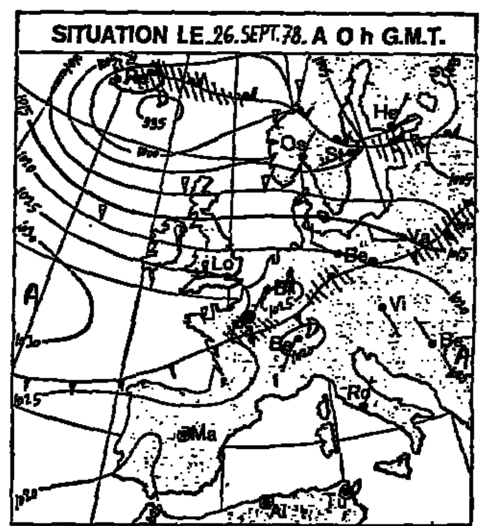
# PRESSE

● *Les journalistes du quotidien « Die Tat »*, de Zurich — en grève depuis vendredi soir 22 septembre pour protester contre la nomination sans consultation préalable d'un nouveau rédacteur en chef — ont réalisé et distribué à cinquante mille exemplaires, lundi 25 septembre, un journal intitulé *Wut (la Colère)*.

La direction de *Die Tat*, qui est contrôlée par la chaîne de magasins de détail Migros, — la plus importante de Suisse — avait envoyé, vendredi, une lettre à chacun des cinquante-six journalistes grévistes les menaçant de licenciement et fait changer toutes les serrures des portes donnant accès au siège du journal.

# AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE




Evolution probable du temps en France entre le mardi 26 septembre à 0 heure et le mercredi 27 septembre à 24 heures :

Les perturbations d'origine océanique pénètrent progressivement sur la France, amenant des masses d'air plus humide et plus frais. Ces masses d'air deviendront plus instables, quelques orages pourront se développer en montagne. Une nouvelle perturbation, qui atteindra la Manche au cours de la matinée de mercredi, s'étendra à la moitié nord du pays en donnant des précipitations plus fréquentes.

Mercredi, sur la moitié nord, après de brèves éclaircies en début de matinée, le temps sera généralement très nuageux avec des précipitations qui deviendront plus fréquentes, particulièrement sur les régions voisines de la Manche et de la mer du Nord.

Sur la moitié sud, le temps deviendra plus instable. Des averses se produiront, principalement en montagne, où des orages isolés se développeront.

Les vents modérés, de secteur nord-ouest à ouest dominant, deviendront temporairement forts près de la Manche, de la mer du Nord et de la Méditerranée.

Les températures baisseront légèrement.

Mardi 26 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 023,5 millibars, soit 767,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 25 au 26) : Ajaccio, 24 et 12 degrés ; Biarritz, 20 et 17 ; Bordeaux, 28 et 12 ; Brest, 18 et 9 ; Caen, 20 et 11 ; Cherbourg, 16 et 8 ; Clermont-Ferrand, 29 et 8 ; Dijon, 26 et 9 ; Grenoble, 27 et 10 ; Lille, 20 et 7 ; Lyon, 27 et 11 ; Marseille, 26 et 15 ; Nancy, 26 et 6 ; Nantes, 25 et 13 ; Nice, 23 et 17 ; Paris-Le Bourget, 24 et 13 ; Pau, 21 et 16 ; Perpignan, 24 et 16 ; Rennes, 22 et 14 ; Strasbourg, 26 et 8 ; Tours, 27 et 10 ; Toulouse, 28 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 26 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 16 degrés ; Amsterdam, 16 et 7 ; Athènes, 27 et 17 ; Berlin, 18 et 8 ; Bonn, 22 et 8 ; Bruxelles, 18 et 7 ; îles Canaries, 31 et 24 ; Copenhague, 16 et 8 ; Genève, 27 et 7 ; Lisbonne, 33 et 17 ; Londres, 19 et 7 ; Madrid, 32 et 10 ; Moscou, 8 et 3 ; New-York, 22 et 12 ; Palma-de-Majorque, 28 et 14 ; Rome, 25 et 14 ; Stockholm, 13 et 6.

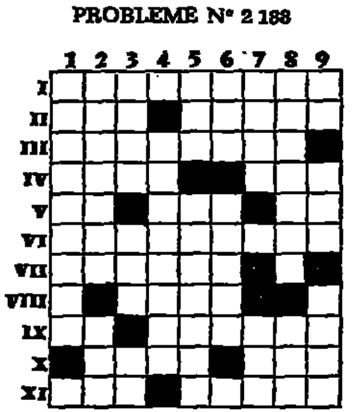
## Éducation

● *Une carte d'étudiants pour les apprentis.* — Une circulaire parue au *Bulletin officiel de l'éducation* du 21 septembre institue, en application de la loi du 12 juillet 1977, une « *carte d'étudiant en apprentissage* ». Cette carte, qui sera délivrée dès cette année aux apprentis, leur permettra de bénéficier, comme les étudiants, de réductions pour accéder « *à certains établissements et services publics tels que les équipements culturels et sportifs et les services de transport, ainsi qu'aux salles de spectacles* ». Cette carte leur permettra aussi d'« *être admis au tarif passager dans les cantines scolaires et dans les restaurants universitaires dans la mesure où le centre de formation d'apprentis dont ils relèvent aura passé une convention avec le Centre régional des œuvres universitaires et sociales* ».

● *Le russe par la radio.* — A partir du mois d'octobre, Radio-Moscou reprendra les cours de russe pour les Français. Des manuels sont envoyés gratuitement aux auditeurs. A partir de 1979, Radio-Moscou diffusera un cours spécial prévu pour les touristes à l'occasion des Jeux olympiques de 1980 en Union soviétique.

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 188




HORIZONTALEMENT

I. Sortes de tableaux dont on peut avoir plein le dos. — II. Fleur ; Plein de gaieté. — III. Peuvent être assimilés à de mauvais traitements quand ils sont bas. — IV. Plaira à ceux qui aiment le filet ; En farine, permet de bonnes résolutions. — V. Conjonction ; Réagit comme un âne ; Déchiffré. — VI. Qui n'apportent aucun agrément. — VII. Change de couleur en hiver. — VIII. Le revers de la médaille. — IX. N'exige pas qu'on fasse le pont ; Qui risque de se rouiller. — X. Est facilement saisi quand il est propre ; Tient à l'œil. — XI. Peut faire un bon sujet ; Difficulté.

VERTICALEMENT

1. Très utile, quand on veut aller ranimer la flamme. — 2. Qu'il ne faut donc pas servir ; Puissance. — 3. Région d'Afrique ; Sur la Luye ; Entre deux propositions. — 4. Peut se faire par la bouche. — 5. Canton ; Ne laisse pas dormir. — 6. Est disposé par couches ; Qui n'ont pas besoin de compter. — 7. Ancien habitant d'Ecosse ; Un mot qui ne mène pas loin. — 8. Mis dans la fosse ; Perd de sa force quand il est allongé. — 9. Abréviation pour un martyr ; Qui ne peuvent donc pas se montrer ; Pas exposé.

### Solution du problème n° 2 187

*Horizontalement*

I. Amphibies. — II. Darne. — III. Rigoureux. — IV. One ; Cu. — V. Gênées ; Le. — VI. Axe ; Eole. — VII. Sprint ; Al. — VIII. Tiens ; Ota. — IX. Reus ; Anis. — X. Issues ; Os. — XI. Saine.

*Verticalement*

1. Aérogastrie. — 2. Inexpiés. — 3. Généreuse. — 4. Insu. — 5. Iduméens ; Es. — 6. Bar ; Sot ; Asa. — 7. Ire ; On. — 8. Enucléation. — 9. Sexué ; Lasse.

GUY BROUTY.

## Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 25 et mardi 26 septembre 1978 :

● DES DECRETS

— Portant promotion et nomination dans les cadres des officiers de réserve ;

● UN ARRETE

— Fixant le nombre de places d'élève à l'Ecole nationale d'administration offertes en 1979 aux élèves de l'Ecole polytechnique terminant leur scolarité.

D'autre part, le *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* du 26 septembre publie des arrêtés portant attribution de la médaille d'honneur du travail, de la médaille d'honneur des douanes, de la médaille de la jeunesse et des sports ; portant nomination dans l'ordre des arts et des lettres.

Le Monde

# Modes du temps

*Troc : c'est la foire ; on s'amuse en commerçant.*

## Balade du banjo

« *VOTRE banjo m'intéresse. Me l'échangeriez-vous contre un grille-pain, une veste en daim, un jeu d'échecs ou les œuvres complètes de Ronsard ? — Non, je cherche plutôt une bicyclette de femme ou des armes anciennes. Mais voyez ce monsieur là-bas, il a un harmonica et il cherche un tabouret en bois comme le vôtre.* » A n'en pas douter on s'est encore bien amusé le week-end des 16 et 17 septembre sur le parvis de la Défense, près de Paris, où des centaines d'exposants et des milliers de visiteurs étaient venus participer à la quatrième Foire au troc. Et que de « bonnes affaires » ont été conclues au milieu de ce déballage insolite des objets les plus cocasses et les plus hétéroclites, vulgaires ou précieux, poussiéreux ou flambant neufs, où l'argent est interdit mais tous les échanges autorisés, du plus banal — une cafetière contre une théière — au plus spectaculaire : un appartement à Paris contre 5 ha de terrain en Corse.

Jeunes et vieux, amateurs et semi-professionnels, tous ont trouvé leur place à la Foire au troc : « *Je ne cherche rien de précis,* disait une dame, *je viens ici pour m'amuser et pour faire plaisir. D'ailleurs, si cette corbeille en osier vous plaît vraiment, je vous la donne...* » Et qu'importe en effet si beaucoup n'ont fait que modifier le contenu de leur placard, échangeant un gadget inutile contre un accessoire superflu... qu'ils viendront troquer à nouveau l'an prochain.

Pourtant, l'ardent et louable souhait des organisateurs et d'une majorité d'exposants « incorruptibles » de damer le pion pour quelques heures au tout-puissant dieu Argent ne semble pas pouvoir résister longtemps à des habitudes trop bien ancrées. Dès la quatrième année, les « tricheurs » ont effectué une percée remarquable dans ce marché aux puces anachronique. Il est vrai que la monnaie n'a pas été inventée par hasard, et si le troc est relativement aisé lorsqu'il s'agit d'objets de même nature — timbres, livres, vêtements, disques, — on se heurte vite à des difficultés insurmontables lorsque les affaires se compliquent. Le billet de banque timidement glissé dans la main ou ouvertement étalé est un recours bien tentant. Sans compter que l'idée de valeur marchande reprend vite le pas sur la valeur d'usage ou « valeur de désir », dès que les transactions cessent de porter sur des pacotilles d'un intérêt bien discutable. « *Vous n'y pensez pas,* entend-on dire, *mon chronomètre vaut 450 F et votre service à thé n'en vaut que 300.* »

Les seuls vrais rois, somme toute, dans cet entassement de bric-à-brac où les grandes personnes se berçaient de douces illusions, étaient bien les enfants, qui ignorent encore le prix des choses et pour lesquels, naturellement, « *une mappemonde et une voiture miniature contre un* Mickey *et un pistolet en plastique, ça vaut* ».

FRANÇOIS ROLLIN.

*Qu'est-ce que le mobilier urbain actuellement ? Une accumulation d'objets hétéroclites, un « mauvais poème de Prévert »...*

## Rue sans joie

DES bancs où le bois commence à s'allier au béton, des éléments combinés sièges-jardinières, des bornes-fontaines et des bassins, des aires de jeu pour les enfants avec des constructions colorées, le mobilier urbain a pris possession de l'esplanade de la Défense. Cette exposition, organisée dans le cadre de la première Biennale des arts et de la rue, donne à réfléchir sur le mobilier urbain et sur son avenir.

« *La rue reste une accumulation hétéroclite, un mauvais poème de Prévert,* fait remarquer Auguste Arsac, architecte et urbaniste, à qui l'on doit notamment le réaménagement de la place Saint-André-des-Arts (6e). *Il n'existe aucune politique cohérente. Chaque service décide pour lui.* » Accumulations donc, mélange de styles — un banc 1900 côtoie un abri-bus, — multiplication d'obstacles. Bornes, panneaux, poteaux, parcomètres, sans oublier les voitures, entravent quotidiennement la marche du piéton. Et dans tout ce pêle-mêle, une seule couleur domine : le « triste ».

Dans ces rues trop et mal meublées, quelques signes de nouveauté apparaissent pourtant. A certains endroits, la ville respire. C'est le cas place Saint-André-des-Arts et place Saint-Germain-des-Prés, devant l'église. Un peu partout, aussi, des équipements plus cohérents ont été implantés : malgré la vive contestation qu'ils suscitent et malgré leurs défauts — ils n'ont pas de sièges et sont ouverts à tous les vents — les abri-bus ont l'avantage de réunir plusieurs fonctions. Même constat pour les panneaux de signalisation qui indiquent sur un même mât plusieurs directions.

Le mobilier urbain commence donc à faire sa percée. Les villes nouvelles — notamment Marne-la-Vallée — ont contribué, et c'est leur rôle, à sa promotion. D'autres facteurs ont favorisé son développement : la vogue des rues piétonnes et la construction des grands ensembles. L'exiguïté des logements rendant, hélas ! nécessaire la création à l'extérieur d'espaces de rencontre et de détente pour les adultes et pour les enfants.

« *Mais, si le mobilier urbain se généralise, il n'évolue pas. Le manque de budget des collectivités locales est un frein à la création* », déclare Anne-Marie Bianchi, gérante de la société Artur (signes et formes de l'espace urbain), qui édite des équipements nouveaux et de qualité. Il faut bien aussi reconnaître que ce mobilier est cher : un siège coûte de 500 à 700 F et une jardinière de 1 200 à 2 000 F.

Le manque de formation architecturale des services techniques, leur timidité et leur classicisme ne sont pas non plus très stimulants. « *Ils savent qu'il faut faire quelque chose,* poursuit Anne-Marie Bianchi, *mais ils le font de façon anarchique.* » Un changement, malgré tout, se dessine. Les jeunes des services techniques de la Ville de Paris ont maintenant le souci de choisir des équipements bien adaptés. Si leurs prédécesseurs avaient le sentiment de tout savoir, eux commencent à se poser des questions.

Aujourd'hui, seul l'espace de jeu est ressenti comme une nécessité. Mais les choses évoluent vers des espaces collectifs plus complets. « *L'avenir est aux équipements qui combinent à la fois le jeu et le sport, donc qui permettent d'intéresser en même temps et sans discrimination d'âge les enfants et les adolescents,* fait encore remarque l'éditrice. *Cela peut être obtenu avec des structures simples qui ne coûtent pas beaucoup plus cher qu'une cage à écureuils ou qu'un toboggan.* »

Aux jeux sera associé le repos. Dans ce domaine, Artur édite un meuble original, exposé à la Défense, et dont la forme retient l'attention. Le « 8 à 6 », qui veut dire « huit assis », est conçu comme un banc pour la conversation, un espace autour duquel on s'asseoit et où l'on se rencontre.

Maintenant qu'elle est acceptée par les commerçants, la rue piétonne va, semble-t-il, s'orienter vers une nouvelle formule plus légère. Un minimum d'équipements, comme à Lyon, un sol simple, quelques points d'eau et quelques places assises permettront d'insister davantage sur les vitrines. Des vélums pourraient souligner agréablement cette ambiance de rue-marché. Ils auraient aussi l'avantage d'isoler les habitants du bruit.

Mais la ville pourrait être encore tellement mieux. Les cartons de la maison d'édition regorgent de projets. Une signalisation au sol pour les aveugles, mise au point par l'école d'architecture de Lille, a été proposée à M. Chirac, qui n'a pas répondu. Les offices d'H.L.M. se plaignent que leurs immeubles sont envahis par les oiseaux. Des volières sur les toits et des toits accessibles aux habitants permettraient de récupérer les espaces perdus. Pourquoi le tennis resterait-il un sport privilégié ? Aux Etats-Unis, on aménage des murs d'entraînement entre deux immeubles. Pourquoi pas chez nous ? Les animaux de compagnie sont de plus en plus nombreux. En ville tout leur est interdit. Un simple espace avec de la verdure et du gravier rafraîchi de temps en temps serait facile à aménager. Et l'affichage libre ? Des endroits où l'on pourrait s'exprimer ? Cette idée, les élus sont à mille lieues de l'accepter.

Et pourtant, avec peu de chose, la ville vaudrait la peine d'être vécue !

FLORENCE BRETON.

★ On trouve les jeux exposés à la Défense dans le cadre d'une animation organisée pour les enfants à la station Auber, tous les jours, jusqu'au 30 septembre, de 10 heures à 19 heures.

*Les hôtesses d'Air France porteront à partir du 1er novembre un nouvel uniforme. Il a été dessiné par Grès, Nina Ricci et Carven.*

## Trois griffes dans le paquetage

*LE 1er novembre, trois couturiers parisiens compteront quelque deux mille cinq cents clientes de plus, quand les hôtesses d'Air France endosseront leur nouvelle tenue. En effet, Grès, Nina Ricci et Carven se sont partagé cet énorme gâteau, sans véritable appel d'offres ni consultation des intéressées* (le Monde *du 10 décembre 1977). Le résultat d'un tel compromis donne un ensemble... qui en manque ; aucun créateur n'ayant eu la possibilité de faire ressortir vraiment son talent avec les couleurs imposées : marine, blanc et rouge.*

*A Grès, présidente de la chambre syndicale de la couture, le très beau manteau en gros drap de laine à manches raglan, et l'imperméable en polyester. A Nina Ricci, le tailleur d'hiver sympathique et pratique, en jersey marine, à veste appuyée, poches passepoilées et jupe à plis, dans lesquels sont prises les poches. C'est là le détail « couture ». Le chemisier à col officier est coupé de façon à pouvoir tomber la veste. Carven se taille la part du lion, du moins en nombre de pièces, avec un tailleur demi-saison pimpant en pied de poule bleu ou rouge sur fond blanc, qui reprend à peu près les formes du chemisier et de la jupe d'hiver. Sa jupe et sa blouse de plein été, en polyester et coton, sont les plus discutées autour du magasin d'habillement d'Orly : les jupes sont transparentes, et les chemisiers sont affublés de cols et de poignets de popeline de coton blanche demandant un sérieux coup de fer quotidien.*

*Charles Jourdan, pour sa part, fournit le sac en cuir bleu, aux initiales de la compagnie, et les escarpins de chevreau à talon moyen.*

*A l'époque où toutes les passagères d'avion s'équipent en garde-robes lavables n'exigeant pas de repassage, il est navrant que le « paquetage » d'hôtesse, fait pour vivre en valise, exige, en 1978, un fer à repasser et une jeannette — notablement absents de la dotation. Ajoutons que, à cinq semaines de la mise en service de ce nouvel uniforme, on ne sait toujours pas quel sigle ou logo viendra rappeler le nom de la compagnie.*

NATHALIE MONT-SERVAN.



(Croquis de MARCQ.)

NINA RICCI : tailleur d'hiver en jersey de laine, acrylique et polyamide, gansé de grosgrain, à poches passepoilées, chemisier à col officier et jupe à plis, ceinturée de cuir.

GRES : manteau de gros drap de laine marine clair à manches raglan, col coupe-vent et double boutonnage.

CHARLES JOURDAN : sac à bandoulière en cuir marine et escarpins de chevreau.

CARVEN : tenue d'été en polyester et coton pied-de-poule rouge et blancs à col et parements de popeline de coton blanc.

*Du « disco » tiré à quatre épingles. Mais un « disco » qui veut aller au-delà du mot.*

## « Clean » comme propre

*CURIEUX, ce retour classique. On réédite le Zola de l'amour et toute une prose maniérée, « fin-de-siècle », qui aurait fait sourire il y a seulement un an. La mode se met au large et au clair. Le cinéma, comme l'a montré Cannes, redécouvre les charmes du récit et revient à sa dimension de spectacle. Tout cela sur fond de fièvre « disco » et de phénomène « Palace » à Paris.*

*Plus étonnant encore, on a même vu un groupe de rock faire un succès en chantant « I'm straight » — « Je suis dans la norme ». Car, comme toujours, le phénomène est plus outré, plus caricatural dans le rock, cette grande machine à fantasmes des sociétés occidentales. Et il porte déjà un nom : « clean ». Clean pour « propre ». Tout simplement.*

*Une affiche dans Paris. Ils sont quatre, chemises rouges et cravates noires, les cheveux très courts plaqués, comme gominés, impeccables, la pose figée, le regard tendu vers une même direction... Sur le haut de l'affiche, ce large slogan en russe :* « Je suis ton esclave, je suis ton serviteur. » *Une publicité pour une collection futuriste de prêt-à-porter masculin ? La réédition d'un film expressionniste oublié ? Rien de cela. En fait, la bande-annonce du dernier disque de Kraftwerk, le groupe de rock allemand à la mode : « Man-Machine » est le disque-manifeste du « clean ».*

*Kraftwerk est un groupe de Düsseldorf, la capitale de la Ruhr. Propre, sa musique est entièrement synthétique. Débarrassée — ou presque — de toute intervention humaine. Plus de guitares ni de batteries, mais un attirail de synthétiseurs, séquenceurs et Vocoder, ces appareils destinés à copier la voix humaine. En résulte une sorte de « disco » futuriste. Car, Kraftwerk c'est l'ode au monde industriel : l'autoroute, l'énergie nucléaire, la mégalopolis.*

*Et ce phénomène n'est pas limité à l'Allemagne. A l'autre bout de la planète occidentale, à Cleveland, la grande ville industrielle du Middle-West, surgit une musique similaire, robotique à l'excès.* « Sommes-nous des êtres humains ? », *questionne Devo, le groupe de la « dé-évolution ».*

*Lequel retraite au synthétiseur le morceau fétiche des Rolling* Stones, Satisfaction. *Pour y gommer toute trace de subjectivité...*

*Retour aux valeurs traditionnelles : la famille, le travail, l'amour ? Plus exactement, repli sur le privé. Comme pour se préserver des réalités entrevues : le règne de la technologie, la montée des pouvoirs et l'enfermement urbain...*

*Ce dont témoigne aussi la mode vestimentaire.* « L'évolution a consisté, *m'explique un collaborateur de Lassance,* à nettoyer le vêtement de ses surcharges, telles que coutures inutiles, doublures, etc. En ce sens, on peut parler d'une mode propre. »

*Paradoxalement, le « clean » exprime donc une certaine désocialisation. Ou du moins, le refus de toute solution globale, à prétention universelle. Refus qui prend parfois le visage de l'égoïsme.* « Pas de compassion. Les problèmes des autres encombrent ton esprit. Sois un peu plus égoïste, ça pourrait te faire le plus grand bien », *chantent les Talking Heads, un autre groupe de cette vague* « clean ».

*Tentative face à la mouvance des choses de se recréer des certitudes minimales — aussi dérisoires et périssables soient-elles ? Il y a cela dans le « clean ». Mouvement ambigu, le « clean » joue tout à la fois comme une anticipation d'un monde hyper-urbain et hypertechnologisé — celui des années 80 — et la tentative désespérée de s'y soustraire.*

PATRICE BOLLON.

# MODE DU TEMPS

*Certains corps de métiers dictaient leurs lois. Ça pourrait changer.*

## N'attendez plus le plombier...

ON peut, aujourd'hui, envisager d'installer soi-même une salle de bains sans être pour autant un bricoleur hors du commun. Les industriels ont mis au point, ces dernières années, des ensembles sanitaires préfabriqués ; leur principal avantage est une simplification des branchements d'arrivée et d'évacuation des eaux. Les robinetteries sont, en effet, prémontées en usine sur les appareils et elles se raccordent sans nécessiter de travaux de plomberie compliqués. Les particuliers, s'ils sont de bons bricoleurs, font leurs branchements eux-mêmes. S'ils confient ce travail à un plombier, la tâche de celui-ci étant simplifiée, les frais de main-d'œuvre sont restreints.

Autre intérêt de ces ensembles sanitaires prêts à poser : leur fabrication en grande série (destinée surtout au bâtiment) rend les prix plus intéressants que ceux des appareils achetés à l'unité puis installés traditionnellement. Il y a plusieurs formules de préfabrication, depuis les appareils groupés sur un panneau jusqu'aux cellules complètes, avec leur sol et leur murs, voire leur plafond.

Les « banquettes » sanitaires sont des éléments muraux de faible épaisseur, renfermant les alimentations et évacuations des eaux, et sur lesquels s'accrochent les appareils. L'installation se limite à la fixations de la « banquete » au mur existant et aux raccordements des canalisations. Ce qui s'avère fort utile en cas d'aménagement d'une salle de bains dans un appartement ancien ou une maison de campagne. Voici trois exemples choisis parmi les fabrications existantes.

La « banquette » E.T.B. (Ets Destouches) est montée sur une ossature métallique fixée en deux points : l'un au sol et l'autre au mur. Elle est habillée d'un revêtement stratifié et supporte, sur 2 m de large, un lavabo, un bidet et la partie étroite d'une baignoire de 1,60 m de long (4 058 F). Un modèle plus petit, de 1,33 m de large, est équipé d'un lavabo et d'une baignoire, 3 434 F. Le « bloc-bain-jet » réunit, sur 1,26 m, une vasque de toilette et une baignoire qui repose sur un socle en métal monté sur vérins ; un bidet est fixé sur la façade de la baignoire (modèle « Spatial 700 », 2 788 F. Il existe des variantes de ces deux fabrications : avec ou sans bidet, double vasque de lavabo, miroir. La banquette « Kit-record » de Sorenha est en polyester. Montée sur armature en acier, elle mesure 1,50 m de large et combine une console-lavabo et une baignoire, 2 294 F.

Conçue pour la rénovation de l'habitat ancien, la salle d'eau préfabriquée totalement en usine comprend les appareils et accessoires mais aussi les murs et le sol. Ce qui évite les travaux annexes de revêtement des parois et parfois leur réfection. Ces modules en plastique s'assemblent sur la place afin de pouvoir les faire passer dans les portes et couloirs du logement. Toutefois, le volume de ces salles de bains en forme de boîte doit s'adapter à celui de la pièce à aménager.

La salle d'eau « Okit », de Sorenha, ne comporte que deux éléments muraux et doit toujours s'installer dans un angle de pièce. Son implantation est assez souple et il est possible d'utiliser ainsi une fenêtre existante. Le plancher est fait de deux éléments en polyester armé, à surface antidérapante, l'un de 1,80 × 0,80 m côté lavabo et l'autre de 1,80 × 1 m, avec bac de douche incorporé. Emboîtés et soudés par un joint au silicone, ils forment un plancher étanche, surélevé de 18 cm du sol pour le passage des canalisations. Les deux murs sont en polyester armé, avec face extérieure en bois pouvant être tapissée au choix. La salle d'eau est équipée d'une douche, d'une console-lavabo avec tablette, miroir et éclairage, d'un chauffe-eau de 15 litres et de w.c. en grès (11 865 F).

La cellule « Olympia » (Ebo) est une salle d'eau qui se découpe, horizontalement, en trois éléments de polyester à visser : celui du sol tient lieu de receveur de douche, le médian sert de support au lavabo, celui du haut forme les parois supérieures et le plafond. Cette boîte se ferme par une façade avec porte. Dans un volume de 1,38×1,46 m et 2,10 m de haut sont disposés un lavabo, une douche et des w.c. (8 645 F). Une autre cellule, un peu plus grande, est équipée d'une baignoire, d'un lavabo, d'un bidet ou w.c. (« Super Olympia », 10 960 F avec bidet). La Sodim, spécialiste des salles de bains en plastique moulé, vient de créer une mini-salle d'eau qui réunit, sur une surface de 1,20×0,95 m, une douche et un lavabo d'angle. Cette cabine « Monaco » (4 998 F) est faite de deux coquilles de 0,60 m de large, ce qui lui permet de passer par les portes les plus étroites.

JANY AUJAME.

★ *Destouches*, 1, rue Castex, 75004 Paris ; *Bloc-Bain-Jet*, 176, rue Paul-Hochart, Chevilly-Larue, 94150 Rungis ; *Sorenha*, 1, rue de Londres, 59120 Loos-lès-Lille ; *Ebo*, Z.I., B.P. 5, 54920 Villers-la-Montagne ; *Sodim*, 224, rue Marcadet, 75018 Paris.

## Un moderne chez les anciens

UNE rumeur se propageait, depuis quelques semaines, dans le négoce du meuble : Roche-Bobois, le spécialiste du contemporain, allait vendre désormais du mobilier de style. A la tête de soixante-quinze magasins en France, et quarante-cinq à l'étranger, les frères Roche ont-ils vraiment renié leurs premières amours (un contemporain sans outrance) pour s'adonner à la copie des styles passés ?

« Ce n'est pas un virage, explique François Roche, mais une évolution, une adaptation aux goûts actuels. Nous n'abandonnons pas le mobilier contemporain, mais nous constatons que la plupart des Français, aujourd'hui, veulent bien s'asseoir dans du contemporain (les ventes de canapés le prouvent), mais qu'ils préfèrent se meubler en ancien. »

Se tourner vers « le style » lorsqu'on a été un partisan convaincu de la création contemporaine, c'est peut-être reconnaître un certain déclin du « design ». « Il est vrai, dit François Roche, que nous ne trouvons plus aujourd'hui le jaillissement de créations de ces quinze dernières années. Les jeunes « designers » ne s'intéressent plus au mobilier et il n'y a pas de relève des créateurs qui ont donné leurs lettres de noblesse au style contemporain. Devant cette difficulté de renouveler nos collections, nous avons pensé à un nouveau secteur que nous appelons « le nouvel ancien ».

L'originalité de cette collection, baptisée « Les provinciales », est d'être une adaptation plutôt qu'une copie fidèle. En bois fruitier ou en chêne décapé, ces meubles s'inspirent des styles Louis XIV, Régence, Directoire, Restauration et Louis-Philippe, tous de lignes assez sobres. Avec leur patine à l'ancienne et leur air rassurant de mobilier régional, ces bahuts, tables et bibliothèques ont des volumes repensés pour s'intégrer dans les apparences modernes.

En octobre, vingt-six nouveaux magasins à l'enseigne « Les provinciales » s'ouvrent dans les villes où il existe déjà un point de vente Roche-Bobois. Pas de mélange des styles, donc, mais une possibilité de choix entre le présent et le passé « composé ».

J. A.

*Petites pièces, accessoires. Pour faire la différence.*

## Un « plus » pour le chic

AVANT d'opter pour le changement de silhouette, qu'implique les carrures de l'hiver, on peut déjà essayer les petites pièces et les accessoires des couturiers et des créateurs du prêt-à-porter. On les trouve à tous les niveaux de prix, du Marché aux puces aux grands magasins.

Les chapeaux permettent d'espacer les visites chez le coiffeur et préservent du rhume automnal. Les grands magasins et les modistes proposent des cloches à grands bords, des feutres à la sévillane, à adoucir d'une voilette, et des masses de bérets de toutes sortes.

Pour les meilleurs rapports de qualité-prix en chemisiers, on peut préférer les modèles pour hommes en toile de soie, qui sont vendus de 300 à 500 francs et comportent les épaules larges, les grandes emmanchures et les petits cols de l'hiver. Ils sont évidemment taillés en tons neutres unis et à rayures, mais lavables et à repasser au fer à vapeur (Renoma, 129 *bis*, rue de la Pompe et 19, avenue Matignon).

Toutes les jupes du printemps ou de l'hiver derniers prennent un autre aspect avec un gilet. Là aussi, on trouvera les petites tailles au rayon des garçonnets dans les catalogues par correspondance et chez les bonnetiers. Christian Dior et Yves Saint-Laurent les mettent en vedette dans leurs stands des Galeries Lafayette. Catherine Vernoux a monté à l'étage son « Atelier Saint-Martin », 179, rue Saint-Martin. C'est ici qu'elle assemble ses gilets de deux formes, dans un kaléidoscope de coloris merveilleux (de 380 F à 430 F).

Lola Prusac (93, faubourg Saint-Honoré) exécute ses gilets en haute couture, dans des tissus exclusifs faits à la main, des jerseys ornés de passementerie de soie, voire des soies peintes dont les coloris subtils suggèrent les fonds marins.

Les jupons à volants sortent aussi des greniers ou sont reproduits industriellement à des prix modiques, notamment chez Marks and Spencers (35-37, boulevard Haussmann).

Autre moyen d'allonger la silhouette : gommer et affiner les jambes en les gainant de noir. C'est à la portée de toutes les bourses, puisque Tati (140, rue de Rennes et 4-28, boulevard de Rochechouart, vend les collants à 1,95 F. Dim propose aussi des chaussettes fines ou opaques à 4 F la paire. Enfin, dans les fantaisies du soir, les collants fins à baguettes de Christian Dior sont à 23,50 F dans les stands de la marque à travers la France.

N. M.-S.



(Croquis de MARCQ.)

CATHERINE VERNOUX : gilet du soir en assemblage de brochés multicolores, à partir de 450 F, 92, rue Quincampoix.

MARKS & SPENCER : chemisier en damassé synthétique blanc orné d'un liséré de dentelle comme les volants du jupon de coton. Porté avec un nœud de smoking et des collants fantaisie. 99 F, 49 F et 17 F, 35-37, boulevard Haussmann, Rosny-2 et Lyon-La Pardieu.

KARL LAGERFELD : prototype de bijou géant en super-strass à composer soi-même aux Puces. Gant court de peau suédée noire, autour de 180 F dans les grands magasins.

LAURENT GAUDEFROY : chignon « petite tête » relevé, à mouvement de coque sur le front, 6, rue de la Paix.

JEANNINE MONTEL : faluche en résille noire pour cheveux longs, ornée d'une voilette. 350 F, 35, rue du Bac.

## Trouvailles

### *Décoration*

#### Ecran de perles

Les portières forment un écran mouvant et coloré entre deux pièces. La boutique Le monde sauvage vient d'ajouter à la gamme de ses modèles une nouvelle portière en perles de plastique. Elles ont des tons nacrés, blancs, roses ou bleutés, qui imitent les perles de culture par leur chatoiement irisé. La portière de 0,90 mètre de large sur 2,50 mètres de haut, vaut 300 francs. Dans la même boutique, des portières vendues en « kit » permettent de faire son propre montage en fonction des utilisations

★ Le monde sauvage, 101, rue Saint-Denis, 75001 Paris.

### *Mobilier*

#### Train de nuit

Pour coucher deux enfants dans une seule chambre en prenant un minimum de place, un créateur italien a trouvé une solution astucieuse : deux lits superposés qui se rabattent contre le mur, comme dans les wagons-lits. Cet ensemble mural, qui contient deux lits d'une personne, est revêtu d'un placage en peuplier, bois très clair, dans le style actuel. Il mesure 2 mètres de large et 2,10 mètres de haut et coûte 3 882 francs sans les matelas. C'est aussi une solution de couchage qui peut rendre service dans un chalet de montagne ou au studio de bord de mer.

★ Le Bihan, 25, faubourg Saint-Antoine, 75011 Paris.

### *Rangement*

#### Bacs à tout fer

Le rangement est un problème à résoudre chaque jour. Un système de bacs, en fil de fer émaillé blanc, à superposer, permet d'entreposer chez soi les réserves de produits ménagers, d'épicerie ou de ranger les articles de sports, les outils de bricolage, etc. Venus de Suède, ces rangements ajourés se vendent en « kit » comprenant des bacs (existant en quatre hauteurs, quatre largeurs, profondeur unique 55 centimètres) qui s'insèrent dans des montants-tubes à glissières où ils coulissent comme des tiroirs. Des clayettes, planes ou inclinées (pour ranger chaussures ou bouteilles) complètent cet astucieux système « range-tout ». A titre d'exemple, un « kit » comprenant, sur 74 centimètres de haut et 35 centimètres de large, quatre bacs et une clayette, vaut 250 francs.

★ « Elfa », Impactor, en vente au B.H.V., Au Bon Marché, à la Samaritaine et dans les quincailleries et magasins de bricolage.

### EXTRA MILD

*L'ardeur que mettent les fabricants de cigarettes à « dénicotiniser » leur clientèle n'a plus de limites. Ainsi, la Kent spécial mild,* « la plus douce et la plus légère du marché », *comme nous l'écrivions dans* le Monde *du 20 septembre (« Tabagie de charme »), vient d'être passée sur le poteau par la Peter Stuyvesant extra mild. Qu'on en juge : Kent : goudron (5,- mg), nicotine (0,48 mg) ; Peter Stuyvesant : goudron (5,5 mg), nicotine (0,42 mg). Qui fera mieux ?*

Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

# Le « collimateur de vol tête haute » : pour voir la piste dans le brouillard

**Les avions commerciaux disposent de systèmes automatiques capables d'assurer leur pilotage pendant pratiquement toutes les phases du vol. A l'arrivée sur un aéroport, ils sont aussi pour certains en mesure d'atterrir dans des conditions plus ou moins grandes de visibilité si le terrain est équipé de systèmes « ad hoc ».**

**Mais les conditions les plus difficiles d'atterrissage sans visibilité exigent des équipements multiples et extrêmement coûteux, et leur utilisation ne facilite pas toujours la tâche du commandant de bord, à qui revient, seul, la décision de poser l'appareil sur la piste ou de remettre les gaz au dernier moment.**

**Un système nouveau, développé depuis une dizaine d'années par des équipes françaises, d'abord à l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace (E.N.S.A.E.) de Toulouse, puis en collaboration avec la division équipements avioniques de la société Thomson-C.S.F., permet de faciliter notablement le travail du pilote, en lui donnant de manière mieux utilisable les informations dont il a besoin pour prendre une décision rapide à un moment critique — celui des dernières secondes avant l'atterrissage. Plusieurs arguments, sans compter l'appui des organisations des pilotes de ligne, plaident pour la généralisation de son utilisation sur les avions futurs.**

LE système de pilotage développé par l'E.N.S.A.E. et Thomson-C.S.F. est un « *collimateur tête haute* ». Ce n'est rien d'autre que ce qu'on appelle, sur un avion militaire, un viseur, ce dernier terme recouvrant d'ailleurs plusieurs choses, les opérations de tir proprement dites n'ayant pas l'exclusivité de son utilisation.

Un collimateur tête haute est un appareil donnant au pilote une information visuelle symbolique se superposant à celle qu'il reçoit du monde extérieur, quand il regarde en dehors du cockpit de l'avion. La position « *tête haute* » est très importante pour les atterrissages sans visibilité. En l'état actuel (en plus du fait que l'avion est piloté par les systèmes automatiques), les informations données par l'I.L.S. (Instrument landing system) sont présentées au commandant de bord sur des instruments disposés sur son tableau de bord. Mais, comme c'est lui qui doit prendre la décision d'atterrir ou non, il doit, dans la dernière phase de l'approche, accomplir un « *va-et-vient visuel* » entre ses instruments et l'extérieur, où il cherche à apercevoir les lumières de la piste à travers le brouillard.

Le collimateur de vol, au contraire, lui permet de regarder sans cesse vers l'extérieur, en disposant à tout instant, « collimatées » à l'infini (c'est-à-dire les yeux fixés au plus loin), les informations essentielles à la bonne conduite de l'approche : assiette de l'avion, position par rapport à l'horizontale, conformité de la pente de descente à la pente théorique de descente, position par rapport à la trajectoire idéale.

Ces données sont fournies soit directement par le pilote (choix de certains paramètres, caractéristiques de la piste...), soit par les instruments de bord (sondes d'incidence, censeurs de vitesse, plates-formes à inertie...), soit par le sol (informations I.L.S.). Un calculateur les met en forme, et un système optique électronique vient projeter une image sur une glace semi-transparente placée devant les yeux du pilote.

Les informations lui sont donc présentées de manière symbolique, par différents traits en figures géométriques, dont la *figure 1* donne un exemple. Le pilote voit en fait des appréciations sous forme d'angles, et on sait que les informations angulaires sont les plus précises parmi celles que sait mesurer l'œil humain.

Le symbole [1] en haut de la figure, représente le nez de l'avion ; l'angle vertical que voit le pilote entre ce symbole et l'horizon est rigoureusement (puisque les informations sont présentées à l'infini) l'angle entre l'axe de l'avion et l'horizontale, c'est-à-dire *a (figure 2)*, l'assiette de l'avion. En [2] le triangle pointe en bas montre la trajectoire de l'avion dans le plan horizontal ; en [3] le court index vertical représente la trajectoire voulue (c'est-à-dire l'axe de la piste). Les quatre lignes alignées [8] représentent le vecteur vitesse de l'avion, c'est-à-dire qu'elles donnent la pente de sa trajectoire ; les deux courts traits pointillés [5] indiquent, pour leur part, l'angle théorique de descente de l'avion, choisi par exemple en fonction du terrain et de ses caractéristiques : il est affiché par le pilote en fonction des caractéristiques du système I.L.S., des réglementations locales anti-bruit, etc. Les deux « pointes de flèche » [4] permettent de mesurer l'évolution de la vitesse de l'avion (son accélération) : si l'avion accélère, elles viendront au-dessus du vecteur vitesse, et inversement.

## Une piste artificielle

Le triangle [6], en bas de la figure, mesure l'incidence choisie pour l'approche. Si l'aéroport est équipé du système I.L.S., le pilote voit enfin apparaître une piste artificielle [7], qui viendra, dès que celle-ci sera visible, se superposer à l'image de la piste réelle (au détail près que le seuil de la piste artificielle représente le point d'impact prévu pour l'avion, et sera donc un peu plus éloigné que le seuil réel).

Dans le cas d'un aéroport équipé, le pilote peut donc, même par visibilité quasi nulle, « voir » la piste avant que les feux du sol ne percent le brouillard. Son travail consistera, à chaque instant, à s'efforcer de faire coïncider les repères représentant la vitesse (trajectoire) de son appareil, la vitesse *optimale*, et le seuil de la piste ; pour ce faire, il n'a besoin d'agir que sur la poignée des gaz et le manche.

Si l'aéroport n'est pas équipé d'I.L.S., il n'est évidemment pas question d'atterrissage sans visibilité, et, de plus, le collimateur ne dispose pas des informations dont il a besoin pour « construire » la piste ; le pilote a tout de même la possibilité d'utiliser tous les autres paramètres, et aligne les données vitesse réelle et vitesse théorique avec le seuil de la piste que, par définition, il voit.

Le cas représenté par la figure 1 s'interprète ainsi : l'avion a une bonne assiette horizontale ; la piste n'étant pas déformée vers la droite ou la gauche, il est sur son axe, mais est en train de glisser vers la gauche (le triangle [2] est à gauche du repère [3]). D'autre part, il est « trop long » (c'est-à-dire que, si rien n'est fait, il se posera trop loin), puisque la pente choisie [5], comme la pente réelle [8], sont au-dessus du seuil de la piste. Le pilote devra donc réduire les gaz (ce qui fera passer l'index [4] sous la vitesse [8] ainsi que relever le nez de l'appareil pour amener la pointe du triangle [6] en alignement avec les autres repères.

A l'approche immédiate de la piste, à la hauteur où doit être commandé l'« arrondi », l'index [5] remonte de lui-même légèrement pour en informer le pilote. De même, peut-il voir apparaître d'autres informations, comme, par exemple, la longueur de piste qu'il a encore devant lui pour s'arrêter.

## Un changement de « philosophie »

Cette explication détaillée est, bien sûr, un peu fastidieuse, mais les images filmées au cours des nombreux essais réalisés montrent que, en fait, tout est extrêmement simple, les corrections à faire par le pilote étant, les témoignages concordent, immédiatement assimilées.

Les promoteurs de ce système avancent plusieurs sortes d'arguments. Tout d'abord, il permet au commandant de bord de garder constamment l'œil au-dehors, son copilote gardant, comme c'est la règle, la « *tête dans les instruments* ». Ensuite, il permet au pilote, suivant l'expression de M. Fournerat, président de la commission technique du Syndicat national des pilotes de ligne (S.N.P.L.), de rester « *dans la boucle* » et de suivre à tout moment l'action du pilote automatique en étant prêt à reprendre les choses en main.

Au-delà, estiment les partisans du collimateur, cet appareil ouvre la voie à un véritable changement dans la « philosophie » du pilotage : l'équipage pilote, en effet, *directement* la trajectoire de l'appareil, et non plus, comme c'est le cas à présent, l'assiette et la vitesse (qui déterminent la trajectoire).

Il permettrait, d'autre part, de certifier plus facilement les avions pour des atterrissages de catégorie 3 A (voir encadré), le collimateur n'étant monté, en option, qu'à la demande des compagnies intéressées, en plus du pilote automatique courant.

Bien des obstacles demeurent cependant : en dépit de l'appui des organisations de pilotes (qui y voient notamment le moyen de redonner à l'équipage un rôle plus d'acteur que de simple surveillant), du succès technique des appareils essayés (1) et de l'intérêt de certaines compagnies (2), les constructeurs paraissent très réticents.

La certification (homologation) d'un tel équipement risque de poser certains problèmes ; à la différence d'un pilote automatique, qui peut être testé assez simplement, un collimateur fait intervenir l'individu, et les essais en vue de la certification seront complexes et coûteux, puisqu'il y faudra de nombreuses heures de simulateur de vol : une campagne d'essais sur simulateur Mercure qui devait débuter en avril dernier n'a pu commencer faute de moyens.

L'espoir et la concurrence viendront-ils, encore une fois, d'outre-Atlantique ? La NASA et la FAA, l'administration américaine de l'aviation, qui suivent attentivement et depuis longtemps les travaux français, viennent de lancer une grande campagne d'études et de simulation des systèmes de collimation : « *la locomotive américaine est en route* », souligne M. Fournerat. Il est vrai qu'après les efforts financiers relativement importants consentis par l'Etat sur ces systèmes, par le biais du service technique aéronautique, il serait dommage que la France perde l'avance indiscutable qu'elle a encore. Chez Thomson-C.S.F., on compte bien que la construction du futur avion européen A-310 prévoira la possibilité d'installer un collimateur tête haute.

XAVIER WEEGER.

(1) Un collimateur — plus simple que celui qui est décrit ici — équipe les Mercure d'Air Inter (*le Monde* du 18 octobre 1972).

(2) U.T.A., qui a essayé le système sur un DC-8, a souhaité en équiper ses appareils, mais la série en cause était trop courte pour que les prix soient « possibles ». En revanche, Swissair va équiper ses futurs avions DC-9-80 avec un collimateur fabriqué par la société américaine Sundstrand.

Horizon — 1 — 2 — 3 — a — i — p — 4 — 5 — 6 — 7 — 8

FIGURE 1

Horizontale — a — i — p — V

FIGURE 2

**La figure 2 montre les trois angles du plan vertical importants pour le pilotage d'un avion : l'incidence (i) est l'angle entre l'axe longitudinal de l'avion et sa vitesse (donnée par le vecteur V) ; l'assiette (a) est l'angle de l'axe longitudinal par rapport à l'horizontale ; (p) est la perte de la trajectoire par rapport à l'horizontale. Le pilote retrouve ces trois angles sur l'image que lui donne le collimateur.**

## Trois types d'atterrissages de précision

L'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) a défini, au début des année 60, trois types d'atterrissages de précision (sans visibilité), avec l'appui au sol que représente l'I.L.S.). Pour la catégorie 1, la visibilité horizontale doit être de 500 mètres, et la « hauteur de décision » (c'est-à-dire l'altitude à laquelle le commandant de bord doit prendre la décision de se poser ou non) est de 200 pieds (environ 60 mètres) ; en catégorie 2, ces deux chiffres sont respectivement ramenés à 200 mètres et 100 pieds (30 mètres).

La catégorie 3 est, théoriquement, l'atterrissage « zéro-zéro », sans *aucune* visibilité. On y a en fait renoncé, pour différentes raisons techniques (impossibilité probable d'un tel résultat), dont la moindre n'est pas qu'avec une telle « *invisibilité* » l'appareil ne pourrait même pas se mouvoir au sol.

On admet donc une catégorie 3 A, correspondant à une hauteur de décision inférieure à 50 pieds (15 mètres) (1), et à une visibilité horizontale « minimale » (en fait de l'ordre de 100 à 200 mètres). Concorde, les Caravelle-3 et les Mercure d'Air Inter, l'Airbus sont certifiés *en* catégorie 3 A.

De tels avions sont équipés, en général, d'un pilote automatique comportant trois ou quatre chaînes de calcul différentes. Les systèmes qui équipent les avions « courants » permettent à tous d'être pratiquement certifiés en catégorie 2 : l'adjonction d'un collimateur, estiment certains, autoriserait facilement leur certification en catégorie 3 A.

(1) Ce qui n'est vraiment pas beaucoup quand on sait que, dans un avion gros porteur, l'équipage est installé à plus de 10 mètres du sol !





## En toute logique

## *Un octogone parfait*

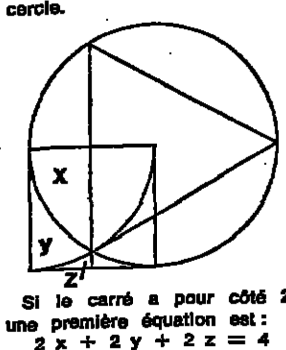
**PROBLÈME N° 130**

*Le problème 114 et sa solution proposaient ici il y a quelques mois de construire un octogone par pliage à partir d'un carré de papier. Chaque sommet du carré, coïncidant successivement avec les deux milieux de côté opposés, correspondait à un côté de l'octogone.*

*Mais Paul Bresson nous fait remarquer que si les côtés de l'octogone obtenu sont bien égaux, les angles ne le sont pas. Il fournit, en revanche, un pliage simple assurant l'égalité des angles et celle des côtés. Quel est-il ? (Solution dans le prochain « Monde des sciences et techniques ».*

**Solution du problème n° 129**

Prenons comme inconnues les aires x, y et z et faisons apparaître en entier le cercle correspondant à l'un des quarts de cercle.



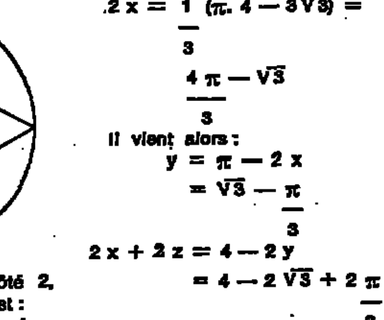

Si le carré a pour côté 2, une première équation est :

$$2x + 2y + 2z = 4$$

Le quart de cercle livre :

$$2x + y = \frac{1}{4}\pi \cdot 4$$

Par ailleurs, x est la moitié d'un segment circulaire déterminé par le triangle équilatéral inscrit, d'aire $3\sqrt{3}$. Donc :



$$2x = \frac{1}{3}(\pi \cdot 4 - 3\sqrt{3}) = \frac{4\pi - \sqrt{3}}{3}$$

Il vient alors :

$$y = \pi - 2x = \sqrt{3} - \frac{\pi}{3}$$

$$2x + 2z = 4 - 2y = 4 - 2\sqrt{3} + \frac{2\pi}{3}$$

Soit environ : 2,54.

PIERRE BERLOQUIN.

***POINT DE VUE***

# LA RECHERCHE ASTRONOMIQUE SANS CHERCHEURS

par ROGER-MARIE BONNET, ROGER GENDRIN, MICHEL MAURETTE et RENÉ PELLAT (*)

LES lancements réussis cet été du satellite géostationnaire européen GEOS-2 et du satellite américain ISEE-C, auxquels les chercheurs français en géophysique externe ou en astronomie ont pris une part importante, sont peut-être l'occasion de rappeler les conditions très difficiles dans lesquelles fonctionnent les laboratoires ou instituts impliqués dans la recherche en astronomie et en géophysique. Non pas que les moyens en matériel lourd leur aient été refusés, du moins jusqu'à une période récente : dans une enveloppe financière forcément restreinte, mais raisonnable, ils ont pu choisir les créneaux scientifiques les mieux adaptés à leurs compétences et obtenir de ce fait des succès importants qui font date, entre autres, dans le domaine de la recherche spatiale. Citons par exemple l'étude des structures et des phénomènes d'hydrodynamique solaires, expérience embarquée sur le satellite américain OSO-8 ; la percée dans le domaine des rayons X galactiques, expériences embarquées sur le satellite européen COS-B ou sur de nombreux satellites soviétiques ; la détermination des caractéristiques du plasma magnétosphérique à l'aide de techniques extrêmement originales, expériences embarquées en particulier à bord du satellite géostationnaire européen GEOS, dont le deuxième modèle de vol vient d'être lancé.

A cet ensemble de moyens spatiaux, il convient d'ajouter la réalisation de grands instruments au sol, qui fourniront à la France, seule ou en coopération, de puissants moyens d'exploration de l'espace proche ou lointain (télescopes de 2 mètres du pic du Midi, ou de 3,6 mètres de Hawaï, grand sondeur auroral européen EISCAT, par exemple). De quoi donc se plaindrait la communauté astronomique et géophysique française ?

### Le tarissement de l'embauche

Elle se plaint de ce que la politique d'investissements en moyens humains n'est pas coordonnée avec avec la politique d'investissements en matériel. Après la période d'expansion des années 1960-1970, c'est à un véritable tarissement de l'embauche dans la discipline que nous assistons, alors qu'il faudrait, de fait, plus de chercheurs pour faire fonctionner ces grands moyens, pour analyser les données qu'ils fournissent et pour aboutir à l'interprétation théorique finale, qui seule permet de rentabiliser l'ensemble.

Il convient de savoir que depuis plusieurs années le taux de recrutement dans notre discipline est extrêmement faible. Cette année, par exemple, quatre postes seulement y ont été ouverts par le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) ; aucun n'a été attribué au corps des astronomes des observatoires (situation qui dure d'ailleurs depuis quatre ans). Seul a été autorisée l'attribution des postes rendus vacants par des départs. Pour un effectif total d'environ quatre cents chercheurs (dont deux cent vingt au C.N.R.S. et cent quatre-vingts dans les observatoires), cela correspond à un accroissement de 1 % par an. Pour les trois dernières années, le taux d'accroissement annuel moyen est de 0,9 %, bien inférieur au taux minimal de 3 % recommandé par le conseil restreint sur la recherche de novembre 1975.

Mais, plus que par ses aspects arithmétiques, la situation est désastreuse par ses implications au plan humain. Un grand nombre de chercheurs, candidats au C.N.R.S., travaillent depuis de nombreuses années sur des postes provisoires (bourses, vacations, postes délégués). A ce personnel, qui a souvent joué un rôle indispensable dans la mise au point des équipements dont nous parlions plus haut, on refuse l'intégration sur poste permanent. Sur les cinquante-six candidats au C.N.R.S. que notre section a examinés cette année, vingt-deux ont plus de quatre ans de recherche à leur actif ; sept ont leur thèse d'Etat, cinq sont titulaires d'un Ph. D. américain, trente et un ont leur thèse de troisième cycle ! C'est donc à un véritable gâchis de matière grise que l'on assiste.

Or des solutions, au moins partielles, peuvent être apportées. C'est d'abord d'intégrer immédiatement au C.N.R.S. le personnel boursier des grands organismes (Centre national d'études spatiales, Commissariat à l'énergie atomique), injustement considérés comme « non intégrables ». C'est ensuite de mettre en place un véritable plan d'intégration, pour résorber le bourrelet des « hors statut », créé, il y a quelques années, pour mettre en œuvre ces grands instruments ou ces grandes expériences spatiales qu'il importe maintenant de rentabiliser. C'est enfin de rouvrir sans retard le recrutement, bloqué depuis quatre ans, dans le corps des astronomes des observatoires.

Qu'on nous comprenne bien ! Il ne s'agit pas de réclamer pour notre discipline un taux d'augmentation constant et égal au taux maximum que notre pays peut se permettre. On peut aisément admettre que d'autres disciplines souffrent de déséquilibres encore plus criants, et que d'autres secteurs soient considérés à long terme comme plus prioritaires. Mais il nous paraît aberrant que cet arrêt brutal de l'expansion se produise au moment même où deviennent opérationnels les grands moyens mis en chantier, il y a une dizaine d'années, au moment même où un personnel formé dans ce but se voit contraint au chômage ou à la déqualification.

Car ce n'est pas dans le gaspillage de son potentiel intellectuel que l'avenir de notre pays se trouve. Il se trouve au contraire dans le développement de toutes ses potentialités techniques et scientifiques. Or il n'y a pas de développement des techniques sans développement harmonisé de la recherche scientifique, sur tous les fronts. Et, en astronomie ou en géophysique, comme dans les autres disciplines, on ne fait pas de recherche sans chercheurs.

★ Directeurs de recherche au C.N.R.S., membres de la section « astronomie et environnement planétaire » du Comité national de la recherche scientifique.




## A 17 000 mètres d'altitude

# Deux pièges à rayons cosmiques dans les soutes de Concorde

**Un Concorde d'Air France a embarqué à son bord, le 13 septembre dernier, deux caisses pesant 70 kilogrammes au total. Arrimées en permanence dans la soute du supersonique, elles devraient y rester jusqu'au mois de novembre, date à laquelle elles auront passé environ cent cinquante heures à l'altitude de croisière de l'avion, entre 17 000 et 18 000 mètres.**

**Sous un emballage apparemment anodin se cachent deux « chambres à émulsion », destinées à permettre l'étude de rayons cosmiques à très haute énergie (500 à 20 000 GeV) qui, pour la plupart d'entre eux, ne parviennent pas jusqu'au sol et réagissent dans la haute atmosphère.**

**Cette opération est le fruit de la collaboration du professeur Jean-Noël Capdevielle, qui dirige, à l'université de Bordeaux-I, une équipe de recherche du Centre national de la recherche scientifique travaillant sur les rayons cosmiques, et du professeur Ogata, de l'Institut de recherche nucléaire de l'université de Tokyo.**

L'ETUDE des rayons cosmiques, ces particules nucléaires — essentiellement des protons — qui parviennent dans l'environnement de la Terre, venant de l'espace interstellaire ou intergalactique, avait connu son heure de gloire dans les années 50. A cette époque, en effet, on ne disposait pas des accélérateurs permettant de donner à des particules des énergies importantes, indispensables pour mieux connaître leur structure, grâce à l'étude de leur interaction avec la matière.

Les rayons cosmiques sont justement des particules de forte énergie ; la probabilité d'interaction de ces particules avec les molécules atmosphériques est très grande : les rayons n'ont pratiquement aucune chance d'atteindre le sol, où l'on reçoit surtout les particules secondaires produites par leur désintégration. C'est la raison pour laquelle les physiciens nucléaires montaient travailler en altitude : les protons venant de l'espace y ont traversé « moins d'atmosphère », et ont donc rencontré en principe moins de molécules. En France, l'équipe du professeur Louis Leprince-Ringuet fut longtemps en pointe dans ce domaine : elle travaillait à l'observatoire du pic du Midi-de-Bigorre, dans les Pyrénées, y accueillant de nombreuses équipes étrangères.

Avec la construction des premiers accélérateurs de particules les physiciens sont progressivement « redescendus » et travaillent dans des conditions plus confortables. Ils disposent surtout de particules « à la demande », dans des installations spécialement prévues à cet effet.

### Toujours plus haut

Aujourd'hui, des accélérateurs imposants fournissent une énergie qui, bien qu'impressionnante, reste limitée : les particules qui y circulent sont, au plus, équivalentes à des rayons cosmiques de 2 000 GeV (1), alors que certains de ceux-ci possèdent des énergies atteignant 20 000 GeV. Et plus importante est l'énergie, plus nombreuses seront les particules secondaires formées par les collisions, et plus riches seront les résultats, dans la course à l'infiniment petit.

Plusieurs équipes dans le monde ont, pour cette raison, persévéré dans l'étude expérimentale des rayons cosmiques. Des équipes soviétiques et japonaises, notamment, font des recherches, en particulier dans le Pamir, au Tadjikistan (Asie centrale) et au sommet du Fuji-Yama, au Japon, et du mont Chacaltaya, en Bolivie. Les altitudes supérieures à 5 000 mètres y ont permis de nouvelles études, grâce entre autres à la mise au point de nouveaux détecteurs légers, les « chambres à émulsion » réalisées par les Japonais, et qui ne pèsent que 20 à 35 kilogrammes, contre plusieurs tonnes pour les calorimètres classiquement utilisés. Les chambres sont constituées par des « sandwiches » de plomb et d'émulsions photographiques spéciales, que l'on développe après exposition aux rayons cosmiques. Outre leur poids, ces appareils ont l'avantage de n'avoir besoin pendant l'exposition d'aucune surveillance ni d'aucune alimentation électrique, à la différence des calorimètres.

Japonais et Soviétiques ont obtenu des résultats intéressants. En plus de l'observation de la désintégration des rayons cosmiques au sein de la chambre elle-même, ils ont mis en évidence, en 1973, un phénomène nouveau, qu'ils ont baptisé « familles » de rayons gamma : ce sont des faisceaux très « resserrés » de particules de grande énergie, issues généralement de la désintégration de particules subnucléaires (mésons pi neutres à durée de vie très courte), eux-mêmes engendrés par la désintégration d'une particule cosmique, quelques dizaines ou quelques centaines de mètres au-dessus du détecteur.

Les spécialistes, au vu de ces résultats, ont vite essayé de gagner encore en altitude. Des détecteurs à émulsion ont ainsi passé plus de cinq heures à 10 000 mètres d'altitude, à bord de DC-8 de la Japan Airlines.

### Cent cinquante « événements » intéressants

Mais les calculs montraient qu'il était intéressant de monter encore plus haut, entre 17 000 et 18 000 mètres : c'est en effet à cette altitude que la probabilité de collision d'un rayon cosmique est maximale (trois mille fois plus qu'à 5 000 mètres) ; d'autre part, les observations y sont beaucoup plus « pures », puisque les détecteurs recueillent beaucoup moins de particules secondaires issues de désintégrations survenues plus haut dans l'atmosphère.

Dès 1976, un projet, auquel travaillait déjà le professeur Capdevielle, visait à embarquer des équipements à bord de Concorde, l'intérêt de cet avion n'étant, en l'occurrence, nullement sa vitesse (2), négligeable comparée à celle des rayons cosmiques, proche de celle de la lumière (environ 300 000 kilomètres à la seconde), mais son altitude de croisière.

Le projet ne put être mené à bien : il s'agissait d'embarquer alors, compte tenu des techniques disponibles, plus de 9 tonnes de matériel (trois calorimètres, et un mini-ordinateur notamment). L'ensemble mobilisait totalement l'avion, et était d'un coût prohibitif. L'obstacle a pu être levé grâce aux nouvelles chambres à émulsion qui sont aujourd'hui à bord de Concorde.

En novembre, après cent cinquante heures de vol en haute altitude, les deux chambres seront débarquées, et leurs émulsions développées au Japon. D'après l'équipe franco-japonaise, elles devraient avoir enregistré alors de l'ordre de cent cinquante « événements » intéressants.

X. W.

(1) Un électron-volt (eV) est l'énergie d'un électron accéléré sous une tension d'un volt. Un giga électron-volt (Gev) vaut 1 milliard d'électrons-volts.

(2) A la différence de l'observation d'une éclipse solaire, réalisée en juin 1973, à bord du prototype 001 : c'est grâce à la vitesse supersonique de l'avion que les chercheurs avaient pu suivre le phénomène pendant quatre-vingt-treize minutes (soixante-quatorze minutes d'éclipse totale), soit dix fois plus que pour les observations au sol.

# ACTUALITÉ MÉDICALE

LE HUITIÈME CONGRÈS MONDIAL DE CARDIOLOGIE A TOKYO

## Le renouveau de deux médicaments anciens utilisés en rhumatologie

**Le 8e congrès mondial de cardiologie s'est tenu à Tokyo du 17 au 23 septembre, réunissant quatre mille cinq cents participants, dont environ trois cents Français. Schématiquement, les thèmes principaux des communications ont concerné les troubles du rythme cardiaque et la maladie coronarienne. Cette dernière maladie, qui représente la cause la plus importante dans la plupart des pays industrialisés, a fait l'objet d'efforts accentués en matière d'étude de ses facteurs de risque et de prévention des récidives. Un accent particulier a été mis sur les données du laboratoire, notamment celles qui concernent la coagulation du sang et son rôle dans l'artériosclérose. Le professeur Caen, chef de laboratoire de l'hémostase à l'hôpital Saint-Louis, qui était présent à Tokyo, a bien voulu résumer pour nous l'essentiel des communications présentées sur ce thème lors de cet important congrès.**

Si le rôle des plaquettes (1) dans la responsabilité des thromboses artérielles du cœur, du cerveau ou des membres ne fait plus guère de doute, la question reste débattue lorsqu'il s'agit de l'artériosclérose, maladie générale qui affecte l'ensemble du système vasculaire et qui réduit le diamètre intérieur des artères. Parmi les arguments qui alimentent cette discussion figure la révélation du rôle protecteur d'un médicament utilisé depuis 1960 dans le traitement de la goutte, la sulfinpyrazone (commercialisée sous le nom d'Anturan).

Les propriétés anticoagulantes de ce produit avaient été remarquées depuis un certain temps déjà, mais ce n'est qu'en février 1978 qu'un essai thérapeutique permettait de conclure de manière irréfutable à ses propriétés fortement réductrices sur la mortalité par infarctus du myocarde. Pourtant, ce résultat ne plaide pas forcément en faveur d'un mécanisme d'action qui mettrait en cause les facteurs de coagulation : la sulfinpyrazone semble avoir aussi un effet direct sur les troubles du rythme, qui sont la complication la plus précoce et la plus grave des crises cardiaques.

Une interrogation similaire concerne le mode d'action d'un autre médicament d'usage encore plus courant, l'aspirine, dans la prévention des rechutes d'infarctus du myocarde. Une étude austro-allemande conduite par le professeur K. Breddin, de Francfort, révèle que l'administration d'une dose bihebdomadaire suffisante permet d'obtenir une protection au moins aussi efficace que celle des traitements anticoagulants, dans des conditions d'économie et de confort bien supérieures. L'étude de la prévention des accidents thrombo-emboliques est maintenant facilitée par de nouvelles techniques de marquage des plaquettes qui permettent d'en localiser les dépôts dans les artères et d'en suivre l'évolution, selon les traitements utilisés.

C'est grâce à de telles techniques que l'étude des glycoprotéines de la membrane plaquettaire a permis de confirmer leur rôle dans les deux principales fonctions de cette cellule : l'adhésion à la paroi intérieure du vaisseau et leur agrégation entre elles. On a pu ainsi noter que les plaquettes pouvaient agir directement sur la paroi vasculaire, mais aussi avoir un rôle indirect en libérant des constituants intra-cellulaires qui ont une activité sur la prolifération des cellules musculaires lisses, sur l'élastine (fibre constituant l'armature des vaisseaux), sur le collagène... De très nombreux facteurs endogènes et exogènes ont d'ailleurs des effets marqués à ce niveau. Le rôle de la tension artérielle, des émotions, de l'alimentation ou du tabagisme a été étudié de manière précise, et les résultats de ces recherches montrent combien les mécanismes de la sclérose artérielle sont multi-factoriels.

Le congrès de Tokyo a par ailleurs été l'occasion d'une exposition de matériel technique exceptionnelle, dans laquelle l'emploi de l'informatique et des micro-processeurs semble se généraliser. En particulier, on commence à voir apparaître sur le marché des stimulateurs cardiaques « programmables » qui permettent une adaptation aux conditions d'effort. Dans le domaine des enregistreurs du rythme cardiaque, l'emploi d'appareils portables qui permettent l'enregistrement pendant de longues périodes (vingt-quatre heures) a permis l'étude de phénomènes transitoires ou paroxystiques. Enfin, on a noté l'intérêt porté à la cryo-chirurgie (technique qui permet la coagulation de très petites zones par l'emploi de gaz liquéfié) dans le traitement de certains troubles du rythme.

(1) Cellules du sang circulant, responsables du colmatage des brèches dans les vaisseaux.

## La douleur : des calmants plus spécifiques sans accoutumance ni dépendance

*L'attitude de la société, et celle des professionnels de la santé en particulier, à l'égard de la « souffrance des autres » subit une transformation profonde et sans doute définitive. La douleur, principal signe d'alarme des maladies, véritable indicateur clinique dont les descriptions imagées ou lyriques composaient une part importante de la littérature médicale classique, a sans doute perdu pour les médecins une partie de son caractère « sacré » : sa valeur d'orientation, pour le diagnostic, s'est atténuée avec le dépistage des maladies à un stade précoce, et avec les nombreuses méthodes de diagnostic « para-cliniques ». A ces aspects techniques s'ajoute une perception changeante de la signification culturelle de la douleur, qui n'a plus la vertu rédemptrice des « grandes épreuves qui façonnent les hommes », et dont la tolérance signait le caractère « trempé » et la force naturelle. On sait maintenant calmer la douleur et on ne laisse plus souffrir un malade.*

*Aujourd'hui, la connaissance précise des centres, des voies et des relais de la douleur permet d'en comprendre le mécanisme intime qui fait intervenir une chaîne de phénomènes neuro-chimiques complexes. Ces progrès, dont les plus récentes acquisitions datent de quelques années seulement, par la découverte de neuro-peptides « médiateurs » de la perception douloureuse dans le cerveau, n'ont pas encore bouleversé l'approche thérapeutique de la souffrance physique, encore dominée par la pharmacopée « analgésique » classique.*

*Les dernières Journées pharmaceutiques françaises, qui se sont tenues à Paris du 18 au 22 septembre, avaient pour thème central l'étude des différents aspects de la douleur. Bien que les aspects pharmacologiques de la question aient été longuement traités, une place importante fut réservée aux moyens non médicamenteux d'abord de la souffrance, tant techniques (chirurgie, acupuncture, homéopathie...) que psychologiques, éthiques et spirituels, illustrant ainsi le caractère moderne de ce problème qui ne peut être résolu qu'en tenant compte d'impératifs de dignité, de liberté et d'humanité.*

Les thérapeutiques modernes, en éliminant un grand nombre de maladies aiguës, ont provoqué l'apparition de nombreuses maladies chroniques, d'évolution souvent longue, où la souffrance et l'angoisse sont les signes dominants et difficiles à maîtriser, car les calmer totalement entraîne souvent la perte de la vie consciente du malade : cet aspect fondamental du problème devait être traité par le Père Patrick Verspieren, jésuite et spécialiste des aspects éthiques et spirituels de la douleur.

*« L'angoisse, cette réaction de l'être humain devant l'inconnu menaçant que représente la maladie grave, ne peut être traitée uniquement par des moyens médicamenteux. »*

Pour lui, le véritable traitement de la souffrance consiste à briser le cercle vicieux de la solitude dans lequel s'enferme le grand malade : *« Un climat d'attention, d'écoute disponible, de présence humaine, permet seul au malade de dire sa révolte, sa peur ou ce qui pèse sur lui. »*

Le Père Verspieren voit quatre tâches essentielles à poursuivre pour soulager les malades atteints de souffrance chronique : mieux connaître, par la recherche, le maniement des médications antalgiques, apprendre au personnel soignant la relation avec cette catégorie particulière de malades ; créer des unités de soins, de recherche et de formation spécialisées dans le traitement de la douleur ; éviter de confondre « thérapeutiques de la douleur », euthanasie et toxicomanie.

### Les stimulations électriques

Sur le plan technique, on dissocie maintenant la perception « affective » de la douleur de sa simple conscience ou de sa valeur d'alerte pour l'individu : le professeur A. Soulairac (Paris), évoquant les aspects psychophysiologiques de la douleur, a parlé ainsi d'un « système de punition » formé de fibres nerveuses dont le médiateur chimique serait l'acétylcholine et qui se développerait au cours d'apprentissages « aversifs ». Ce système serait contrebalancé par un second « système de récompense », dont le médiateur serait alors l'adrénaline.

Il est vraisemblable que ces systèmes tiennent sous leur dépendance l'activité des « récepteurs » de la douleur, que l'action inhibitrice de la morphine a fait appeler « récepteurs morphiniques centaux ». Mais, si plusieurs médiateurs ont été identifiés comme les « activateurs » naturels de ces récepteurs (endorphines et enképhalines), on ne connaît pas encore le mécanisme de leur libération et de leur régulation. L'hypothèse de l'activation de leur sécrétion par des stimulations périphériques fait maintenant penser que l'on tient là l'explication de l'efficacité de l'analgésie par acupuncture. A l'appui de cette théorie figure notamment la démonstration d'une suppression des effets de l'acupuncture par une substance antagoniste de la morphine, la naloxone, par la décérébration ou par hypophysectomie.

On a pu synthétiser ou extraire des quantités suffisantes de neuropeptides cérébraux, pour en tester l'efficacité thérapeutique : aux Etats-Unis, l'une de ces substances est actuellement en cours d'expérimentation chez l'homme mais ne semble pas avoir apporté les satisfactions que l'on attend de la disponibilité de ces médiateurs spécifiques, c'est-à-dire la cessation de la douleur, sans effet sur la conscience, sans accoutumance ni dépendance.

Mais ce retard relatif n'est pas interprété, dans les milieux de la recherche ou dans ceux de l'industrie, comme un échec : la maîtrise de la « livraison » du neuro-peptide, au voisinage de son récepteur, avant qu'il ne soit dégradé par les enzymes circulantes, est sans doute l'étape qui reste à franchir avant que l'on pénètre dans une véritable ère nouvelle, celle du « réglage » pharmacologique de la douleur, des émotions et de l'humeur.

En matière de chirurgie, plusieurs communications ont fait état de progrès encore timides dans l'usage des stimulateurs électriques implantés au voisinage des troncs nerveux sièges de douleurs, ou même au contact de la moelle épinière. Le principe de cette analgésie électrique est connu depuis plusieurs dizaines d'années, mais la disponibilité d'appareils miniaturisés, et surtout complètement implantables, en a amélioré récemment la tolérance et l'efficacité, qui reste en moyenne de 15 % à 20 % de succès seulement.

Plus récemment ont été mises au point des techniques de « section thermique », qui permettent de détruire électivement certaines fibres nerveuses peu riches en myéline (fibres C ou A). Il s'agit d'interventions simples qui ont, en particulier, transformé le traitement de la névralgie faciale, par thermo-coagulation du ganglion de Gasser.

Dr. J.-F. LACRONIQUE.






Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE - D.O.M. - T.O.M. | 115 F | 210 F | 305 F | 400 F |
| TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE | 205 F | 390 F | 575 F | 760 F |
| ETRANGER (par messageries) | | | | |
| I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE | 143 F | 265 F | 388 F | 510 F |
| II. — TUNISIE | 180 F | 340 F | 500 F | 660 F |

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1977




Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

Le Monde

# culture

## LE JOUR DES ARTS

### Couleurs à la Défense

*Une cinquantaine de sculptures polychromes d'artistes d'aujourd'hui et de tendances multiples, qui ont été réalisées avec le concours des industries de matériaux colorés, sont rassemblées jusqu'à la fin du mois sur le forum de l'Epad, à la Défense. Cette expérience d'intégration de volumes colorés dans l'environnement urbain a été réalisée à l'occasion de la Ire Biennale internationale des arts de la rue, crée par M. André Parinaud et son Académie des arts de la rue.*

*Cette biennale groupe diverses manifestations : un congrès de dix jours (jusqu'au 30 septembre) rassemblant des ingénieurs, des architectes, des urbanistes, des artistes, des techniciens, des élus locaux ; une exposition de matériel urbain plus particulièrement orientée sur le thème espace urbain et espace jeux pour enfants ; une fête foraine, des parades, etc. C'est aussi la Biennale des arts de la rue qui propose à l'hôtel de ville de Boulogne-Billancourt une exposition sur « Les grands de l'affiche (1968 - 1978) lauréats du Grand Prix de l'affiche française » (lauréat 1978 : Skis Rossignol, agence P.B.W.A.). Au mois d'octobre, la Biennale ira faire un tour au forum du Centre Pompidou.*

### Leurs vacances à la neige

*Le Musée de l'affiche accueille une exposition d'affiches, comme il se doit, mais d'affiches un peu particulières : elles ont été réalisées par des enfants de neuf à quatorze ans sur un thème : « Mes vacances à la neige », pour un concours lancé l'hiver dernier par la S.N.C.F., Europe 1 et les écoles de ski. Trente mille enfants y avaient participé, se regroupant par dix pour réaliser un projet. Les cent meilleures sont exposées au Musée. Mais il y eu mille trois cents gagnants auxquels on offre cet hiver une semaine de vacances à la neige. Certains pourront ainsi passer du rêve crayonné à la réalité, et d'autres, déjà au fait, vérifier quelques questions de détails (18, rue de Paradis (10e), jusqu'au 20 novembre).*

### Peinture et recherche scientifique

*Une centaine d'œuvres de maîtres et de peintres contemporains seront exposées à partir du 18 octobre, à la galerie Taménaga (18, avenue Matignon). Parmi ces œuvres signées Matisse, Rouault, Utrillo, Vlaminck, Van Dongen, Dufy, ou encore Lorjou, Aizpiri, Oguiss, Commère, Guiramand, Roussel... certaines seront mises en vente au profit de l'Institut Pasteur. Cette manifestation est organisée avec l'Association pour le développement de l'Institut Pasteur (ADIP) dans le but de promouvoir un nouveau modèle de financement des recherches, associant l'Etat, l'industrie pastorienne et le mécénat.*

### Dans les galeries parisiennes

Jullo Gonzales, *galerie de France, 3, rue du Faubourg-Saint-Honoré (trente dessins des dernières années et douze sculptures).* François Morellet, *galerie Gillespie-Laage, 24, rue Beaubourg (projets et grandes toiles de 1978).* Matheos Florakis, *au Balcon des arts, 141, rue Saint-Martin (œuvres récentes d'un peintre grec installé depuis 1973 à Berlin et qui y a trouvé, semble-t-il, un climat favorable au développement de son univers obsessionnel).* Gérard Duchêne, *galerie Noire, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (*le Journal d'Il, *dont le texte écrit à l'acide sur des plaques se dissout au fur et à mesure de l'écriture*. Eugène Leroy, *galerie Jean Leroy, 37, rue Quincampoix (peintures, fusains, eaux-fortes 1965-1978 ; présence de l'homme à la surface brouillée, dense, de lumière et d'ombre*. Artistes argentins, *à Artcurial, 9, avenue Matignon (estampes, dessins, sculptures de quatorze artistes d'horizons divers : Le Parc, Maza, Segui, Carra, Maria Simon, Uriburu, Vanarsky...).*

**■ Le prix Andrew W. Mellon, doté d'une récompense de 50 000 dollars, a été attribué, à l'unanimité du jury, au peintre d'origine hollandaise, Willem de Kooning, et au sculpteur espagnol Eduardo Chillida. Ces deux artistes, dont la renommée n'est plus à faire, exposeront, en 1979, au Carnagie Institute's Museum Of Art, à Pittsburgh (Pennsylvanie).**

## Expositions

# Miro dessinateur

*(Suite de la première page.)*

Soudain, vers 1919, apparaît un nu fermement dessiné et plein de santé. C'est le début de sa manière « détailliste » qui s'affirme par la ligne. Il ne vient pas seulement d'inventer un style, mais de trouver la nature de son art. Miro, c'est la ligne. Et, lorsqu'elle est trouvée, la couleur vient d'elle-même. Elle coule de source.

Miro ne tarde pas à quitter Barcelone. Il court à Paris, où l'avaient précédé Picasso et le sculpteur Gargallo, s'installe dans l'atelier de ce dernier, au 45 de la rue Blomet, avec pour voisin un autre surréaliste de vocation, André Masson. Loin du pays, livré à ses rêves, Miro songe à la ferme de ses parents à Montroig, où il avait fait un long séjour, alors qu'il était malade, et découvert le monde des choses. Il peint « la Terre labourée » en 1923, avec cette folie du détail où pourtant il ne perd jamais la vue d'ensemble. Plusieurs dessins, faisant notamment partie du carnet numéro 32, illustrent ces souvenirs des années de Montroig, le Montrouge catalan. Miro, qui ne mangeait pas toujours à sa faim, avait des vertiges et des visions. Il revoit les étoiles, la terre rouge, les oiseaux, l'âne, les haricots, les poivrons. Il ne tâtonne plus à copier avec précision. De mémoire, il réinvente, laisse courir la main qui ne fait qu'exécuter des images portées.

Ce n'est plus le modèle mais la vision qui dicte le dessin. La ligne s'affine, s'épure, et se simplifie, les personnages se réduisent en nombre et gagnent en force d'expression. Formes humanoïdes en mouvement, chimères, déesses primitives, tracées d'une ligne fine, évoquent les emprunts faits à Rrp et à Dali et, au-delà, à Yevs Tanguy, l'inventeur de ces formes minérales-végétales surgies au milieu d'un désert nu.

Ce travail visionnaire, la série des « portraits imaginaires » faits à partir de tableaux de maîtres l'illustre. En particulier le « Portrait de la reine Louise de Prusse. Ici comme ailleurs, le un ticket de métro. Trois lignes pour définir l'angle des murs, un petit personnage à la robe à côté d'une image publicitaire découpée dans un journal. On n'aurait jamais Prusse », qui a pris naissance sur prêté sa silhouette pour redessiner le portrait de la reine Louise de imaginé qu'un moteur Diesel aurait dessin ne vient jamais au singulier. C'est une suite. Et chaque fois, c'est une tentative du peintre de tenir un peu mieux son sujet. De le former en le déformant, parfois avec une incroyable justesse. L'allure de la reine change. D'un dessin à l'autre, le travail fantasmatique se poursuit jusqu'à ce qu'elle se transforme... en un dessin de Miro. Consignes du peintre écrites en haut d'une esquisse : « Très concentré. L'esprit pur. Pas de peinture. » Et plus bas : « Mais très riche comme couleur. Matière précieuse. Très bien peint. »

Esprit pur, dessin pur, mais très riche de couleurs. C'est tout Miro, cohérent et contradictoire. Pendant la guerre d'Espagne, il est à Varengeville en Normandie. Il croque des vols de corbeaux, découvre les « constellations » aériennes au dessin incisif. Et pendant la guerre en France, il regagne l'Espagne, sa maison familiale. Floraison de dessins sur papier et sur toile d'une finesse diabolique.

Soudain, autour de 1950, alors qu'il étai trevenu dans un Paris agité par la peinture abstraite lyrique, Miro abandonne le dessin au trait fin. Désormais, il travaille avec un pinceau large, trempé dans l'encre de Chine. Finis la lenteur et la méticulosité, le maniérisme sauvage, humoristique et sadique au second degré. Finis les travaux préparatoires et imaginaires. Miro ne dessine plus avec l'esprit. Il dessine avec le corps, emporté par ses élans lyriques d'expression directe où les hasards, les accidents et les taches jouent un rôle grandissant.

Toute cette période, postérieure aux années 60, est montrée dans la grande salle des expositions temporaires, avec de grands dessins-peintures accrochés à touche-touche sur les murs et déposés sur des pupitres. Un feu d'artifice ! En fait, il y en a trop, et on voit mieux, durant ces années où la peinture contemporaine s'est mise à surproduire, qu'avec l'âge et le prétexte d'expression directe Miro dédaigne moins la facilité, qu'il en use, parfois avec bonheur, et aussi qu'il en abuse. Après les années 60, ce que Miro a perdu en qualité imaginaire, en humour et en raffinement poétique très proche de la vie quotidienne, il le remplace par la violence et la fureur.

JACQUES MICHEL.

**★ Dessins de Miro au Centre Georges-Pompidou. 300 numéros. Exposition organisée par Pierre Georgel à l'occasion du Festival d'automne.**

**Parallèlement, le Centre Georges-Pompidou présente les masques-costumes géants de Miro, spectacle dont Michel Cournot a rendu compte dans *le Monde* daté 24-25 septembre.**

## Musique

# LE GRAND PRIX D'ORGUE DE CHARTRES

*On était revenu sagement à quatre candidats (au lieu de six il y a deux ans) pour le VIe Concours d'interprétation des grands prix d'orgue de Chartres, tout illuminé par un soleil qui faisait resplendir les vitraux de la cathédrale d'un bleu à faire pâlir les mosquées persanes. Quatre rescapés (sur cinquante candidats de seize nationalités) dont deux d'ailleurs ne méritaient peut-être pas cet honneur. Et c'est une nouvelle fois (après Charles Benbow et George Baker) un Américain qui a justement triomphé dans ce concours où les citoyens des Etats-Unis n'ont guère à craindre la concurrence des Soviétiques.*

*Conformément à la tradition, Jean-Sébastien Bach n'a guère réussi aux concurrents ; sans doute les polyphonies serrées (ici* le Prélude et Fugue en sol majeur*) conviennent-elles mal à ce lourd instrument fait pour d'immenses déploiements symphoniques, surtout avec le long temps de réverbération des hautes voûtes. Du moins pourrait-on s'attendre qu'une registration plus subtile pallie quelque peu ces défauts.*

*L'admirable* Tierce en taille *du* Gloria *de Grigny, méditation d'un mysticisme rêveur et confiant, perdait un peu de son intimité sur cet instrument démesuré. Le Français Vincent Girardot y faisait jeu égal avec l'Américain, utilisant une registration peut-être plus colorée et touchante, avant de nous émerveiller dans* les Naïades *de Louis Vierne, où étincelait une technique d'une poésie miroitante et d'une rare égalité.*

*C'est pourtant dans cette épreuve libre que Wilson prenait l'avantage, grâce à une éblouissante démonstration dans le premier mouvement de la 5e* Symphonie *de Widor, jouant ses variations d'une virtuosité jamais écrasante et d'un bonheur d'expression alliant l'humour et la solennité, la poésie et le lyrisme, avec une fermeté architecturale et une infaillibilité de phrasé qui galvanisèrent l'auditoire.*

*Démonstration qui s'achevait dans* Dieu parmi nous *de la* Nativité *de Messiaen, cette grande page pleine de lances de feu, de nuages de gloire, de visions séraphiques, culminant en une immense dans de joie autour de la Majesté divine, dont Vincent Girardot avait proposé une interprétation également claire et vigoureuse.*

*Pour la troisième fois, le Grand Prix d'improvisation n'a pu être décerné, ce qui ne laisse pas d'inquiéter. Les deux thèmes en zigzag de Gaston Litaize se ressemblaient peut-être trop et n'étaient sans doute pas à la taille d'une symphonie en quatre mouvements ; mais les deux candidats se sont contentés de les intégrer dans des moules traditionnels au long de discours assez lâches sans grandes originalité.*

*Le public avait sa revanche avec l'improvisation finale du président du jury, Pierre Cochereau, dessert de ce concours toujours impatiemment attendu. Sur un autre thème de Litaize, une complainte assez longue et naïve, il échafaudait* un Choral de variations *où l'on retrouvait son sens de la fresque, son génie spontané qui passe en quelques instants d'un tournoiement d'étoiles enchevêtrées à la vision d'un char de feu, d'un cantique plein de ferveur à une cataracte de sonorités éclatantes, d'un rayon de lumière dansant sur une dentelle imperceptible à une ronde de diablotins irrespectueux, pour finir en une liturgie glorieuse. Et tandis que quelques clapets des orgues s'entrouvraient encore pour laisser chanter des oiseaux, le bleu de la nuit achevait d'envahir les vitraux de la cathédrale promise au silence.*

JACQUES LONCHAMPT.

## Architecture

# Aléas culinaires

*Rue de la Verrerie, au numéro 4, l'architecture n'est pas banale. A l'âge moderne on a emprunté le programme (une crèche, un centre P. M. I., trente-quatre logements H.L.M.) : aux temps anciens de douce France les ingrédients d'un pot-au-feu dont la digestion n'est pas vraiment assurée, à moins qu'il ne s'agisse d'une salade niçoise. Vigoureuse cuisine en tout cas, et sans doute préparée avec conscience par le chef (Autheman, architecte), mais qui ne mérite ni étoile ni toque d'aucune couleur, à peine le pittoresque chaudron.*

*La toiture — Marais oblige — est préparée à la Mansart, accommodée nouvelle cuisine (les lignes pures et dures du modernisme), et paraît finalement bien aigrelette. C'est au moins le seul élément homogène. En effet, les masses hétéroclites du bâtiment, qui veulent peut-être évoquer les aléas de la construction parisienne au cours des siècles, ont été parées ici de petits frontons triangulaires, là de loggias voûtées dans le goût méditerranéen, et qui feront rêver au clair de lune des bords de mer, à défaut de prendre le soleil. Là encore, ce sont des arcades : elles ont bien pris soin de suivre un angle opposé à celui de la rue, et de manifester ainsi un urbanisme d'avenir.*

*Le tout est arrosé d'un ciment couleur pierre, où quelques lignes incisées parachèveront l'étiquette « Immeuble de caractère ». Les proportions de chaque élément, enfin, révèlent un manque de sel, ou un excès d'esprit. Peut-être devraient-elles être un gage supplémentaire d'originalité, mais, à trop jouer, elles se sont effondrées.*

FRÉDÉRIC EDELMANN.

## Ventes

# La IXe Biennale des antiquaires

## II. — L'objet d'abord

par JEAN-MARIE GUILHAUME

**Après avoir examiné les mobiliers des dix-septième et dix-huitième siècles réunis à la IXe Biennale des antiquaires (« le Monde » du 26 septembre), nous présentons ici les objets d'art.**

Il est des *objets* peu tolérants, et la présentation commune réalisée par Didier Aaron, Aveline et Laloux Dessain profite surtout aux petites vitrines de ce dernier. Le grand antiquaire de Bruxelles s'impose avec une tête de saint François, d'Italie du Nord (vers 1550), et un écorché florentin du dix-septième, au déhanchement déjà baroque : la matière employée, du bois de noyer, donne à ces deux œuvres une tendresse presque sensuelle que semblerait exclure la rigueur de la première, le sujet macabre de la seconde.

Ces *objets-là* ne seront jamais des bibelots, et les antiquaires qui les proposent se sont en général passés des services d'un décorateur. Il ne s'agit plus de faire joli, de reconstituer un salon, un « cadre de vie », mais de servir quelques grands témoignages d'art. La devise, ici, pourrait être l'« objet d'abord ».

Ainsi, chez Antony Embden, un petit écorché, quelques bronzes de Giambologna, nous préparent à la pièce maîtresse, ce grand monstre marin, fondu d'une seule pièce, puis retouché par Annibal Fontana, qui l'a signé et daté en 1582. Ce reste d'une fontaine milanaise est un des rares bronzes Renaissance à être apparu sur le marché ces dernières années, et sa datation semble plus sûre que celle du cheval écorché vendu par Sotheby en 1975, qu'un récent catalogue du Victoria and Albert Museum consacré à Giambologna suggère de décaler de deux siècles, relançant la polémique provoquée par la vente de Monaco ! Toujours chez Embden, un cabinet d'Allemagne du Sud (vers 1610) fait penser à la fois au style d'Annibal Fontana pour la taille du cristal de roche central, à Rottenhammer pour la peinture des battants, à David Altenstetter pour les filets d'argent qui s'incrustent dans l'ébène comme une fine dentelle. D'esprit très différent, un cabinet portatif en ébène et plaques d'ivoire, chez Gismondi, œuvre anversoise de la fin du seizième siècle, montre une Renaissance moins fiévreuse et plus sage.

Chez les frères Fabius, c'est encore le respect des objets qui donne à l'exposition son unité. Entre deux bronzes de Barye, un marbre de Houdon, des fauteuils à sphinx signés Georges Jacob de 1796 — avant l'expédition d'Egypte — et une paire de vases de Sèvres commandée pour le baptême du roi de Rome, rien de commun sinon une grande modestie de l'artiste, qui n'a pas honte d'être aussi un artisan, et une grande ambition d'art et de perfection. Barye a été son propre fondeur, limitant au minimum les retouches pour préserver le moelleux de la cire dans les bronzes qu'il patinait ensuite avec un soin digne d'un maître de la Renaissance.

Pour les sculptures de haute époque, ou l'art d'Extrême-Orient, la compréhension historique des objets renouvelle le plaisir de la découverte après le premier mouvement d'admiration inexpliquée. Au-delà de la Renaissance, il faut laisser parler les antiquaires : chez Bresset, Adam et Eve, en bois de tilleul (Allemagne du Sud), sont encore proches de nous, Adam d'une grâce italienne, Eve faisant songer à Dürer. Mais qu'on remonte le temps, qu'on se tourne vers cette sainte femme albigeoise (vers 1480) en noyer polychrome, visage paisible au long nez fin, on ne croise plus aucun regard : la sainte femme aux yeux baissés ne voit qu'une mise au tombeau. Et si les yeux d'amande d'une vierge auvergnate du douzième siècle — un des premiers exemples de modelés — restent ouverts, c'est sur un monde qui est au-delà de nous. On retrouve les mêmes contrastes chez Jacquelin Boccador : alors qu'un Saint-Sébastien *souable (c. 1560)* tout en mouvement, déséquilibre, grimaces, annonce déjà le baroque, l'or qui couvre un évêque mosan (vers 1300) rapproche cette statue de bois d'un buste en argent conservé à Namur : la statue se fait précieuse comme un reliquaire. La polychromie d'un bois des maîtres de Naumburg (vers 1230) est partie, mais la force sculpturale de cette vierge étonnée, debout devant l'Ange de l'annonciation, la tête seule penchée, une main ouverte, l'autre repliée, réussit à introduire une sorte d'expressionnisme dans l'immobilité du corps stupéfait. Pour tous ces chefs-d'œuvre, comme pour les bronzes Renaissance, un seul regret : les exposants reçoivent davantage de visite des musées étrangers que des conservateurs français; privilégiant toujours la peinture et les meubles classiques, nos musées laissent partir des œuvres que l'augmentation des prix leur rendra bientôt inaccessibles. Ce n'est guère intelligent.

Il y a deux manières d'approcher l'Extrême-Orient : on peut, avec la Galerie des laques, et dans la fidélité au dix-huitième, rechercher le contresens volontaire. Joël Lebas, nouveau venu sur le marché, qui présente une rare tapisserie birmane, propose dans l'article sur le bouddha écrit pour le catalogue de la Biennale de suivre un chemin inverse, celui même que nous invitaient à prendre les objets de Gérard Lévy : on peut caresser les formes simples de cette coupe tibétaine, alliage magique de sept métaux, mais qui devinera le sifflement cristallin de la « musique des étoiles », cette transe qui s'empare d'elle pour peu qu'on la frotte d'une baguette de bois ? Un vase incrusté d'or et d'argent est le pastiche Song, à la fois exubérant et délicat, des anciens bronzes Chang, dont il reprend, en les stylisant, les motifs de Taotieh : l'étude des irigines de leur art fournit aux artistes chinois l'occasion d'un renouvellement, à moins qu'avec une statuette Souei — une inscription permet de la dater de 58 après J.-C. — ce ne soit à l'art grec apporté jusqu'aux Indes par Alexandre que le sculpteur emprunte une nouvelle technique du drapé.

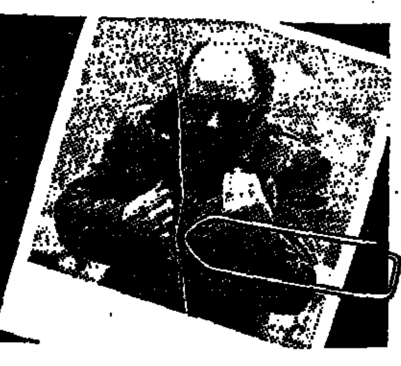
L'amour des objets ne naît pas de l'érudition mais il s'en nourrit : le visiteur ignorant qui découvre les armes de M. Marchal, l'aureus si réaliste à l'effigie de Constantin Chlore, chez Emile Bourgey, les cuillers à ragoût d'Eléonore, les pendules de Wijnen, les tapis de Mikaeloff ou de Boccara, les « objets de vertu » de Michel Turisk, les faïences de Vandermeersch ou de Nicolier a envie d'e nsavoir plus pour aimer davantage. La joaillerie gagne au savoir. Les montures des bijoux anciens de Garland sont plus belles que beaucoup de bagues contemporaines ornées de pierres d'une qualité pourtant supérieure. Les dames du dix-huitième siècle étaient plus exigeantes que les milliardaires souvent ignares d'aujourd'hui.

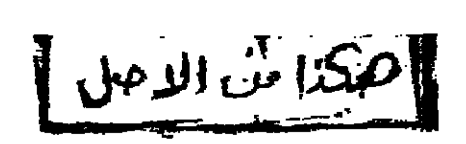
Prochain article :

**LES ESCALIERS DU CHATEAU**

**★ Grand Palais, jusqu'au 8 octobre, de 11 heures à 23 heures; dimanche, de 10 heures à 20 heures.**







# SPECTACLES

# théâtres

## Les salles subventionnées et municipales

**Comédie-Française**, 20 h. 30 : Un caprice ; le Triomphe de l'amour.
**Odéon**, 20 h. 30 : Travesties.
**TEP**, 20 h. : le Corsaire rouge ; la Prisonnière du désert (films).
**Petit TEP**, 20 h. 30 : Cora Vaucaire.
**Châtelet**, 20 h. 30 : Rose de Noël.

## Les autres salles

**Aire libre**, 18 h. 30 : Faustino, mime ; 20 h. 30 : Sidi-Ciné.
**Antoine**, 20 h. 30 : le Pont japonais.
**Arts-Hébertot**, 20 h. 30 : Mon père avait raison.
**Atelier**, 21 h. : la Culotte.
**Biothéâtre**, 21 h. 15 : le Grand Orchestre du Splendid.
**Bouffes-du-Nord**, 20 h. 30 : Prends bien garde aux zeppelins.
**Bouffes-Parisiens**, 20 h. 45 : le Charlatan.
**Cartoucherie de Vincennes**, Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 : Nadia.
**Comédie Caumartin**, 21 h. : Boeing-Boeing.
**Comédie des Champs-Elysées**, 20 h. 45 : le Bateau pour Lipaïa.
**Essaïon**, 20 h. 30 : Sonate pour deux femmes seules et une H. L. M. ; 22 h. 15 : L'empereur s'appelle Dromadaire.
**Fontaine**, 21 h. : les Jeanne.
**Gymnase**, 21 h. : Coluche.
**Huchette**, 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
**Il Teatrino**, 21 h. : Louise la Pétroleuse.
**La Bruyère**, 21 h. : les Folles du samedi soir.
**Le Lucernaire**, Théâtre noir, 18 h. 30 : Théâtre de chambre ; 20 h. 30 : Punk et punk et colegram ; 22 h. : C'est pas moi qui ai commencé. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : le Fauteuil ; 20 h. 30 : Lady Pénélope ; 22 h. : la Musica.
**Madeleine**, 20 h. 30 : le Préféré.
**Mathurins**, 21 h. : Alex Métayer.
**Michel**, 21 h. 15 : Duos sur canapé.
**Michodière**, 18 h. 30 : Au niveau du chou ; 21 h. : les Rustres.
**Montparnasse**, 21 h. : les Peines de cœur d'une chatte anglaise.
**Nouveautés**, 21 h. : Apprends-moi, Céline.
**Oblique**, 21 h. : Bajazet.
**Œuvre**, 21 h. : les Aiguilleurs.
**Orsay**, 20 h. 30 : le Rhinocéros.
**Palais des sports**, 20 h. 30 : Notre-Dame de Paris.
**Palais-Royal**, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
**La Péniche**, 20 h. 30 : la Dernière Bande ; Fragment de théâtre 2 ; 22 h. 30 : Teca et Ricardo.
**Saint-Georges**, 20 h. 30 : Patate.
**Studio des Champs-Elysées**, 20 h. 45 : Au bénéfice du doute.
**Studio-Théâtre 14**, 20 h. 30 : Lunettes, M. Blèche.
**Théâtre d'Edgar**, 20 h. 45 : Il était la Belgique... une fois.
**Théâtre du Marais**, 20 h. 30 : les Chaises ; 22 h. 15 : Jeanne d'Arc et ses copines.
**Théâtre Marie-Stuart**, 20 h. 30 : la Nuit du 13 ; 22 h. 30 : Monnaie, camping, caravaning.
**Théâtre de Paris**, 20 h. 30 : Bubbling Brown Sugar Harlem années 30.
**Théâtre 347**, 20 h. 30 : Succès.
**Tristan-Bernard**, 21 h. : Crime à la Clef.
**Variétés**, 20 h. 30 : Boulevard Feydeau.

## Les cafés-théâtres

**Au Bec fin**, 20 h. 45 : le Grand Ecart ; 22 h. : la Femme rompue ; 23 h. 15 : S. Llado.
**Blancs-Manteaux**, 20 h. 30 : la Nouvelle Star ; 21 h. 30 : l'Azote ; 22 h. 30 : Icare ; 23 h. 30 : Toti Soler.
**Café d'Edgar**, I, 20 h. 15 : J. Garcimore ; 21 h. 30 : Popeck ; 23 h. : Gervaise. — II, 22 h. : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
**Café de la Gare**, 20 h. 15 : le Bonbon magique ; 22 h. : Fromage ou dessert.
**Coupe-Chou**, 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : Hosanna.
**Cour des Miracles**, 20 h. 30 : M. Sergent ; 21 h. 45 : l'Eau en poudre.
**Dix-Heures**, 20 h. 45 : la Tour infernesle.
**Fanal**, 20 h. : Un coin dans le sens de la marche ; 21 h. 15 : le Président.
**Le Manuscrit**, 21 h. : Crise au colombarium Gante.
**La Mûrisserie de bananes**, 20 h. 30 : les Etoiles ; 21 h. 30 : El Orbane.
**Nouveau Chic parisien**, 20 h. 30 : N'y revenez plus ; 22 h. : D. Wetterwald.
**Le Petit Casino**, 21 h. : Douby ; 22 h. 30 : Eclimont et Dodane.
**Les Petits Pavés**, 21 h. 15 : le Scorpion et la Grenouille.
**Théâtre Campagne-Première**, 22 h. 15 : Io, Nabucco.
**Les Quatre-Cents-Coups**, 20 h. 30 : la Goutte ; 21 h. 30 : l'Eau en poudre ; 22 h. 30 : Y a qu'là que j'suis bien.

## Les concerts

**Lucernaire**, 19 h. : S. Marendaz, soprano ; G. Kern, piano (Schubert, Schumann, Strauss) ; 21 h. : M. Barda, piano (Rachmaninov, Schubert, Ravel, Berg).
**Point-Virgule**, 21 h. : L. Yordanoff, violon ; J.-C. Ambrosini, piano (sonates de Schubert, Brahms, Bartok).
**Palais des arts**, 20 h. 30 : Théâtre sonore de P. Henry (Dieu).
**Centre culturel suédois**, 20 h. 30 : C. Genetay, violoncelle ; S. Funseth, piano (Fauré, Lindholm, Stenhammar, Koch, Karkoff, Morthenson).
**Eglise Saint-Séverin**, 21 h. : Orgue et trompette (Albinoni, Telemann, Holstain).





### Mardi 26 septembre

## Festival de musique de chambre

**Eglise Saint-Germain-des-Prés**, 21 h. : Orchestre B. Thomas, chorale Vittoria d'Argenteuil (Mozart, Schubert).

## Les chansonniers

**Deux-Anes**, 21 h. : Madame Rose est au parfum.
**Caveau de la République**, 21 h. : Y a du va-et-vient dans l'ouverture.
**Dix-Heures**, 22 h. : J. Rigaud, B. Dimey, les Belges et Corbier.

## Jazz, pop', rock et folk

**Caveau de la Huchette**, 21 h. 30 : Maxime Saury Fanfare.
**Campagne-Première**, 20 h. 30 : Sergio Ortega.
**Théâtre Marie-Stuart**, 18 h. 30 : Intercommunal Free Dance Orchestra.
**Chapelle des Lombards**, 20 h. 30 : Hans Reichel - R. Cari ; 22 h. 30 : Manno Featuring Andrew Cyrill, Ted Daniel.
**Stadium**, 21 h. : A. von Schlippenbach.
**Club Zed**, 21 h. : Jazz Bop Quartet.
**Petit-Opportun**, 22 h. 30 : A. Mattéi et B. Rabaud.
**Petit-Journal**, 21 h. 30 : Claude Bolling Trio.
**Le Palace**, 21 h. : Cimarons.

### FESTIVAL D'AUTOMNE
(278-10-000)

EXPOSITION
Chapelle de la Sorbonne, 15 h. 30 : Calligraphie démonstrations.

THEATRE
Saint-Denis, Théâtre G.-Philipe, 20 h. 30 : la Table.

# cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

## La cinémathèque

**Chaillot**, relâche.
**Beaubourg**, relâche.

## Les exclusivités

**L'ANGOISSE DU GARDIEN DE BUT AU MOMENT DU PENALTY** (All.), v.o. : Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-67-42).
**ANNIE HALL** (A.), v.o. : La Clef, 5e (337-90-90)
**L'ARGENT DE LA VIEILLE** (It.), v.o. : Marais, 4e (278-47-86).
**AROUND THE STONES** (A.), v.o. : Vidéostone, 6e.
**LE BOIS DE BOULEAUX** (Pol.), v.o. : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82).
**BRIGADE MONDAINE** (Fr., **) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43).
**UN CANDIDAT AU POIL** (A.), v.f. : La Royale, 8e (265-82-66) ; Elysées-Point Show, 8e (225-67-29) ; Diderot, 12e (343-19-29)
**LE CONVOI** (A.), v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43).
**CRI DE FEMMES** (A.), v.o. : Quintette, 5e (033-35-40) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; v.f. : Madeleine, 8e (073-56-03) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
**DAMIEN, LA MALEDICTION 2** (A., *), v.o. : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Clichy-Pathé 18e (522-37-41).
**DIEU MERCI, C'EST VENDREDI** (A.), v.o. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
**DOSSIER 51**, (Fr.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Grands-Augustins, 6e (633-22-13) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; P.L.M.-St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Murat, 16e (288-99-75).
**DRIVER** (A., *), v.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Les Tourelles, 20e (636-51-98) (sf mardi)
**L'EMPIRE DE LA PASSION** (Jap., **), v.o : Omnia, 2e (233-39-36) ; Vendôme, 2e (073-97-52) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Balzac, 8e (359-52-70)
**FEDORA** (A.), v.o. : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Paris, 8e (359-53-99) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64)
**LA FEMME LIBRE** (A.), v.o. : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f : U.G.C Opéra, 2e (261-50-32).
**LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR** (A.) (*), v.o. : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
**LES GLADIATEURS DE L'AN 3000** (A.), v.o. : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Secrétan, 19e (206-71-33)
**GOOD BYE EMMANUELLE** (Fr.) (**) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
**GREASE** (A.), v.o. : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-87-59) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

### Les films nouveaux

**LE TEMOIN**, film français de Jean-Pierre Mocky : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Studio de la Harpe, 5e (033-34-83), Luxembourg, 6e (633-97-77), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Biarritz, 8e (723-69-23), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Richelieu, 2e (233-56-70), Colisée, 8e (359-29-46), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)
**DESPAIR**, film allemand de Rainer Werner Fassbinder (v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Parnassien, 14e (329-83-11), (v.f.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Nation, 12e (343-04-67)
**LES FAUX DURS**, film américain de Michaël Ritchie (v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17)
**LE MONDE DES MORTS-VIVANTS**, film allemand de A. de Ossorio (v.f.) (*), Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
**DEUX IDIOTS A MONTE-CARLO**, film italien de M. Severino (v.f.) : Mercury, 8e (225-75-90), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).

**HITLER, UN FILM D'ALLEMAGNE** (All.) (4 parties), v.o. : Pagode, 7e (705-12-15).
**L'INCOMPRIS** (It.), v.o. : Marais, 4e (278-47-86) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62).
**L'INEVITABLE CATASTROPHE** (A.), v.o. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43).
**INTERIEUR D'UN COUVENT** (It.) (**), v.o. : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
**LE JEU DE LA MORT** (A), (**), v.o. : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Secrétan, 19e (206-71-33)
**LE JEU DE LA POMME** (Tch.), v.o. : Studio Cujas, 5e (033-89-22).

(Suite page 22.)

# SPECTACLES

(Suite de la page 21.)

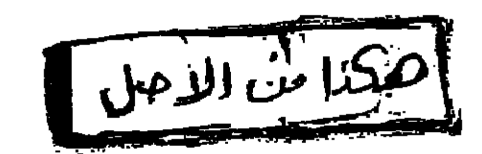
JEUNE ET INNOCENT (A.), v.o. : Quintette, 5e (033-35-40).
JE SUIS TIMIDE, MAIS JE ME SOIGNE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
JULIA (A., v.o.) : Les Templiers, 3e (272-94-56).
LAST WALTZ (A., v.o.) : Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LES MAINS DANS LES POCHES (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LE MATAMORE (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassien, 14e (329-83-11).
MELODIE POUR UN TUEUR (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
LE MERDIER (A., v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
MESDAMES ET MESSIEURS, BONSOIR (It., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37), lundi.
MIDNIGHT-EXPRESS (A., v.o.) (**) : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
MOLIERE (Fr.) (2 parties) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
MON PREMIER AMOUR (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Concorde, 8e (359-92-84).
NOS HEROS REUSSIRONT-ILS ? (It., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).
LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
L'ORDRE ET LA SÉCURITÉ DU MONDE (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LA PETITE (A., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23).
LA PETITE FILLE EN VELOURS BLEU (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
RETOUR (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42).
REVE DE SINGE (It., v. angl.) (**) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
ROBERT ET ROBERT (Fr.), Balzac, 8e (359-52-70).
SOLEIL DES HYENES (Tun., v.o.) : Bilboquet, 6e (222-87-23).
LE SOURIRE AUX LARMES (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Gaumont, 2e (742-95-82) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-72) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
TROCADERO, BLEU CITRON (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
UNE NUIT TRES MORALE (Hong., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
UN SECOND SOUFFLE (Fr.) (*) : La Clef, 5e (337-90-90) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
VAS-Y MAMAN (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
XICA DA SILVA (Brés., v.o.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98).

## Les grandes reprises

ADIEU PHILIPPINE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
AFFREUX, SALES ET MECHANTS (It., v.o.) : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82).
AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
LES AVENTURES DE RABBI JACOB (Fr.) : Studio Rivoli, 4e (272-95-27).
LE BAL DES VAURIENS (A., v.o.) : Palace, 15e (734-52-31).
LA CARRIERE D'UNE FEMME DE CHAMBRE (It., v.o.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).
LES CONTES DE LA LUNE VAGUE APRES LA PLUIE (Jap., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00). 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81), Olympic, 14e (542-67-42), Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
LE COUTEAU DANS L'EAU (Pol., (v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04)
LES DAMNES (It.-All., v.o.) : Boul' Mich, 5e (033-48-29).
LE DECAMERON (It., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60).
2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
DOCTEUR FOLAMOUR (A., v.o.) : Daumesnil, 12e (343-52-97).
DOCTEUR JIVAGO (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; v.f : Madeleine, 8e (073-56-03).
LA GRANDE BOUFFE (It., v.o.) : Cinoche St-Germain, 6e.
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Denfert, 14e (033-00-11).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
JONATHAN LIVINGSTON LE GOELAND (A., v.f.) : Dominique, 7e (705-04-55), en matinée.
LE LAUREAT (A., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
M.A.S.H. (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), Daumesnil, 12e.
LA MARQUISE D'O (All., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
MEURTRE DANS LA 110e RUE (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
MON ONCLE (Fr.) : Passy, 16e (288-62-34).
MONTY PYTHON (A., v.o.) : Daumesnil, 12e.
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12).
OH AMERICA (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
OMAR GATLATO (Alg., v.o.) : Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77).
ORANGE MECANIQUE (A., **, v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Mistral, 14e (539-52-43).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Lucernaire, 6e.
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LES PETITES MARGUERITES (Tch., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
PLUMES DE CHEVAL (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), New-Yorker, 9e (770-63-40).
ROSEMARY'S BABY (A., *, v.o.) : Studio Dominique, 7e (705-04-55) (sauf mardi).
LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40) ; v.f. : Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34).
LE TROISIEME HOMME (Ang., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
UN ETE 42 (A., v.f.) : Gramont, 2e 742-95-82), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A., v.o.) : Palace, 15e.
UN TAXI MAUVE (Fr.) : Convention St-Charles, 15e (579-33-00).
LES VALSEUSES (Fr., **) : Omnia, 2e (233-39-36), Escurial, 13e (707-28-04).
LA VENGEANCE AUX DEUX VISAGES (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).

## Les séances spéciales

AMERICAN GRAFITTI (A., v.o.) (*) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
LES COMPLEXES (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), 12 h., 24 h.
LES DIABLES (A., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), Mardi, 21 h.
EN ROUTE POUR LA GLOIRE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e, 12 h., 23 h. 45.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h., 24 h. ; Balzac, 8e (359-52-70), perm.
PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e, 12 h., 24 h.
PORTRAIT D'ENFANCE (Ang. v.o.) : Olympic, 14e, 18 h. (sauf sam., D.).
WOMEN (A., v.o.) : Olympic, 14e, 18 h. (sauf S., D.).





| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 46,00 | 52,62 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 11,00 | 12,58 |
| IMMOBILIER | 32,00 | 36,61 |
| AUTOMOBILES | 32,00 | 36,61 |
| AGENDA | 32,00 | 36,61 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 85,00 | 97,24 |

# ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADREES | Le m/m col. | T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOIS | 27,00 | 30,89 |
| DEMANDES D'EMPLOIS | 6,00 | 6,86 |
| IMMOBILIER | 21,00 | 24,02 |
| AUTOMOBILES | 21,00 | 24,02 |
| AGENDA | 21,00 | 24,02 |





## emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux



Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 46,00 | 52,62 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 11,00 | 12,58 |
| IMMOBILIER | 32,00 | 36,61 |
| AUTOMOBILES | 32,00 | 36,61 |
| AGENDA | 32,00 | 36,61 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 85,00 | 97,24 |

# ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADREES | Le m/m col. | T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOIS | 27,00 | 30,89 |
| DEMANDES D'EMPLOIS | 6,00 | 6,86 |
| IMMOBILIER | 21,00 | 24,02 |
| AUTOMOBILES | 21,00 | 24,02 |
| AGENDA | 21,00 | 24,02 |





## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Dans le cadre de son expansion en France et à l'Etranger

## MICHELIN

souhaite recruter des

## JEUNES CADRES COMMERCIAUX

diplômés de l'Enseignement Supérieur

- Après une formation approfondie sur nos produits, nos méthodes et nos structures commerciales nous leur proposons de débuter leur carrière par l'expérience pratique de notre commerce.
- Nous leur offrons ensuite la possibilité de développer une carrière attrayante en France ou à l'Etranger en leur confiant des responsabilités majeures de conception, d'animation et de direction dans nos services commerciaux.

Nous recherchons de jeunes personnalités dynamiques alliant à leur formation un goût réel du commerce et des qualités d'homme de réflexion, de concertation et d'action.

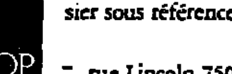
Adresser CV détaillé à **MICHELIN**- SP 33/5680 C
63040 CLERMONT-FERRAND CEDEX
discrétion et réponse assurées



## Responsable du Service Recherche et Développement

L'ENTREPRISE : française, fait du profit, largement exportatrice de sa marque, fabrique et commercialise des produits finis destinés au grand public.
LA MISSION : créer totalement les produits dans leurs fonctions, formes, couleurs, les matériaux utilisés, les techniques mise en oeuvre, les graphismes et conditionnements de présentation.
LES FONCTIONS : animer une équipe pluridisciplinaire (BE, Atelier de Design, Laboratoire d'essais) : 25 personnes. Diriger les projets, c'est-à-dire, partir de l'idée créative ou du besoin exprimé. Aboutir à la présentation des réalisations effectives, gérer nécessairement les coûts et les délais.
L'HOMME RECHERCHE : Ingénieur (mécanique ou chimie).
Organisateur autant que créateur, esprit d'écoute et de dialogue autant que de recherche, heureux de vivre dans une grande ville de Province.

SEFOP remercie les personnes intéressées de lui adresser leur dossier sous référence AR974 M.



SEFOP 7, rue Lincoln 75008 PARIS



**groupe pierre fabre**
2.000 personnes, dont 400 cadres, employées dans ses 10 S.A. françaises et ses 5 filiales étrangères, le groupe Pierre Fabre, l'un des premiers laboratoires pharmaceutiques et cosmétologiques français, cherche pour CASTRES dans le Tarn :

## son secrétaire général

**Il a au moins 10 ans d'expérience de cette fonction, c'est un juriste et un fiscaliste de talent. C'est un homme ou une femme de 35 ans minimum ayant une formation supérieure : licence, doctorat en droit, I.E.P., éventuellement D.E.C.S.**

Sa mission est de diriger et contrôler :
- la gestion des filiales françaises et étrangères ;
- les services juridiques : France et International ;
- le service propriété industrielle ;
- les services généraux (environ 70 personnes).

Il a une bonne connaissance de l'anglais, car il doit être capable de mettre au point des contrats avec les partenaires de n'importe quel pays du monde. Le groupe Pierre Fabre vend actuellement ses produits dans plus de 40 pays.
Il dépend de la direction générale et participe, à terme, au comité de direction. La rémunération annuelle prévue pour ce poste n'est pas inférieure à 200.000 F.

Les secrétaires généraux intéressés sont priés d'adresser leur lettre de candidature manuscrite à notre conseil, M. Jacques TIXIER, sous référence 148 LM.

**jacques tixier s.a.**
Conseil en recherche de cadres et dirigeants
125, rue de la Faisanderie, 75116 PARIS

Emplois et Carrières

## THOMSON-CSF

DIVISION DES ACTIVITES SOUS-MARINES
CENTRE DE CAGNES-SUR-MER 06

- des INGENIEURS HYDRODYNAMICIENS
conception de structures immergées mobiles ;
- des INGENIEURS ELECTRONICIENS
pour laboratoires d'études traitement du signal sonars, spécialités circuits numériques rapides ;
- des INGENIEURS INFORMATICIENS TEMPS REEL
réalisation de systèmes temps réel sur mitra 15 ou 125 et mini-calculateurs ;
- des INGENIEURS INFORMATICIENS
réalisation de programmes scientifiques et de simulation pour les laboratoires d'études.

Bon niveau mathématique et traitement du signal. Connaissance des ordinateurs et moniteurs d'exploitation. Fortran Assembleur.

FORMATION DEMANDEE
Grandes écoles dans la spécialité, débutant ou quelques années d'expérience. Bonnes connaissances Anglais parlé.

- des ANALYSTES PROGRAMMEURS TEMPS REEL
quelques années d'expérience temps réel et assembleur Mitra 15.

Adresser C.V. détaillé THOMSON CSF, Service du Personnel - B.P. 53 - 06802 CAGNES-SUR-MER

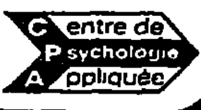
IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE, LEADER DE SA BRANCHE INDUSTRIE MECANIQUE, GRANDES SERIES
recherche pour l'une de ses unités de production dans ville importante à 150 km au sud de Paris (500 personnes)

## INGENIEUR RESPONSABLE DE LA GESTION DE PRODUCTION

Directement attaché au Directeur de l'usine et en liaison avec les Responsables des Services Techniques, Fabrication et Commercial, il aura à diriger et animer : les achats, les approvisionnements, la gestion des stocks, l'ordonnancement et le lancement, le suivi des fabrications dans les ateliers. Le système est informatisé.

Souhaitons candidat diplômé d'une école d'ingénieurs (A.M., ENSI, etc...) ayant environ 3 ans d'expérience de fabrications de série, si possible dans industrie mecanique.

Adresser C.V.
et prétentions
sous réf. 28 M.234
69, rue de Monceau
75008 PARIS




## *BANQUE RÉGIONALE BRETAGNE*

recherche

## DIRECTEUR D'AGENCE

Responsable de la gestion et du développement de son secteur, il devra :

— avoir une formation supérieure complétée par une formation bancaire type I.T.B. ;
— avoir réussi en qualité de chef de petite agence ou second d'une agence importante ;
— être attiré aussi bien par la clientèle « particuliers » que par la clientèle « P.M.E. » ;
— posséder un réel dynamisme commercial et le sens du travail en équipe.

Env. C.V. et prét. à n° 80.468 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er, qui transmettra.

Groupe français international
recherche
pour une de ses filiales textiles
LEADER dans sa spécialité
(C.A. 100 millions de francs en 1978)

## DIRECTEUR COMMERCIAL ET DU MARKETING

FONCTION :
Basé près de Lyon, il sera responsable, en liaison avec le service production, de la conception et du contrôle de tissus SPORTS WEAR destinés aux confectionneurs français et européens.
Il sera chargé de déterminer la politique commerciale de la société, dirigera une équipe de vendeurs et répondra du résultat de sa ligne de produits.

PROFIL DU CANDIDAT :
— 30 ans minimum ;
— De formation type H.E.C. ;
— Le candidat retenu aura acquis une expérience de quelques années dans le domaine commercial en temps que directeur commercial ou responsable d'une ligne de produits ;
— S'il connaît bien le secteur textile, ce sera, pour lui, un atout supplémentaire ;
— Anglais indispensable ;
— Allemand apprécié.

Adresser C.V. à N° T 08313 M, REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

## ingénieurs commerciaux

Pour développer la vente de nos Systèmes INFORMATIQUES de gestion auprès des PME,
Nous recherchons des candidats de formation supérieure possédant si possible une première expérience professionnelle et décidés à s'engager dans une activité de vente à haut niveau.
Postes à pourvoir : BESANÇON - CHALON-SUR-SAONE - AVIGNON - LORIENT - MARSEILLE - STRASBOURG - LILLE.
Pour un premier contact envoyer C.V., photo sous réf. GAD - OLIVETTI France - Direction du Personnel et des Relations Humaines - 91, rue du Fbg. Saint-Honoré - 75008 PARIS

mini-informatique
**olivetti**

**CORPOREL**

## ingénieur responsable des projets

CORPOREL : Spécialisé dans l'électronique médicale, conçoit, fabrique et distribue des stimulateurs cardiaques implantables.

Nous recherchons l'ingénieur qui, dépendant directement du Directeur Général, sera chargé d'animer et de diriger le département recherche et développement.

Il aura la responsabilité de mener à bien le développement des projets depuis la conception jusqu'au choix des procédés de fabrication.

Ceci implique :
— une formation générale étendue avec spécialisation soit en électronique, soit en mécanique ;
— la connaissance de l'anglais et au minimum 4 années d'expérience à un poste similaire.
En échange :
— la satisfaction de travailler dans ce domaine où, plus que tout autre, qualité et perfection à tous les niveaux sont les impératifs quotidiens.
Lieu de travail : Vernon (Eure).

Les candidatures sont à adresser à Société Européenne de Propulsion S.E.P. - 3, avenue du Général-de-Gaulle — Service du Personnel 92800 Puteaux sous référence 7504.

HAVAS CONTACT

## directeur commercial

Fonderie d'acier

Société métallurgique française, notre dimension moyenne (CA de l'ordre de 50 millions) nous permet d'adapter nos délais et nos techniques aux besoins de nos clients.
85 ans d'expérience, d'une part, et des équipements modernes pour la production de pièces en acier moulé, le contrôle qualité et l'usinage sont 2 éléments importants à l'origine de notre notoriété.
Pour succéder à notre Directeur Commercial appelé à prendre sa retraite, notre Direction Générale souhaite engager un **Ingénieur Fonderie** dont l'expérience commerciale s'appuie sur de solides compétences techniques. Il aura pour mission d'affirmer la politique commerciale de la société en structurant son expansion, d'animer et diriger le réseau de technico-commerciaux, de développer l'activité export. Les services Administration des ventes seront également sous sa responsabilité.
Pour ce poste à pourvoir dans une grande ville de l'Est de la France, nous prévoyons une rémunération qui saura s'adapter à l'expérience du futur titulaire.
Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature, sous référence B 3533 à M. Collet, 1, rue de Berri, 75008 Paris.

bernard julhiet psycom

## CCMC

Informatique de gestion

désire enrichir rapidement ses Bureaux d'Études de :

### • 2 analystes programmeurs SYSTÈME

- vous possédez un DUT, une Maîtrise, un Diplôme d'Institut en Informatique et, de préférence, 1 à 3 ans d'expérience,
- bénéficiant du savoir-faire de nos collaborateurs, vous désirez, après une période de formation, trouver rapidement votre place dans une équipe qui utilise des outils et des méthodes de pointe.

### • 1 analyste PERFORMANCE

- vous possédez une bonne formation mathématique et une compétence "Système",
- vous êtes fortement motivé par la mesure des performances des ordinateurs.

Après une période de formation à notre Système d'Exploitation et à nos contraintes techniques, vous deviendrez notre spécialiste de l'optimisation des outils informatiques.

Lieux de travail : VIENNE et ORLÉANS.

Veuillez écrire à Service du Personnel,
B.P. 621 - 38207 VIENNE,
qui vous remercie de lui transmettre
votre C.V. et vos prétentions,
sous référence 5503.

HAVAS CONTACT

CCMC
informatique de gestion





| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 46,00 | 52,62 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 11,00 | 12,58 |
| IMMOBILIER | 32,00 | 36,61 |
| AUTOMOBILES | 32,00 | 36,61 |
| AGENDA | 32,00 | 36,61 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 85,00 | 97,24 |

# ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADREES | Le m/m col. | T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOIS | 27,00 | 30,89 |
| DEMANDES D'EMPLOIS | 6,00 | 6,86 |
| IMMOBILIER | 21,00 | 24,02 |
| AUTOMOBILES | 21,00 | 24,02 |
| AGENDA | 21,00 | 24,02 |





## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

### LA SOGEP

Filiale du Groupe REDOUTE, 600 personnes, assure la livraison à domicile de colis de la Vente par Correspondance par l'intermédiaire de 16 centres de distribution répartis sur toute la France.

Nous recherchons pour cette Société son

## FUTUR CHEF DE PERSONNEL

Rattaché au Directeur, il aura la responsabilité du recrutement, de la formation et du service administratif (3 personnes dont un Assimilé-Cadre). Il prendra en charge progressivement les affaires sociales.

Ce n'est donc pas un professionnel rompu à tous les aspects de la fonction qui nous intéresse, mais un homme jeune, diplômé de l'enseignement supérieur, désireux d'acquérir des compétences complémentaires pour assumer les responsabilités complètes de Chef de Personnel.

Ce poste basé à BOISSY SAINT LEGER (94) comporte des contacts avec les centres de distribution dans les principales villes de France.

Merci d'adresser votre C.V. avec photo en indiquant vos prétentions et en précisant la référence 8.59.38 à

**La Redoute**

Division Cadres - 57, rue de Blanchemaille
59100 ROUBAIX.

---

Importante société
usines et bureaux implantés à MARSEILLE
recherche pour une situation d'avenir

## DIRECTEUR D'USINE

Le POSTE conviendrait à un ingénieur Arts et Métiers ou équivalent qui travaillera en liaison directe avec le P.-D.G. et les Directeurs commerciaux et le Directeur technique.

Il devra avoir l'expérience de la fabrication, de l'entretien d'une usine. des études pour l'amélioration de l'organisation et des méthodes et il participera à la mise en œuvre des projets de développement.

L'HOMME - Le candidat, âgé de 32 ans environ, devra être dynamique, méthodique, ayant le sens pratique et le goût des relations humaines pour encadrer les 80 personnes d'une usine moderne très automatisée.

Connaissances appréciées
Industries alimentaires

Divers - Facilités de logement
à MARSEILLE ou environs

Sélection fin octobre à PARIS

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à EUROSUD PUBLICITE, n° 3829. 2, rue de Breteuil 13001 MARSEILLE, qui transmettra.

---

## INGÉNIEUR FABRICATION DÉBUTANT

BSN Emballage (leader sur le marché de l'emballage en verre, CA 2 Md de F, 10 usines) propose à un ingénieur débutant de se préparer à être ingénieur de fabrication.

Durant sa période de préparation (4-5 ans), il partagera la vie de l'équipe de production d'une usine verrière. Il abordera concrètement les différents aspects de la fonction fabrication : problèmes techniques, amélioration de productivité et de qualité, mais aussi problèmes humains.

Cette proposition s'adresse à un ingénieur débutant (ENSAM, ICAM, ECAM, HEI, IDN, ECL...) intéressé par la mécanique et la fabrication, et prêt à vivre en province.

Adressez votre candidature avec c.v. détaillé, sous réf. JC 06. à Jean-Claude PICOT - BSN Gervais-Danone - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

HAVAS CONTACT




---

TOULOUSE • BORDEAUX

## SECTEUR BANCAIRE

Un établissement de notoriété nationale spécialisé dans le financement des Entreprises du secteur bâtiment et travaux publics crée au sein de ses Délégations de Toulouse et Bordeaux deux postes de :

### ADJOINTS AU DELEGUE REGIONAL

- ils seront responsables d'une clientèle à développer, conseilleront les Entreprises en matière de financement, suivront les dossiers de crédit et assureront les relations avec les Banques,
- nous souhaitons de préférence une formation supérieure avec une première expérience en analyses financières et études de crédits spéciaux acquise si possible dans le secteur bancaire.

Pour inf. compl. adresser C.V. sous réf. 8188 en précisant la ville choisie à :

ORES — 54 Bis, rue d'Alsace 31000 TOULOUSE

Groupe BOSSARD

---

## Ingénieurs Grandes Ecoles

Pour l'étude de convertisseurs électroniques d'énergie dans le domaine des transports publics.

Filiale en pleine expansion d'un groupe international, travaillant en liaison avec de grandes administrations françaises et étrangères sur des projets complexes nécessitant l'utilisation de techniques électroniques de pointe, recherche des ingénieurs.

Mission :
Chacun devra assumer la responsabilité de la conception et de la sécurité de fonctionnement d'équipements électroniques de puissance, intégrant les aspects : discussion du cahier des charges avec le client, définition globale de l'équipement, études détaillées, coordination des interfaces avec les domaines de spécialités différentes. Il jouira d'une relative autonomie au sein d'une équipe jeune de haute technicité.

La réussite dans ces postes suppose :
- Une formation supérieure de base : Supelec option électronique industrielle, I.N.P.G., électronique, électrotechnique, automatique ou équivalent.
- Une expérience de quelques années dans le domaine des transistors de puissance et/ou des thyristors.
- Une imagination créatrice orientée vers des réalisations concrètes.
- Logique, rigueur intellectuelle, esprit d'analyse et bonne aptitude à la synthèse.

Lieu de travail : Lyon.

sélé CEGOS — Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous référence 73460/M à Madame CLERE - Sélé CEGOS - 33 quai Gallieni, 92152 SURESNES.

---

## alimentaire grand public

Nous étant assurés d'une base de travail stable (entre 49 et 70 % du marché pour nos produits classiques) nous ouvrons maintenant des marchés nouveaux grâce à des produits fondamentalement "différents".

Nous recherchons pour ce faire un

## CHEF DE GROUPE PRODUITS

capable de développer et de gérer une importante ligne de produits. Il sera assisté et travaillera sur objectifs. Nous donnerons la préférence à celui ou celle qui, doté (e) d'une solide formation de base, aura pratiqué le marketing moderne pendant suffisamment d'années pour avoir pleinement rencontré et surmonté la plupart des obstacles qui se dressent entre LA CONCEPTION D'UN PROJET ET SA MISE EN ŒUVRE SUR LE TERRAIN et qui n'en conservera pas moins enthousiasme et créativité.

Quant au travail en équipe, chez nous ce n'est pas un vain mot, les loups solitaires ne restent pas. Enfin, nous sommes dans une grande ville universitaire à 3 heures de Paris où les conjoints se plaisent toujours.

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite (au style plume sous guide lignes) sous référence 4489-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

---




7, RUE DU PONT GUILHEMERY
31 TOULOUSE tél: (61) 62.56.69

recherche

pour une importante Société du LOT

### UN CHEF DU PERSONNEL

(H. ou F.)

Formation juridique supérieure, spécialiste en droit du travail, expérience professionnelle exigée (5 ans minimum dans la fonction personnel).

Adresser C.V. *très détaillé* + photo + prétentions s/réf. C.P.E. à l'attention de Gilles SANTUCCI.

---

DIRECTION COMMERCIALE
D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche

## CADRE COMMERCIAL

CHARGE DE :
- L'animation et du contrôle des ventes en France et à l'exportation -
- La gestion commerciale de l'ensemble de la clientèle -
- La définition et la réalisation d'études en vue du développement des activités.

CE POSTE A POURVOIR EN NORMANDIE NECESSITE :
- une formation Ecole Supérieure de Commerce
- une première expérience de la vente
- la connaissance de l'allemand et ou de l'anglais.

Adresser lettre candidature, CV, photo et prétentions s/réf. 6349 à P.LICHAU S.A. - BP 220 75063 Paris cédex 02 qui transmettra

---

STE FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

recherche

## CADRE COMPTABLE

susceptible de remplir rapidement un poste de haut niveau.

Formation E.S.C. ou I.U.T. + I.A.E.

Possédant expérience comptabilité analytique et générale, fiscalité et, si possible contrôle de gestion.

**Le poste est à pourvoir en BOURGOGNE**

Ecrire à HAVAS, DIJON, n° 52.450.

---

## MICHELIN

recherche un

## INGENIEUR

dans le domaine

### des MATHEMATIQUES APPLIQUEES A LA MECANIQUE

Il participera, en relation avec des Ingénieurs de recherche et d'étude, au développement des méthodes appliquées à la conception mécanique.

Cette activité requiert un très bon niveau de connaissances en analyse numérique et en mécanique, ainsi qu'une pratique de l'informatique scientifique.

Adresser C V à Michelin - Service du Personnel - SP 33/5681
63040 CLERMONT-FD CEDEX

---

**Heineken**

ALSACIENNE DE BRASSERIE

Nous offrons un emploi

## d'assistant du responsable du département d'études logistiques

Il sera chargé :
- d'étudier les techniques et méthodes employées dans les services opérationnels du département de la distribution physique.

Son champ d'investigation portera sur :
- l'implantation des unités de stockage
- la manutention des produits
- le parc des véhicules de transport et tourisme
- les emballages (caisses, fûts, bouteilles, palettes)

Nous recherchons :
- un candidat de formation secondaire ayant une excellente connaissance des techniques de la Distribution Physique

Il aura acquis une expérience pratique de quelques années dans ces domaines.

Il devra présenter de solides qualités d'analyse et de méthode accompagées d'un bon sens pratique.

Lieu d'activité : STRASBOURG.

Ecrire avec C.V., références, prétentions et photo Monsieur A. HAUSS — B.P. 449/R9 67009 Strasbourg Cedex

---

## ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH
— Equipement automobile
— Appareils ménagers
— Autoradios Blaupunkt
— Caméras et projecteurs Bauer
recherche pour son activité
EQUIPEMENTS AUTOMOBILE et d'ATELIER

## chef de région

Basé à Toulouse - formation supérieure commerciale et gestion - expérience souhaitée du milieu automobile - sera responsable de l'activité de 20 départements et d'une équipe de 9 inspecteurs techniques et commerciaux.



**BOSCH**

Adresser CV manuscrit, prétent. et photo au Département Gestion du Personnel 32, av. Michelet 93404 SAINT OUEN.

---




LES LABORATOIRES
BOEHRINGER INGELHEIM
recherchent

## UN MEDECIN

*pour leur service essais cliniques à Reims*

Ce médecin se verra confier, sous la responsabilité du chef de service, les études cliniques en vue de l'AMM (phase 3 : établissement des protocoles, mise en route et suivi des expérimentations, synthèse).

Ce poste s'adresse à un médecin âgé de 30 ans et plus, ayant le goût des responsabilités et des initiatives.

Une expérience soit dans la fonction, soit en cabinet sera appréciée de même que le diplôme du CESAM et la connaissance de l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. détaillé sous Réf. LB3, Compétences Nord Est - JOUAIGNES 02220 BRAINE, où M. FOUTRIER traitera confidentiellement chaque dossier.

---

Société Chimique Française implantée dans le Midi de la France, recherche pour ses services

## UN CHEF DE GROUPE GESTION DES MATIÈRES

La fonction regroupe toutes les activités relatives à la Distribution des Produits et à la Mise à Disposition des Matières Premières et Matériaux, nécessaires à l'activité de la Société.

Age : 45 ans minimum.

Expérience : une quinzaine d'années dans des fonctions similaires et une pratique éprouvée de la direction - animation d'un groupe.

Langue : une communication d'affaires correcte parlée et écrite en anglais est indispensable.

Envoyer curric. vitae et photo récente à HAVAS, NEUILLY n° 82.545.

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 46,00 | 52,62 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 11,00 | 12,58 |
| IMMOBILIER | 32,00 | 36,61 |
| AUTOMOBILES | 32,00 | 36,61 |
| AGENDA | 32,00 | 36,61 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 85,00 | 97,24 |

# ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADREES | Le m/m col. | T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOIS | 27,00 | 30,89 |
| DEMANDES D'EMPLOIS | 6,00 | 6,86 |
| IMMOBILIER | 21,00 | 24,02 |
| AUTOMOBILES | 21,00 | 24,02 |
| AGENDA | 21,00 | 24,02 |





## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**LABORATOIRES ABBOTT S.F.L.A.**
filiale française d'un important groupe international
recherche

### PHARMACIEN CONDITIONNEMENT

- Ayant une expérience industrielle de 2 à 3 ans de préférence (en fabrication ou en conditionnement) ;
- Un diplômé I.P.I. et de bonnes notions d'anglais seraient des atouts supplémentaires.

Nous lui confierons la responsabilité de notre service conditionnement qui comprend environ cinquante personnes.

De réelles aptitudes à l'animation d'un groupe et à la résolution des problèmes industriels (planning, mécanique), sont indispensables.

Ce poste se situe au sein d'une équipe jeune, dans un laboratoire en pleine expansion. Lieu de travail : 100 km Ouest de Paris.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente à LABORATOIRES ABBOTT, Usine de l'Isle, 28380 Saint-Rémy-sur-Avre.

---

**amri**

Société industrielle de biens d'équipement
recherche

### INGÉNIEUR A M

pour son service calcul
connaissance exigée :
- de la résistance des matériaux,
- de la mécanique des fluides
- en programmation FORTRAN ou BASIC
- anglais

Le poste est à pouvoir à 30 km de PAU

Ecrire à A M R.I. - Direction
B.P. n° 3 - 64680 OGEU-les-Bains

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
DU SUD-EST, recherche

### INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

- Physicien (+ électronique - électro-optique) dynamisme nécessaire dans fonction
- Doctorat 3e cycle apprécié
- Pratique courante de l'anglais indispensable
- Déplacements à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et prétent. à n° 80.386. CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q. tr.

---

Groupe de Sociétés, fabriquant des produits semi-industriels, vendus dans de très nombreux pays, filiale d'un groupe américain, recherche pour une de ses unités de production située dans le SUD EST, un jeune

### diplomé école de commerce
ESSEC ESC

en vue de lui confier des responsabilités de **contrôle de gestion** : établissement et suivi des budgets, des prix de revient..., en relation permanente avec le service central contrôle de gestion du groupe.

Il est indispensable, pour ce poste, d'avoir 2 à 3 ans d'expérience minimum dans ce domaine ainsi qu'une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Après une période de formation de 3 à 6 mois dans une des usines du groupe, ce jeune cadre devra prévoir une installation dans le Sud Est (région de Carpentras).

Veuillez écrire sous référence 1677 M, à

**INTERCARRIÈRES**
5, rue du Helder 75009 Paris

---



FFF — S.A. d'H.L.M. cherche pour son Agence d'ORLEANS

### UN CADRE
Responsable de
### la gestion

de 2.500 logements locatifs et accession situés dans le LOIRET et l'EURE-et-LOIR.

Sa fonction englobera tous les aspects techniques, budgétaires et administratifs ainsi que les relations avec les locataires et les entreprises.

Le candidat diplômé d'une Ecole de Commerce, d'un I.U.T. ou de l'I.C.H. ... aura acquis une expérience de 3 ans minimum dans une Société de Gérance ou chez un Administrateur de Biens, et possédera de bonnes connaissances techniques bâtiment T.C.E.

Voiture exigée.

Envoyer C.V. et prétentions à F.F.F., 159, Rue Nationale - 75640 PARIS Cedex 13.

---

CHAMPAGNE

Une importante Société Industrielle spécialisée dans la fabrication de matériel électrique nous confie la recherche d'un jeune

### Analyste

De formation supérieure (grande école avec option informatique ou MIAGE) il a une expérience d'environ 2 ans acquise en entreprise ou en SSCI.

Il a travaillé sur matériel HB, si possible 64.

Son rôle, très complet, le fera intervenir depuis l'analyse fonctionnelle jusqu'à la mise en place des jeux d'essais avec les utilisateurs et comportera donc la détermination des documents de saisie, la rédaction des dossiers d'analyse fonctionnelle et organique, le choix des solutions techniques et l'analyse organique des applications.

L'évolution du poste, liée à celle du service, peut-être très importante et rapide suivant les capacités du candidat recruté.

Envoyez votre dossier de candidature sous référence 432 à

**INFORMATIQUE ET ENTREPRISE**
Conseil en Recrutement
9, rue Alfred de Vigny 75008 Paris.

---

COTE ATLANTIQUE

Très Importante Société Industrielle produisant matériel électro-mécanique en grande série. 2200 personnes.

### JEUNES INGENIEURS

1 à 2 ans d'expérience - Débutants possibles.
A & M - ECP - ESE - ENSM - ENI - INSA

Chargés de missions ponctuelles et diversifiées en production pendant un an, ils auront ensuite des responsabilités opérationnelles ou de commandement.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi heures de bureau par Information-Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

**Information Carrière SVP** — Réf. 469

On peut aussi adresser son dossier à SVP Ressources Humaines 65, avenue de Wagram, 75017 PARIS.

---

SOCIETE INDUSTRIELLE
recherche

### CHEF DE PERSONNEL

pour son usine (450 personnes) implantée à 100 km à l'est de Paris.

Dépendant hiérarchiquement du Directeur d'usine et fonctionnellement du Responsable des Relations Humaines de la société.

Il assure l'administration et la gestion des mensuels.

Dans un second temps, il sera chargé des relations avec les représentants du personnel. Le poste est ouvert à un candidat, même débutant, de formation supérieure.

Adr. lettre man., C.V., photo et prétentions à : RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES, Société B.B.G.R., 58, rue Beaubourg, 75003 PARIS.

---

Dans sa mission de gestion et de développement de ses prestations, une Compagnie à vocations régionales multiples recherche

### RESPONSABLE DE SES activités maritimes

Diplômé de l'enseignement supérieur et parlant couramment Anglais, il aura pour mission :
- de préparer les projets d'activités nouvelles,
- d'établir les plans annuels de développement des services offerts,
- d'assurer la mise en œuvre des actions de développement.

Ce poste à potentiel élevé convient à un candidat sachant allier imagination, rigueur, sens du contact et volonté de réalisation.

Il aura acquis ces qualités de préférence dans le département commercial d'une importante Compagnie de transport terrestre, maritime ou aérien.

Le poste est situé dans une ville agréable du littoral Nord de la Manche.

La rémunération annuelle ne sera pas inférieure à 120.000 F.

Envoyer CV et photo à DIDON, Réf. EAC 2
4 bis rue St Séverin, 75005 Paris.

---

**S.A. Burroughs**
Le centre d'Etudes et de Production des calculatrices électroniques (à 15 km de ROUEN) recherche pour son bureau d'études :

### des INGENIEURS ANALYSTES D'ETUDES

débutants ou ayant début d'expérience (formation SUPELEC, IMA, ENSIMAG, ISEN, INSA, etc...) qui seront chargés :
- des études et du développement de machines virtuelles, OS, microprogrammes (types Z 80)
- de la définition, la synthèse et le développement d'applications
- du développement de compilateurs et d'assembleurs.

Des connaissances en ANGLAIS et en théorie des langages sont nécessaires pour ces postes et une première expérience ou un stage dans l'un des domaines cités serait appréciée.

Adr. CV avec photo et prétentions à l'attention du Chargé de Recrutement BP 5 - 76360 BARENTIN.

---

### DIRECTEUR D'USINE
**150 000 F+**

500 salariés, 100 km Est de Paris.

C'est un ingénieur diplômé. A 40 ans minimum, il a déjà dirigé un établissement autonome (produits alimentaires, chimie, pétrochimie, produits pharmaceutiques) parle allemand.

Ecrire sous réf. 3452 LM. à HAVAS CONTACT 156, boulevard Haussmann 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

---

### CHEF DES SERVICES COMPTABLES
RENNES — 120.000 F +

La Société est leader en FRANCE dans sa branche et possède plusieurs usines et des filiales étrangères (C.A. 140 MF).

Sous l'autorité du Directeur Financier, le cadre recruté sera responsable de la Cté Générale, budgétaire, reporting, bilans et leur consolidation au niveau du groupe. Il aura en charge l'organisation et l'amélioration des procédures comptables en liaison avec l'informatique et les responsables des centres de profit.

Le poste situé actuellement en banlieue Est (77) sera transféré à RENNES courant 1979. Les candidats doivent avoir une formation comptable niveau DECS ou ICG et une expérience confirmée acquise de préférence dans un groupe industriel à établissements multiples. Anglais souhaité.



France Cadres — 26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 878 M.

---

Nous recherchons pour Agence de Marseille (secteur 13 et 83) VENDEUR expérimenté dans le domaine de l'instrumentation de laboratoire. Ecrire avec C.V. à HAVAS MONTPELLIER n° 17.869.

---

Recherch. CHEF COMPTABLE avec Expérience réelle concession automobile. BONNE SITUATION STABLE. Adr. C.V. et prétentions à CITROEN DINAN Bretagne, B.P. 133, 22100 DINAN.

---

ASSOCIATION PREVENTION recherche Educatrice et Educateur, Maghrébin ou Européen, si possible expérimenté, désirant travailler en équipe. Convention collective 1966. Adr. candidat. et curriculum vitae à RENCONTRES ET LOISIRS, B.P. 21, 62590 OIGNIES. Tél. (21) 37-13-76.

---

VILLE DE CHATEAUDUN, E.-et-Loir, 16.800 h., ss-préfect. 150 KM DE PARIS recrute immédiatement :
- 1 directrice de crèche, dans les conditions statutaires, logement de fonction, pour crèche collective et crèche familiale à créer.

Adr. candidature et C. V. à Monsieur le Maire, Place du 18-Octobre, 28200 CHATEAUDUN.

---

Importante Société alimentaire implantée dans le Périgord

recherche son

### DIRECTEUR DE PRODUCTION

Les candidats, âgés de 30 ans au minimum, devront nécessairement posséder :
- Une formation E.N.S.I.A.A., branche viandes ;
- Une expérience approfondie dans la fabrication des produits délicats ;
- Le sens de l'organisation et des relations humaines.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous référ. 5.020 à J.G.M. CONSEILS, 2, avenue du Maréchal-Foch, 92260 FONTENAY-AUX-ROSES.

---

ENTREPR. P.M.E. PROVINCE recherche

### DIRECTEUR TECHNICO-CCIAL

POSTE :
Directeur Filiale équipement agricole.
- Expérience mini. 5 à 10 a. vente de biens équipement agricole.
- Connaissances milieu agricole et agents concessionnaires, réparateurs machines agricoles indispensable.
- Age minimum 35 ans.
- Rémunération 120.000 F.

Adr. C.V. + photo s/réf. 1.453 à SWEERTS, BP 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui trans.

---

IMPORTANTE SOCIETE LANGUEDOC recherche

### UN (E) ASSISTANT (E) DE DIRECTION

Mission : apporter au Directeur chargé des interventions à l'étranger l'assistance administrative nécess. (secrét., rédact., suivi des affaires...).

Profil :
- Niveau Bac C minimum ;
- Parfait. biling. angl.-franç. (y compris sténodact. angl.) ;
- Quelq. années d'expér. souh.

Adress. lettre man., C.V., photo (ret.), et rémunérat. souhait. au n° 70.809, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

---

SOCIETE INDUSTRIELLE METZ (57) recherche

### INGÉNIEUR ÉLECTRO-MÉCANICIEN

ayant quelques années d'expérience dans service fabrication. Aptitude au commandement exigée.

Ecrire avec C.V. no 4.262, PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

---

Sté fabrication OUTILLAGE à une heure de SAINT-ETIENNE recherche RESPONSAB. ADMINISTRATIF

### PAYE ET PERSONNEL

- Nous comptons au total 600 ouvriers mensuels et cadres, nous sommes un leader mondial ds notre sect. et exportons la moitié de notre fabric.
- La personne que nous recherchons aura la formation et l'expér. de prendre la responsabilité pr tous aspects administratifs du département.

Ecr. no T 8.295 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e

---

Pour leur usine de Dijon les laboratoires WINTHROP recherchent un

### PHARMACIEN DE FABRICATION

AYANT :
- Quelques années d'expérience et capable d'assumer la responsabilité d'un service de fabrication (formes solides) ;
- Une connaissance de l'anglais parlé.

Ecrire avec C. V. à Direction des Laboratoires WINTHROP, B.P. 40, 21600 LONGVIC.

---

Association à but non lucratif recherche pour le 1er janvier 1979 femme ou couple expérimenté pour assurer l'ouverture d'un gîte familial et en dynamiser son fonctionnement tant pédagogiquement qu'administrativement (Référ C.C. 66)
Env. lettre + C V à A.I.E.M., 18, rue du Fort-de-Queuleu 57800 METZ

## offres premier emploi

### I. F. A. C. E.

*Perfectionnement*
*Centre Parisien de Management*
*Chambre de Commerce et Industrie de Paris*
*108, bd Malesherbes (17e) - Tél. : 766-51-34*

PROPOSE :
un stage rémunéré à des Jeunes Diplômés de l'enseignement supérieur à la recherche d'un premier emploi, sans limite d'âge.

### PRÉPARATION A L'ENTRÉE DANS LA VIE PROFESSIONNELLE

Ce stage à plein temps, de 10 semaines est centré sur une connaissance et une expérience de la vie de l'entreprise (stages pratiques).

Dépôt des candidatures avant le 29 septembre 1978 au soir auprès du Secrétariat I.F.A.C.E. Perfectionnement.

## offres d'emploi

**transac** groupe CGE
leader de la péri-informatique française
recherche,
dans le cadre du Plan d'Expansion qui prévoit le doublement de son chiffre d'affaires d'ici 1980

### DES INGENIEURS LOGICIEL
DEBUTANTS OU CONFIRMES

### DES ANALYSTES SYSTEMES

Pour travailler au sein de petites équipes responsables de la programmation de distributeurs de billets ou de terminaux intelligents.

Les candidats devront avoir pratiqués le langage d'assemblage (de préférence sur mini-ordinateur) et le système temps réel.

La connaissance du 8080 sera appréciée.

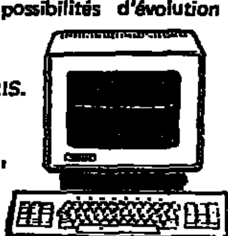
### UN REALISATEUR DE DOCUMENTATION D'UTILISATION NIVEAU V

Intégré au service s'occupant du marketing et des applications clients, il assurera les tâches suivantes :
- interpréter les spécifications techniques
- concevoir et réaliser des programmes d'essai
- maintenir une liaison constante avec le contrôle de qualité logiciel
- rédiger les manuels de présentation, de programmation et d'exploitation.

Expérience en programmation (terminaux, minis ou micros) et qualités pédagogiques indispensables. Anglais souhaité.

Le poste comporte des possibilités d'évolution intéressante.

CES POSTES SONT BASES EN BANLIEUE SUD DE PARIS.



Prière envoyer candidature manuscrite avec photo et prétentions à, Mlle Fournier, TRANSAC S.A. 25 av. de la Grande-Armée 75116 Paris

---

**FLEX SERVICE**
**PARIS**

Entreprise Internationale de pose de canalisations sous-marines et équipements off-shore

### ingénieurs de projet

**Débutants et confirmés**

Impérativement Ingénieurs diplômés et bilingues Anglais-Français, ils seront chargés des études et de la préparation technique des interventions et pourront prendre la responsabilité des chantiers maritimes de pose. Ils travailleront en étroite liaison avec nos services commerciaux et notre Bureau d'Etudes.

Toutes informations sur ces offres seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi heures de bureau par INFORMATION CARRIERE SVP 11-11 qui fixera un rendez-vous aux candidats concernées. Référence 443

**Information Carrière SVP**

On peut aussi adresser son dossier à SVP RESSOURCES HUMAINES 65 avenue de Wagram 75017 Paris.

---




RECRUTE
POUR DEVELOPPER SON SERVICE « ANNONCES CLASSÉES »

### UNE PROSPECTRICE TÉLÉPHONIQUE

dotée d'enthousiasme, de dynamisme et de bonne humeur.

La conscience professionnelle et la ténacité sont de rigueur.

Ses fonctions consisteront à promouvoir la vente des différentes rubriques des Annonces Classées (Immobilier, Automobile, Services, Offres d'emploi)

Vous vous reconnaissez dans ce profil, ces fonctions vous attirent et vous conviennent, vous êtes libre de suite,

**Venez nous rejoindre**

Nous vous offrirons un excellent support, un bon salaire + intéressement, 14 mois, le restaurant d'entreprise, une formation et une motivation permanentes.

Tél. : Josette CORNU, 723-84-38.





# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 46,00 | 52,62 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 11,00 | 12,58 |
| IMMOBILIER | 32,00 | 36,61 |
| AUTOMOBILES | 32,00 | 36,61 |
| AGENDA | 32,00 | 36,61 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 85,00 | 97,24 |

| ANNONCES ENCADREES | Le m/m col. | T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOIS | 27,00 | 30,89 |
| DEMANDES D'EMPLOIS | 6,00 | 6,86 |
| IMMOBILIER | 21,00 | 24,02 |
| AUTOMOBILES | 21,00 | 24,02 |
| AGENDA | 21,00 | 24,02 |



offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

## RESPONSABLE DE PROJETS INFORMATIQUES DE A à Z.

L'évolution de la prospection et de l'exploitation pétrolières dans le monde ouvre de larges perspectives de développement à ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER.

Afin de mieux assister les départements de production, l'Informatique de gestion recrute un

## INGENIEUR ANALYSTE

**(Formation supérieure de haut niveau + spécialisation en informatique)**

Justifiant d'une expérience en informatique de gestion appliquée à la production, il se verra immédiatement confier des projets importants.

Il assurera, en étroite collaboration avec les utilisateurs, le développement de ces projets, de la définition à la mise en route.

Ses interventions auprès de l'ensemble des fonctions production d'E.P.S. doivent permettre un rapide élargissement de ses responsabilités dans l'entreprise et dans le Groupe SCHLUMBERGER.

Les candidatures sont à adresser, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une photo, sous la réf. 7844, à
ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER
26, rue de la Cavée,
92142 CLAMART.

Schlumberger

## PUBLICATION IMPORTANTE

recherche

# DIRECTEUR DE LA PUBLICITE

*Doué d'une forte personnalité et d'une grande aptitude aux contacts, il animera une équipe importante et en particulier, un groupe de Ventes très professionnel travaillant en fonction d'une stratégie qu'il aura lui-même la charge de définir.*

*Il assurera personnellement les contacts auprès des dirigeants des entreprises, annonceurs et agences.*

*Ces fonctions exigeront également de lui des qualités de gestionnaire. Une grande ténacité est nécessaire pour mener à bien l'ensemble de ces tâches : il aime vaincre les obstacles et convaincre.*

*Ce directeur exercera ses responsabilités dans le cadre d'une entreprise très structurée, utilisant des méthodes et des techniques de pointe.*

*Une parfaite connaissance de l'anglais est demandée.*

*Envoyer C.V., photo et prétentions à*
*HAVAS CONTACT 156, boulevard Haussmann*
*75008 PARIS sous la référence 30481 qui transmettra.*

HAVAS CONTACT




**une des premières sociétés de conseil et services en informatique**

*RECHERCHE POUR PARIS*

## INGENIEURS COMMERCIAUX

- **Leur mission :**
  Elle consiste à commercialiser les activités de traitement informatique de SLIGOS (36% d'expansion par an) auprès des entreprises ou des cabinets d'Experts Comptables au moyen de toute une gamme de programmes généralisés (facturation, stocks, comptabilité, paie, etc...) en Service Bureau et en Télégestion (domaine dans lequel SLIGOS est leader).
- **Leur profil :**
  Leur formation est de type Ecole Supérieure de Commerce, DECS ou équivalent.
  Ils sont ambitieux et ils ont le goût des relations humaines, conditions indispensables dans l'activité de service de notre Société.
  Une première expérience professionnelle de quelques années sera appréciée.
- **Leur rémunération :**
  De niveau élevé, elle est essentiellement composée d'une partie fixe (pour 3/4) et d'une partie prime (pour 1/4). La prime est calculée pour une part sur les commandes individuelles et pour l'autre part sur le résultat de l'équipe.
- **Leur formation :**
  Elle porte sur le plan technique (les produits, le Service Bureau, la Télégestion) et sur le plan commercial (relations humaines, techniques de vente, expression orale...).

Adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions à SLIGOS Direction Commerciale, 91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

**Société multinationale de biens d'équipement pour la distribution d'hydrocarbures**

RECRUTE

**pour sa filiale en cours d'implantation dans la région parisienne**

## INGÉNIEUR D'AFFAIRES

**PROFIL :**

— Arts et Métiers, ayant une solide connaissance de l'électronique et désirant s'orienter vers une carrière TECHNICO-COMMERCIALE ;
— Agé d'environ 28 ans, le candidat aura acquis une expérience de plusieurs années dans la fourniture et l'installation de biens d'équipement.
— Anglais lu, écrit et parlé indispensable.

**MISSION :**

Pour l'ensemble du territoire français :
1) Participer à la définition des objectifs ainsi qu'à l'élaboration de la stratégie commerciale ;
2) Procéder à l'analyse approfondie des différents créneaux de clientèle ;
3) Promouvoir les ventes territoriales en prenant spécialement en charge la clientèle dite « indépendante » ;
4) Développer en profondeur les relations commerciales avec les sociétés clientes en établissant une liaison étroite et permanente avec leurs antennes régionales ;
5) Assurer l'administration des ventes, l'assistance technique dans la définition des besoins, le suivi complet des équipements jusqu'à leur installation.

Bien que basée dans la Région Parisienne, la fonction comporte de nombreux déplacements en France.

Possibilité de carrière intéressante pour candidat dynamique et ambitieux.

Ecrire en joignant C.V., photo et prétentions à : Nº 8.077 « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e), qui transm.

## le gan

recherche pour PARIS 9ème

gan assurances

# UN JEUNE CADRE D'ORGANISATION

*CE POSTE REQUIERT :*
- un diplôme d'ingénieur ou d'études supérieures en gestion
- des connaissances de base en informatique
- le goût des contacts humains
- une expression écrite aisée.

Intégré dans une équipe dynamique, il prendra progressivement la responsabilité d'études de projets d'organisation administrative.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à Madame DEGEY - Recrutement Carrières - 2, rue Pillet Will - 75009 PARIS.

# Publicité de Recrutement Directeur Adjoint - Paris

Notre client est un groupe solidement implanté dans l'industrie de la communication. Il cherche à développer une activité d'avenir en forgeant un outil - celui de la spécialité dans la communication en matière de relations humaines - qui, pour être petit au départ, n'en sera pas moins affûté et efficace.

Pour répondre utilement à cette offre, votre expérience devrait correspondre à l'un des quatre types suivants :

- Vous êtes déjà Directeur Commercial (ou fonction équivalente) soit dans une AGENCE DE PUBLICITE DE RECRUTEMENT, soit dans un GRAND SUPPORT national ou de province réputé pour ses performances dans ce domaine.
- Vous travaillez dans une AGENCE DE PUBLICITE A DOMINANTE INDUSTRIELLE où vous avez l'habitude de faire vite et bien mais toujours en fonction d'un objectif.
- Vous êtes dans un CABINET DE RECRUTEMENT au niveau consultant senior, mais ressentez une forte attraction pour l'aspect «communication» de votre travail.
- Vous êtes un PROFESSIONNEL (OU UNE PROFESSIONNELLE) DES RELATIONS HUMAINES et occupez un poste à responsabilités dans une entreprise moderne.

Dans tous les cas, vous avez au moins 5 ans d'expérience réussie, possédez une certaine capacité pour la créativité rationnelle, aimez le travail commercial et êtes disposé à être jugé sur les résultats. Notre client vous offre un poste d'avenir dans un secteur en pleine évolution.

Si cela vous intéresse, vous êtes prié de nous envoyer un précis de votre histoire personnelle, en indiquant le nom de toute entreprise avec laquelle vous ne désirez pas vous entretenir.

**Noël Wickland and Associates**

High Croft, Manchester Road,
Chapel-en-le-Frith
STOCKPORT SK12 6UH
Cheshire, Angleterre

Les entretiens auront lieu à Paris.
Votre confiance sera totalement respectée.

## LAMBERT FRERES ET CIE

**SOCIETE MERE D'UN GROUPE INDUSTRIEL DU SECTEUR DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET DU BATIMENT**

recherche son

## CHEF DU SERVICE ADMINISTRATION FINANCES

Agé de 30 ans minimum, il aura une bonne formation mathématique et un diplôme d'une grande école de commerce. Il devra justifier d'une expérience de 5 ans dans une direction financière de société importante.

Rattaché au Directeur Financier du Groupe, sa fonction consistera :
- A suivre et orienter la gestion de la trésorerie et du fonds de roulements des différentes sociétés du Groupe, d'en surveiller les plans de financement et les structures de bilan.
- A assurer l'analyse de la rentabilité des projets d'investissement.
- A étudier la conception, la mise au point et la réalisation des montages financiers (emprunts etc ...).

Possibilités d'évolution de carrière dans le groupe en France ou à l'étranger.
Le poste à pourvoir se situe 5, rue Vernet 75008 Paris.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre C.V., une photographie récente, vos prétentions et une lettre manuscrite à :
Madame LEREDE
Directeur des Ressources Humaines
Société LAMBERT FRERES ET CIE
5, rue Vernet 75008 PARIS

P.LICHAU

# directeur général

## CONSTRUCTION MECANIQUE

Nous recherchons le Directeur Général de la filiale commune à deux grands groupes de CONSTRUCTION MECANIQUE.

Cette jeune Société dont l'effectif de l'usine de fabrication-montage atteindra 60 salariés dans le courant de 1979, aura un C.A. de 60 M. Son domaine d'activité sera progressivement élargi à de nouvelles fabrications dans les prochaines années.

Les candidats âgés de 33 ans au moins, diplômés de grandes écoles (X, Mines, Centrale, A.M.) doivent avoir une **EXPERIENCE INDUSTRIELLE** solide, acquise en usine et posséder la maîtrise des questions **COMMERCIALES** et de **GESTION**. La pratique de l'Anglais est indispensable.

*Ecrivez avec C.V. détaillé sous référence 4471-M à I.C.A. qui transmettra. Discrétion absolue assurée.*

**I.C.A.** International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

L'UN DES PREMIERS GROUPES FRANCAIS D'ASSURANCES

recherche

## INGENIEUR DEBUTANT

(CENTRALE - PONTS - MINES - TELECOM.)

Pour lui confier les études prospectives de la division exploitation de son important département informatique (matériel IBM 370).

Ce poste comportant de solides perspectives d'avenir conviendrait à un candidat dont la personnalité allie rigueur, dynamisme et sens des contacts humains.

Poste situé à PARIS.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous no 80241 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## recouvreurs de créances commerciales

Recherchés par Organisme International de Recouvrement de Créances.
Postes d'avenir pour candidats expérimentés et libres de voyager fréquemment France entière.

Adres. c.v. et prétentions s/réf. 1246 à Axial Publ., 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transm.

## JAZ : Montres

## Chef de Produit

Cet important groupe horloger français pour développer cette gamme de produits souhaite s'attacher un Chef de Produit capable de seconder le Directeur de ce département.

Sa tâche : à partir d'une analyse précise du marché, déterminer les besoins donc la collection, participer à la fixation des prix, suivre la concurrence, réaliser toutes études et statistiques nécessaires. Il devra apporter son aide à la force de vente.

Le candidat pour ce poste est de formation commerciale supérieure ESSEC, ESC (option marketing). Il possède une bonne expérience de marketing de biens de consommation ainsi que la connaissance des réseaux de distribution. Une bonne pratique de l'anglais serait un atout supplémentaire.

La rémunération tiendra compte de l'expérience acquise.
Statut : Cadre.

Les personnes que ce poste intéresse peuvent adresser leur dossier sous référence JM972 M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP

7, rue Lincoln, 75008 PARIS.

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 46,00 | 52,62 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 11,00 | 12,58 |
| IMMOBILIER | 32,00 | 36,61 |
| AUTOMOBILES | 32,00 | 36,61 |
| AGENDA | 32,00 | 36,61 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 85,00 | 97.24 |

# ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADREES | Le m/m col. | T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOIS | 27,00 | 30,89 |
| DEMANDES D'EMPLOIS | 6,00 | 6,86 |
| IMMOBILIER | 21,00 | 24,02 |
| AUTOMOBILES | 21.00 | 24,02 |
| AGENDA | 21.00 | 24,02 |



## offres d'emploi



**SODEXHO**

*En 1976, la Direction Générale de notre Groupe à crée la fonction* "Communications internes et externes".

*La croissance rapide de nos effectifs - aujourd'hui 8700 personnes, la multiplication du nombre de nos exploitations - 640 restaurants - réparties dans 13 pays, la diversité de relations avec notre environnement : entreprises, écoles, hôpitaux, nécessitaient la mise en œuvre d'une politique des communications et de moyens correspondants. Le Responsable des Communications de notre Groupe pour poursuivre l'action entreprise, recherche* un Adjoint.

*Il lui sera demandé en particulier, de concevoir et de réaliser techniquement des supports d'informations, suivre leur diffusion..., et participer à l'animation des relations internes. Sa formation supérieure, sa première expérience dans une fonction similaire, ses qualités relationnelles, son autonomie seront des éléments déterminants dans notre choix.*

*Notre Direction du Personnel, 3, avenue Newton, 78390 BOIS D'ARCY - attend votre candidature.*

---

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche

## ANALYSTES PROGRAMMEURS

**CONFIRMES**

**Expérience :**
- matériel 370/158 sous OS/VS 1
Cobol ANS, Assembleur IBM et CICS/VS.
Connaissance bancaire VSAM appréciée

**Formation :**
- Maîtrise ou DUT + 2 à 3 ans de pratique.

**Pour réaliser :**
- des applications bancaires opérations sur Etranger, tenue des comptes, gestion des titres.

Postes région VERSAILLES

Adresser C.V. et prétentions à
**STERIA-ORGAMATIC**
8, av. Gourgaud 75017 PARIS
ou tél. 754.84.37 pour rendez-vous

P.LICHAU

---

**etap** **etap**

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRÊT-A-PORTER DE RENOM INTERNATIONAL
C.A. 100 MILLIONS
*offre un poste important au sein de sa direction de production de*

## CHEF DU SERVICE ORDONNANCEMENT CENTRAL

pour assurer la responsabilité de la gestion des productions de trois usines et de la sous-traitance.

**Ce poste requiert :**
- une solide formation d'ingénieur textile de préférence ;
- une expérience de 10 ans environ dans branche textile ou similaire impliquant la mise en œuvre de moyens modernes et informatisés de gestion de production.

Langue anglaise souhaitée.
Lieu de travail : PARIS.

REMUNERATION **130.000 +**

Ecrire sous référence OW 153 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE - VENTE ET FABRICATION DE MATÉRIELS AGRICOLES (100 MILLIONS DE FRANCS DE C.A. ENVIRON) PARIS

*propose situation de*

## DIRECTEUR RESPONSABLE D'UN DÉPARTEMENT AUTONOME

**Cet ingénieur aura la responsabilité complète :**
- des études de matériel ;
- de la fabrication (en sous-traitance) ;
- du service après-vente et pièces de rechange.

Cette fonction de direction intéresse un ingénieur A.M. diplômé connaissant le machinisme agricole ou un domaine très proche, ayant assumé des responsabilités techniques et de production, témoignant de qualités d'animateur, d'organisateur et de gestionnaire.

REMUNERATION **120-150.000 +**

Ecrire sous référence PX 154 CM.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS LEADER DANS SON DOMAINE

*offre à un jeune cadre supérieur la possibilité de devenir le*

## DIRECTEUR D'UNE FILIALE

Il s'agit de gérer et développer, avec dynamisme et autonomie, une société en expansion dont l'effectif est actuellement de 400 personnes.

La réussite dans ce poste implique :
- de réelles qualités de chef d'entreprise ;
- une formation grande école commerciale ou d'ingénieur ;
- une expérience professionnelle impliquant négociation de contrats complexes, animation de personnels, gestion, sens des relations publiques.

Poste grande ville province.

Ecrire sous référence CK 143 AM.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE PARIS 1.000 PERSONNES CRÉE LE POSTE DE

## DIRECTEUR DU PERSONNEL

Ce poste peut convenir à un candidat formation supérieure, ayant une très solide expérience de la fonction de personnel acquise en milieu industriel,

capable :
- de développer une gestion dynamique des ressources humaines (formation, information, accueil, évolution des carrières...) ;
- d'être l'interlocuteur des partenaires sociaux ;
- d'animer les bureaux de personnel des établissements.

REMUNERATION **130.000 +**

Ecrire sous référence AK 155 CM.

écrire en précisant la référence
4, rue Massenet 75016 PARIS
discrétion assurée

**etap**

---



BORDAS
DUNOD
GAUTHIER-VILLARS

recherche
pour leurs départements
**Scientifiques et Techniques**

## EDITEURS

*1) POUR LES OUVRAGES :*

### jeune ingénieur grande école

**30 ans minimum ayant expérience industrielle.**

Ce poste consiste en recherche d'auteurs et de manuscrits, contacts avec groupes industriels et organismes officiels, études de marchés, prix de revient, décisions d'éditions, lancement, suivi de la promotion et des ventes.

*2) POUR LES REVUES :*

### universitaire scientifique

Cette personne assurera les relations :
- avec les rédactions des revues et leur servira de conseiller pour l'orientation scientifique, la présentation matérielle, les plannings de parution, les suivis des budgets, la définition des actions promotionnelles
- avec les services du département pour le suivi de la réalisation.

*Adresser CV et prétentions au Service du Personnel 17, rue Rémy Dumoncel 75014 Paris.*

---






**Département Radars Aéroportés**

## DESSINATEURS CONFIRMÉS

### 1) PROJETEURS

*en mécanique et structure*

### 2) ÉTUDES

*en implantation de circuits imprimés*

Ecrire avec C.V. et prét. au Service du Personnel, 68, av. Pierre-Brossolette - 92240 MALAKOFF.

---

## Chef de Produit Senior

## Position : Staff international

La finalité du poste vous la connaissez aussi bien que nous. Le détail de ses fonctions correspond dans notre division à un schéma classique. Deux points sont plus originaux et particulièrement intéressants :
— La diversité des marchés sur lesquels vous aurez à travailler. Puisque 70% de notre CA est fait à l'exportation.
— La complémentarité de vos interlocuteurs directs. Puisque la Direction des Produits à laquelle vous appartiendrez occupe une position stratégique entre les Directions Commerciales et les usines.
Il faut encore savoir que notre groupe, français, est d'importance (2,5 milliards de CA, 10 000 personnes) et que notre Division occupe une place prépondérante dans plusieurs domaines de l'équipement de la maison, avec des produits finis destinés au grand public.
Les Chefs de Produit que nous souhaitons rencontrer ont une formation supérieure (grande école commerciale), trois années d'expérience de ces responsabilités passées dans une société structurée. Ils parlent l'anglais et mieux l'allemand.

Nous vous remercions de faire parvenir votre dossier à SEFOP sous réf. PS973 M.

SEFOP 7, rue Lincoln 75008 PARIS

---

## directeur administratif et financier adjoint

**Une bonne affaire française exportatrice** (biens d'équipement industriel, clefs en mains, 50 MF de CA), siège et usine à 80 km ouest de Paris, cherche un tel directeur capable de devenir à court terme le DAF en titre.
C'est un diplômé d'une grande école commerciale, un universitaire ou un comptable DECS de 40 ans minimum, capable de prendre en main les finances (relations avec les banques, financements, trésorerie), la comptabilité (générale et analytique), le juridique (contrats, contentieux), l'assistance au service commercial (France et export). Ce sont des compétences qu'on lui demande d'avoir acquises dans le service financier d'une grande entreprise et à un poste de direction d'une entreprise moyenne. Un anglais courant est indispensable.
Ecrire à G. BARDOU, réf. 3448 LM.

## jeune chef de projet

**Nous vous proposons d'acquérir, dans un contexte privilégié, une compétence bancaire** si vous avez une formation supérieure et déjà acquis en 3 ou 4 ans une bonne compétence en Informatique (maîtrise des techniques, réalisation de projets). Votre mission : participer à la préétude de l'automatisation des guichets d'une **grande banque parisienne** et à la construction de ses nouveaux systèmes informatiques.
Ecrire à J. THILY, Carrières de l'informatique, réf. 3445 LM.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

---

IMPORTANTE PME
NEGOCE DE MATERIEL INDUSTRIEL
6000 clients en Région Parisienne
recherche

## CONTROLEUR DE GESTION

Il s'agit d'un poste important devant aboutir rapidement à

**SECRETAIRE GENERAL**

Ce poste conviendrait à un candidat de 40 ans environ, ayant une formation Grande Ecole (HEC, ESSEC, Sup de Co ou équivalent) complété par une formation type ICG.

Il sera responsable des questions financières (trésorerie, analyse de rentabilité) des achats, de la gestion des stocks, et de la coordination générale (comptabilité, personnel, juridique, informatique, organisation)

Lieu de travail :
**proche banlieue Nord-Ouest**

Adresser lettre manuscrite + C.V. sous référence CGA 900 à

CASECA
Conseil en recrutement
36, rue du Maréchal Joffre
78800 HOUILLES

P.LICHAU

---

ETABLISSEMENT
CENTRE DE PARIS
recherche pour son
**DEPARTEMENT INFORMATIQUE**

## jeune ingénieur

pour participer à l'analyse et la programmation dans le cadre d'un système de base de données.
Maîtrise d'informatique ou Ecole d'Ingénieurs avec option informatique demandée.
Connaissance de l'Assembleur et notions de bases de données souhaitables. Un an d'expérience professionnelle.

Ne pas se présenter, envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous la référence 7403 I à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

---

*Important Groupe Européen de Construction Automobile recherche pour son siège social situé à l'Ouest de Paris*

## chef du service comptabilité clients

*âgé au minimum de 32 ans, de formation comptable supérieure (DECS, B.P. ancien régime ou équivalent) et ayant acquis une solide expérience de la comptabilité CLIENTS (contrôle factures, recouvrement, contrôle crédit, statistiques diverses). Le candidat retenu sera responsable de l'organisation du travail et du contrôle d'un service qu'il devra animer et diriger. Expérience de l'outil informatique souhaitée.*

*Envoyer CV détaillé, photo et prétentions sous la référence 498 M au :*



*Cabinet Jean-Claude MAURICE*
*Conseil en Gestion du Personnel*
*397 ter rue de Vaugirard - 75015 Paris*

OP

---

NOUS RECHERCHONS

## UN MEDECIN

**pour un poste d'Adjoint à notre Directeur Médical**

- Il aura en particulier la responsabilité de l'organisation, mise en place et suivi des études cliniques, etc. ;
- Il participera à la constitution des dossiers A.M.M. et aux programmes de formation de notre personnel.

Une certaine expérience du poste est souhaitable.

Lieu de travail : PARIS, avec fréquents déplacements à Pithiviers. Nous sommes un laboratoire pharmaceutique, filiale d'un groupe international, la parfaite connaissance de l'anglais est donc indispensable.

Avantages sociaux, 5e semaine, 13e mois, prime de vacances, congés d'ancienneté...

Si vous êtes intéressé (e) par ce poste, adressez curriculum vitae, photo et prétentions aux Laboratoires RIKER, Service du Personnel, avenue du 11-Novembre, 45300 PITHIVIERS.

---

## INGENIEURS NUCLEAIRES

De formation ECP, AM, MINES, avec une spécialisation Génie Atomique, vous avez une première expérience professionnelle acquise en ingénierie ou bureau d'études.

Société d'Ingénierie et de Construction Nucléaire en forte expansion nous créons plusieurs postes dans les domaines suivants :

- Conception neutronique des réacteurs,
- Conception et dimensionnement des circuits fluides,
- Contrôle commande des centrales et exploitation,
- Fonctionnement des chaudières nucléaires,
- Evaluation de la sûreté des systèmes fluides et électriques.

Après une période d'études au Siège, les ingénieurs peuvent être amenés à participer au démarrage des centrales.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier sous référence 5094 à P.LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 46,00 | 52,62 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 11,00 | 12,58 |
| IMMOBILIER | 32,00 | 36,61 |
| AUTOMOBILES | 32,00 | 36,61 |
| AGENDA | 32,00 | 36,61 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 85,00 | 97,24 |

| ANNONCES ENCADREES | Le m/m col. | T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOIS | 27,00 | 30,89 |
| DEMANDES D'EMPLOIS | 6,00 | 6,86 |
| IMMOBILIER | 21,00 | 24,02 |
| AUTOMOBILES | 21,00 | 24,02 |
| AGENDA | 21,00 | 24,02 |



## offres d'emploi



THOMSON-CSF

**UN INGÉNIEUR**

DÉBUTANT ou 2/3 ans d'expérience
ENSTA. - ENST - Centrale Paris
Docteur ès Sciences ou Agrégé de Physique
pour études générales d'équipements avioniques

**UN INGÉNIEUR**

FORMATION OPTIQUE

Pour conception et mise au point systèmes optiques.
Expérience quelques années appréciée.

Env. C.V., photo et prétentions à THOMSON-CSF Centre Guynemer F.L.C. - 48, rue Guynemer, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

---

IMPORTANTE SOCIETE
DE PRODUITS CHIMIQUES
(Banlieue Sud-Ouest de Paris)

recherche :

**JEUNE INGÉNIEUR**

CONTROLE DE GESTION

Diplômé d'une GRANDE ECOLE, il participera, en équipe, à l'élaboration des BUDGETS et au suivi des RESULTATS DES USINES, ainsi qu'à des études de RENTABILITE et d'INVESTISSEMENTS.

Sa fonction, pour laquelle de solides qualités de rigueur et de contact sont nécessaires, le conduira à faire de fréquents déplacements en province.

Adresser dossier de candidature, précisant la rémunération souhaitée sous le n° 80.326 à CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris Cedex 01, qui tr.

---

**1200 personnes, 3 usines, 500 millions de C.A.**

Nous vous offrons au sein du service

**Contrôle de Gestion de la Production**

- de suivre les résultats d'exploitation de nos 3 usines,
- d'aider les responsables opérationnels à élaborer et suivre leurs budgets.

Vous êtes un

**Jeune Ingénieur**

Vous désirez :
- assimiler complètement les techniques de gestion,
- développer vos capacités de contact et d'animation.

Promotion possible à terme à un poste opérationnel.
Lieu de travail : notre siège social.
Nombreux déplacements à Chambéry et Cognac.
Merci d'écrire sous réf. C.250 à Monsieur CRAMPE



PLACOPLATRE
SERVICE RECRUTEMENT
B.P. 316 92506
RUEIL-MALMAISON

MEDIA BA

---

Société industrielle - 3000 personnes - proche banlieue Ouest de Paris, renforce son Département Informatique et recherche un

**INGENIEUR SYSTEME**

sur IBM 370 (OS/MVS-DOS/VS)

Il aura la responsabilité d'une équipe, assurera le démarrage d'un ordinateur IBM 370/125 (DOS/VS) utilisé en transactionnel et un support système sur IBM 370/168 (OS/MVS).
De formation ingénieur ou maîtrise informatique, il connait le DOS/VS et possède une expérience de deux ans minimum sur un système IBM OS/MVS, ainsi qu'une bonne connaissance des principaux produits.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier à P.LICHAU S.A. - B.P. 220, 75063 Paris cédex 02 qui se charge de transmettre les candidatures qui lui parviendront sous la référence 5091.

---

PARIS

**INGÉNIEUR THERMICIEN**

ayant quelques années expérience chauffage, climatisation, désireux de valoriser son acquis dans un domaine d'avenir, peut trouver poste

**INGÉNIEUR D'AFFAIRES**

offert par

**SG2i**

société spécialisée dans l'ingénierie de locaux et de salles informatiques, y compris locaux annexes (stockage, bureaux, etc.).

INTERET :
- Traiter de A à Z des affaires variées ;
- Conserver sa spécialité tout en devenant généraliste de l'aménagement de locaux techniques (chauffage ; climatisation ; alimentation stabilisée ; éclairage ; sécurité : vol, incendie ; isolation ; génie civil...).

Si vous êtes Ingénieur et si vous avez étudié et réalisé des installations de climatisation de quelques milliers à cent mille frigories/heure et plus.

Vous pouvez en savoir davantage AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT en demandant une documentation sous référence 1280 M à F. Dozol, Delta Conseil, 27, rue Dombasle - 75015 PARIS.

---

**«LES REDRESSEURS STATIQUES INDUSTRIELS»**

Ingénieur d'affaires attaché à l'une de nos Unités Opérationnelles, à qui nous confierons la responsabilité d'une équipe de 15 Ingénieurs et Techniciens, devra assister, efficacement, nos Commerçants et aura pour mission de savoir résoudre les études complexes que nous remettent nos clients.

Il est indispensable qu'il soit diplômé et qu'il possède des connaissances approfondies en électronique, perfectionnées par une expérience de plusieurs années acquise dans une Société de Construction Electrique. Egalement des connaissances en électrotechnique et la pratique de l'anglais seraient appréciées.

Nous répondrons, dans une totale discrétion, au curriculum-vitae très détaillé que vous adresserez à notre Direction du Personnel 26, Pavé des Gardes - 92370 CHAVILLE.

---

IMPORTANT ORGANISME
DE PREVOYANCE
recrute pour
**animation de son réseau décentralisé**

**CADRES**

- 35 ans environ, diplômés d'études supérieures
- expérience de 3 années au moins dans l'animation d'un réseau commercial, avec résultats justifiés
- libres rapidement
- disponibilité en vue d'implantation en Province.

Déplacements fréquents - Permis VL
Nombreux avantages sociaux
13 mois 1/2 - Mutuelle

Adresser CV détaillé, photo (qui sera retournée) et prétentions sous référence 6460 à : L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02

---

**SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE**

recherche pour son département
**EXPLOITATION DES CHAMPS PETROLIERS**

**un technicien de maintenance**

Dégagé des obligatoins militaires.
BTS mécanique, chaudronnerie ou équivalent.
Ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine de l'entretien des unités de traitement et des conduites de transport d'éfluents pétroliers et connaissant bien les problèmes de corrosion, il prépare les méthodes et procédures d'inspection et de réparation et assure l'assistance technique aux Filiales de Production installées à l'étranger.
Cette assistance nécessite des déplacements fréquents et une bonne connaissance de l'anglais. Aptitude à l'expatriation.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 80-212 à SNEAP - D.C. Recrutement - 21, avenue des Lilas Bâtiment Mestressat - 64000 PAU.

---

Très Importante Société Française
recherche pour son département
TÉLÉCOMMUNICATIONS
situé à Paris

**INGÉNIEUR EXPORTATION**

Le candidat, sorti d'une grande école, parlant couramment l'Anglais, pourra n'avoir que quelques années d'expérience.
Il sera chargé, sous l'autorité d'un Directeur Exportation, de participer à l'animation d'un réseau mondial d'affaires "clé en main" dans les techniques des télécommunications.

Envoyer lettre manuscrite avec CV détaillé sous réf. 25491 à HAVAS CONTACT 156 Bd Haussmann 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

---



ROUSSELOT S.A.

Division NUTRITION ANIMALE

**CADRE TECHNICO-COMMERCIAL**

Il sera chargé de vendre des matières premières aux fabricants français d'aliments.

Expérience de l'industrie des aliments du bétail indispensable. Anglais très souhaitable.

Ce poste offre des perspectives d'avenir très ouvertes.

Adresser curriculum vitae à ROUSSELOT S.A., Direction Administrative, 8, rue Christophe-Colomb, 75008 PARIS.

---

CEGI tymshare

Vous êtes INGENIEUR COMMERCIAL en informatique, diplômé d'études supérieures et votre première expérience a été formatrice

VOUS CHERCHEZ UNE SOCIETE POUR **RÉUSSIR**

Et vous pensez que réussir, c'est notamment :
- Avoir une rémunération équilibrée (salaire fixe élevé), non plafonnée et découlant directement de vos résultats.
- Pouvoir prendre rapidement plus de responsabilités.

Alors: peut-être pouvons-nous REUSSIR ENSEMBLE ?

Nous sommes CEGI - TYMSHARE, filiale du Crédit Lyonnais et de Tymshare.

- Nous avons choisi un domaine de pointe : le télétraitement.
- Nous avons choisi d'élaborer et de vendre des solutions informatiques avancées s'adressant aux services de gestion des grandes entreprises.
- Nous avons su recruter et former une solide équipe technique.
- Nous avons prouvé notre capacité à croître profitablement.
- Et nous voulons accélérer le développement de nos activités en France et en Europe.

Nous vous proposons, dans un premier temps, un poste à Paris d'

**INGÉNIEUR COMMERCIAL**

et comptons sur votre réussite pour prendre, ensuite, des responsabilités en France ou en Europe.
Nous vous remercions d'envoyer votre curriculum vitae (et photo) sous la référence 9080, à Mademoiselle de BUYER, CEGI-TYMSHARE, 106, Bureaux de la Colline de Saint-Cloud - 92213 SAINT-CLOUD. Téléphone : 602-70-12.

---

**INGENIEUR**
**Grande Ecole**

Importante société d'ingénierie recherche un ingénieur grande école débutant ou ayant 1 à 2 années d'expérience dans le domaine de la modélisation mathématique et de la recherche opérationnelle.

Aptitudes pour l'enseignement et l'animation de groupes.

Adresser CV détaillé, lettre manuscrite sous réf. 7940 à :
rsc carrières - 92, rue Bonaparte - 75278 PARIS Cédex 06.

---

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE
en pleine expansion
recherche

**INGENIEURS ETUDES-DEVELOPPEMENT**

SECTEUR PERI-INFORMATIQUE

Imaginatifs, créatifs, aimant le travail en équipe, ils auront une formation Ecole d'Ingénieurs ou équivalent complétée si possible par une spécialisation dans les domaines suivants :
- électronique, audio
- physique ou chimie.

Une expérience identique d'au moins 2 ans dans une fonction de recherche est souhaitée.

La connaissance de l'anglais sera un atout supplémentaire.

CV

*Ecrire avec C.V., photo et salaire actuel sous référence 7811 MP à Joëlle DUJOUR au Cabinet CLAUDE VITET 30, Rue Croix des Petits Champs 75001 PARIS.*

---

**chargé d'études financières**

Société de Promotion Immobilière d'importance nationale, recherche pour Paris, CHARGE D'ETUDES FINANCIERES, au sein d'un Département Financier fonctionnel, il sera responsable :
- de l'analyse et du suivi permanents de sociétés de construction à caractère social,
- du conseil et de l'assistance auprès de directions opérationnelles,
- progressivement de la représentation du Département auprès des partenaires internes et externes de la Société.

Il est demandé :
- une formation financière type I.E.P. - Sciences Eco. - Sup. de Co.,
- une expérience de quelques années dans la promotion immobilière,
- une excellente aptitude aux contacts et négociations à haut niveau.

Salaire 8000 F.

Adresser C.V., photo et prétentions et une page descriptive pour chaque emploi précédemment occupé, sous la référence 7396 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

---

**steria**

Un des premiers groupes européens d'études et de réalisation de systèmes informatiques développe ses activités d'inovation dans les applications de pointe (télématique, informatique spatiale, bureautique et recherche des

**ingénieurs informaticiens**

de 1 à 4 ans d'expérience.

Nous apprécierons les connaissances suivantes :
- logiciel de base
- micro informatique
- commutation de paquets
- téléphonie

Prière adr. CV et prét. à M. RITOUT
steria 26, av. de l'Europe 78140 VELIZY

P.LICHAU

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 46,00 | 52,62 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 11,00 | 12,58 |
| IMMOBILIER | 32,00 | 36,61 |
| AUTOMOBILES | 32,00 | 36,61 |
| AGENDA | 32,00 | 36,61 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 85,00 | 97,24 |

| ANNONCES ENCADRÉES | Le m/m col. | T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOIS | 27,00 | 30,89 |
| DEMANDES D'EMPLOIS | 6,00 | 6,86 |
| IMMOBILIER | 21,00 | 24,02 |
| AUTOMOBILES | 21,00 | 24,02 |
| AGENDA | 21,00 | 24,02 |



## offres d'emploi

### INGENIEUR CHEF DE PROJETS

**L'ENTREPRISE :**
Groupe Industriel (2000 personnes), structure décentralisée.

**LE POSTE :**
Ingénieur Chef de Projets Informatiques.
Basé à Paris. Rémuneration 90 à 110.000 F, selon l'envergure du candidat.

**LA MISSION :**
Développer un nouveau système d'informations complet, fondé sur une informatique répartie.
Larges responsabilités. Nombreux contacts avec les utilisateurs régionaux

**L'HOMME :**
Jeune Ingénieur Grandes Ecoles, dynamique, rigoureux, ayant quelques années d'expérience comme Chef de Projets.

Possibilités de carrière dans le groupe au delà de l'informatique.

Prière d'adresser votre dossier de candidature (sous ref.RB) à notre Conseil, qui vous garantit une totale discretion

SLIGOS à l'attention de Mme BELKHEIR
91, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX.

---

SOCIETE D'EQUIPEMENT TELEPHONIQUE
LEADER NATIONAL DANS SA BRANCHE

recherche pour PARIS 8e

### UN PROGRAMMEUR

Dans le cadre d'importants projets de commutation électronique commandes par microprocesseurs, il aura pour mission, en association directe avec une équipe d'Ingénieurs, de préparer et de contrôler les passages en ordinateur et d'assurer la gestion des bibliothèques et des tests unitaires.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'I.U.T. ou équivalent, ayant acquis une excellente connaissance théorique de la programmation en langage évolué (PL I...) et des concepts de base de l'informatique (fichiers, compilation, assemblage...). Les candidats retenus pourront évoluer soit vers des postes d'Analyste Programmeur, soit vers des tâches de support après-vente.

*La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 50.000 francs*

Adresser C.V. sous n° 108, STRABOT, 136, avenue Charles-de-Gaulles, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

---

SOCIETE DE CONSEIL
EN INFORMATIQUE
recherche

### ingénieurs diplômés

sortant école
- grande école appréciée (MINES, SUPELEC, A.M., etc...)
- célibataires, dégagés des obligations militaires
- libres rapidement.

DESIREUX D'ENTREPRENDRE
UNE CARRIERE dans :

**L'INFORMATIQUE**

dans le cadre d'un contrat de travail avec stage de formation rémunéré au départ.

Adresser lettre de candidat. avec C.V. détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à No 80404 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

---

LA DIRECTION GENERALE
DES TELECOMMUNICATIONS
recherche un

### ingénieur grandes écoles

Sa première expérience (2 à 3 ans) dans le domaine des études économiques et d'aménagement du territoire lui aura apporté de solides connaissances en informatique (base de données) en statistique (enquêtes, dossiers, INSEE...) et en économétrie (modélisation ...).
*Le candidat sera chargé de la coordination d'études économiques menées conjointement par différentes équipes d'économistes.*

Adresser Curriculum-Vitae détaillé et prétentions sous référence 6459 à L.T.P.
31, Boulevard Bonne Nouvelle
75082 Paris Cedex 02

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
BANLIEUE SUD-OUEST DE PARIS

recherche

### JEUNE INGÉNIEUR

Il sera chargé de définir les spécifications de contrôle de matériels électroniques en liaison avec les services études, maquette et fabrication.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur, de formation grande école ou équivalent, possédant 2 à 4 ans d'expérience en production ou contrôle électronique.

Envoyer curriculum vitae détaillé et prétentions sous réf. 80.274 avec photo à CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

---

Pour son Centre Technique

**T. R. T.**

recherche

### INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

- **INGÉNIEUR SYSTÈME**
  Expérience microprocesseurs et télécommunications pour intégration de réseaux.
- **INGÉNIEUR ANALYSTE-PROGRAMMEUR**
  expérience langage assembleur sur mini-ordinateur pour étude et mise au point de systèmes en télésupervision.
- **INGÉNIEURS DÉBUTANTS**
  — étude matériels aéronautiques ;
  — fibres optiques ;
  — convertisseurs et problèmes d'énergie.

Adresser curriculum vitae et prétentions à T.R.T., 5, av. Réaumur - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

---

### ingénieur organisation haut-niveau

Le Département Organisation de CREUSOT-LOIRE recherche un ingénieur en organisation de haut niveau pour participer à des interventions en matière d'organisation industrielle et de gestion auprès des différentes sociétés du groupe.

Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, diplômé ou non de l'enseignement supérieur, devra avoir exercé la profession de consultant de préférence dans un cabinet spécialisé pendant 5 ans minimum.
Il devra apporter de solides compétences notamment dans les domaines de la production et de la gestion.

De fréquents déplacements sont à prévoir à partir d'une base qui tiendra compte du domicile de l'intéressé.

Les lettres de candidatures sont à adresser, avec photo et indication de la rémunération actuelle ou souhaitée, à Monsieur SABBAG Département Organisation CREUSOT-LOIRE 8-12, rue de La Rochefoucauld 75428 PARIS CEDEX 08.

**CREUSOT-LOIRE**

HAVAS CONTACT

---

### RESPONSABLE GESTION-TRANSPORT

La Direction Commerciale et des Opérations d'une importante société française du secteur tertiaire désire confier à un jeune collaborateur la responsabilité d'un service comprenant 13 personnes.

Sa mission comprend principalement :

— l'organisation des transports entre Paris et 25 centres régionaux ;
— la gestion des stocks (entrepôts de 2.000 m2) ;
— le suivi administratif et des coûts.

Il est demandé une expérience de quelques années acquise dans une activité similaire. De réelles qualités d'adaptation et de dynamisme sont nécessaires. Ce poste offre un travail varié et de réelles possibilités d'évolution au sein d'une société en pleine expansion.

Lieu de travail : *proximité Roissy.*

Adr. C.V. et photo s/réf. 1266 à Axial Publicité, 91, Fg Saint-Honoré, 75008 Paris, qui transmettra.

---

### directeur financier et administratif

**DISTRIBUTION ALIMENTAIRE**
**140.000 F +**

Le Directeur Général d'une Société Nationale, CA 400 M de F, 30 succursales ou filiales, recherche un Collaborateur de formation supérieure ESC ou Comptable BP ou DECS pour lui confier la responsabilité financière, comptable et administrative de cette Société.

Pour réussir à ce poste, il faut avoir plus de 30 ans, une expérience dans la fonction, une connaissance approfondie de ce type d'entreprise et des systèmes organisationnels et informatiques.

Siège à PARIS. De nombreux déplacements de courte durée sont à prévoir en Province.

Envoyer C.V., photo sous référence 4500-M à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

---

**ALSTHOM UNELEC**
PREMIER EXPORTATEUR FRANÇAIS
DE TRANSFORMATEURS DE DISTRIBUTION
recherche :

### INGÉNIEUR EXPORTATION

- 28 ans minimum.
- Formation électromécanique.
- Parfaite connaissance Allemand-Anglais.
- Expérience de la vente à l'exportation.

POUR ANIMATION
D'UN SECTEUR GEOGRAPHIQUE

Voyages Fréquents. - Lieu de travail : PARIS.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. avec photo à TRANSUNEL, 94, av. de Villiers - 75017 PARIS.

---

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
PLEINE EXPANSION + 20 % chaque année

Bien implanté avec 70 % du marché français
7 % du marché mondial -
Son objectif est de 20 % du marché mondial

Leader de la Recherche dans sa spécialité.
propose à :

### ingénieur chimiste

**(30 ans minimum)**

justifiant d'une réelle expérience en
**SYNTHESE ORGANIQUE**
(gestion et animation d'une équipe, propriété industrielle, analyse organique)

de se joindre à son équipe de Recherche en devenant
**CHEF DU SERVICE RECHERCHE CHIMIQUE**

L'expansion et l'ambition de l'entreprise sont les garanties d'une fonction évolutive et d'une *rémunération* à la mesure du potentiel recherché.
Lieu de travail banlieue nord

Adresser C.V. et photo, sous la réf. 2107 à P.LICHAU SA - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

---

GROUPEMENT FRANÇAIS
D'EXPORTATEURS D'ÉQUIPEMENTS
pour L'INDUSTRIE CHIMIQUE
PARIS (8e)

offre situation intéressante à

### JEUNE INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE

**MISSION :**
Suivi technique des offres faites par Sociétés du Groupement (10 techniques différentes de génie chimique) dans pays de l'Europe de l'Est.

**SONT INDISPENSABLES :**
— anglais lu et parlé (allemand souhaité) ;
— goût des relations à tous niveaux ;
— disponibilité pour assurer très fréquents déplacements.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée C.V. détaillé et photo, indiquant dernière rémunération perçue, adressée à

**B.E.O.** (référence 7.322) 3, rue de Téhéran - 75008 PARIS.

---

### LOGISTA

Société de services et conseils en
**informatique**
recherche

**ingénieurs**

- Formation Grande Ecole.
  Ayant au moins un an d'expérience professionnelle.
- Pour réaliser chez nos clients des projets de types variés.
- Les postes offerts sont situés en région parisienne. Plusieurs opportunités existent en province.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
LOGISTA, 30, quai National, 92806 Puteaux
ou téléphoner :
Alain GHERSON, 776.41.00, poste 4101

Emplois et Carrières.

---

IMPORTANTE SOCIETE FRANÇAISE
DE DIMENSION INTERNATIONALE
SPECIALISEE DANS LE DOMAINE
DE L'AUTOMATISATION
recherche

### INGÉNIEUR CHEF DE PROJETS

(ELECTRICITE, INSTRUMENTATION, INFORMATIQUE)

Il aura la responsabilité complète des affaires qui lui seront confiées : établissement de devis, constitution et coordination des équipes de spécialistes, gestion des contrats et suivi des chantiers.

Il pourra gérer des affaires d'une importance allant jusqu'à 150 M.F.

De formation supérieure (Grandes Ecoles d'Ingénieurs), il aura une expérience, 5 à 10 ans, de la conduite de projets en Ingénierie ou conception d'ensembles.

Une grande disponibilité pour des déplacements de courte durée à l'étranger et une bonne connaissance de l'anglais sont indispensables.

Salaire annuel 120.000 + selon expérience.

Adr. C.V., photo et prétentions s/réf. 1448 à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, q. tr.

---

ENTREPRISE D'IMPORTANCE NATIONALE
recherche

### UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Il aura pour mission au sein de l'équipe d'assistance technique du bureau d'études d'apporter sa compétence technique et professionnelle aux différentes équipes de réalisation.

De formation générale et technique supérieure, le candidat devra avoir en outre une expérience confirmée et récente des langages et des systèmes d'exploitation du matériel H.B. 66.

Niveau minimum de rémunération 85.000 F par an.

Adresser lettre manuscrite, curr. vit. et photo à

**R.L.** 8, RUE D'ATHENE, 75009 PARIS

---

Une des toutes premières BANQUES AMERICAINES
recherche pour son bureau de Paris

### UN ADJOINT AU DIRECTEUR POUR LA FRANCE

pour développer les activités du groupe auprès des entreprises françaises à vocation internationale.

Ce poste conviendrait à un Français de trente ans minimum, ayant au moins cinq ans d'expérience dans la prospection des sociétés commerciales et industrielles françaises.

Une parfaite maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Une expérience acquise au sein d'une banque américaine et une connaissance approfondie du système bancaire américain seront des atouts supplémentaires.

Env. curric. vitae, photo et prétent. sous n° 8.060 à « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

---

**Groupe bancaire spécialisé**

recherche, pour son
**Service du Personnel**

### UN JEUNE ATTACHÉ DE DIRECTION

— Débutant ou ayant une expérience de quelques années.
— Formation I.U.T. ou équivalente.
— Bonnes connaissances Informatique.

Il aura en charge, dans un premier temps, la maintenance du système automatique de paies et de gestion et, ultérieurement, l'évolution de ces systèmes.
Perspectives de carrière intéressantes pour candidat désireux de faire carrière dans la fonction « Personnel ».

Ecr. avec C.V. + photo + prétentions, sous référ. OV. 351, à ARCHAT, 34, bd Haussmann, 75009 PARIS, qui transmettra.

---

**Importante Société électronique proche banlieue ouest**

recherche :

### INGÉNIEUR

**DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE**

Formation télécommunications pour poste à responsabilités. Expérience 2 à 3 ans souhaitée.

Adr. C.V., photo (retournée) et prét. à n° 80.488 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, PARIS-1er, q. tr.

---

### PS Conseil

Le département « Nettoyage Industriel » (chiffre d'affaires en expansion de 30 % par an) d'un important groupe multinational, recherche un

**INGÉNIEUR DE VENTE**

**Nettoyage Industriel — 80.000 F**

Hiérarchiquement dépendant d'un District Manager et en relation fonctionnelle avec un Chef d'Exploitation, il a pour mission de rechercher et de négocier de nouveaux contrats de nettoyage auprès d'une clientèle industrielle (centrales thermiques, raffineries, pétrochimie et papeteries...). Par ailleurs, il est responsable de tout l'aspect pré-ingéniérie des chantiers (prévisions des produits chimiques nécessaires, études des conditions de sécurité...). Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur (INSA, ENS Pétrole et Moteurs ou équivalence) ayant travaillé, par exemple, dans un service Entretien et possédant de bonnes connaissances en chimie, génie chimique, thermique, pétrochimie et mécanique. Une première expérience de la vente de services industriels serait appréciée. Ce poste est à pourvoir en Normandie mais une grande mobilité est requise. La rémunération annuelle de départ, fonction de l'expérience du candidat, pourra atteindre 80.000 francs. Une voiture de fonction est fournie. Les réponses seront traitées confidentiellement par Ph. LESAGE.

*Adresser C.V. sous référence A/275M à :*
PS CONSEIL
8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 505-14-30

---

STE INDUSTRIELLE FRANCAISE
recrute

### PROGRAMMEURS d'APPLICATION

COBOL ANS
Diplômés I.U.T. ou équivalent
3 ans d'expérience
Travail Paris St Lazare, sur ordinateur IBM 370/135 DOS/VS - CICS - RJE
Horaire de travail mobile - nombreux avantages sociaux.
Envoyer CV sous référence 9246 à :

LTP 31, Bd BONNE NOUVELLE
75002 PARIS qui transmettra

---

### TECNO

MOBILIER CONTEMPORAIN
recherche

**SON DIRECTEUR COMMERCIAL**

EXCELLENTE FORMATION.
DEPLACEMENTS FREQUENTS.

ECRIRE AVEC PHOTO, C.V. ET PRETENTIONS, 242, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS.

## offres d'emploi

Dans le cadre de la conception et du développement de ses centraux pilotés par ordinateur

Une société de Télécommunications située en banlieue Sud-Ouest de Paris souhaite intégrer à ses équipes techniques

### DEUX INGÉNIEURS
**DÉBUTANTS**
**ou possédant 2 à 3 ans d'expérience**

- Ils participeront à l'étude de sous-ensembles électroniques, en logique câblée ou micro-programmée ;
- Ils réaliseront des études de logiciel.

Ces postes conviendront à des INGENIEURS GRANDE ECOLE, possédant des connaissances en MICROPROCESSEUR et système temps réel.

Envoyer curriculum vitae et prétentions (avec photo sous n° 80.277, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

---

Publication spécialisée en forte progression recherche

### JOURNALISTE
**CONFIRME**

pour poste responsabilités et animation d'une équipe dynamique de 10 personnes.

Le postulant doit avoir une bonne connaissance du secteur industriel.

L'anglais courant est indispensable.

Le salaire se situera entre 110.000 F et 130.000 F par an.

Env. C.V. à REGIE PRESSE, N° 77.777 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

AGENCE DE PUBLICITE recherche

### 1 CHEF DE PUBLICITÉ

Expérience : agence ou annonceur (1 à 2 ans) DISPONIBLE RAPIDEMENT

Adresser C.V. + photo à TED BATES - P. HUET 3, rue Bellini - 92806 PUTEAUX

---

IMPORTANT ORGANISME D'ETUDES ET DE RECHERCHE NORD DE PARIS recherche dans le cadre de l'élaboration de son système de calculs scientifiques

### UN INGÉNIEUR
**CONFIRMÉ**
**GRANDES ÉCOLES OU ÉQUIVALENT**

Expérience de réalisation et de mise en œuvre de codes utilisant la méthode des éléments finis indispensable.
Connaissance du système CDC 7600 souhaitable.
ANGLAIS NECESSAIRE.

Ecr. av. C.V., photo et prét. à n° 79.831 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er.

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ banlieue SUD-OUEST, recherche

### UN RESPONSABLE DE PRODUCTION

pour un de ses départem. ELECTROMECANIQUE. Formation Grande Ecole E.S.E., A.M., etc.

Ecrire n° 80.172, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

---

SOCIETE INTERNATIONALE DE PRODUITS CHIMIQUES AXEE SUR L'EXPORTATION

RECHERCHE

### UN JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE

Pour vendre ses produits (échangeurs d'ions) sur les marchés grande exportation. Disponible pour voyager 50 % de son temps et parfaitement bilingue Anglais. Troisième langue souhaitable.

Ecrire sous réf. 11/78 avec C.V. et prétentions + photo à DIA-PROSIM - Boîte Postale n° 8. 94400 VITRY-SUR-SEINE.

---

Société d'édition, publicité, imprimerie RECHERCHE

**ATTACHÉ COMMERCIAL** (Paris)

pr son département impression (plus de 100 personnes, équipé photogravure, machines feuilles et rotatives offset). Bien introduit dans les secteurs édition et publicité. Ecrire avec C.V. et photo sous n° 766.206 M, à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra. Discrétion assurée.

---

Société d'édition, publicité, imprimerie RECHERCHE

**LE CHEF DES VENTES**

de son département impression (plus de 100 personnes, équipé photogravure, machines feuilles et rotatives offset). Il aura obligatoirement une très bonne connaissance de la profession. Il sera le responsab de l'équipe commerciale e visitera périodiquement la clientèle. Poste situé dans une ville moyenne de l'Ouest. Ecrire avec C.V. et photo sous n° 766.205 M à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris qui transmettra. Discrétion assurée.

---

Rech. personne d'âge mûr pour tenir maison et s'occuper d'une petite fille de 2 ans ayant perdu sa maman. Logem. et nourriture assurés. S'adr. à M. MOUCHEL, « le Belvédère », DURY, 80480 SALEUX. Tél 16 (22) 95-26-62.

---

SOCIETE INTERNATIONALE recherche

**SPÉCIALISTE**

réparation juridique du préjudice corporel, ayant expér. S.S., gdes Cies assuranc. ou administrations. Conditions de rémunération intéress. plus particip. Ecr. Assistance Juridique Internationale, 32, rue de la Boétie, Paris (8e)

---

Société marchand de biens recherche UN(E) ASSISTANT(E) ayant expérience opérations de mise en copropriété d'immeubles et suivi des ventes auprès des occupants. Déplacements province à prévoir. Ecrire avec C.V. et prétentions n° 47 134 B Bleu, 17, rue Lebel, 94 VINCENNES.

---

**ALBA INFORMATIQUE** recherche

**INGÉNIEURS INFORMATICIENS**

pour application technique de haut niveau

Exigés :
- Diplôme d'ingénieur ;
- Maîtrise du FORTRAN et de l'ASSEMBLEUR.

ALBA INFORMATIQUE 116, rue de la Tour, 75 PARIS-XVIe. Téléph. : 504-89-96 ou 504-89-10.

---

Niveau PUBLIC RELATION pour situation grand standing. Ecrire référ 376 M M. Meunier 149, r. St-Honoré, 75001 PARIS.

---

Ets financier crédits immobiliers Quartier Saint-Lazare recherche pour poste responsabilités SERVICE CONTENTIEUX

**COLLABORATEUR (ICE)**

Qualifié (ée) ayant expérience poste similaire. Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référ. 7949, à P. LICHAU S.A. B.P. 220 - 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

---

SOCIETE INTERNATIONALE DE DISTRIBUTION DE FILMS recherche pour la France DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER de formation ESC, ESSEC, HEC, expérience Audit souhaitée. Anglais écrit et parlé indispens. Envoyer C.V. photo et prétent. sous référ. n° 250 à HOCHE PUBLICITE, 26, rue Vernet, 75008 PARIS.

---

**ANIMATEUR (TRICE)** SOCIO-CULTUREL. Qualifié (ée) à mi-temps, hor. variab., pour 9 mois. 1.900 F net mensuel O.M.C., 58, av. Ch.-de-Gaulle, 91600 Savigny-sur-Orge Tél. 905-31-66

---

**ALBA INFORMATIQUE** recherche

**PROGRAMMEURS OU ANALYSTES PROGRAMMEURS**
EXPERIMENTES (2 ans d'expérience minim.).

maîtrisant parfaitement COBOL ou PL 1 (OS/VS ou DOS/VS)

ALBA INFORMATIQUE 116, rue de la Tour, 75 PARIS 16e. Tél. : 504-89-96 ou 504-89-10.

---

**INFORMATIS**

Pour projets internationaux MITRA 15, IRIS 50, SOLAR

**INGÉNIEURS LOGICIELS** 3 à 4 ans expérience

**PROGRAMMEURS** COBOL ANS - PLI

26, r. Daubenton-5e. 337-99-22.

---

**EAM**

Instrumentation scientifique

Filiale française d'une très importante société internationale, leader sur le marché de l'instrumentation nucléaire, offre à :

**JEUNE INGÉNIEUR**
- familiarisé avec instrumentation et marché (dosimètres, radio-protection).
- Bilingue anglais.

Un poste de responsabilité pour démarrer nouvelle activité au sein de son équip. techn.-cciale.

Goût des contacts et aptitudes commerciales indispensables. Rémunération intéressante + Commission + Voiture.

Adr. lettre man., C.V. et photo, s/réf. 824, à Mlle de Clinchamps, EAM Recrutement - 14, rue Gabriel-Péri, 92120 Montrouge. Réponse et discrétion assurées.



---

URGENT recherchons :

**TECHNICIENS EN ÉLECTRONIQUE**

Connaissant émission-réception.

Ecr. : S.F.T.P. - B.P. 119 93170 BAGNOLET

---

Importante Société de **PEINTURES** recherche pour son dépôt central BANLIEUE NORD

### CADRE
### Pour MAGASIN DISTRIBUTION

(Planning, préparation de commandes).

Ce poste convient à un homme d'action, âgé de 30 ans minimum, dynamique, minutieux, méthodique, ayt le sens du commandement et une expérience professionnelle en distribution et manutention. Nettes possibilités d'évolution de carrière.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous référence 7.421 à ORGANISATION ET PUBLICITE, 2, rue Marengo, 75001 Paris, q.t.

---

Société d'Etudes de Marché recherche

**ASSISTANT (E) D'ÉTUDES** POLYVALENT(E)

Env. photo et description convaincante à MARCOM, 34, r. Tronchet, 75008 PARIS.

---

IMPORTANT EDITEUR Ouvrages de vulgarisation et Encyclopédies (Romans et nouvelles exclus) ch. Auteurs manuscrits, synopsis, tous thèmes pouvant intéresser lecteurs à partir de 14-16 ans. Candidatures de directeurs de collect. égalem. examinées. Ecrire : M. CLEMENT, n° 766251 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e)

---

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégation ou indications fausses ou de nature à induire en erreur ses lecteurs. Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive s'était glissée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous la signaler en nous écrivant :

LE MONDE
Direction de la Publicité
5, rue des Italiens
75009 PARIS

---

Fiduciaire d'Expertise Comptable et d'Audit PARIS recherche

**AUDITEURS EXTERNES**

niveau N2 ou N3 expérience cabinet international exigée.

**ASSISTANTS**

d'expert comptable niveau N3 ou N4 expérience cabinet exigée.

5 X 8 - 13e mois.

Adr. C.V. détaillé et prétentions n° 80 268 Contesse Publicité, 20, av Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

---

IMPORTANTE SOCIETE COMMERCIALE Quartier Bourse recherche

**UN CHEF DE PRODUITS ACHETEUR** Confiseries

**UN CHEF DE PRODUITS ACHETEUR** articles fumeurs, papeterie, jouets.

Formation commerciale souhaitée et expérience de l'achat ou de la vente. Aptitude à l'organisation administrative. Anglais utile.

Salaire annuel : 75 000 F. Avantages sociaux gdes stés.

Adresser C.V. man + photo et appointements actuels à n° 80 583 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

---

**LA SOUDURE AUTOGÈNE FRANCAISE**

recherche pr son établissement de SAINT-OUEN-L'AUMONE près de Pontoise

**INGÉNIEUR DÉBUTANT** DIPLOME

formation électromécanique et électronique pour exercer activité : TECHNICO-COMMERCIAL.

Bonne pratique de l'anglais indispensable. Connaissance de l'allemand appréciée.

Adresser C.V et prétentions au Service Central du Personnel de la S.A.F., 13/17, rue d'Epluches, 95310 Saint-Ouen - l'Aumône.

---

IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE A PARIS-7e, recherche

**UN RÉVISEUR** EXPERIMENTE Niveau N3, 2à 3 ans de stage.

**UN COMPTABLE** CONFIRME ayant expérience cabinet pour suivi dossiers clientèle.

Envoyer C.V. à n° 79.837, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

---

Ville Région Parisienne recherche

**ANIMATEUR SOCIO-CULTUREL** URGENT

Ecr. T 766.249 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

Librairie scientifique et technique, quartier Latin, recherche pour l'immédiat

**BIBLIOGRAPHE VENDEUR**

avec bonne connaiss. anglais et une certaine expérience de la librairie. Adresser C.V. et prétentions à 766.250 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

---

CONSEILS ASSOCIES 24, rue de Dunkerque, 10e recherche en fixe

pour Paris-2e PROGRAMMEUR COBOL DOS IBM 370/115

pour Bordeaux CHEF DE SALLE IUT mini IBM 370/145

pour Paris-17e PROGRAMMEUR GAP COBOL CICS 370/125

pour Paris-16e PROGRAMMEURS SYSTEME IBM COBOL DOS ou OS ASSEMBLEURS

MEUNIER - 281-29-62

---

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PARIS recrute

**1) CADRE ADMINISTRAT.** affaires générales auprès du secrétaire général. Licence en droit administ. exigée Expérience souhaitée. Début 3.900 F + avantages.

**2) RESPONS. SERV. INTÉR.** expér. profess. d'encadrement portant sur problèmes de travx publics d'ordre et de surveillance Bac ou équivalent exigé. Début 3.400 F + avantages. Tél. : 209-51-61

---

ECOLE PRIVEE Hors contrat Proche Banlieue Sud recherche

**PROFESSEURS**
- Histoire/Géo, 4e à 1re, 14 h.
- Physique 1re/2e et 1er c. 15 h.
- Musique 10 h. hebdomad.
- Allemand.

Ecrire avec références à REGIE-PRESSE, n° T 008 269 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

---

Imp. Cours par Correspondance recrute

**CORRECTEURS**

Comptabilité. Env. C.V. à EPA, 4, r. des Petits-Champs, Paris-2e

---

SERVICE DOCUMENTATION PARIS 14e recherche

**DOCUMENTALISTE**
- Formation technique électricité, niveau maîtrise.
- Solide connaissance anglais, allemand.
- Expérience professionnelle appréciée.
- Nombreux avantages sociaux.
- Horaires à la carte.

Adr. C.V. et prétentions s/réf. 1449, à SWEERTS - B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09, qui tr.

---

Laboratoire Sud de Paris recherche :

**AIDE-DOCUMENTALISTE**

Pour Bibliothèque scientifique et technique. Expérience exigée. Anglais lu. Capable de s'intégrer dans une équipe. Sens de l'organisation et des contacts humains. Libre immédiatement. Nationalité française exigée. Adresser C.V. et prétentions à E.T.C.A. 16 bis, av. Prieur-de-la-Côte-d'Or, 94114 ARCUEIL.

---

URGENT Agence de publicité à Paris recherche UN AIDE-COMPTABLE ou COMPTABLE DEBUTANT libre de suite et dégagé des obligations militaires, pouvant s'intégrer rapidement à équipe jeune et dynamique. Tél. pour r.-vs : 325-39-26, p. 223.

---

Emplois de l'artisanat, du plein air, des loisirs et du tourisme social : dem. une documentation gratuite sur la revue FRANCE-ANIMATION, (B 3), B. P. 402-09 PARIS.

---

**S.P.O.C.** (Métro Montmartre), cherche

**COMPTABLE** expérimenté - Mi-temps. Tél. : 236-49-16.

## secrétaires

**NCR FRANCE**
Systèmes Informatiques
recherche

### SECRETAIRES SD BILINGUES (Anglais)

pour secrétariat administratif de service commercial, gestion des commandes, des contrats location, contrôle facturation, relation avec les services ...

Lieu de travail : La Défense.

Ces postes sont d'excellentes opportunités pour des candidates ayant une expérience de ce type de fonctions et souhaitant se réaliser dans des activités variées et dynamiques.

Les personnes intéressées envoient leur candidature avec CV et rémunération actuelle, sous référence FSD 78091 à NCR FRANCE - Direction du Personnel Tour Neptune - 20, Place de Seine 92080 Paris La Défense Cedex 20

---

### Société Française de Térotechnologie
**Produits CASTOLIN Procédés**

Filiale d'un Groupe leader mondial des techniques de soudage, 92-CHATILLON recherche

### SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Pour son Directeur des Ventes et du Marketing

Agée de 35 ans minimum, la candidate devra :
- posséder une solide expérience d'un poste similaire ;
- savoir réaliser des synthèses de documentations commerciales et des analyses statistiques ;
- avoir une bonne présentation et le sens de l'organisation.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à SERVICE DU PERSONNEL, 72, avenue de la République, 92 - CHATILLON.

---

SOCIETE EN EXPANSION fabriquant des matériels pneumatiques recherche pour assurer secrétariat de son Directeur Général

### SECRETAIRE TRILINGUE

FRANCAIS/ANGLAIS/ALLEMAND.

expérience min. souhaitée 10 ans avec une spécialisation à l'exportation.
Lieu de travail : Z.I. de Massy.
13è mois + gratification + avantages sociaux.

Adr. C.V. photo et prét. sous réf. 2112 à P.LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

---

NEUILLY (Sablons) Une des premières sociétés internationales de service informatique recherche la

**SECRÉTAIRE DU DIRECTEUR FINANCIER DU GROUPE**

PROFIL :
- Minimum 28 ans ;
- Excellente présentation ;
- Expérience dans un service identique ou cabinet d'audit international ;
- Anglais indispensable, allemand apprécié.

Si toutes ces conditions ne sont pas remplies, s'abstenir.

Travail motivant au sein d'une équipe jeune et dynamique. Salaire suivant capacités.

Env. C.V. avec photo et prét. à 80.176 CONTESSE PUBL., 20, avenue Opéra, Paris-1er.

---

Importante société internationale, banlieue SUD, desservie par R.E.R.

**RECKITT ET COLMAN S.A.** recherche pour secrétariat de direction

**SECRÉTAIRES** parfaitement bilingues **FRANÇAIS-ANGLAIS** sténo dans les 2 langues.

- Très bonne formation générale exigée (B.T.S. ou équivalent).
- Bonne présentation.
- Poste stable.
- Salaire X 13,5.
- Restaurant d'entreprise.
- 5 X 8, horaires variables.

Adr. C.V. manuscrit, photo et prét. à direction des relations humaines, 15, rue Ampère, 91301 Z.I. Massy.

---

IMPORTANTE SOCIETE TRAVAUX PUBLICS recherche pour son siège social

**LA DÉFENSE**

**UNE SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO**

pour une Direction d'Exploitat.

Envoyer C.V., photo et prétent. D.T.P., Direction du Personnel, Tour Eve, La Défense, 92806 PUTEAUX.

## capitaux ou proposit. com.

Pour tout problème financier : Consultez E.F.I.C. : 500-41-98, 15, rue Le Sueur. - 75016 Paris.

---

P.M.E.-P.M.I. vous recherchez UN PARTENAIRE DES FINANCEMENTS

**ENTEX. 970-20-01.**

---

Directeur Société de relations publiques, à NEW-YORK, désireux entreprendre Promotion de Produits ou Sociétés françaises aux Etats-Unis. Pour R.V. appeler Fabian, 587-32-46 à part. 18 h.

---

Etudie ttes propos cciales avec injection de capitaux dans PME ou PMI. Tél. : 764-17-68, ou écr. n° T 08.325 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

---

Ds affaire antiquités, Paris ou prov., J. H 30 a., ch. ach. ou part. N° 3.145, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

## enseignem.

APPRENDRE **L'AMÉRICAIN** à **L'AMERICAN CENTER**

261, bd Raspail, 14e, 633-67-28. Cours de conversation le soir. INSCRIPTIONS IMMEDIATES DEBUT : LE 9 OCTOBRE. Cours privés session intensiv. (FULL-TIME) cours de préparat. au TOEFL.

## demandes d'emploi

### IMPORT - EXPORT
**AFRIQUE DE L'OUEST**

- Homme 35 ans.
- Formation commerciale.
- 7 ans d'expérience dans le négoce des matières premières.
- Nombreuses relations sur le terrain.
- Connaissance approfondie des procédures administratives et techniques financières.

Recherche

**POSTE DE DIRECTION**

Ecrire n° 3.114, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS (9e).

---

### H. 31 ans - EXPERT COMPTABLE
**INSTITUT DE DROIT DES AFFAIRES**

Expérience cabinet d'audit complétée par 3 années en poste de responsabilité dans une entreprise moyenne, anglais courant, sérieuses références, étudie toutes propositions dans les Alpes-Maritimes.

Ecrire n° 8.001, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

---

### DIRECTEUR du PERSONNEL

- 35 ans, maîtrise de psychologie, anglais, italien ;
- 8 ans d'expér. des affaires sociales au sein d'un groupe de première importance nationale.

Recherche poste similaire PARIS ou banlieue.

Ecrire n° T 08.311 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

### DIRECTION ACHATS/APPROVISIONNEMENTS

47 ans ESA-I.A.E. Grenoble en cours Anglais courant

- Achats/ventes, 5 ans Responsable d'un Dépôt de matériaux de construction.
- Approvisionnements, 11 ans Chef de Service d'un Groupe de Sociétés d'Extraction et de Production.
- Gestion industrielle, 2 ans Dir. Adm. d'un Département du même Groupe.

**CHERCHE POSTE EN FRANCE**

Y. LAMBERT, 13, avenue Claudel, 91100 Saint-Germain-lès-Corbeil.

---

30 ANS, E.S.C. + I.S.S.E.C. GESTION

- 5 ans conseil marketing et études de marchés ;
- solides connaissances en gestion ;
- expérience co-direction petite société ;
- anglais courant, notions d'allemand.

recherche fonction

**CHEF DE PRODUIT**
ou ADJOINT DIRECT. MARKETING

Etudie toutes propositions même province.

Ecrire n° T 008.303 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

### CHEF COMPTABLE

Homme 29 ans, DECS, 7 ans d'expérience comptabilité générale, analytique, déclarations fiscales et sociales bilan fiscal inclus, management d'une équipe, connaissance traitement informatique. Recherche poste dans P.M.E. ou banlieue Ouest.

Ecrire à F. AUJEAN, 46, rue M.-Dunan, 92500 Rueil ou tél. 976-78-29 le soir ou laisser message 261-32-27.

---

JOURNALISTE PROFESSIONN. H. 43 ans, expérience confirmée, ch. direction ou secrét. rédaction rubr. spectacle. Libre suite. Ecr. n° 3 081, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Fme journaliste professionnelle, rédactrice magazines féminins secrétaire de rédaction. Etudie toutes propositions. Ecr. n° 3 133, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens 75427 Paris-9e.

Jne statisticienne ISUP + AEA, Maîtrise Math, notion informatique, étudierait ttes proposit. rég. paris. Ecr. Odile BARDET, 10, av. P.-Appell, 75014. 540-98-84

J.F., 32 a., cadre, parfaitement trilingue allem., franç., anglais, 10 a. expér. traductr. secrét. export, ch. nouvelle situation pour fin d'année Paris-banlieue. Ecr. à T 07.608 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JOURNALISTE licence de lettres, J. H. 28 ans, expérience grande presse, journal d'entreprise ; report., interview, revriting, photo, etc. Et ttes prop. Ecr. Claude Ferrand, 87, r. Lepic 75018 Paris qui tr.

SECRET. DIRECTION EXP. TRILINGUE ANGL.-CHINOIS 28 ans, réf excell présentation, hab. contacts très haut niveau. Séjours G.-B., U.S.A., Chine pop. (1 an) ch empl. dans entreprise trav. avec Chine ou Ext.-Orient. Ecr. n° 3 143, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Ch. empl. de préfér en contact avec les enfants. Exp. (colonies, anim. en foyer, bibl. enfantine). Age 20 a Sinon tout autre empl. rég. lorientaise. Ecr. M.-A. Bouvet foyer de la jeune travailleuse 25, bd de Gaulle, 56100 Lorient.

Psycho. clinic., doct. philo ch. empl. m. tps part. Et. tt prop. Ecr. n° 8 028, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F. 25 a., dynamique, tril. anglais, all., maîtrise humaines, 3 a. d'expér. étud toutes prop. TEL : 325-34-91.

Ayant le goût et le sens des contacts, méthodique, organisée et dynamique, je souhaite avant tout m'intégrer à une équipe.

J'ai une expér. de la publicité (prospection et suivi de client.) et de la documentation. J'étudierai ttes proposit. sur la région RHONE-ALPES CONCERNANT les sect. suiv. :
- COMMERCIAL ;
- EXPORTATION ;
- MARKET. ET PROMOTION.

DIPLOME Cbre de commerce FRANCO-BRITANNIQUE, B.T.S. de commerce internat. LIEU DE RESIDENCE LYON. Ecr. à T 025 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ARCHITECTE DPLG rech. missions conseil aupr. ts organism. Ecr. n° 3151, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

SECRETAIRE DIRECTION 23 a. expér., dynam., lib. suite, ch. poste stable à responsab., près chef d'entreprise ou directeur. Ecr. n° 3-134, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE COMM. EXT., 36 a., rech. poste CHARGE DE MISSIONS, entr., ch. de comm., G.I.E., etc. Très sér. référ. Ecr à 3.154, « le Monde » P., 5, r des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F. 27 a., 1er échelon, cherche emploi. Comptab., 10 a. expér. clients, fourniss., payes, trésor. Ecr. n° 6 913, « le Monde Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H., 28 ans, maîtrise de gestion 3 a. 1/2 exp. analyse financière, ch. poste stable. T. : 258-36-98.

Comptable, 12 a. cabinet expert. DECS complet. stage expert. Termine, rech. situation de responsab. dans import société. Cabinet s'abst. Tél. : 937-28-38.

**SPÉCIALISTE GESTION P.M.E.**
25 ans d'expérience haut niveau, Direction Générale, Ingénieur AM - ICG, recherche situation toutes branches. Régions indifférentes. Ecr. n° 80.208, Contesse Pu., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

JEUNE DIRECTEUR USINE COSMETIQU., retour AFRIQUE pour RAISONS FAMILIALES, cherche poste responsabilités.
- Formation E.S.C.
- Déplacements acceptés.
- Régions Sud, Sud-Est.
- ANGLAIS, ALLEMAND.

Ecr. à 84.500 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

CADRE comptable, 30 ans, expérience multinationale, libre rapidement, célibataire, rech. emploi outre-mer ou Afrique francophone. Ecr. à n° 4.264, PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

Chauffeur de maître recherche remplacements week-end. Tél à Eric, 355-39-08, p. 340, H. Bur.

J'ai 34 ans, longue expérience professionnelle, domaines variés, suis bilingue anglais, cherche travail intelligent. Tél. : 326-41-07, le soir.

**CHEF COMPTABLE**
33 ans, école de commerce + DECS comptable, plusieurs années d'expérience en Afrique Noire, recherche un poste à responsabilité service administratif et comptable A DAKAR - SENEGAL. Ecr. n° 8.036, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

**PROFESSEUR DE FRANÇAIS**
H., 31 ans, 7 ans expér. pédag., France et étranger, public et privé, direct., pédagog., direct. de centre cult., form. pr adult., ch. poste en rapp. T. 575-31-18.

*Voir la suite des demandes d'emploi en page 32*

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 46,00 | 52,62 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 11.00 | 12,58 |
| IMMOBILIER | 32,00 | 36,61 |
| AUTOMOBILES | 32,00 | 36,61 |
| AGENDA | 32,00 | 36,61 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 85,00 | 97,24 |

# ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADREES | Le m/m col. | T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOIS | 27,00 | 30,89 |
| DEMANDES D'EMPLOIS | 6,00 | 6,86 |
| IMMOBILIER | 21,00 | 24,02 |
| AUTOMOBILES | 21,00 | 24,02 |
| AGENDA | 21,00 | 24,02 |



## demandes d'emploi

J.F. 25 ANS, ETUDES CCIALES et décoration intérieur, 5 ans expér. secrétariat, ne désiram plus travail bureaux recherche
**POSTE AUTONOME**
à responsabilités. Etudierait propositions sérieuses PARIS (4e). Téléph. 781-61-55.

SCANDINAVIE - Cadre commercial français né en Suède, parlant langues scandinaves et anglais, contacts étendus, ch. : Emploi Organisation Internationale.
Tél. : 288-41-46, B. VALERY 15, rue Raynouard, 75016 PARIS

Jne Fille, étudiante, italienne, tril. angl., franç., italien, bonnes not. allem., rech. emploi temporaire (agence tourisme, réception de grand hôtel). Ecr. no 6914, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

J.H. 30 ans, B.T.S. traducteur commercial anglais. DEUG angl. Exp. enseignement, 2 ans Allemagne, ch. empl. pr janv. 79. Banl., prov., étrang., étud. ttes propositions. Ecr. à Bruno Vigné Blumenstrasse 3 4150 Krefeld 1, Allemagne Fédérale.

Secrétaire Sténodactylo 25 ans. Anglais courant. Ecr. no 3148, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e ou téléph. : 387-75-75, 13/14 h.

Jeune Femme, Aide-Comptable, 2 ans expér. ds service paye, clients, fournisseurs, cherche poste stable. Ecr. no 6915, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Retraité Affaires étrangères parle, écrit anglais, russe, polonais, arabe + expérience de 17 ans télex international et télétypes, cherche emploi même temps partiel, temporaire, mi-temps ou de nuit. Téléph. : 387-56-80

PROJETEUR COLLABORATEUR D'ARCHITECTE
23 ans, 4 ans d'expér., recherche place stable, libre de suite. Projets, permis de construire, exécution, décoration intérieure. HONNET, 75, r. des Mourinoux, 92600 ASNIERES, Tél. 790-99-71

ARCHITECTE DPLG Sociologue 28 ans, cherche emploi ou collaboration avec architectes travaillant pour le tiers monde. Ecrire : EBOUMBOU, 2, allée Relane - 92000 NANTERRE.

Scientifique et Médecin, 56 ans, cherche place dans Faculté des Sciences, C.H.U. ou Industrie pharmaceutique. Paris ou région parisienne - M. BLOZOVSKI, B.P. 85 - 75421 PARIS Cedex 09

Expert Comptable, 32 a., soutenance Mémoire octobre, étud. ttes proposit. Implantation Val de Loire, Poitou, ctre Bourgog. Ecr. no 3144, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Spéc. impression tous procédés et plus génér. arts graphiques, arts plastiques. Conception à réalisation. Etudie ttes offres. H. 28 ans. - Tél. : 208-48-52

J.F. 27 ans, Adjointe Chef du Personnel, maîtrise droit privé, 3 ans expér., étud. ttes propos. même sect. différ. Paris-Prov. Schmidt, 4, r. Félicité, Paris-17e

CADRE III B, 48 ans
18 ans, Direction Technique Mécan. Tôle. Tube. Bois. Stratif. 5 ans Direction Administrative et Commerciale.
Excell. aptitudes d'organisation et de Gestion (C.P.G.) recherche
Poste à responsabilités.
Examinerai toutes propositions. Ecr. no 8048, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

J.H. aide-comptable 1er échel. C.A.P. de comptabilité 1er deg., 4 mois expér. ds serv. compt. gle. ch. pl. st. à part. 1er oct. Ecr. no 6107, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

ALLEMAGNE
E.S.C., 29 ans, 4 ans EXPER. MARKETING-VENTE en RFA, pour IMPLANTATION/EXPANSION de FILIALES. Ecr. sous no 463, à Régie-Presse GmbH, Rathenauplatz 1 a, D-6000 Frankfurt, qui transmettra.

BRESIL. Suisse 39 ans, nombr. années expér. dans le domaine bancaire et financier, établi au Brésil depuis 9 ans, dont 4 ans comme Directeur Financier, ch. situat. équival. dans firme européenne à Rio ou Sao-Paulo. Ecr. s/chiff. P W 305 915 à Publicitas S.A., Case Postale 1002 LAUSANNE (VD) - Suisse

J.F. 31 ans, secrétaire direction expérim., rech. place stable. Libre de suite. Ecrire : Mme DURAND, 7, quai de Bercy, Appt 202 - CHARENTON 94220

Suite licenciement collectif, Femme 30 ans, ex-représentante niveau Bac, ch. poste de responsabilités modes, hôtellerie, etc. Ecrire : Havas Contact, 156, bd Haussmann, Paris-8e sous le no 64398.

**J.F., TRILINGUE**
ANGLAIS/ESPAGNOL
30 ans, célibataire.
Etudes supér. 3e cycle, expér. professionnelle et enseignement France et étranger (dont 1 an aux U.S.A.).
Précise, esprit pratique et décisionnel, voudrait se recycler carrière cciale, secrétariat de direction. Paris de préférence. Peut voyager.
Ecr. no T 008133 M, Rég.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

**JEUNE JURISTE**
H., 26 a., Sciences Po (Paris) maîtrise droit des affaires. D.E.A. 1 an 1/2, exp. cab. intern., angl. cour. ét. ttes prop. Ecr. no T 08294 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

**JOURNALISTE**
26 ans, ch. emploi rédactrice, secrét. rédaction, traductions, (angl., espag.), presse ou édit. Tél. jeudi 28 : 533-99-41 ou Ecr. no T 08297 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

**CHEF DE PRODUITS**
5 ans expér. sect. LOISIRS, Hme, 33 ans, allemand-anglais, recherche
**POSTE MARKETING CHARGÉ DE MISSION**
SECTEUR LOISIRS ou AUTRES Ecr. à T 08251 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Homme 38 ans, E.D.C., cadre administration ventes, expérience GESTION COMMANDES 5 ans France prest. services, 10 ans export indust. pharmac. Ecr. no 3 140, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

**CADRE SUPÉRIEUR**
bonne expér. direction cciale et export. angl., ital. courants recherche
**COLLABORATION**
DIRECTION P.M.E.
éventuellem. missions tempor. Ecr. à T 08099 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

**INGÉNIEUR 34 ANS**
VRAI BILINGUE ANGLAIS
électricité, bâtiment et industrie, cherche mission longue durée : chantier Extrême ou M.-Orient. Ecr. no 08.324 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réamur, Paris-2e.

**AGRO-PARIS + ÉCONOMISTE**
42 ans
— 15 ans expérience études et développement agricole outre-mer ;
— Anglais, portugais courants,
recherche
Paris ou région parisienne : poste GDE RESPONSABILITE auprès entreprise de préférence liée à secteur agricole. Ecr. no T 008.264 M, Régie-Pr., 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune homme, 24 ans, diplômé de l'Ecole des Cadres, option Gestion et Développement des P.M.E., anglais, espagnol, dégagé O.M., cherche emploi. Libre de suite. Ecr. à 022 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui tr.

## information divers

POUR
**TROUVER**
UN
**EMPLOI**

Le CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédact., exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78-Le Chesnay.

## cours et leçons

J. Femme, 1er prix Conservat., donne à domicile leç. de piano, solfège. - Téléphone : 705-48-27.

Etudiants 3e cycle et agrégation donnent leçons mathématiques, tous niveaux. - Tél. : 651-35-82.

## occasions

Achat comptant bijoux, brillants, argenterie, etc. 4, Chaussée d'Antin, OPERA ; 37, av. Victor-Hugo, ETOILE. PERRONO : ventes, occasion.

EN SOLDE moquette et revêtements muraux, 1er et 2e choix, 100.000 m2 en stock. Téléphone : 355-66-50.

PIANOS LABROSSE, 10, rue Vivienne, Tél. 260-06-39, neuf, et occasion. Crédit gratuit.

## autos-vente

### 5 à 7 C.V.

Partic. vend PEUGEOT 304 S, 1975, prix Argus. Tél. 805-16-83.

104 GS, modèle 1978, 20.000 km., vert métall., état neuf, 21.000 F. Téléph. 588-12-32, après 18 h.

### 8 à 11 C.V.

COLLABORAT. RENAULT vend
**R 16 TL (9 CV)**
couleur algue métallisé, disponible le 15-11-78, et elle aura env. 10.000 km. Modèle 1978 (juin). Prix 28.000 F. Ecr. no 6.111, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

### + de 16 C.V.

Vds FERRARI 308 GT 4, juillet 1975, 30.000 km., vert métallisé. Prix 80.000 F. Téléph. 677-26-95.

## divers

JAGUAR
neuf et occasion
WILSON-F. LACOUR
116, R. DU P. WILSON. 92300 LEVALLOIS. TEL : 739.92.50

**B.M.W. OCCASIONS**
316, 320, 520, 525, 528, 1-730. Ex TT fin 1978, peu roulé. AUTO-PARIS XV, 533-69-95, 63, rue Desnouettes, Paris (15e).

LANCIA
AUTOBIANCHI
13, Bd Exelmans - 16e
OUVERT SAMEDI TOUTE LA JOURNÉE
• 524.50.30 •

## boxes - vente

PART. LOUE PARK. SOUTER. rue d'Aubervilliers, Paris (19e), à envir. 200 m. Mo Stalingrad, 110 francs par mois. — Ecrire, no 6.109, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

A louer, pour un an, box, 11, rue Duvivier, Paris (VIIe). Ecrire à : DIANOUS, 166, rue de Grenelle - Paris-7e.

# L'immobilier

## appartements vente

### Paris Rive droite

Sur voie piétonne Imm. XVIIIe restauré Duplex, grand stand., asc. Tél. 278-77-07

Me Jourdain, part. vd appt en L 4 gdes pces + 3 petites pces, entrée, cuis., s. de bns, 3e ét., imm. ravalé, vue sur Paris. 250.000 F. Tél. 636-77-95

13, place des VOSGES du studio à l'appt de prestige. 325-32-77 et 271-72-80.

FACE ORTF, imm. pierre de T. 1935. Et. élevé. TRES CALME. 2 P., cuis., bains, 340.000 F. EMSA. - 522-68-57

Rue LAMARK, 2 Pces, 44 m2 gde cuis., ent., w.-c. Possib. bains à rénover. 158.000 F. 255-66-18

9e, près rue Baillu, beau 3 pces tél. 5e étage, terrasse, soleil. Prix 297.000 F. Tél. 280-23-2.

Près place PEREIRE, récent liv., chambre, 48 m2, 5e ét. 310.000 F. Eicher. - 359-99-69

PRES BUTTES-CHAUMONT Imm. récent, stand., 6e étage, studio 36 m2, confl, état neuf. Calme, soleil. Tél. 220.000 F. - 260-39-11 poste 240

POINCARE-KLEBER dble liv., chambre. CHARME. 385.000 F. Eicher. - 359-99-69

Boulevard LANNES 420 m2, magnifique appartem. gar., chambre serv. Prix exceptionnel. - 567-22-88

ALMA BEAU 6 Pces, 170 m2. SOLEIL VUE DEGAGEE, grand balc. 1.050.000 F. Eicher. - 359-99-69

**16e FACE BOIS**
URGENT. — Cause départ, je vends mon appartement 9-10 Pièces, 350 m2, profession libérale acceptée. Direct propriétaire : ETO. 67-41.

**AVENUE SAINT-OUEN**
Charmant 3 pièces, 3e étage, sans ascens., salle de bains, cuisine. 235.000 F. FRANK ARTHUR. - 766-01-69

Proche gare de l'Est, bd Magenta, part. vend :
**DUPLEX**
de caractère entièrement refait neuf, cuisine et salle de bains équipées, 90 m2 env., dble liv. + 2 chambres (dont 1 enfant), nombreux placards, moquette, tél., balcon 12 m2, cave bon état. Ascenseur. - URGENT. 465.000 F. - Tél. 607-40-34 de 9 h. à 14 h. et après 19 h.

**VRAI MARAIS**
5, 7, 9, RUE des TOURELLES Rénovation de grande qualité. 2, 3, 4, 6 Pièces. en duplex, du mardi au samedi, 16/19 h. ou tél. heures bureau, 359-30-85

**NATION**
**EXCEPTIONNEL**
**4.100 F LE M2**
Rénovation entièrement terminée, reste plusieurs appartem. LIBRES DE SUITE.
**3 PIECES** Cuis., s. de. bains, w.-c.
Interphone, tapis escalier. CHARGES MINIMES. Crédit 80 % avec A.P.L. Propriétaire 343-48-19 ou 49-01.

**XVIe MIRABEAU**
DS IMMEUBLE PIERRE DE TAILLE GRAND STANDING REZ-DE-CHAUSS. TRES CLAIR
**GRAND 4 P. CONFORT**
ENTIEREMENT RENOVE
**PRIX 595.000 F**
Me voir ce jour 14 h à 18 h : 3, rue de l'AMIRAL-CLOUE ou Tél. 723-91-28

**ETOILE** Standing, dernier étage Appart. de caractère 110 m2, terrasse plain-pied 35 m2, chbre service. 1.100.000 F. NEVEU - 743-96-96

**17e** PORTE DE CLICHY 4 pièces tt confort, 100 m2 450.000 F. - 265-02-88.

**ST-AUGUSTIN** 3 et 5 PIECES, belles récept. 325-32-77 et 271-72-80

**MONCEAU 6 P.** 240 m2 clair, calme, sur verdure. - 266-27-55.

**ETOILE** Dans bel immeuble pierre de taille 6-7 pièces, possib. prof. libérale. 1.250.000 F. - 766-82-74.

**XVIe MAILLOT**
BEL IMM. PIERRE TAILLE 3e ASC. TAPIS ESCALIER
**GRAND 5 P.** salon, salle à manger + 3 chbres, 2 salles de bains
ENTIEREMENT RENOVE
**PRIX 920.000 F**
S/place ce jour, 14 h à 18 h : **1, RUE PERGOLESE** ou 723-91-28

**A RENOVER** 120 m2 Balcon 13 m2 RARE. 390.000 F. - 325-75-42.

DAMREMONT - 4e étage, asc. **5 P.** 155 m2, soleil, récent. PARFAIT ETAT 924-30-05 (ORPI)

**MARAIS** (près) BEAUBOURG
2 ATELIERS D'ARTISTE de 75 m2 chacun, possibilité de réunion en un seul lot BEAUCOUP de CARACTERE TRES BELLE RENOVATION Propriétaire - Tél. 359-01-49

**MARAIS** proche THORIGNY
Bel imm. XVIIIe s. caractère, bon stand., 3 p., cuis., wc, gd bains moderne, chff. cent., tél., moquette, état impecc., 3,20 m sous plafond. 2e ét. s/rue. Prix 398.000 F. crédit 80 %. Voir pptaire : lundi, mardi 14 h 30 à 18 h 30 : 31, rue CHARLOT (3e)

**GEORGE-V** 6 pièces, 2 bains, grand standing. 170 m2, possib. prof. libérale. MICHEL & REYL - 265-90-05

IDEAL PLACEMENT
**STUDIOS** à partir de 74.000 F
Location et gestion assurées. Crédit possible 80 %. 256-26-01 - 256-02-64.

**QUAI DE LA MARNE**
129.800 F, récent, étage élevé, balc., studio, tt cft, park. MARTIN, docteur en droit. 742-99-09.

**XIIe** Bon imm. Beau 2 pièces, s. de bains, w.-c., cuisine, refait neuf, plein soleil, 4e ét. Urgt. 161.000 F. GIERI, 373-05-81

**XVIe MIRABEAU**
DS IMMEUBLE PIERRE DE TAILLE GRAND STANDING REZ-DE-CHAUS. TRES CLAIR
**GRAND 4 P. CFT**
ENTIEREMENT RENOVE
**PRIX 595.000 F**
Me voir ce jour 14 h-18 h : 3, rue de l'AMIRAL-CLOUE ou Tél. 723-91-28

### Paris Rive gauche

Cœur quart. Latin, soleil, calme, placement de 1er ordre, 3 p., 230 000 F. Téléphone : 387-00-32.

BD DU MONTPARNASSE pptaire vend 4 p. 80 m2 tt cft. Prix 750.000 F. Téléph. 320-00-81.

5e, POLIVEAU, beau studio, bains, w.-c., kitchen., état neuf. Prix : 120 000 F. Tél. : 535-86-37.

FACULTE DES SCIENCES STUDIOS 2 ET 3 PIECES. Tél. : 325-32-77 te 271-72-80.

P. vend 4 p. Port-Royal, 3e ét., ascens., bel ensol. + ch. 7e ét. Prix : 550 000 F. Tél. : 707-74-02.

13e, place Italie, part. vend 2 pièces, 22 m2 (tél. + chauff. ind. gaz) + cave, 5e étage, plein soleil, très calme (sans ascenseur). Prix 63.000 F Tél. 580-94-30 après 18 h.

Particulier, bd Pasteur, 105 m2, imm. pierre de t. 4/5 P. sur gde cour, tr. calme, 3e ét. chauff. cent. ind. gaz. cave, prof. libérale poss. 500.000 F. T. 320-86-87

XVe, Part. vd dans immeuble récent, tout confort, très beau 5 pièces, 2 bains, park., loggias. Tél. 554-14-63 ou 554-05-97

Place Jeanne-d'Arc sur jardins séj. double + 2 chbres, gd cft. 445.000 F. 278-09-40

PROXIMITE LUXEMBOURG Studio 30 m2, 4e étage. Salle de bains, w.-c., cuis., tél. 160.000 F. - 260-39-11 p. 240

13e, Récent, grand conft, 2 Pces 44 m2. Park. Vue. Soleil 188.000 F + 27.000 CF. 535-56-92.

13e, PETIT STUDIO 1974, gd conft. Soleil. Calme. 97.000 F + 3 % notaire. - 535-56-92

Place MONGE, charmant studio entr., cuis. Penderie. Bon imm. CALME. 109.000 F. - 535-56-92

QUAI VOLTAIRE superbe appt vieille France, 230 m2 boiseries, 3 bains, 3e ét. asc., gar. - 742-02-44.

SAINT-SULPICE MERVEILLEUX living double, 1 chbre, tt cft, soleil, étage élevé, aménagement raffiné. 590.000 F. Eicher. - 359-99-69

VENTE AUX ENCHERES Bd A.-Blanqui, 2 Pces, 55 m2. Crédit possible par C.F.F. Me M.-J. SAGAUT, 329-21-07.

**15e PONT MIRABEAU**
Immeuble P. de T., étage élevé, 4 Pces, tt cft, 95 m2 environ + service, vue s/Seine, 620.000 F. COTIMO, Mme Toppo, 783-62-74.

**25, RUE LACÉPÈDE**
Petit studio, dches, w.-c., chauf. imm., 3e étage. Visites, jeudi, de 13 à 16 heures. — 331-89-46.

**PLACE D'ITALIE**
Bel imm., gd 4 P., conft, calme, verdure. Téléphone : 331-81-11.

**13e PLACE D'ITALIE**
Part. vd pour étudiant appart. 2 Pces (22 m2), tr. calme, au 5e étg., pl. soleil (sans ascens.), chauff. gaz indiv., cave + tél. Prix : 63.000 F. Tél. : 580-94-30.

**EXCEPTIONNEL**
DUROC, Bel imm. Bourgeois : liv. + chbre, TEL, cave, REF. NEUF. Propriétaire : 325-75-42.

CENSIER - ODE. 43-70
**JARDIN PRIVÉ**
Séj., 3 chbres, 2 bains, calme.

**DUPLEIX** Pierre de taille 1er étage, calme
**4 P.** tt confort. 430.000 F. 579-75-80

SI VOUS RECHERCHEZ près **MONTPARNASSE**
Un appartement de 260 m2 à AMENAGER au 5e étage à un prix inférieur à 5.500 F le M2. Serge KAYSER - 329-60-60

**5e** Dans PAVILLON. Beau 2 p. plein de charme, liv. 30 m2 sur jardin fleuri et arborisé. Mercredi-jeudi, 10 h à 19 h : 67, RUE BUFFON

**MAUBERT** STUDIO à rénover 95.000 F. - 325-75-42.

RUE DANTON
**300 M²** Possibilité professionnel
Immeuble grand standing 567-22-88

**128, RUE MOUFFETARD**
SAINT-MEDARD
Restauration de grande qualité
**DU 2 P. AU 5 P.**
VUES SUR RUE ET COUR OU COUR ET JARDIN PLUSIEURS DUPLEX
Sur place mardi et mercredi de 14 h. à 18 h. 30 ou 755-98-57.

**SUPER ITALIE** 20e étage, vue, soleil
Appt 118 m2+loggia, 5 p., 2 bns, cuis. éq., park., pisc. solarium, ch. moder. T. Didrich, 584-04-15.

**GOBELINS** Immeuble classé GD LIVING + 2 CHBRES + cave voûtée reliée à l'appart. Caractère. 530.000 F. - 325-89-90.

**BOUCICAUT** 6, rue François-Coppée
URGT, cause départ, dble liv. + 2 chbres, 75 m2 + service, bel ancien, confort, parfait état. Visite ce jour, 14 à 17 h.

**RUE MONSIEUR-LE-PRINCE**
Rénovation de prestige, original, living + 2 chambres, 2 salles de bains, cuis. équipée, poutres apparentes, grand calme, charme. Notaire : 501-54-30, le matin.

### Région parisienne

Me GENTILLY, très rare imm. récent 2 pièces, tout cft. Tél. Jard. suspendu, garage. 210.000 F. Mercredi 15-19 h. 67, rue CHARLES-FREROT (près P.T.T.) - 387-27-60

COURBEVOIE, rue Baudin, splendide appartement 100 m2, standing, grand séjour avec balcons, cuisine entièrement aménagée, 3 chambres, s. de bns, cave + box voitures. Prix total 443.300 F, traite avec 75.000 F comptant, long crédit.

TURPIN - LES PEUPLIERS LE RELAIS DU MIEL 5 km Sud, RN 7 Montargis. Téléphone : 16 (38) 85-23-92 ou après 19 heures 16 (38) 92-32-33, 24 h. sur 24.

BOUGIVAL, Résidence Montgolfière, petit immeuble récent, 3 pces, cuis., salle de bains, tél., box. Calme, soleil. Prix 320.000 F 260-39-11 poste 240

BOULOGNE, près Mo. Imm. récent plein soleil, balc., étage élevé. Sél. dble + 2 chambres, cuis., salle de bains + douches. Prix 565.000 F. ROUSSEL. - 620-36-49.

**SENLIS**
Immeuble neuf dans la ville : 6 Pièces, 114 m2, grand standing. 230.000 F. De 14 à 19 heures Téléphone : (16-4) 453-19-64.

**MEUDON-BELLEVUE**
Immeuble récent, gentil 4 Pièces, tout confort, vue dégagée. Prix intéressant. — MARTIN, docteur en droit. Tél. 742-99-09.

PLEIN BOIS VINCENNES
**NOGENT** Gd stand gd séjour + chbre tt cft + jard. privatif. 440.000 F. - 345-74-40.

**VIROFLAY** Gd 5 pièces, calme Près gares, écoles, commerces. - 950-01-08.

**593** APPARTEMENTS DANS LE **92**
4.000 PARIS et AUTOUR
SELECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR
VENEZ, TEL. ou ECRIVEZ : MAISON DE L'IMMOBILIER **C.I.M.I.**
27 BIS, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS - 757-62-02

NEUILLY. Studio, cuisine, bains, dans hôtel particulier, parfait état. — Téléphone : 567-22-88.

LA VARENNE.Imm. stdg, bel appt 147 m2, 28 m2 balc., hall, liv., 2 S. de B., 4 chbres, cuis., box + park., cave, Sud-Est, vue Marne. Prix 800.000 F. S/place, 56, promenade des Anglais, au 2e étage gauche, de 15 à 18 h., et sur rendez-vous. — 283-91-23.

### Province

Alpes - Maritimes, arrière-pays, vends studio résidence, 3e âge, grand standing, prix intéressant. Ecr. Agence Havas, 06011 Nice Cedex réf. 0281

AIX-EN-PROVENCE Vends F4, quartier sud dans IMM. récent, très calme. 250.000 F. Tél. (42) 59-18-33

SKI A CHATEL (Hte-Savoie), studio 4 personnes, 2-3 pièces. Avec 31.000 F cpt + crédit. Gestion assurée - ERIGE, 84, route de Genève, 74240 GAILLARD. Tél. (50) 38-52-89

**GRENOBLE** Part. vd 5 pièces + cuis., 120 m2, stand., dans parc, étage élevé, calme, gar. Tél. 16 (76) 88-50-15.

## appartem. achat

Jean FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15e, 566-00-75. Rech. Paris-15e et 7e pour bons clients appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

Rech. appts 2 à 4 Pces, PARIS, préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, paiement comptant chez notaire. Tél. 873-23-55.

**MICHEL ET REYL**
URGENT RECHERCHE
5/7 pces. tt cft, 8e, 16e, 17e. Rive gauche, Neuilly. - 265-90-05

## appartements occupés

XIe, FG DU TEMPLE dans imm. entièrement restauré, 2 P. 37 m2, cuis. Bains w.-c., refait neuf. Loué bail 6 ans, 750 F mois + charges. Investissement qualité. Tél. 140.000 F. 227-22-62

BUTTES-CHAUMONT Près O.R.T.F., loyer 6.000 F annuel. Prix 58 000 F, loué bail 6 ans, 1975, stud., cuisine, wc, dches, chff. centr., bel imm. en briq. 1930, toiture neuve. Voir Propriét. mardi, 14 h. 30-17 h. 30, 11, RUE DES SOLITAIRES.

## constructions neuves

**LES TERRASSES DE NEUILLY**
Petit Imm. de GD STANDING du STUDIO au 7 PIECES SUR JARDINS.
Visite de notre appt décoré ts les jrs 10/12 h. et 14/18 h. 30 117, BD BINEAU ou renseignements : 624-39-49.

**DENFERT-ROCHEREAU**
8, rue du Saint-Gothard
3 et 4 Pièces avec terrasse.
Renseignement sur place tous les jours de 11 h. à 18 h. 30, sauf mercredi et dimanche.
CIME - 538-52-52

**DUPLEIX**
2 pièces sur jardin.
Renseignements sur place 52, RUE MADEMOISELLE.
Ts les jours de 11 h. à 18 h. 30. CIME - 538-52-52.

## immeubles immeubles

AFFAIRE EXCEPTIONNELLE
Particulier vend très bel immeuble
**PLEIN CENTRE NICE**
classé 1re catégorie
6.000 m2 développés.
Prix justifié : 3.500 F le m2. Bon rapport.
Ecrire sous no 47.133 B à BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

Europa, 54, r. Amsterdam (8e), ach. urgence, immeuble occupé, loi 1948, avec 1 appart. libre, Paris ou banlieue. — 234-02-86.

XVIe - PRES EXELMANS important immeuble P. de T., R.-de-Ch. + 6 étg., 2 corps de bâtim., 1 commerce, 10 baux, 13 locations verbales. - 266-67-06.

## locations non meublées Offre

### Paris

STUDIO 40 m2 6e ETAGE JEAN-JAURES, TT CONFORT, TEL. : SOMEGIM (87) 68-97-20.

4 PIECES 83 m2 JEAN-JAURES 10e ETAGE TOUT CONFORT. TEL. : SOMEGIM (87) 68-97-20.

**PORTE DES LILAS**
(près) - Imm. neuf, finitions luxueuses, première location
**3 P.** 71 m2 avec parking sous-sol, 1.460 F + 420 F provisions charges.
**4 P.** 91 m2 avec parking sous-sol, 1.830 F + 530 F provisions charges.
**5 P.** 108 m2 avec parking sous-sol, 2.130 F + 620 F provisions charges.
Honoraires réduits étage médical, garderie enfants autorisation en cours. Visites lundi, mercredi, de 13 h à 19 h et samedi de 10 h à 18 h :
PLACE DES FETES à côté Magasin RADAR H. LE CLAIR

### Région parisienne

BECON (près gare). Immeuble récent, living + chbre tout cft, Tél., parkg, 980 + ch. 742-99-09.

## locations non meublées Demande

### Paris

Part. à part. ch. F3, minimum 50 m2, même sans confort dans arrondissements 10e, 11e, 19e, 20e. Ecr. no 6 912, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

**LOGEMATIC**
Recherchons toutes locations. Nous garantissons gratuitement et par contrat, contentieux paiement des loyers + les charges impayés. — Abonnements à un cabinet juridique et fiscal. - Téléphone : 501-80-61.

### Région parisienne

Etudes cherche pour CADRES villas, pavillons ttes banl. loy. garanti 4 000 F maxi. 283-57-02.

Part. à part. cherche à louer pavillon ou appt F4 à Levallois ou environs. Loy. max. 2 000 F. TEL. : 227-81-69.

## locations meublées Demande

### Paris

J. DIPLOMATE ch. stud. meub. oct., nov. préf. 7e, 1er, 8e. Ecr. Paurd, 71, rue Crozatier, 12e.

J.F. ch. chbre, + coin cuisine, 500 F max., ch. comp. CONVENTION, 380-03-26 18 à 20 h.

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction. Beaux appts de standing 4 p. et plus. Téléphone : 285-11-08.

INTERNATIONAL HOUSE recherche du STUDIO au 6 P. Pour cadres étrangers garantis par BANQUE ou AMBASSADE. TEL. : 556-17-49.

Jeune ingénieur de l'Etat ch. studio équipé, de préférence meublé, 5e, 6e, 13e, 14e, 15e arrdt ou ligne de Sceaux. Tél. : 569-96-60 H. B., p. 6763.

### Région parisienne

Pour P.-D. G. et DIRECTEURS **Cie SUISSE** 4 à 6 P. standing
Rech. direct. par propriétaire. Heures bureau : 555-84-23.

## locaux commerciaux

R. des TOURNELLES, pr. Bastille, 230 m2 locaux, dans bel imm. R.-de-Ch. 110 m2 en trois boutiq. ou bur. + dép., 1er étg., 120 m2 en 7 bur. + dép. En tte propriété, libre suite, 980.000 F. Possibilité crédit. Tél. 522-44-81.

Suresnes, résidentiel, Particulier vend local commercial 35 m2, occupé, bail 5 ans 1/2, parking privé, rapport : 8.000 F par an. Px 85.000. T. 225-79-64 av. 10 h.

Ve - Mo CENSIER POUR INVESTISSEUR à vendre dans immeuble récent local Cclal 98 m2, 615.000 F. Loué bail 3 × 6 × 9, rentabilité 10 %. GIP, 260-39-11, P. 220.

Plaine Saint-Denis, 2.000 m2 couverts, r.-de-chaussée, bail neuf. 20.000 F mensuel. — 233-44-17.

CLICHY, PRES CENTRE, ATELIER 870 M2 + locaux sociaux dans immeuble indépendant. Accès camions. téléphone 2 lignes, à louer bail 9 ans sans pas-de-porte. - Tél. : 076-77-42.

PORTE DE CLIGNANCOURT LOCAL 650 M2, couverts, accès camions, près périphérique, à louer bail 9 ans sans pas-de-porte. — Téléphone : 076-77-42.

Droit au bail, préfér. Part. à Part., 138 m2, centre de Paris. Téléphone : 742-57-28.

**PANTIN** A louer entrepôts nfs, accès fac. s/gde art. avec BUREAUX et APPT Surface totale dével. 2.600 m2. Tél. SOMEGIM (87) 68-97-20

**VILLEJUIF** A vendre atelier 100 m2 de plain-pied, sous-sol 84 m2 avec appt. ELIC S.A. - 734-40-49

## locaux indust.

Entreprise peinture rech. dépôt 120 m2 rez-de-chaussée. Accès camion 5 t. Bail 9 ans. Prox. station métro, centre Paris. S'adresser : LE BEAU LOGIS, 15, rue Saint-Roch, Paris (1er)

INVESTISSEURS
20.000 m2 entrepôts sur 5 ha
**GROS RAPPORT**
**10.000.000 F. 266-27-55**

## bureaux

**1 A 20** Bureaux tous quartiers.
Locations sans pas-de-porte.
AG. MAILLOT ST-LAZARE **293-45-55.**

Domicil. artis. et commerç. Siège S.A.R.L. - Rédaction d'actes, Statuts, informations juridiques, Secrét., Tél., Télex, Bur. - A partir de 100 F/mois. PARIS 18e - 11e - 15e - 17e 355-70-80 - 229-18-04

NEUILLY METRO Pptaire loue 1 ou plus. bureaux dans immeu. neuf. - 758-12-40

**A LILLE**
Votre bureau entièrem. équipé, meublé, domiciliat. cciale, permanence tél., secrétariat multiling., télex, traduct., interprét. : BUROTEL, 28, pl. de la Gare, 59000 Lille. Tél. (20) 51-82-38 + Télex 120.137 + NORTX.

## Boutiques

Galerie d'art, 8e arrondissement, près Beauvau, ou ts commerc. 250.000 F. Tél. 624-02-05, matin.

## fonds de commerce

92 - Particulier vend boutique CADEAUX de luxe, GADGETS, gros C.A., loy. 3.350 F, 480.00 F Ecr. no T 07.883 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

**DRANCY.** Propriétaire vend fonds de menuiserie, bois ou aluminium, gd local, villa attenante sur 500 m2. Tél. 471-05-88 ou 869-22-29.

A céder ville Ouest plein centre important magasin en société, bail tous commerces, surface 1 590 m2. T. 267-00-08.

Vends centre de ROUEN, cours bail, AFFAIRE en activité ou Pas-de-Porte, Magasin 100 m2 + réserves 140 m2. Ecrire JD/399, Havas (B.P. 907) 76002 ROUEN CEDEX.

## terrains

**HAUTE-SAVOIE** THONE 1.000 m
proche LA CLUSAZ. A vendre terrains 1.200 m2 avec permis de construire CHALETS 4/5 P. dont plan et descriptif sur dem. Ecrire REALBOIS, 64, rue de Richelieu, 75002 Paris, ou tél. 958-84-64

**A partir du lundi 2 octobre**
(notre numéro daté 3 octobre) LE MONDE classera les petites annonces immobilières "Appartements Vente"
- **par arrondissement pour :** Paris intra-muros
- **par département pour :** 77 - Seine et Marne, 78 - Yvelines, 91 - Essonne, 92 - Hauts de Seine, 93 - Seine St-Denis, 94 - Val de Marne, 95 - Val d'Oise.

*Nous remercions donc nos Annonceurs de bien vouloir préciser sur leurs ordres les numéros d'arrondissement ou de département concernés.*

## propriétés

95-BEAUCHAMP. - Vends villa bourgeoise de style av. tourelles tr. gd LUXE, 12 P., parf. état, sur 1.800 m2 PARC DECORE AVEC ILE. — Tél. : 413-47-96.

Particulier vend, cause maladie, PROPRIETE 40.000 m2, bord Sèvres nantaise, sur 250 m2 clos murs, maison rustique avec tour, habitable immédiatement. Diverses constr. ds parc boisé. AFFAIRE EXCEPTIONNELLE. Prix 1.100.000 F à débattre. TRES URGENT. Téléphone : 16 (51) 67-60-90.

ANGERS. Particulier vend magnifiq. propriété 19e, partie 18e, 12 pces principales, parc 2,5 ha., boulangerie, écurie, etc. Tél. (41) 91-18-58.

Portes TOURS, dominant la Loire, très joli MANOIR, 14 p. principales sur 1 ha. de parc. Prix : 1.600.000 F. LOCHES, CASTEL, 20 p. princ. avec communs et 2 logements de gardien. Parc de 7 ha. 50. Prix 1.300.000 F Agence DESTREGUIL, 82, rue Nationale, TOURS. Tél. (47) 05-35-99 et 05-39-10.

Limite ENGHIEN (95) - Ppté 180 m2 habitables + 90 m2 de communs : 860.000 F. SOGIDEC - 359-94-04

CHELLES. Part vd b. propriété s/780m2 terrain, comp. villa 7 p. tt cft, pavillon rapport 2 p., tt cft, gar. 2 v. Px just. 730.000 F. Ecr. à T 8191 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

**4 KM. UZÈS (GARD)**
**MAS DE CARACTÈRE**
160 m2 restauré, 6 pces, dont 4 chambres, 1 salle de bains, 1 salle d'eau, 2 w.-c., chauffage central terrain de 2.700 m2, site exceptionnel. 400.000 F. PIERRE DUPLAIX, SAINT-MAXIMIN, 30700 UZES. Tél. (66) 22-24-92.

## villas

**VERNEUIL-SUR-SEINE (78)**
maison 7 pièces, tout confort, 608 m2 de terrain dans forêt (exposition sud) 300 m. de la gare de Verneuil à 30 minutes de ST-LAZARE. Prix : 560 000 F. T. : 971-92-54 ou 971-65-82.

CANNES près Croisette jolie villa de 6 pièces 800 m2, jardin, garage. Cause décès, 1.050.000 F. B. F. C. C., 122, rue d'Antibes, (93) 99-04-13 - CANNES.

**LUBERON**
26 km. Aix-en-Provence, Part. vd VILLA 270 m2 sur 2.700 m2, terrain, pinède 5 chbres, séj., salle à manger, cuis. équipée, bureau, divers, dépendances. 1.100.000 F. Tél. (90) 68-08-68

**LE VESINET** TRES RESIDENTIEL
VILLA FAMILIALE S/2.200 m2 boisés, gd. séjour, 7 chambres, garage, parfait état. AGENCE de la MAIRIE - 976-52-52

**10 km EST** Côteau MARNE près Centre
AUTHENTIQUE MAISON 1790 séj., 3 ch., cuis., bains, raviss. jardin clos 750 m2. Px 580.000 F AGENCE REGNIER 254, av. Pierre-Brossolette, 94 LE PERREUX - 324-17-63

## pavillons

Epinay-sur-Orge, à 2 minutes de la gare, pavillon 5 P., 600 m2, T.C.F. + local 30 m2 avec une chambre froide. Prix 320.000 F. Téléphone : 909-38-05.

**BRY-SUR-MARNE**
BORDURE MARNE, Pr. Centre Pav. 4 Pces, cuis., bns, parfait état. Prix : 345.000 F AGENCE REGNIER 254, av. Pierre-Brossolette 94 Le Perreux. - 324-17-63

**RUEIL** Vends 6 pièces + gar. 900 m2 proche forêt. 779-34-54 et 967-74-52, ap. 18 h. 580.000 F.

**LE PERREUX**
Bordure Marne, site résident. 1er ordre, VILLA, séj. double, 3 chambres, cuis., bains, jdin d'agrém., parf. état, 460.000 F AGENCE REGNIER 254, av. P.-BROSSOLETTE, 94-Le Perreux - 324-17-63.

## fermettes

**EXCEPTIONNEL**
EN CREUSE, rég. de collines bois. Belle fermet. typiq. INDEPENDANTE, constr. pierre, faç. de caract. av. encadrem. granit, gr.-œuvre en bon état.
**4 GDES PIECES** à rénover, poss. appar. chemin. rust. dép. s/60 m2, av. grange et anc. étable, terr. atten. 1.200 m2, E., él. A. B.
**PRIX 70.000 F**
Av. 20 % solde s/10 ou 15 a. PROGECO, 33, av. Gambetta, 23000 GUERET. Tél. : (16-55) 52-50-87.

## châteaux

**CHATEAU STYLE HENRI II**
en surplomb. d'une petite ville médiévale ds vallée du Thouet. Bâtiment remarquablement entretenu se composant de 15 pces dont 5 à restaurer. Belles boiseries, chauff. s. de bs, w.-c., vaste dépend., caves sur 7.300 m2 de jard., vignes et arbres fruitiers. PRIX 650.000 F
**SITE** 7, rue Th.-Renaudot, 86000 Poitiers. Tél. (49) 88-86-38.

## viagers

Offre 300.000 F en viager, deux têtes, 80/83 ans, pour l'achat d'un appartement ou d'une villa. LODEL. - Téléphone : 700-00-99.

8e, Saint-Augustin, 2 P., occupé, 69.000 F + 950 F. - F. CRUZ, 8, rue La Boëtie. Tél. 266-19-00.

SOLFERINO - 4e étage, sur arbres, beau séjour + 2 chbres, tt conft. 320.000 F + 4.200 F par mois sur 2 têtes 79-76 ans 266-32-35 **FONCIAL**

Le Monde

# équipement

## Les élus bretons disent oui à la centrale nucléaire de Plogoff mais réclament des « informations objectives »

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — Les Bretons auront-ils découvert à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) les limites du pouvoir régional ? *« Le débat sur l'implantation d'une centrale nucléaire,* a observé M. Michel Phliponneau, professeur à l'université de Haute-Bretagne et membre (socialiste) du conseil régional, *a fait découvrir à nombre d'entre eux, lors de la session de cette assemblée le lundi 25 septembre à Saint-Brieuc, le fonctionnement de cette institution. Jamais peut-être la population n'a suivi aussi attentivement une décision du conseil régional. »* Dans la salle réservée au public et devant les grilles de la préfecture, la présence de quelques dizaines d'habitants de Plogoff et de militants anti-nucléaires contrastait avec les milliers de manifestants de samedi dernier à Brest. Peine perdue : le conseil régional de Bretagne a choisi le site de Plogoff comme celui *« qui présente le moins l'inconvénient »* pour l'installation d'une centrale de 2 600 mégawatts.

Ce ne fut pas sans un long débat pendant lequel la gauche socialiste et communiste multiplia les asasuts contre le projet et où la majorité se fit particulièrement remarquer par son laconisme, un seul orateur, M. Guy Guermeur, député R.P.R. du Finistère, s'en faisant le défenseur (non sans réserve) aux côtés du préfet de région, M. Jean Perier.

M. Guermeur a estimé qu'une telle centrale répondait aux besoins énergétiques de la Bretagne et pouvait provoquer, pendant et après sa construction, une activité bénéfique pour toute la région, pour peu qu'elle y soit préparée et que les études futures soient orientées en ce sens.

M. Le Prohon (U.D.B.), professeur à l'université de Basse-Bretagne, a insisté sur les procédures politiques : *« On manipule le conseil régional. »* Selon lui, *« ce n'est pas une affaire bretonne, mais une affaire française ».*

Les socialistes comme les communistes ne réfutent pas seulement les conclusions des rapports de l'E.D.F. et du préfet de région, mais la politique du *« tout nucléaire »* décidée en 1974 et qui a fait abandonner les recherches sur les autres formes d'énergie. Ils réclament un débat sur le fond à l'Assemblée nationale en fonction de données réactualisées ; le préfet de région, M. Périer, faisant à l'opposé valoir qu'il fallait être *« objectivement réaliste »* et qu'une centrale nucléaire *« pour la Bretagne, ce n'était pas un drame, mais une chance à saisir ».*

Un amendement présenté par *le groupe communiste,* rejetant *« en l'état actuel d'information et de réflexion »* une centrale où qu'elle soit, a été repoussé. Un autre texte des socialistes, qui réclamait une étude financée par le conseil régional et non par l'E.D.F., accompagnée d'un *« vaste débat national sur l'oportunité de la poursuite du tout électrique tou nucléaire »,* a été aussi repoussé.

Le conseil s'est donc prononcé en faveur de l'installation de la centrale à Plogoff par 44 voix pour, 21 contre et 5 abstentions. L'amendement de M. Guermeur réclamant que le conseil conditionne son avis à *« la garantie formelle de l'Etat,* que le délai précédant l'enquête d'utilité publique sera mis à profit pour faire une *« information objective »* a aussi été adopté.

Les délégués de Plogoff sont descendus des tribunes, désabusés. A l'extérieur, ceux qui les avaient accompagnés ont déployé une fois de lpus leurs banderoles pour une photographie avant de les enrouler. Résignation ou colère rentrée ?

JEAN VIDEAU.

POINT DE VUE

## La centralisation par l'atome

par GUY CARO (*)

LA Bretagne est une presqu'île qui dispose de beaucoup d'eau pour le refroidissement de centrales nucléaires. C'est l'une des raisons principales de la volonté du gouvernement d'y implanter une ou plusieurs centrales (Plogoff ? Le Pellerin, dans la Basse-Loire ?).

Mais les avantages que devrait tirer la Bretagne de cette position maritime sont en grande partie négligés, gaspillés : par exemple, les emplois liés à la pêche.

Il est possible qu'une partie de l'énergie produite par une centrale soit utilisée pour les besoins énergétiques bretons. Mais on prévoit qu'une grande partie sera acheminée vers le centre de la France, vers le Grand-Ouest. C'est-à-dire qu'on risque une fois de plus (comme avec les activités militaires) de voir une vocation ou une exploitation de la Bretagne servir des intérêts qui lui sont en grande partie extérieurs, alors que les importants inconvénients et risques seront supportés par les Bretons.

C'est une raison pour que le refus breton d'une centrale se répande encore dans la population.

Selon certains fonctionnaires et des élus, la construction d'une ou de plusieurs centrales est inéluctable en Bretagne. Pourquoi n'exigent-ils pas alors, autrement qu'en faisant miroiter de vagues promesses, des contreparties, des retombées favorables pour les Bretons (des emplois industriels non polluants, l'amélioration de la qualité de la vie et du cadre de vie, une régionalisation véritable...) comme l'ont obtenu les Ecossais avec le pétrole ?

Les centrales nucléaires renforcent le centralisme de l'Etat français et s'inscrivent à contre-courant des aspirations de plus en plus manifestes de la population, celles qui consistent à vivre et à décider au pays, à favoriser la décentralisation, à rechercher une plus grande autonomie.

La Bretagne est remarquablement bien placée pour développer des énergies nouvelles, alternatives au « tout-nucléaire », à condition que des recherches appliquées soient développées d'urgence : par exemple l'énergie éolienne (en s'inspirant d'études comme celles du Danemark), solaire (en particulier près de la côte sud), marémotrice, hydraulique (le réseau de moulins bretons est très dense), énergie des vagues (en s'inspirant de recherches faites au Japon et en Grande-Bretagne).

Ce problème sert de révélateur pour mettre en évidence le fossé qui existe entre la majorité de la population bretonne et la majorité des élus et responsables de l'établissement public régional (conseil régional et comité économique et social), dont certains semblent se comporter plus comme des marionnettes aux mains du pouvoir parisien que comme des responsables qui prennent en charge les aspirations et les intérêts du peuple breton.

*Enfin, la manière dont se traite un* problème d'une telle gravité montre une fois de plus, après l'affaire de l'*Amoco-Cadiz,* et de façon caricaturale, le manque d'institutions régionales démocratiques représentatives et l'intérêt, la nécessité, pour les Bretons d'une autonomie de décision.

(*) Secrétaire général de l'Association de solidarité Occitanie-Bretagne, membre de l'Union démocratique bretonne (U.D.B.).

P.T.T.

*A PROPOS DE...*

### L'amélioration de la sécurité dans les bureaux de poste

## Des proies trop faciles

**M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., vient d'annoncer une hausse de 50 % des crédits budgétaires affectés à la sécurité des bureaux de poste. Ceux-ci passeraient de 47 millions de francs en 1978 à 70 millions environ l'année prochaine. Cet effort sans précédent endiguera-t-il la recrudescence des attaques à main armée contre la poste et les postiers ?**

*Les agents du bureau de poste principal d'Alfortville (Val-de-Marne) se sont mis en grève, au mois de septembre pendant quinze jours, après avoir été attaqué, le 28 août, et dépouillés de 110 000 francs. Ils ont peur et, avec eux, l'ensemble des postiers.*

*Le bilan s'assombrit d'année en année. 1970-1977 : il y avait eu 39 cambriolages (préjudices : 76 000 francs) ; ce chiffre est passé à 209 (458 080 francs). 7 « préposés » avaient été attaqués (préjudice : 21 290 francs) ; ce chiffre est passé à 209 (780 981 francs). 58 bureaux avaient été dévalisés (préjudice : 776 000 francs) ; ce chiffre est passé à 371 (16,5 millions de francs). 7 hold-up avaient rapporté, en 1970, 2,6 millions de francs à leurs auteurs ; 12 embuscades ont soustrait, en 1977, 153 000 francs. Neuf receveurs, deux épouses de receveurs, trente agents et un usager ont dû être hospitalisés, l'année dernière, à la suite d'agressions au cours desquelles les malfaiteurs ont fait usage de leurs armes trente-sept fois.*

*La vocation de service public des postes les rend très vulnérables. Leurs 17 500 bureaux et leurs 31 000 guichets, ouverts le plus longtemps possible, pour permettre aux usagers d'effectuer les multiples opérations postales et financières représentent des proies faciles. Comment protéger des bureaux où pour 15 % la population se rend au moins trois fois par semaine ?*

*Les P.T.T. ont mis en place une organisation chargée de prévenir les attaques. Au sein de la direction des services postaux, un bureau est chargé de définir les protections à mettre en œuvre et de former les responsables nationaux et départementaux. Ce bureau dispose du service de recherche technique des postes, chargé d'étudier les matériels appropriés. Le service de l'inspection nationale de la sécurité, les « pilotes » de sécurité régionaux et départementaux ainsi que la formation spécifique du personnel (séminaires, films, exposés) confortent le programme national de protection.*

*Celui-ci prévoit la protection physique des agents des guichets et la construction de « chambres de valeurs », d'alvéoles pour les coffres et d'enceintes de sécurité. Le réseau de transport par véhicules blindés sera opérationnel, en 1979, et équipé d'une couverture radio.*

ALAIN FAUJAS.



## Le réveil de l'aménagement du territoire

### II. — PLEINS FEUX SUR L'AGRICULTURE

par PHILIPPE LAMOUR

**Depuis quinze ans, deux politiques d'aménagement du territoire ont été conduites, juxtaposées mais contradictoires : l'une pour l'ensemble du pays, l'autre pour la région parisienne. La création de villes nouvelles a été une erreur qui a accentué le phénomène de la concentration. Les petites communes ont été négligées, et du même coup la plus grande partie de l'espace français. (Voir « le Monde » du 26 septembre.)**

Les éléments nécessaires à toute activité économique sont l'énergie, la matière première et la main-d'œuvre.

A cet égard, l'industrie en France n'est pas favorisée. Elle importe la quasi-totalité de l'énergie qu'elle utilise et, dans une proportion importante, la matière première. Elle doit aussi, paradoxalement, importer une grande partie de la main-d'œuvre d'exécution. L'opinion de l'avenir ne considérera sans doute pas sans surprise que, dans les pays occidentaux, on ait pu être amené à la fois à indemniser des millions de chômeurs tout en employant des millions de travailleurs immigrés.

Dans une large mesure, l'industrie française peut être assimilée à un port franc. Pour être rentable, elle doit valoriser, par la transformation, les éléments qu'elle reçoit. Mais elle doit vendre cette valeur ajoutée sur un marché international où elle se heurte à une compétition sévère, notamment du fait de l'importance excessive des charges salariales, sociales, fiscales et de transport qu'elle doit payer par rapport à celles qu'assument ses concurrents étrangers. Une diminution sensible de ces charges, inhérentes au développement économique et social du pays, ne pouvant être pratiquement envisagée, l'industrie doit s'orienter vers des activités adaptées aux conditions très particulières qui lui sont faites. A l'heure actuelle, cette évolution représente une conversion fondamentale, d'autant plus difficile qu'elle concerne les activités importantes et traditionnelles comme les industries extractives, la sidérurgie, la construction navale, la production textile...

Il n'en est pas de même en ce qui concerne la production agricole, qui ne doit plus désormais être dissociée de son prolongement naturel, l'industrie agricole et alimentaire.

Pendant longtemps, cette production s'est développée dans des conditions d'autonomie qui en ont fait l'activité professionnelle la plus indépendante des apports extérieurs. Jadis, l'agriculteur utilisait l'énergie animale, qui s'alimentait par son propre effort. Chaque exploitation affectait une partie de sa superficie à des cultures destinées à l'alimentation des animaux de trait : avoine, orge, fourrage, mélasses issues des betteraves... Cette situation a été radicalement modifiée par la substitution à la traction animale de la traction mécanique alimentée par une énergie entièrement importée.

Dans l'état actuel de l'économie nationale, qui ne semble pas comporter, à brève échéance, des perspectives importantes pour l'investissement industriel, ne serait-il pas opportun de profiter de la chance ouverte à la France par la disponibilité de vastes espaces ruraux en entreprenant un effort efficace pour mieux orienter l'industrie de l'exploitation du sol et de la transformaiton des produits agricoles ?

Une utilisation plus rationnelle et plus fructueuse du seul patrimoine économique sur lequel le pays puisse exercer son contrôle devrait être entreprise de façon à l'adapter aux besoins de l'économie et à l'équilibre du bilan du commerce extérieur

Il faudrait tout d'abord épargner, dans la plus grande mesure possible, l'importation de produits qui peuvent être récoltés sur le sol national. Il peut paraître insolite que la France importe de grandes quantités de maïs et la totalité de ses besoins en soja, alors que, après la guerre, l'administration s'est refusée à prendre en considération l'encouragement de la production de cette dernière.

A l'heure actuelle, la France importe un volume considérable de conserves de fruits et légumes alors que certaines conserveries travaillent en dessous de leur capacité faute d'approvisionnements suffisants. De plus en plus, il faut s'efforcer, en agriculture, de travailler sur commande au sein d'une chaîne production-transformation-vente. Ce système permettra notamment l'expansion des industries agricoles et alimentaires qui est une des seules branches industrielles dont on puisse envisager l'expansion à l'heure actuelle.

Le développement de la production des machines et produits utilisés par l'agriculture doit être parallèlement encouragé Il est anormal, par exemple, que la région française qui comporte le plus grand vignoble concentré du monde doive acquérir son matériel de traitement et de vinification dans d'autres régions et même dans d'autres pays.

Parallèlement à cet effort économique pour mieux exploiter, dans le sens des intérêts nationaux, le capital fondamental du pays, il est nécessaire de réintégrer, dans l'œuvre d'aménagement du territoire, les régions rurales qui couvrent plus de 90 % de l'ensemble du territoire national et qui n'ont pu jusqu'à présent, faute de moyens techniques et financiers, apporter à cette œuvre une participation utile.

L'aménagement urbain, l'équipement des voies de communication, la création de pôles industriels, la réalisation de grandes structures d'intérêt national, appliqués sur 10 % du territoire, ont laissé hors du mouvement général la plupart des trente-quatre mille neuf cents communes de moins de cinq mille habitants dont les pouvoirs d'intervention sont nuls et les ressources financières exsangues.

Une nouvelle politique de l'aménagement du territoire ne méritera ce nom que si elle s'applique effectivement à l'ensemble du territoire et à l'ensemble de la population du pays et non seulement à quelques zones urbaines et industrielles. La condition préalable du succès est de donner à ces collectivités, qui représentent 97 % de l'ensemble des communes, les moyens d'y participer, c'est-à-dire, ou premier chef, de procéder enfin à cette réforme des finances communales promise depuis près d'un siècle et qui, jusqu'à présent, s'est noyée dans les bavardages sans résultat pratique.

### S'obstiner dans l'inefficacité

L'œuvre de décentralisation industrielle a été menée avec persévérance et avec des résultats heureux pour les régions qui ont pu bénéficier en temps voulu, avant la crise actuelle, de la sollicitude particulière des pouvoirs publics. Leur volonté bien affirmée s'est montrée décisive pour l'implantation d'entreprises d'une certaine importance, aussi bien jadis à Rennes et à Bordeaux que, plus récemment, à Fos et dans le Nord.

A l'origine, l'objectif était de combler le retard des régions qui n'avaient pas connu jadis l'expansion spontanée de l'industrie à proximité des bassins houillers. Mais avant que cette intervention ait pu bénéficier aux régions autres que celles de l'Ouest, il a fallu accorder la priorité aux zones qui, autrefois, avaient connu la prospérité par l'industrie, mais qui subissaient une grave dépression du fait de la dégradation des activités extractives et textiles, notamment dans la région du Nord et en Lorraine.

Cette bifurcation n'a pas permis un effort corrélatif suffisant dans d'autres régions et, en particulier, dans les régions du sud de la France. Depuis, la stagnation économique consécutive à l'accroissement du prix de l'énergie a fortement diminué les perspectives d'installations industrielles nouvelles. Le résultat actuel est, entre les zones septentrionales et méridionales du pays, l'aggravation du déséquilibre auquel on se proposait de remédier.

L'inéquitable système des aides à l'industrie, fondé sur une discrimination des zones territoriales et dans lequel on s'est obstiné, en dépit de son inefficacité, ne peut plus être maintenu. Il décourage les candidats investisseurs et ne compense pas les inconvénients résultant de la situation géographique et du défaut d'environnement d'équipements nécessaires à l'industrie. On ne parviendra jamais, par ce moyen, à compenser l'insuffisance des activités dans les régions qui n'ont pas de tradition industrielle.

L'aide doit pouvoir être appréciée, dans chaque cas, et sans distinction entre des zones aux frontières artificielles. Si on estime indispensable que telle industrie s'installe dans telle région, on fera le nécessaire pour qu'il en soit ainsi, dans l'intérêt général, plutôt que d'inviter le malheureux candidat à ruser avec les textes à la frontière des zones.

Pendant une période qui risque d'être longue, c'est le maintien des entreprises existantes et des emplois correspondants qui nécessitera les soins majeurs de la politique d'aménagement du territoire. Ce maintien sera particulièrement difficile dans certains secteurs d'activité.

Il n'en est que plus indispensable d'être attentifs au destin des petites et moyennes entreprises et des activités artisanales qui constituent la trame de l'activité industrielle dans de vastes régions. Or, on constate dans ce domaine un phénomène de malthusianisme, le développement de cette catégorie demeurent en dessous des besoins exprimés. Dans de nombreuses régions, il devient impossible d'obtenir le concours d'entreprises dont les carnets de commandes sur surchargés, mais qui n'entendent pas cependant accroître leurs moyens et étendre leurs activités afin d'éviter l'accroissement des charges et des risques résultant de la fiscalité, de la législation sociale et des incertitudes liées aux conséquences d'éventuels licenciements.

Cette attitude prudente fait obstacle à l'activité économique générale et aggrave la situation de l'emploi.

A propos des équipements, après les efforts faits pour le logement, les transports ferroviaires, les autoroutes, les télécommunications, le transport aérien intérieur, c'est vers la création d'un réseau fluvial à grand gabarit, relié aux réseaux de l'Europe septentrionale, que doit désormais porter l'effort prioritaire. Il ne s'agit pas de couvrir le pays d'un tissu de canaux comparable au tissu autoroutier, mais de permettre l'accueil sur notre territoire, dans les conditions les plus diligentes et les moins onéreuses du trafic en mettant à profit la situation géographique de la France.

Il en est du principe de la voie fluviale comme de l'agriculture. Elle est victime d'idées reçues et non révisées en dépit de l'évolution des faits, et notamment du coût de l'énergie. Faute de revenir sur ces préjugés désormais désuets, la France non seulement perdra le bénéfice de sa situation maritime à l'ouest du continent européen, mais aussi elle sera le seul pays qui s'obstine à gaspiller une énergie de plus en plus rare et coûteuse pour le transport des produits pondéreux et encombrants.

Peut-on continuer à préférer à un convoi fluvial de 5 000 tonnes, se déplaçant sans pollution, ni risque de collision, ni danger quelconque, la circulation de deux cents camions de 20 tonnes détériorant à grand fracas les voies routières, en multipliant les risques d'accident ? A-t-on réfléchi au fait que, sur les grands itinéraires concernés, l'absence de voie d'eau va contraindre à bref délai, pour évacuer le trafic, à doubler les autoroutes existantes ? A-t-on fait le calcul du coût comparé de la construction et de l'entretien de ces deux types de voies de communication ?

L'expérience a montré que l'aménagement des voies de communications modernes avait un effet attractif qui tendait à en annuler les avantages. Tout le monde se précipite sur l'autoroute, le boulevard périphérique et la voie sur berge, en aggravant les encombrements que ces aménagements avaient pour but d'éviter. Peut-être, avant d'envisager certains nouveaux investissements, faudra-t-il envisager une discipline de la fréquentation de certaines voies, avec un horaire restrictif pour les gros camions suivis de remorques et les caravanes, en attendant une politique réellement efficace de l'aménagement du temps.

**Prochain article :**

**INSTITUTIONS-CONCERTATION**

Le Monde

# régions

## Auvergne

### CHANGEMENT DE TECHNIQUES ET DE CLIENTÈLES

# Dix-huit scieurs du Massif Central à la conquête du nouveau marché

De notre correspondant

Le Puy. — Les scieurs du Massif Central — exploitant généralement de petites unités de production disséminées dans les massifs forestiers, souvent près des rivières pour utiliser primitivement la force hydraulique — avaient pris conscience depuis quelques années de la difficulté d'écoulement des bois de petites dimensions. Longtemps ils avaient approvisionné les mines, notamment celles des bassins d'Auvergne et de la Loire, pour les boisements de leurs galeries : ce débouché a pratiquement disparu.

Parallèlement, ils constataient que 85 % des besoins du marché français des sciages de résineux pour la charpente industrielle provenaient de l'importation (pays scandinaves, U.R.S.S., pays de l'Est européen, Allemagne, Suisse).

L'évolution des techniques dans le bâtiment, tout particulièrement au cours de ces dernières années, en raison de l'essor de la maison individuelle (où les prévisions du ministère de l'équipement les font passer de 250 000 en 1977 à 330 000 en 1980, puis à 400 000 en 1982), devait amener les scieurs à penser qu'il pouvait avoir là un créneau commercial intéressant. Ils comprirent que la solution de leurs problèmes ne pouvaient se résoudre au niveau individuel. Ils décidèrent de se grouper pour faire réaliser une étude de marché et prirent appui sur la société Sofo-est installée près de Langeac (Haute-Loire), qui est dans le secteur principalement chargé de l'approvisionnement du groupe papetier La Rochette-Cenpa, et plus particulièrement de son usine de Tarascon.

Ainsi, forts de ce soutien, dix-huit scieurs venant de cinq départements (Cantal, Loire, Haute-Loire, Lozère, Puy-de-Dôme) décidèrent-ils de constituer une société avec l'aide du Fonds forestier national, le concours des élus départementaux et régionaux, en faisant appel aux organismes économiques tels que la Sodeco. Sofinnova. Un capital de 8 millions, dont 5 fournis par les scieurs et Sofo-est, permit de réaliser la société Transylva (société pour la transformation des produits sylvicoles d'Auvergne) au cours d'une réunion de la chambre de commerce de Brioude.

Pour répondre aux normes précises de qualité, de quantité et d'homogénéité des produits exigés du marché de la charpente industrielle pour fermettes et affronter efficacement la concurrence étrangère, Transylva va construire une usine recevant comme matière première des sciages de résineux de 2 à 4 mètres de long, d'environ 100 millimètres de largeur et 40 millimètres d'épaisseur. Elle aura pour fonction de sécher, de tester la résistance mécanique du bois, de l'abouter, raboter, traiter et découper à la demande des éléments de fermette exigés par la charpente industrielle. Le marché de celle-ci, selon une récente étude, absorbera alors un minimum annuel de 275 000 mètres cubes de bois et Transylva s'en tiendra dans un premier temps à 20 000 mètres cubes (moins de 8 % du marché) pour atteindre vers 1980-1981 de 45 000 à 50 000 mètres cubes.

L'usine sera implantée sur un terrain, déjà acquis, à Mazeyrat-d'Allier, près de Langeac, à proximité de la scierie Sofo-est, qui utilisera ses chutes et sciures pour produire une partie de l'énergie nécessaire à l'alimentation des séchoirs. L'entrée en production est prévue pour la fin du premier trimestre 1979. L'usine emploiera quarante à cinquante personnes, dont environ 50 % de femmes.

FRA[illegible]OIS MORISON.

## Provence-Alpes-Côte-d'Azur

### De la Camargue au Luberon

# Villageois et colons

La Camargue et le Luberon aux prises avec leurs nouveaux « inventeurs » : Parisiens et Marseillais, technocrates et vacanciers. Savants et alertes, faciles à lire et lourds d'enseignements, ces deux petits livres sont l'œuvre de sociologues provençaux du C.N.R.S. et sont édités en Provence. Enfin la province innove et en remontre à Paris ! Ses sociologues écrivent agréablement et ses éditeurs prennent grand soin à choisir papier, typographie, format et illustrations pour fabriquer des livres élégants, faciles à mettre en poche pour le promeneur qui va « herboriser » (si je puis dire !).

La Camargue des flamants roses, des taureaux et de Crin Blanc est une invention publicitaire récente. Les gardians ont été inventés au siècle dernier, et les taureaux l'ont été pour plaire à l'impératrice Eugénie, qui voulait introduire la tauromachie en France, avec l'aide de Mérimée. En vérité, Bernard Picon montre que « la Camargue » n'existe pas : la nature sauvage que l'on va y chercher est une invention toute moderne pour répondre à notre soif de nature.

### Entre l'eau douce et l'eau saumâtre

Sur ce territoire insalubre et inhospitalier, chaque époque a projeté ses rêves et ses fantasmes. Rome a voulu y implanter ses légionnaires en demi-solde. Le Moyen Age y a délégué ses moines, les nobles de l'époque classique ont essayé d'y faire de l'agriculture à l'aide de colons et l'industrie d'y produire du sel à l'aide de prolétaires déracinés : autrement dit une « colonie » où l'on expédie des hors-la-loi, qui ne tardent pas à y mourir ou à déguerpir et qu'il faut remplacer.

Les bourgeois d'Arles le savent bien, qui se sont toujours abstenus de s'en occuper eux-mêmes, et les gitans qui n'y viennent qu'une fois l'an prier leurs saintes patronnes. Seuls des Parisiens peuvent rêver d'y vivre.

L'histoire de la Camargue est une longue lutte contre l'eau, mais aussi entre l'eau douce et l'eau saumâtre. Les agriculteurs ont mis des siècles à endiguer le Rhône et à combattre l'eau salée ; au siècle dernier, les industriels ont fait fortune avec le sel et, aujourd'hui, les écologistes, les amoureux de la nature et les chasseurs, sont favorables au reflux de la saumure qui attire le gibier d'eau.

Pauvre ingénieur Poulle qui voulait « coloniser » la Camargue et la rendre salubre et productive : aurait-il pu imaginer qu'un jour l'Etat créerait un parc naturel pour protéger ce qu'il voulait supprimer et que 1 hectare de chasse rapporterait plus que 1 hectare de blé ou de riz ? La Camargue, c'est encore l'une des dernières plages où l'on peut camper hors d'un camp de camping pour campeurs.

Par contraste, le Luberon est une terre si hospitalière que l'homme s'y est établi depuis toujours et y a bien vécu, jusqu'au jour où l'industrialisation et l'urbanisation l'ont vidée de ses hommes. Vers 1950, la moitié des villageois étaient partis. Seuls quelques esthètes parisiens s'affolaient de voir déserter les campagnes qu'ils aimaient ; en fait, ils étaient les avant-coureurs du repeuplement depuis dix ans : chaque village voit sa population croître, ses maisons se restaurer et se rouvrir et des constructions neuves proliférer... Tant et si bien que les esthètes s'affolent de nouveau : les résidences secondaires « mitent » la campagne et le paysage se détériore. Ils ne savent donc pas ce qu'ils veulent ces Parisiens ?

Les villageois demeurés chez eux savent bien ce qu'ils veulent, toujours la même chose, depuis le Moyen Age : la maîtrise de leurs terres. Et, curieusement, les POS (Plan d'occupation des sols), que leur impose l'administration, leur sont un nouvel instrument que chaque village utilise à ses fins et concocte selon ses besoins.

Le Luberon d'aujourd'hui obéit encore à ses structures médiévales et aussi à ses habitudes du siècle dernier et, paradoxalement, les nouveaux arrivants, qui sont souvent des fils prodigues de retour au village après avoir tâté de la ville, permettent de faire revivre en la transformant la vie sociale : témoins ces fêtes patronales qu'on croyait moribondes et qui se raniment.

Ces deux livres sont remarquables parce qu'ils sont d'un genre nouveau : savant et concret. Ils ne donnent ni dans la « paysannité » ni dans la « néoruralité » à la mode et se présentent comme d'excellents guides pour qui veut comprendre ces deux « terroirs » : ils décrivent le présent et l'expliquent par le passé, proche et lointain.

Comme il y a des guides archéologiques sérieux écrits par des archéologues, il faut saluer l'apparition de guides sérieux écrits par des sociologues. On nous délivre enfin de tout le toc du cheval breton, du pépé bourguignon et de la mémé périgourdine. Merci aux sociologues aixois et à leur éditeur tarasconnais de donner cet exemple à leurs confrères parisiens !

HENRI MENDRAS,
sociologue.

★ Michel Marie et Jean Viard : « La campagne inventée, ou ce qu'il advient des rapports entre les paysans, leurs communautés et l'environnement urbain dans quatre villages d'un pays de moyenne Provence » (cité dans *le Monde* du 22 mars 1978, 35 F) ; Bernard Picon : *l'Espace et le Temps en Camargue, essai d'écologie sociale* (1978, 264 p., nombreuses illustrations, 42 F).
Aux éditions Actes/Sud BP 3 : le Paradou 13125 (collection « Espace-Temps » dirigée par Hubert Nyssen).

### CANFRANC SUR LA ROUTE DE L'ESPAGNE

# Une gare déserte sur le chemin de Saint-Jacques

N'en déplaise à Salvador Dali, l'expression la plus transcendante du génie humain n'est pas la gare de Perpignan, mais bien celle de Canfranc, à la frontière franco-espagnole, dans le Haut-Aragon.

Près de 30 kilomètres de voies à l'abandon, 20 000 mètres carrés de hangars et de quais déserts, des bâtiments de pierre dure qui défieront les siècles d'autant plus aisément qu'ils sont vides et, pas de train, du moins pas de train français. Trois convois montent chaque jour de Saragosse, mais il n'y a personne au rendez-vous devant la bouche béante du tunnel du Somport qui, en 8 kilomètres, franchit les Pyrénées.

Car il ne s'agit pas d'une gare espagnole, mais d'une gare internationale, certainement une des plus importantes — par la taille tout au moins — du réseau européen. Un chef de gare français y veille solitairement sur les rails désertés et donne le départ aux trois autobus quotidiens qui, par le col du Somport, relient Canfranc au village de Bedous, en vallée d'Aspe, en une heure et demie ou deux heures, selon les conditions météorologiques. Le train — et pourtant il ne se pressait guère — mettait quarante-cinq minutes.

C'est à Bedous, quelque 25 kilomètres en aval du Somport, que l'on retrouve le train français qui — sans se presser lui non plus — gagne Oloron-Sainte-Marie, puis Pau, en quelque soixante minutes. C'est une de ces lignes mal aimées de la S.N.C.F. où l'on relègue le matériel roulant qui a atteint et souvent dépassé l'âge de la réforme.

Les voyageurs ne partagent pas le dédain de la S.N.C.F. En été, les trois convois quotidiens sont en général bien remplis. Ils le seraient plus encore en hiver si, pour atteindre les pistes de ski, on ne devait affronter des transbordements désagréables. Mais les touristes ne sont pas les seuls usagers. C'est toute l'année que le train assure le ramassage scolaire dans une vallée où, faute d'établissements, il faut aller terminer ses études à Oloron. C'est toute l'année qu'il favorise le retour ou l'implantation de ceux qui, travaillant dans la plaine, sont heureux de retrouver chaque soir le calme et le bon air des villages aspois.

Malheureusement, il ne joue ce rôle que jusqu'à Bedous. En amont, Lescun, Cette, Eygun, Etsaut, Borce, Urdos, n'ont plus de gare qui les desserve. Il y a quelques années, un pont sur le gave s'est effondré à la suite d'un déraillement, coupant la voie à la sortie de Bedous. C'est un tout petit pont, mais ce fut un grand et magnifique prétexte pour renoncer à l'exploitation. On a donc laissé à l'abandon 30 kilomètres de parcours et un ensemble incomparable d'œuvres d'art, dont le fameux tunnel hélicoïdal qui s'élève à 80 mètres décrivant à l'intérieur de la montagne une spirale de plus de 500 mètres de diamètre.

Ce sont d'ailleurs ces prouesses qui ont fait le malheur du train du Somport. Des rampes trop raides, des courbes trop serrées, rendent la ligne impraticable aux grands convois de marchandises seuls vraiment rentables, du moins quand on a une certaine conception de la rentabilité.

### Rentabilité primaire

C'est sur cette rentabilité primaire que les technocrates fondent en France leurs décisions. Peu leur importe que cette ligne parcourt un de ces merveilleux paysages de montagne dont les chemins de fer suisses ou encore autrichiens savent si bien tirer partie. De l'autre côté du Somport d'ailleurs, de Jaca aux pistes de ski de Caudanchu et d'Astun, les Espagnols ne manquent pas d'utiliser le train pour valoriser leur vallée dont pourtant la beauté n'égale pas celle du versant français.

Et il ne s'agit pas seulement de valorisation touristique. En Aspe, la ligne coupée a coupé les emplois : une cinquantaine pour la seule gare de Canfranc, à peu près autant pour le reste de la ligne, c'est-à-dire de quoi rendre une vie à plusieurs villages, car un emploi cela signifie une famille, des enfants à l'école, des jeunes disponibles dans une région où la main-d'œuvre qualifiée, paradoxalement, fait défaut.

Il faudrait 2 milliards pour remettre la voie en exploitation. Les Aspois pensent que ce n'est pas cher pour sauver leur vallée. Leur notion de la rentabilité n'est pas tout à fait celle des technocrates, aussi se montrent-ils de plus en plus impatients. Il en va de même des Aragonais de l'autre côté de la frontière. Ni les uns ni les autres n'ont attendu le projet de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun pour savoir qu'ils ne sont qu'un même peuple avec un même destin de part et d'autre des Pyrénées. On ne coupe pas un peuple en deux pour des questions de gros sous. L'irritation va croissant, et le rassemblement de Canfranc organisé le 24 septembre par les syndicats espagnols et français n'est qu'une manifestation entre bien d'autres.

D'ailleurs est-il bien sûr que l'opération ne soit pas rentable ? La différence d'écartement des rails entre la France et l'Espagne est à Hendaye un obstacle à la rapidité des communications. Les Espagnols ont, paraît-il, l'intention de se raccorder au réseau européen à travers le Perthus par une voie à gabarit standard. Cette grande artère européenne passera à 100 kilomètres de Canfranc. Si les Français faisaient l'effort de rétablir le trafic, il ne serait peut-être pas impossible d'obtenir des Espagnols un raccordement qui contribuerait à désenclaver le sud-ouest de la France. La voie est accessible à des rames du type Talgo et à des convois de marchandises légers. La vallée d'Aspe à trois heures de Bordeaux ou de Toulouse, Jaca à quatre heures, et de là toute l'Espagne bientôt modernisée, quel réseau d'autoroute pourrait offrir l'équivalent ?

Ainsi serait rendu à son rôle millénaire ce chemin de Saint-Jacques qui a toujours été la voie royale à travers les Pyrénées, celle d'ailleurs que survolent les avions comme les aigles et que les rampants ont coupée.

ROBERT ESCARPIT.




## CORRESPONDANCE

# LIGNES DISCRÈTES

*M. Bernard Favez, directeur adjoint à l'E.D.F., nous écrit :*

Vous avez publié dans *le Monde* du 6 septembre une lettre de M. Michel Wullschleger qui prête à l'Electricité de France l'intention de construire une ligne à très haute tension traversant de part en part le parc naturel régional du Vercors. Il s'en indigne et appelle avec véhémence à l'opposition...

... De quoi s'agit-il ? Pour préparer l'avenir, les administrations concernées et l'Electricité de France ont entrepris, il y a quelque temps déjà, d'établir un schéma directeur du réseau de transport à très haute tension (400 kV), tel qu'il se présentera lorsque la consommation d'énergie électrique en France aura atteint 600 TWh, soit environ le triple de ce qu'elle est aujourd'hui...

... La première étape dans l'établissement de ce schéma consiste à tracer entre les différents points de consommation et de production le nombre minimal de lignes droites en précisant les capacités nécessaires au transport de l'énergie et à l'interconnexion générale des moyens de production.

Dans une seconde étape, après avoir analysé les problèmes posés par la construction des artères de transport correspondantes, des aménagements sont apportés à la structure du réseau, puis des tracés de principe, tenant alors compte des contraintes diverses d'environnement et pas uniquement de celles liées à la protection des paysages, sont substitués aux lignes droites et conduiront ainsi à transformer une ébauche caricaturale en de raisonnables perspectives d'évolution.

Actuellement, cette deuxième étape est engagée. Pour pouvoir y participer avec la plus grande efficacité, certaines administrations ont jugé utile d'y associer leurs services régionaux et ont, à cet effet, diffusé la carte issue de la première phase du travail, sur laquelle figure effectivement une ligne droite reliant Montélimar à Pont-de-Claix et traversant le Vercors.

Toutes précautions avaient, nous dit-on, été prises pour éviter les interprétations erronées. La croisade engagée par votre correspondant apporte la preuve que les dispositions prises ont eu, par maladresse ou négligence, peu d'effet, et nous le regrettons vivement. Car, évidemment, dans le cas du Vercors comme dans de nombreux autres, les contraintes d'environnement s'exprimeront largement et entraîneront des évolutions de structures et de tracés qui sont la raison d'être de l'étude entreprise. Nul besoin n'existe, pour qu'il en soit ainsi, d'une agitation bruyante et spectaculaire...

Le Monde

# économie

## MONNAIES

LA SESSION DU FONDS MONÉTAIRE

# Le président Carter s'engage de nouveau à défendre le dollar

De notre envoyé spécial

Washington. — Après les interventions, lundi après-midi 25 septembre, des ministres des finances de l'Allemagne fédérale, de la France et du Japon, ne restaient plus à devoir prendre la parole, parmi les cinq Grands du Fonds monétaire (les représentants des cinq pays qui disposent d'un siège permanent au conseil d'administration), que le secrétaire américain au Trésor, et le chancelier britannique de l'Echiquier. Les mesures annoncées dimanche 24 septembre par le comité intérimaire, et qui ont débloqué la situation (relèvement des quotas de 50 % et émission de 12 milliards de droits de tirage spéciaux en trois ans) avaient été arrêtées par les ministres et les gouverneurs de banques centrales des Cinq dès le samedi soir 23 septembre, lors du dîner qui les avait réunis au département d'Etat, selon un rituel désormais bien établi.

De M. Michael Blumenthal, plus discuté que jamais depuis les dernières tribulations du dollar, on attendait, mardi matin 26 septembre, certaines précisions au sujet des intentions exprimées par le président Carter à l'occasion du discours de bienvenue prononcé la veille, dans la grande salle du Sheraton Park Hotel, toutes portes bouclées par un service d'ordre où quelques femmes armée: et en uniforme (jupes et corsage bleu marine) cotoyaient de solides gaillards, comr : on n'en voit jamais en civil.

Après que la nombreuse assistance (les quelque mille six cents délégués et deux cents observateurs, sans compter les journalistes devaient être tous là) eut applaudi les noms d'Anouar El Sadate et Ménahem Begin, prononcés par le président Carter (et l'eurent applaudi lui-même), le président des Etats-Unis déclara sur un ton à peine moins solennel qu'il faisait en quelque sorte son affaire personnelle de la défense du dollar. « *Ma réputation est en jeu* », dit-il, à l'intention, peut-être, de ceux qui l'avaient déjà entendu à Paris le 4 janvier dernier assurer que les Etats-Unis étaient près à assumer dans ce domaine toutes leurs responsabilités. Il a donc répété que son pays « *reconnaissait le rôle international du dollar* » et en tirerait les conséquences. M. Carter affirma que les engagements qu'il avait pris sur l'honneur au mois de juillet dernier au sommet de Bonn seraient tenus. Il annonça que l'administration *ferait bientôt connaître son* programme destiné à favoriser les exportations américaines.

### M. de La Rosière soutient la thèse traditionnelle

C'est avec une certaine curiosité que les habitués des négociations monétaires étaient allés écouter le discours de présentation du directeur général du F.M.I., M. Jacques de La Rosière, dans un anglais de bonne qualité (la seule langue officielle du F.M.I.), il s'exprima comme l'aurait fait un directeurs général expérimenté de cette institution.

S'inquiétant notamment des difficultés persistantes rencontrées par le processus d'ajustement, M. de La Rosière incrimina au premier chef « *les écarts constatés dans les taux de croissance des différents pays* ». Pour illustrer son propos, il fit remarquer qu ele surplus combiné de la R.F.A., du Japon et de la Suisse « *dépasserait de loin en 1978 celui des principaux pays exportateurs de pétrole évalué à quelque 18 milliards de dollars* ».

M. Hans Matthoeffer, ministre allemand de l'économie, aurait sans doute trouvé plus équitable que soit cité en même temps le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis. Entre l'interprétation allemande, qui attribue à la divergence des taux d'inflation la divergence des évolutions en matière de balance des paiements, et l'interprétation du Trésor américain, qui préfère mettre l'accent sur les disparités de taux de croissance, le Fons monétaire continue, sans la moindre éqpivoque, à faire sienne la seconde, qui présente au moins l'avantage de dégager la responsabilité des autorités monétaires dont il est une des composantes. On a donc continué à entendre à Washington, notamment dans la bouche du directeur général du Fonds, les thèmes développés à satiété depuis le sommet de Bonn, à savoir que la clef du retour à un meilleur équilibre mondial consiste à stimuler l'activité (par un déficit budgétaire accru) des pays excédentaires et, au contraire, à ralentir quelque peu le taux de croissance aux Etats-Unis.

Investi depuis la ratification des accords de la Jamaïque d'un pouvoir de « surveillance » sur les politiques de change des Etats membres, le F.M.I. est toutefois d'avis, comme l'a dit M. de la Rosière, que « *les décisions visant à déterminer l'ampleur des interventions sur le marché posent de difficiles problèmes de jugement* ». On en a conclu que la solution du problème n'avait pas fait de progrès.

Chacun des ministres qui est monté à la tribune s'est évertué à montrer la contribution de son pays à un meilleur fonctionnement de l'économie mondiale. M. Matt Hoeffer a fait valoir que, depuis 1974, les importations de la R.F.A. (plus de la moitié d'entre elles portent désormais sur des produits manufacturés, contre 43 % il y a quatre ans) avaient augmenté de 34 % en valeur réelles (c'est-à-dire, sans doute, en deutschemarks, et les exportations de 10 % seulement. M. Tatsuo Murayama a expliqué que le gouvernement de Tokyo était amené, pour financer sa politique d'expansion, à émettre des bons et obligations d'Etat pour un montant qui représente 10 % du produit national brut.

M. René Monory a déclaré notamment qu'ou pouvait « *escompter pour l'ensemble de l'année 1978 un quasi équilibre des échanges commerciaux et des paiements courants de la France, et que l'année 1979 devrait se caractériser par des excédents* ».

### Défense et illustration de la zone européenne de stabilité

Parmi les thèmes communs à la plupart des interventions figurent les efforts entrepris par les pays de la C.E.E. pour créer en Europe une zone de stabilité monétaire, le projet, est-il besoin de le dire, est regardé à Washington (Trésor américain aussi bien que F.M.I.) sans enthousiasme, sinon avec suspicion. Raison de plus opur en faire l'éloge : le président Carter y voit une possible contribution au renforcemen tdu système monétaire international tout entier, et M. de Larosière une manifestation du souci de plus en plus vif de parvenir à une plus grande stabilité des changes.

S'exprimant en tant que président en exercice du conseil des ministres des Neuf, M. Matthoeffer a donné l'assurance que ces derniers « *garderaient à l'esprit les intérêts de leurs partenaires* » de la communauté internationale. Selon M. Monory, l'objectif « unique » du système est l'institution d'une zone de stabilité en Europe, et son fonctionnement « *ne devrait pas nuire aux monnaies tierces* » (entendez au dollar).

Les représentants de la France, de la R.F.A. et du Japon se sont tous prononcés en faveur d'une aide accrue aux pays du tiers-monde, le ministre nippon ayant, pour sa part, annoncé quelques mesures nouvelles qui reviennent à payer une partie des charges de la dette des pays les plus pauvres. La demande instante formulée par M. McNamara de doubler le capital de la Banque mondiale pour le porter à 80 milliards de dollars (dont 10 % seulement effectivement versés) a généralement rencontré un écho favorable.

En ce qui concerne la création de nouvelles liquidités internationales, M. Monory a déploré que la part des pays en voie de développement ne soit pas plus grande dans la distribution des nouveaux D.T.S. En tant que porte-parole de la C.E.E., M. Matthoeffer s'est félicité des décisions prises dans ce domaine ; mais en tant que ministre des finances de la R.F.A. il a été le seul à mettre publiquement en doute l'opportunité de procéder à une nouvelle émission, que M. de Larosière estime pour sa part « *nécessaire* ». C'est au cours de la réunion, en avril dernier, du comité intérimaire, à Mexico, que, changeant brusquement leur position, les Américains avaient proposé — c'est-à-dire, en l'occurrence, exigé — qu'il soit procédé à une nouvelle allocation de D.T.S.

Isolée, la R.F.A. se rallia à ce projet lors du dîner des Cinq de samedi soir, au cours duquel elle demanda que la nouvelle émission fût limitée à 2 milliards de D.T.S. par an, alors que les Etats-Unis, qui avaient d'abord parlé de 10 milliards, demandaient 6 milliards. Le chiffre retenu (4 milliards) coupait la poire en deux si l'on peut dire. C'est en vertu d'un jugement du même ordre qu'on décida de fixer à 50 % le relèvement des quotas du fonds.

PAUL FABRA.

### LES CRITIQUES VIOLENTES DE M. McNAMARA

Le réquisitoire prononcé par M. McNamara, président de la Banque mondiale, devant l'assemblée du Fonds pour critiquer le protectionnisme des pays riches, a été particulièrement violent.

En 1975, a-t-il affirmé, ces pays ont exporté pour 123 milliards de dollars d'articles manufacturés vers le tiers-monde et n'en ont importé que 26 milliards de dollars.

M. McNamara a souligné que seule, parmi les quatre principaux donateurs d'aide, la France approche l'objectif de 0,7 % du produit national brut fixé par les Nations unies. Les Etats-Unis, la R.F.A. et le Japon ont apporté une contribution nettement inférieure à la moitié de cet objectif, en 1977.

Les pays en voie de développement ont eux aussi le devoir d'accroître leurs efforts et de réviser leurs politiques afin de réduire la pauvreté : « *Le seul espoir réel de réduire la pauvreté est d'aider le pauvre à être plus productif.* » « *Chaque société en développement doit formuler des objectifs anti-pauvreté spécifiques aux niveaux national, régional et local, et déterminer le montant des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs minimcux.* » L'établissement de ces programmes demandera « *un courage politique soutenu* ».

### L'ESPAGNE QUITTE LE GROUPE SUD-EUROPÉEN

L'Espagne a quitté le groupe sud-européen, auquel appartiennent notamment le Portugal et l'Italie, au sein du Fonds monétaire international, et de la Banque mondiale, parce qu'elle avait un peu le sentiment d'y jouer le second rôle, a affirmé, lundi 25 septembre à Washington le ministre espagnol des finances, M. Francisco Fernandez Ordonez.

Dans une interview à l'A.F.P., le ministre a indiqué qu'en se rattachant au groupe latino-américain, la semaine dernière à Acapulco (Mexique), l'Espagne entendait désormais occuper la place qui lui revenait.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | + bas | + haut | Rep. + ou Dép. — | | Rep + ou Dép — | | Rep. + ou Dép. — | |
| $ E.-U. .. | 4,3840 | 4,3910 | — 80 | — 50 | — 160 | — 120 | — 430 | — 360 |
| $ can. .. | 3,7240 | 3,7300 | — 70 | — 40 | — 140 | — 100 | — 360 | — 290 |
| Yen (100). | 2,3200 | 2,3260 | + 80 | + 120 | + 160 | + 200 | + 490 | + 550 |
| DM ...... | 2,2500 | 2,2550 | + 70 | + 90 | + 140 | + 170 | + 450 | + 500 |
| Florin ... | 2,0700 | 2,0755 | — 10 | + 20 | — 0,5 | + 30 | | + 50 |
| F B. (100) | 14,2990 | 14,3800 | — 280 | — 140 | — 450 | — 280 | — 960 | — 640 |
| F. S. ..... | 2,9130 | 2,9270 | + 160 | + 180 | + 315 | + 360 | + 960 | +1040 |
| L. (1 000). | 5,3087 | 5,3179 | — 390 | — 340 | — 760 | — 660 | —1820 | —1610 |
| £ ......... | 8,6405 | 8,6560 | — 470 | — 410 | — 830 | — 740 | —2250 | —2100 |

## TAUX DES EURO-MONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DM ...... | 3 1/4 | 3 5/8 | 3 1/4 | 3 5/8 | 3 5/16 | 9 1/8 | 3 1/2 | 3 7/8 |
| $ E.-U. .. | 8 7/16 | 8 13/16 | 8 7/8 | 9 1/4 | 9 1/8 | 9 1/2 | 9 3/4 | 10 |
| Florin ... | 4 3/8 | 4 7/8 | 6 1/16 | 6 9/16 | 6 7/16 | 6 15/16 | 7 | 7 1/2 |
| F. B. (100) | 7 1/2 | 9 | 8 1/4 | 9 3/4 | 8 | 9 3/4 | 8 1/8 | 9 5/8 |
| F. S. ..... | 1/4 | 3/4 | 1/4 | 5/8 | 5/16 | 11/16 | 7/8 | 1 1/4 |
| L. (1 000). | 17 3/4 | 21 1/4 | 15 1/2 | 16 3/8 | 14 3/4 | 15 5/8 | 14 | 14 3/4 |
| £ ......... | 13 1/4 | 14 3/4 | 12 5/8 | 13 1/2 | 12 5/8 | 13 3/4 | 13 | 13 3/4 |
| Fr. franç.. | 7 1/8 | 7 7/8 | 7 15/16 | 8 7/16 | 8 3/8 | 8 13/16 | 9 7/16 | 9 7/8 |

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place



## AFFAIRES

### TOTAL VEUT CÉDER SA RAFFINERIE DE FLESSINGUE

**Le groupe pétrolier français Total (Compagnie française des pétroles) envisage de se séparer de sa raffinerie de Flessingue aux Pays-Bas. Dans un communiqué diffusé le 25 septembre, les représentants du comité d'entreprise de cet établissement indiquent que, selon la direction de Total-Pays-Bas, la raffinerie devrait fermer si les négociations avec les firmes chimiques intéressées par sa reprise n'aboutissaient pas. Les syndicats néerlandais, qui ont reçu l'appui de leurs homologues français, s'étonnent que l'on puisse envisager la fermeture d'une entreprise « importante, très jeune, très propre et efficace », alors qu'on s'attendrait plutôt à celle des « raffineries vieilles et amorties ».**

**Au siège du groupe Total à Paris, on ne nie pas que la raffinerie de Flessingue pose un problème. D'une capacité de traitement de 6,5 millions de tonnes, elle « tourne », comme les autres raffineries européennes, au ralenti. En 1977, elle n'a produit que 4 millions de tonnes. Total « cherche des solutions pour réduire les pertes financières qui résultent de cette sous-utilisation ». Des contacts ont effectivement été pris avec plusieurs compagnies pétrolières, notamment avec Shell, pour examiner dans quelles conditions Total pourrait céder sa raffinerie de Flessingue. Ce qui éviterait ainsi sa fermeture. On tient en tout cas à Paris à opopser un démenti formel aux rumeurs faisant état d'un possible « échange-partage » entre Shell et Total, la première se retirant peu ou prou du marché français et la seconde du marché néerlandais.**

● *La société Garrett a décidé d'implanter une unité dans les Vosges*, conformément à ce qui avait *été annoncé dans le « plan* Vosges ». Garrett, spécialisée dans la fabrication de turbo-compresseurs, devrait ainsi créer quatre cent cinquante emplois nouveaux.

● *Manufrance* a reçu, le 25 septembre, une première dotation de 8 millions de francs du Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.), à valoir sur le prêt total de 20 millions de francs que cet organisme doit accorder à la firme stéphanoise.

### LA POURSUITE DE LA BAISSE DU DOLLAR EST « INÉLUCTABLE » selon la presse soviétique

**A l'occasion de la réunion, à Washington, de l'assemblée annuelle du F.M.I., la presse soviétique estime que la poursuite de la détérioration du dollar est « inéluctable ».**

**Dimanche 24 septembre, à la veille de cette réunion, l'agence Tass affirmait que les pays arabes pétroliers pourraient, dans une démarche ponctuelle, à la suite de la réunion de Camp David, faire jouer leurs réserves de pétro-dollars « contre la monnaie américaine ».**

**Selon la « Pravda », le « jeu » du marché d'euro-dollars fait apparaître une « contradiction antagoniste » entre les intérêts des Neuf d'une part, et ceux de Washington d'autre part.**

**« D'évidence, ce n'est pas sans fondement que la R.F.A. et le Japon accusent Washington de préméditation dans son refus de soutenir le dollar », souligne la « Pravda », qui considère que, dans le même temps, une réaction analogue contre le « diktat monétaire des U.S.A. » commence à se dessiner au Japon. Selon le journal moscovite, le yen, qui se maintenait durant trois décennies de l'après-guerre à « l'arrière-garde servile du dollar », commence à faire montre d'esprit d' « insubordination ». Reflétant la « puissance grandissante » du capital japonais, il se confirme avec « insistance » dans sa qualité de l'une des monnaies internationales les plus influentes.**



## PÊCHE

LES NÉGOCIATIONS EUROPÉENNES

### • Détente entre la C.E.E. et l'Espagne
### • La Grande-Bretagne bloque tout accord sur le régime interne

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les pêcheurs espagnols vont être soumis à un régime moins restrictif dans la zone des 200 milles communautaires durant le dernier trimestre 1978 qu'au cours des mois précédents. Les ministres des Neuf, réunis lundi 25 septembre à Bruxelles, ont, en effet, entériné l'arrangement sur les droits de pêche pour les trois mois à venir, auquel étaient parvenus, samedi matin après d'âpres discussions, les représentants de la Commission européenne et ceux du gouvernement de Madrid.

En dépit de cette détente — politiquement bienvenue s'agissant d'un candidat à l'adhésion — les débats de lundi ont confirmé l'absence totale de progrès entre les Neuf en matière de pêche. Les Anglais continuent à tout bloquer ou à peu près. Leur attitude s'est vérifiée dans l'affaire espagnole. En plus des dispositions applicables pour les trois derniers mois de l'année (deux cent quarante licences accordées aux Espagnols au lieu de cent vingt et une précédemment) (1), la Commission et les Espagnols ont approuvé les termels d'un accord-cadre qui décrit les principes qui régiront, à l'avenir, les relations de pêche entre les deux parties.

Cet accord-cadre intéresse les Français car il se substituerait à l'ancien accord franco-espagnol, source de polémiques continuelles avec Madrid. De plus, il y est précisé qu'une fois l'accord-cadre expiré (c'est-à-dire après l'adhésion) l'Espagne pourrait à nouveau se prévaloir de ses droits historiques.

Transposé au conflit en cours entre le Royaume-Uni et les autres pays membres, cela signifie que les droits de pêche historiques doivent être respectés dans les relations entre les pays actuellement membres de la Communauté. Cela ne plaisait pas à M. Silkin, le ministre britannique, qui, de toute façon, n'aime pas que la C.E.E. conclue des accords-cadres avec des pays tiers, car cela peut laisser supposer — impression sacrilège, vu de Londres — qu'il existe déjà une politique commune de la pêche. Il a donc refusé d'avaliser l'accord-cadre avec l'Espagne.

M. Joël Le Theule, ministre français des transports, qui, une heure avant la fin du conseil expliquait qu'il n'approuverait les dispositions concernant les trois prochains mois (favorables aux Espagnols) que s'il « empochait » l'accord-cadre, a dû renoncer à établir un lien aussi net entre les deux affaires et, comme les autres partenaires de M. Silkin, s'incliner. La supériorité manœuvrière du ministre britannique, tout autant que son refus de composer, reste une donnée permanente des conseils des Neuf consacrés à la pêche.

Pourra-t-il en jouer encore longtemps ? L'irritation des autres Etats membres devient vive. Voyant, parmi d'autres exemples de leur mauvaise volonté, que les Anglais bloquent toujours la signature d'un accrod-cadre avec la Norvège, le ministre allemand (qui préside les travaux du conseil) a confirmé son intention de saisir du différend les ministres des affaires étrangères.

De son côté, le ministre irlandais, estimant illégale l'interdiction de la pêche au hareng décrétée unilatéralement par Londres en mer d'Irlande, a annoncé qu'il ne la respecterait plus et que, dès la fin de septembre, des bateaux irlandais iraient dans ces parages. Les Français ont déjà, illégalement aux yeux de Londres, un ou deux bateaux pêchant le hareng dans la zone en question.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Petite affaire localement importante, le négociateur de la commission a réglé, à l'avantage des Français, paraît-il, le litige sur les droits de pêche réciproques devant Saint-Jean-de-Luz.

## AGRICULTURE

### La politique foncière doit privilégier les exploitations compétitives
*propose la Fédération nationale des propriétaires agricoles*

Huit jours avant le premier tour de la conférence annuelle — c'est vendredi 29 septembre que se rencontreront le ministre de l'agriculture et les quatre grandes organisations professionnelles (APCA, F.N.S.E.A., C.N.J.A., C.N.M.C.C.A.) — consacrée exclusivement à la préparation de la loi d'orientation agricole, les propriétaires agricoles ont rendu publique leur contribution à cette réflexion. En dénonçant « *la pression monopolistique du syndicalisme, notamment en matière d'affectation des terres* », comme la pusillanimité des préfets et des commissaires du gouvernement face à cette pression, le document de la F.N.P.A. (Fédération nationale des propriétaires agricoles) a un aspect décapant qu'on ne s'attend pas à trouver sous la plume de *propriétaires terriens* plutôt bon genre.

Il faut, estime la F.N.P.A., dissocier complètement la politique agricole économique de la politique sociale. Les exploitations aptes à atteindre les objectifs économiques fixés doivent être privilégiées dans le cadre de la politique foncière. Les autres, qui ne peuvent espérer arriver à la compétitivité, doivent bénéficier d'aides directes.

Quel type d'exploitation agricole faut-il privilégier ? Contrairement aux idées couramment exprimées, la F.N.P.A. remarque que l'exploitation agricole de type familial n'est pas la plus rentable, car « *l'impression de meilleure rentabilité tient au fait que le travail familial est sous-payé, voire impayé* ». Tenant compte toutefois de la réalité du tissu agricole, la F.N.P.A. essaie de définir la taille optimale de cette exploitation.

Elle serait comprise entre 1,5 et 3 fois la S.M.I. (surface minimum d'installation). Variable selon les départements, la S.M.I. sert de critère pour l'application de la politique des structures de production. Et comme ce critère de superficie n'est pas entièrement satisfaisant, l'exploitation « économique » devrait avoir également la faculté de rémunérer deux U.T.H. (unité travailleur homme). Les interventions sur le marché foncier, qui auraient pour résultats de former ou de conforter ce type d'exploitation souhaitée par la loi, ne devraient pas, en toute logique, faire l'objet de contrôles tatillons de la part de la commission départementale des structures « *réservée en quasi-totalité à un certain syndicalisme dit représentatif* », écrit la F.N.P.A. De même les SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) ne devraient intervenir que dans la mesure où l'aménagement qu'elles projettent est meilleur que celui recherché par l'acquéreur privé.

Les prêts fonciers, propose la F.N.P.A., seront réservés aux exploitations compétitives ou en voie de l'être. Et, précise-t-elle dans son document, « *les critères de sélectivité d'attribution sont liés à la destination des fonds et non à la personnalité de l'intéressé ou à sa situation sociale* ».

Comme de nombreux agriculteurs, et notamment le C.N.J.A. (Centre national des jeunes agriculteurs), la propriété agricole est *favorable à la distinction entre* capital foncier et capital d'exploitation. Mais pour rendre attractif l'investissement dans la terre par des non-agriculteurs, les loyers (fermages) doivent être relevés et le développement des G.F.A. (groupements fonciers agricoles) favorisé par la création d'un marché des parts.

Enfin, la propriété agricole propose un système pour résoudre le difficile problème du remboursement des cohéritiers par celui qui reste sur l'exploitation. Il s'agirait de distinguer valeur vénale et valeur successorale du bien en héritage. Dans le calcul des soultes à verser aux cohéritiers, on retiendrait une valeur successorale inférieure de 25 % par rapport à la valeur vénale ; ce chiffre de 25 % semblant être la différence moyenne rencontrée dans les milieux financiers entre les héritages en numéraires et les biens. En échange de cette décote, les cohéritiers auraient un droit de regard sur le devenir des terres pendant une longue période (trente à trente-cinq ans). Enfin, il s'agirait d'un régime à option. Les héritiers pourraient choisir d'autres formules comme le bail à long terme, le groupement *foncier agricole*, ou la valeur vénale.

Lucide sur la pression, qui sera à l'avenir exercée sur les prix à la production des produits agricoles, la propriété agricole, sur le plan de l'économie générale, remarque que l'augmentation de la taille des exploitations n'est pas suffisante et qu'il conviendra de réduire la consommation des produits intermédiaires pour maintenir ou faire progresser le revenu agricole.

L'ÉVÉNEMENT

# LA SIDÉRURGIE FRANÇAISE

En mettant au point leur « plan de sauvetage » de la sidérurgie française, les pouvoirs publics ont voulu éviter à cette industrie une faillite qui eût été catastrophique à tous les points de vue : social (plus de cent mille travailleurs étaient intéressés), financier (plus de 25 milliards de francs de créances sont détenus sur cette industrie par les porteurs d'obligations et les banques de dépôts), industriel enfin, puisque l'acier reste malgré tout un matériau primordial dans bien des activités ; sans même parler de son caractère stratégique, qu'aucun gouvernement ne peut négliger.

En prenant en charge la dette de cette profession, dont le remboursement est étalé sur dix à vingt ans, avec un intérêt extrêmement faible (0,1 % à 1 %), les pouvoirs publics cherchent non seulement à sauver la sidérurgie française du désastre financier, mais aussi et surtout à la rendre véritablement compétitive vis-à-vis de ses partenaires européens. A cet effet, et par le biais de la conversion des créances en actions, ils vont pratiquement prendre le contrôle de trois entreprises, Usinor, Sacilor et Chiers-Châtillon, qui produisent à elles seules 71 % du tonnage total, avec 60 % du chiffre d'affaires de la profession.

En même temps, ils exigent le changement des dirigeants. Ce faisant, le gouvernement se défend de vouloir nationaliser, soucieux, assure-t-il, de garder aux entreprises un statut privé et une autonomie réelle de gestion. Cette attitude contraste étrangement avec celle du passé, qui consistait à associer étroitement pouvoirs publics et sidérurgistes, y compris dans les erreurs de prévision. Ajoutons, également pour le passé, un blocage des prix appauvrissant, des programmes d'investissements démesurés (financés par l'emprunt) et un particularisme exacerbé des maîtres de forges. Ces ingrédients, mis en présence d'une crise sans précédent, ne pouvaient conduire qu'à un désastre dont les travailleurs risquent aujourd'hui de faire les frais.

FRANÇOIS RENARD.

## *Une capacité de production largement excédentaire*

L'un des drames de la sidérurgie française a été la chute brutale de sa production à partir de 1975, sous l'effet de la crise. Auparavant, après une stagnation au niveau de 20 millions de tonnes dans la seconde partie des années 60, on avait pu noter une augmentation très nette à partir de 1969-1970, en liaison avec la reprise de la consommation mondiale, et grâce à l'accroissement des moyens de production financés dans le cadre du plan professionnel, encore appelé plan Ferry.

De 20 millions de tonnes en 1968, la production d'acier frôlait les 24 millions de tonnes dès 1970, pour fléchir un peu en 1971, puis reprendre son ascension et culminer, en 1974, à 27 millions de tonnes, record absolu, qui impliquait une quasi-saturation des installations existantes. La contraction brutale qui s'ensuivit (— 20 %) n'en fut que plus durement ressentie. Au premier semestre 1976, néanmoins, une timide reprise se dessina, éveillant bien des espoirs ; mais bientôt elle tourna court, les livraisons d'acier retombant, en 1977, à leur niveau de 1969.

Dans l'intervalle, en revanche, les capacités de production continuèrent à augmenter, s'élevant à près de 34 millions de tonnes, pour atteindre les objectifs du VIIe Plan, qui prévoyait, pour 1980, une production de 34 millions en hypothèse haute et de 31 millions de tonnes en hypothèse faible (en traits interrompus sur le graphique ci-dessous).

La balance commerciale de la sidérurgie française se présente, normalement, en léger excédent (5 % de la production en tonnage) ; sauf, en 1975, où elle a accusé un déficit de 2,5 %.

La structure des échanges est caractéristique, avec un très fort courant d'importations (7,2 millions de tonnes en 1977, soit plus de 30 % du total), dont la plus grande partie (80 %) en provenance des pays de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), le plus gros poste étant l'ensemble Belgique-Luxembourg (U.E.B.L.). A l'exportation, en revanche, la part de la CECA n'est que de 45 %, l'Amérique absorbant 22 % du total — essentiellement aux Etats-Unis — et le reste de l'Europe 17 % ; le solde, 16 %, allant vers de nombreux pays tiers. Les échanges avec les pays du Marché commun sont donc très déficitaires.

### Forte importation de matières premières

L'élaboration de l'acier s'effectue suivant deux procédés :

Le premier, le plus répandu, est celui qui part du minerai, préalablement aggloméré puis chauffé à haute température en mélange avec du coke, du pétrole et de la chaux, pour donner de la fonte, transformée en acier par décarburation et oxygénation dans des convertisseurs.

Le second est la refusion de ferrailles dans des fours électriques à arcs.

En aval de ces deux procédés, on trouve la gamme de toutes les opérations de façonnage : laminage à chaud et à froid, étirage, emboutissage, etc. Tout ce processus nécessite d'importants approvisionnements, pour lesquels la France dépend de l'étranger à hauteur de 45 % environ.

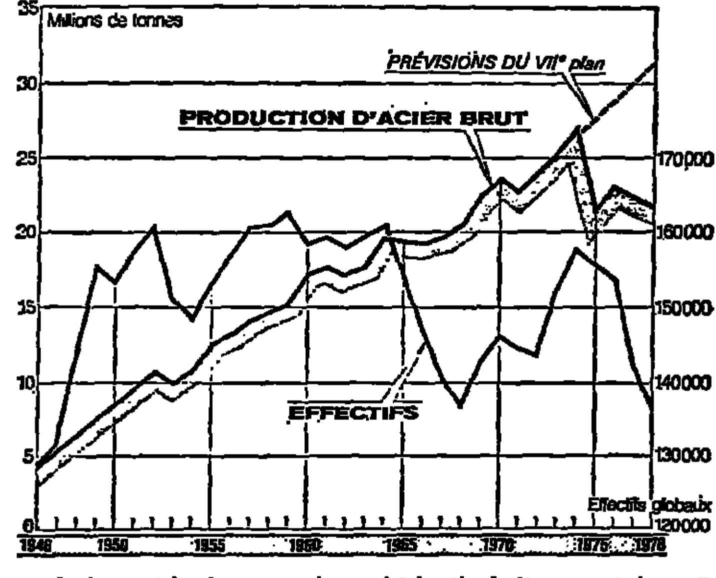
ENERGIE. — Bon an mal an, la sidérurgie française consomme un minimum de 10 millions de tonnes de coke (un peu plus de 500 kilos par tonne de fonte brute), fourni à hauteur de 65 % par les houillères nationales et de 35 % par l'étranger, essentiellement la Ruhr et la Sarre, une quantité appréciable de charbon à coke étant en outre importée des Etats-Unis (1,7 million de tonnes), de Pologne (1,5 million de tonnes) et d'Australie (0,8 million de tonnes). La consommation d'énergie électrique approche les 15 milliards de kWh (585 kWh par tonne d'acier brut).

MINERAIS. — La consommation totale de minerais oscille entre 40 et 45 millions de tonnes, dont 28 à 35 millions de tonnes en « minette » de Lorraine à basse teneur et le solde en minerai riche importé. En pourcentage de fer contenu, néanmoins, les importations couvrent près de 50 % des besoins, les fournisseurs étant, dans l'ordre, le Brésil, la Mauritanie, le Libéria, la Suède et l'Australie.

AUTRES PRODUITS. — La sidérurgie française consomme enfin des ferrailles (8 millions de tonnes en moyenne, soit 350 kilos à la tonne d'acier), dont plus de 5 millions en provenance des aciéries elles-mêmes (chutes et déchets) et 3 millions par achats aux ferrailleurs.

La consommation d'*éléments destinés aux alliages* est importante, notamment pour les aciers spéciaux et les inoxydables : plus de 20 000 tonnes de nickel, 70 000 tonnes de chrome, 3 500 tonnes de molybdène, sans oublier le cobalt (700 tonnes), le tungstène, le vanadium, le titane, etc.

### BAISSE DE LA PRODUCTION ET DES EFFECTIFS




Après une très vive progression au lendemain de la guerre, qui marqua la reconstitution et le développement de la sidérurgie française grâce au plan Monnet, la courbe des effectifs plafonna jusqu'en 1965, pour fléchir ensuite après les concentrations et fusions de sociétés, avec notamment la suppression de onze mille emplois en Lorraine. Ces suppressions furent, en partie, compensées par la création de six mille emplois à *Fos*, à l'occasion de la mise en route de l'aciérie de la Solmer.

A partir de 1977, en revanche, une convention sociale, signée avec le seul syndicat F.O., devait conduire à la suppression de seize mille emplois, dont neuf mille en Lorraine, essentiellement par la mise à la retraite anticipée, les licenciements véritables restant la minorité. Il est fort à craindre, en revanche, que les nouvelles compressions d'effectifs, dont le principe est virtuellement arrêté (dix mille à quinze mille) se traduiront par de nombreux licenciements.

### Une productivité relativement médiocre

Bien qu'il soit délicat d'effectuer des comparaisons entre les différentes sidérurgies mondiales, en raison de l'absence d'une terminologie commune, la productivité de la sidérurgie française, définie par le nombre de tonnes d'acier brut produites par personne employée et par an, apparaît encore très inférieur à celle de ses concurrents. En 1977, elle se traduisait par 149 tonnes par personne et par an, contre 190 tonnes pour l'Allemagne fédérale, 213 tonnes pour la Belgique, 173 tonnes pour l'ensemble de la C.E.E., 249 tonnes pour les Etats-Unis et 325 tonnes pour le Japon.

## Les quatre principaux groupes

Quatre principaux groupes se partagent 80 % de la production française en tonnage, encore que l'on ne puisse valablement additionner toutes les gammes d'acier, tant leur valeur ajoutée peut varier. En tête, deux géants, Usinor, Sacilor, avec leurs filiales coopératives Solmer et Sollac.

● USINOR

— *Origine* : fusion successive des sociétés Denain-Anzin, Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, Lorraine-Escaut.

— *Effectifs* : 37 000 personnes.

— *Production* : environ 7 millions de tonnes d'acier en 1977 dans le Nord (Dunkerque, Denain, Valenciennes) et en Lorraine (Longwy). L'essentiel de la fabrication porte les produits plats (tôles minces et fortes).

— *Chiffre d'affaires* : un peu moins de 10 milliards de francs. Pertes en 1977 : 2 milliards de francs.

— *Statut juridique* : filiale à 65 % de la holding Denain-Nord-Longwy, qui contrôle, par ailleurs, Vallourec (tubes).

> **Quatre régions de production**
>
> L'Est, avec un peu plus de 52 % de la production, demeure encore « la région sidérurgique par excellence, avec trois principaux bassins, celui de Thionville, celui de Longwy et celui de Nancy.
>
> Le Nord est le deuxième grand centre (33 %) avec le littoral (Dunkerque), la vallée de l'Escaut (Denain, Valenciennes) et celle de la Sambre.
>
> Le Centre Midi (10 %) s'est spécialisé en aciers fins (50 % au total), notamment dans la Loire et les Alpes. Notons l'apport tout récent de l'usine de Fos.
>
> Citons encore la Normandie (Caen) et Nantes (industrie de la tôle pour conserves).

● SACILOR-SOLLAC

— *Origine* : regroupement, en 1968, des sociétés Sidélor, de Wendel et Mosellane de Sidérurgie.

— *Effectifs : 40 000 personnes.*

— *Production* : environ 6,5 millions de tonnes d'acier en 1977 en Lorraine (Hayange, Hagondange, Rombas, Homécourt). La fabrication, à partir de minerai pauvre local (« minette » phosphorique) a toujours comporté plus de 50 % de produits longs (poutrelles, cornières, ronds à béton).

— *Chiffre d'affaires* : 8,7 milliards de francs environ, avec un peu moins de 2 milliards de francs de pertes en 1977.

— *Statut juridique* : filiale à 47 % de Marine-Wendel.

— *Solmer* : coopérative de production, filiale à 50/50 de Sacilor et d'Usinor. Effectifs : 6 000 personnes. Capacité de production : 4 millions de tonnes. Usines à Fos, près de Marseille.

● CHIERS-CHATILLON

La compagnie industrielle Chiers-Châtillon (C.I.C.C.) résulte de la fusion de la Société des hauts fourneaux de la Chiers, anciennement sous contrôle belge, des forges de Châtillon-Commentry-Biache, et des Aciéries et tréfileries de Neuves-Maisons-Châtillon. Les principales usines sont situées à Longwy, Neuves-Maisons, Biache-Saint-Vaast, Isbergues.

— *Effectifs* : 11 000 personnes.

— *Production* : environ 1 200 000 tonnes d'acier avec de nombreuses spécialités (fil tiré machine, acier inoxydable, etc.).

— *Chiffre d'affaires* : 2,8 milliards de francs en 1977, avec une perte de 644 millions de francs.

— Statut juridique : la compagnie Chiers-Châtillon est une holding, dont la principale filiale est la société sidérurgique Châtillon-Neuves-Maisons, et qui est contrôlée à 30 % par le groupe bancaire Paribas.

● CREUSOT-LOIRE ET DUNKERQUE-NORMANDIE.

— *Dunkerque-Normandie*, issu du regroupement des Chantiers navals de Dunkerque et de la Métallurgique de Normandie, emploie 6 000 personnes à Caen-Mondeville. Fabrications : environ 700 000 tonnes de fil machine. Chiffre d'affaires : environ 800 millions de francs en 1977 pour la seule sidérurgie, avec 60 millions de perte. La société est filiale du groupe Empain-Schneider.

— *Creusot-Loire* : cette puissante société, dont le contrôle est détenu à 50/50 par le groupe Empain-Schneider et le groupe Marine-Wendel, ne consacre à la métallurgie que 47 % d'un chiffre d'affaires total de 10,5 millions de francs en 1977, le solde — soit 53 % — étant dévolu à la mécanique lourde et aux activités d'entreprise. Sa spécialité est la fabrication d'aciers alliés et spéciaux, notamment inoxydables. Le résultat 1977 s'est traduit par une perte de 222 millions de francs, due essentiellement à la branche sidérurgie.

## UN ENDETTEMENT ÉCRASANT

ENDETTEMENT PAR RAPPORT AU CHIFFRE D'AFFAIRES (%)

| 1965 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 70,7 | 72,8 | 76,9 | 82 | 69,2 | 54,9 | 64,2 | 84 | 84,2 | 66,8 | 99,8 | 103,9 | 111 |

Depuis près de vingt ans, faute d'avoir pu dégager des marges bénéficiaires suffisantes, la sidérurgie française a dû s'endetter pour investir, son taux d'endettement ne baissant notablement qu'à l'occasion de deux années particulièrement fortes : 1970 et 1974, comme l'indique le tableau ci-dessus. A partir de 1975, en revanche, les principales entreprises vont devoir s'endetter encore davantage pour payer les échéances de leurs emprunts (près de 17 milliards de francs en trois ans), et le fardeau va devenir insupportable. A titre de comparaison, le poids de l'endettement par rapport au chiffre d'affaires, actuellement de 111 % pour la France, n'était en 1976 que de 22 % pour la R.F.A., 45 % pour la Belgique, 21 % pour les Etats-Unis. En revanche, il atteignait 104 % pour l'Italie. A la fin de 1977, le fardeau de la dette à moyen et long terme atteignait 38 milliards de francs pour la sidérurgie française, et pratiquement autant, en y ajoutant la dette à court terme, pour les trois entreprises touchées par le plan de redressement.

## La fabrication et les utilisations

*La production* de la *sidérurgie française* est composée à 62,5 % de produits plats (tôles minces, moyennes et fortes), les plus demandés actuellement sur le marché, notamment pour l'automobile, et obtenus à partir de laminoirs géants. A cet égard, sa structure se compare favorablement avec celle de la Grande-Bretagne (48 % seulement), de l'Allemagne fédérale (52 %), et même du Japon (62 %). En revanche, les 27,5 % de produits longs (poutrelles, cornières, ronds à béton) sont élaborés dans des conditions souvent défavorables (installations désuètes).

*Les utilisations* : les premiers clients sont les marchands de fer (négoce) avec 30 %, qui distribuent sur tout le territoire, en gros et au détail, les produits fabriqués, notamment aux P.M.E.

Vient ensuite la première transformation de l'acier (30 %), essentiellement l'industrie des tubes, de l'étirage et du profilage.

Puis viennent les industries *mécaniques et électriques* (20 %), *l'équipement ménager* comptant pour 1 %. L'automobile en absorbe près de 15 % ou peut-être 17 à 18 % en comptant l'ensemble de ses composants. Viennent enfin la construction (5 %), les *chemins de fer* (3,3 %) et la construction *navale* (1,6 %).

### L'atout des aciers spéciaux

La France dispose d'un atout considérable dans le domaine sidérurgique, à savoir une puissante industrie des aciers spéciaux, à hauteur de 15,4 % du tonnage produit — 3,5 millions de tonnes, — soit un pourcentage supérieur à celui du Japon (10 %), des Etats-Unis (13,7 %) et seulement inférieur à la R.F.A. (18 %).

*Parmi les chefs de file*, citons Creusot-Loire (1,3 million de tonnes), Ugine-Acier (550 000 tonnes), Pompey (430 000 tonnes).

# LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE LORRAINE

## Les élus R.P.R. se montrent presque aussi sévères que la gauche sur l'action gouvernementale

### Les syndicats divisés sur la poursuite de la grève

De notre correspondant

Metz. — Le ton monte en Lorraine. L'annonce d'un second « plan acier », qui doit se traduire par la suppression de plusieurs milliers d'emplois dans la sidé-rurgie au cours des cinq années à venir, a provoqué lundi 25 septembre de très vives réactions sur es plans syndical et politique, y compris dans la majorité.

Le mot d'ordre de grève lancé par l'intersyndicale (C.G.T.-C.F.D.T. - C.F.T.C. - F.O. et C.G.C. de Sacilor-Sollac a, lui, été inégalement suivi lundi. Il est aussi diversement apprécié.

Si la C.G.T. estime que la journée a « vu la participation de plus de vingt-cinq mille sidérurgistes et cela malgré le chômage », la C.F.D.T., elle, fait simplement remarquer que « la participation a dépassé les espérances ». Du côté patronal, l'Assimilor (Association de la sidérurgie et des mines de fer de Lorraine) affirme qu' « en dépit des pressions exercées sur le personnel les sidérurgistes étaient, selon les établissements, entre 75 % et 50 % à leur poste de travail ». La direction de Sacilor-Sollac a fait savoir de son côté que le mouvement avait été suivi par 42 à 45 % du personnel selon les postes de travail. A l'exception de la Société des aciers fins de l'Est, fief de la C.F.D.T., où l'arrêt de travail a été total, à Usinor-Longwy, à Pont-à-Mousson et même à Neuves-Maisons, le mouvement est loin d'avoir connu la même ampleur.

En fait, pour les syndicats, il s'agissait surtout d'attirer l'attention de l'opinion publique sur ce qui se passe en Lorraine. C'est ce qui explique que les centrales ouvrières, après une manifestation qui a regroupé près de 2 000 personnes à Hagondange, lundi matin, aient tenté, avec plus ou moins de succès, de bloquer la circulation automobile : occupation brève lundi matin de l'autoroute puis réoccupation prolongée en début d'après-midi par d'autres manifestants, en majorité cédétistes, et installation de barrages routiers sur les nationales 52 et 53, qui ont perturbé la circulation en dépit des déviations organisées par les forces de l'ordre.

### Profondes divergences

A Metz, à l'appel du parti communiste, environ 700 personnes ont défilé dans les rues de la ville. Enfin, dans plusieurs cités, les commerçants se sont associés à l'action des syndicats et, dans un nombre de communes de gauche, une grève administrative a été observée. A bien des égards, il est pourtant difficile de considérer la journée du 25 septembre comme un réel succès : la participation des sidérurgistes aux arrêts de travail a été importante, mais la mobilisation des Lorrains n'a pas atteint le niveau espéré. Aussi, prudemment, les cinq organisations syndicales réunies lundi après-midi à Hagondange ont-elles décidé que « le prolongement de la riposte serait examiné dans chaque entreprise ». Cette apparente unité de stratégie masque de profondes divergences de vues, notamment entre la C.G.T. et la C.F.D.T. « Nous ne rompons pas l'unité syndicale, mais nous regrettons qu'on n'aille pas plus loin alors que nous n'avons jamais été, depuis 1967, dans une telle position de force. Cela nous permettrait de généraliser le mouvement. Mais, dès ce matin, nous avons senti une volonté de minimiser l'action », déclarait lundi, en fin d'après-midi, à l'issue d'une réunion intersyndicale agitée, l'un des responsables de la C.F.D.T., M. Jean Fink.

Curieusement, si sur le plan syndical l'unité de vue et surtout d'action est loin d'être atteinte, en revanche dans les milieux politiques l'unité de langage est presque totale. Au conseil régional, qui s'est réuni lundi à Metz, un véritable consensus s'est dégagé pour réclamer un véritable plan de sauvegarde pour la Lorraine et critiquer très vivement la politique des pouvoirs publics. Au cours d'un débat de quatre heures, d'une dizaine d'orateurs (sur la vingtaine d'inscrits), ont utilisé, toutes étiquettes politiques confondues, les mêmes mots pour condamner l'action gouvernementale. Plus significative encore de l'état d'esprit qui règne chez la majorité des élus, a été l'attaque en règle menée par quelques conseillers régionaux R.P.R. qui dressèrent un véritable réquisitoire digne de ceux prononcé par la gauche depuis des années. « Le gouvernement a sanctionné un véritable assassinat politique de la Lorraine », devait notamment déclarer M. Jean-Louis Masson, député gaulliste de Metz-2. Dans les couloirs, certains élus R.P.R. affirmaient qu'ils ne voteraient pas le nouveau « plan acier » à l'Assemblée nationale si celui-ci n'était pas accompagné d'un volet social, et surtout si le gouvernement ne tenait pas ses promesses dans le domaine de l'industrialisation.

Simple grogne ? On peut en douter. La preuve en est que c'est le président du conseil régional en personne, M. Pierre Messmer, qui a donné en quelque sorte le ton de cette offensive, dans son discours d'ouverture de la session. L'ancien premier ministre parlant des programmes d'action retenus pour la Lorraine et notamment la construction de l'autoroute Lorraine-Borugogne, a demandé : « Les formalités administratives qui ont « freiné » les procédures. Dans ces conditions, il est malheureusement certain que les travaux qui commenceront en 1979 ne seront pas achevés en 1981, malgré les engagements solennels pris par le chef de l'Etat. » (...)

Dans le secteur de l'industrialisation, M. Pierre Messmer s'est étonné « que le projet d'usine automobile Renault à Thionville n'ait reçu aucun commencement d'exécution, un an après la décision annoncée par le premier ministre. Cette négligence ou cette défaillance inclinant au scepticisme ». Selon l'ancien premier ministre, un renforcement de l'action de l'Etat est donc absolument nécessaire. « A ceux qui jugeraient trop dirigiste une telle orientation, je répondrais que nous sommes en majorité sincèremen tattachés au libéralisme économique (...). Mais pour nous, la liberté de l'écinomie n'est pas synonyme de « laisser faire, laisser aller », c'est-à-dire la loi de la jungle. »

JEAN-CHARLES BOURDIER.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

## Le glas pour les maîtres de forges

Plan de « sauvetage » ou plan de « naufrage » ? Dans la presse hebdomadaire, les premiers commentaires sur le plan gouvernemental de restructuration de la sidérurgie sont assez réservés.

« Face au plus grand désastre financier qu'ait connu la France depuis le scandale de Panama (qui n'avait coûté que 13 milliards de francs actuels comparés aux 38 milliards de dettes de la sidérurgie, dont 8 à court terme), l'Etat n'avait juridiquement que le choix entre deux formules, souligne LE NOUVEL ECONOMISTE : le dépôt de bilan ou la nationalisation. La première solution risquait de provoquer un séisme sur le marché financier. La seconde entraînait l'Etat dans la voie hasardeuse déjà suivie par les Britanniques avec British Steel et contredisait l'opinion libérale choisie par le régime. » Le gouvernement a choisi une troisième voie : « Une solution à la Janus qui permet tout à la fois de continuer le libéralisme (pas de nationalisation) et l'interventionnisme (transfert de pouvoir et changement des équipes dirigeantes). » Mais la « fin des maîtres de forges, note LE NOUVEL ECONOMISTE, c'est aussi quelque vingt-cinq mille à trente mille emplois à supprimer d'ici à 1983 et si l'on compte que les prêts participatifs seront un jour ou l'autre transformés en dotations en capital, une facture que l'on peut évaluer grossièrement à 20 milliards de francs pour les contribuables et 10 à 15 milliards pour les banques sur dix ans ».

« Avec la mise à mort de l'acier roi, Raymond Barre fait un vrai coup d'Etat, affirment Jean Gloaguen, et Sylviane Stein dans L'EXPRESS. Jusqu'à présent, le redéploiement industriel de la France, c'était une idée. Nécessaire, séduisante et un peu floue. Brutalement, le produit intellectuel vient de précipiter, la semaine dernière : il a la densité économique, sociologique, politique des révolutions. Depuis cent cinquante ans, la sidérurgie française vivait sur deux dogmes : sa primauté dans l'industrie et la croissance inéluctable de ses capacités de production. Ils sont balayés. » (...)

« L'idole tombe, les grands prêtres — ceux qu'on appelait les maîtres de forges — s'effacent, et les fidèles, tous les ouvriers des vallées lorraines nourris à la coulée de fonte, voient s'effondrer leurs certitudes, ajoutent-ils.

Les nouveaux maîtres des forges se nommeront, chacun l'assure, Claude Etchegaray, à Usinor, et Jacques Mayoux, à Sacilor. « Une génération nouvelle va ainsi prendre en main les leviers de l'industrie sidérurgique française dans le cadre de structures profondément modifiées, note Régis Paranque dans VALEURS ACTUELLES. Les générations précédentes ont su produire de l'acier » et Olivier Chevrillon estime, dans LE POINT que « la détermination du gouvernement est excellente, mais qu'elle défie les pesanteurs ». « Les syndicats, les régions menacées de chômage, feront pression sur le gouvernement, directement, pour interdire les compressions d'emplois, écrit-il. Certaines banques nationales vont rechigner devant les responsabilités industrielles dont on les charge. Les ministères auront eux-mêmes envie — naturellement — de tirer les ficelles. Finalement, une question résume toutes les autres : les nouveaux P.-D. G. des entreprises sidérurgiques seront-ils en position de dire non ? Seront-ils plus coriaces que leurs prédécesseurs ? Peut-être. » « Mais pour gagner la partie de l'acier, conclut Olivier Chevrillon, Raymond Barre devra d'abord gagner le pari des hommes. »

Selon LE NOUVEL OBSERVATEUR « l'Etat vient de faire acte d'involontaire mais saine pédagogie en portant à la connaissance de la nation ce fait tristement exemplaire de la faillite d'une des formes les plus impressionnantes, les plus prestigieuses d'un capitalisme qui se détruit lui-même et sème le malheur en feignant de distribuer la richesse ».

« Que reste-t-il, d'ailleurs, du « libéralisme » quand l'Etat intervient à ce point, nommant les dirigeants, fixant la politique de l'entreprise et prônant le protectionnisme à l'échelle du Marché commun ? » se demandent Georges Mamy et Roger Priouret avant de se poser une « ultime question obsédante » : « A qui bénéficiera cette opération, coûteuse en toute hypothèse pour les contribuables puisque l'Etat a prêté à cette sidérurgie en perdition environ 10 milliards (nouveaux, bien sûr), au titre du F.D.S. (Fonds de développement économique et social) ? Puisque le pouvoir prétend ne rien vouloir garder pour lui, qui retrouvera les plus grosses billes ? Les actionnaires ? Les banques prêteuses ? »

Pour TRIBUNE SOCIALISTE, organe du P.S.U., la réponse ne fait aucun doute : « Les compromis, on le sait, ne valent que par leurs contreparties, note Yves Sparfel. Il serait naïf d'en espérer d'une politique gouvernementale tout axée vers la hausse de la productivité, le dégraissage des emplois, la division des travailleurs et la volonté de briser leurs possibilités de se mobiliser. » « Faire semblant d'être naïf ne peut conduire qu'à retarder l'indispensable mobilisation régionale et les actions coordonnées dans toute la branche, nécessaires pour que les travailleurs ne continuent pas à subir », conclut-il.

Quant à Arlette Laguiller, elle porte, sur le plan gouvernemental, un jugement encore plus catégorique : « Au moment où les salariés sont en train de payer leurs impôts au percepteur, il est significatif de voir à qui sera destiné l'argent que l'on verse à l'Etat, écrit-elle dans LUTTE OUVRIERE, organe trotkiste. Giscard et Barre sont des commis des capitalistes. Ce sont eux qui les sauvent de la faillite, ce sont eux qui les protègent des conséquences de la crise, et qui font tout pour que ces conséquences retombent sur la population laborieuse. » (...)

# ÉTRANGER

## En R.F.A.

### Après la démission du successeur de Martin Schleyer M. Rodenstock devient président des industriels

De notre correspondant

Bonn. — Sa personnalité séduisante comme ses aptitudes dans les domaines les plus divers font du professeur Rolf Rodenstock un président presquel idéal pour l'Association fédérale de l'industrie (B.D.I.). S'il n'a pas accédé plus tôt à ce poste, c'est parce qu'il y a un an le chef de la firme bien connue de lunettes et d'instruments optiques portant son nom n'éprouvait aucun enthousiasme pour prendre la succession de Hans Martin Schleyer (1), qui venait d'être assassiné. Encore son refus n'était-il nullement inspiré par la crainte. « *La peur,* dit-il, *n'est pas un de mes traits caractéristiques.* »

Né dans la capitale de la Bavière il y a soixante et un ans, Rolf Rodenstock s'est distingué autant comme professeur d'économie que comme entrepreneur responsable d'une de ces firmes d'importance « moyenne », constituant le gros des troupes du B.D.I. Aussi à l'aise dans les salons que dans une usine, il n'ignore rien non plus des finesses de la politique industrielle et même de la politique tout court. Au cours des ans, il a d'ailleurs accumulé nombre de responsabilités, siégeant dans les conseils d'administration d'un grand nombre de sociétés, dont Esso et Kodak. Il est aussi président des Industriels de Bavière ainsi que de la chambre de commerce de Munich, ce qui ne l'empêche pas de diriger l'institut de recherche économique de Cologne.

Sa nouvelle tâche est très lourde. Il lui faut tout d'abord rétablir la réputation quelque peu ternie du B.D.I., dont l'ancien président, M. Nicolas Fasolt, a été contraint de démissionner en août, à la suite de quelques compromissions dans le domaine fiscal. Le nouveau porte-parole de l'industrie ouest-allemande doit surtout tenter de rétablir un climat meilleur dans les rapports avec les syndicats. Depuis plusieurs mois, ceux-ci se sont retirés de l'« *action concertée* », afin de protester contre l'attitude du patronat remetan en cause la loi sur la cogestion devant le tribunal constitutionnel de Karlsruhe.

Tout en exprimant l'espoir de reprendre bientôt les contacts avec la Confédération des syndicats — D.G.B., — le professeur Rodenstock ne cache pas toutefois qu'il ne renie d'aucune façon l'attitude de ses prédécesseurs. A son avis, une cogestion faisant la part trop large aux représentants ouvriers aurait des conséquences désastreuses sur le développement économique. Sa position est non moins ferme, lorsqu'il s'agit de la lutte menée par les syndicats pour obtenir une mise hors la loi du lock-out. Le nouveau président du B.D.I. n'est d'ailleurs pas seul à penser que, sans cette arme du lock-out pour répondre aux menaces de grève, il deviendrait impossible de conclure des accords salariaux « *équilibrés* » et raisonnables.

JEAN WETZ.

(1) M. Schleyer était également président de l'Association fédérale du patronat (B.D.A.). Ce double poste n'ayant pas été rétabli après sa mort, le nouveau responsable du B.D.A. est, depuis mars dernier, M. Otto Esser.

### 54 MILLIARDS DE FRANCS D'EXCÉDENT COMMERCIAL EN HUIT MOIS

L'excédent de la balance commerciale ouest-allemande s'est élevé à 3,1 milliards de deutschemarks (6,8 milliards de francs) en août contre 2,3 milliards de deutschemarks en juillet et 2,5 en août 1977. Les exportations ont atteint une valeur de 21,9 milliards de deutschemarks et les importations 18,8 milliards.

Au cours des huit premiers mois de 1978, ces importations allemandes ont atteint 158,3 milliards et les exportations 182,7 milliards de deutschemarks, en hausse de 2,7 % et de 3,4 %. L'excédent commercial s'est établi à 24,4 milliards de deutschemarks (54 milliards de francs) contre 22,6 milliards au cours des huit premiers mois de 1977. De son côté, la balance des transactions courantes a présenté un excédent de 5,3 milliards de deutschemarks de janvier à août 1978 contre 1,3 milliard l'an dernier. — *(A.F.P., Agefi.)*

### VERS UNE ANNULATION DES DETTES DES PAYS LES PLUS PAUVRES

Bonn *(Reuter).* — Le gouvernement d'Allemagne fédérale envisage d'annuler, à compter du 1er janvier 1979, les dettes, s'élevant à 4,3 milliards de deutschemarks, contractées à son égard par les pays en voie de développement les plus pauvres, a déclaré le 25 septembre M. Rainer Offergeld, ministre chargé de l'aide au développement.

La Suède, le Canada, la Suisse et les Pays-Bas ont déjà annoncé qu'ils annulaient les dettes des pays les plus pauvres. Dans le cas de l'Allemagne fédérale, cette annulation coûtera au pays 80 millions de marks par an jusqu'en 2028, a précisé M. Offergeld.

## En Grande-Bretagne

### La grève des usines Ford met en cause la politique des salaires du gouvernement travailliste

De notre correspondant

Londres. — Après l'arrêt du travail de la quasi totalité des 57 000 ouvriers des 23 usines Ford, une épreuve de force aux conséquences imprévisibles est maintenant engagée entre le gouvernement et les syndicats. M. Beckett, le P.D.G. de Ford-U.K., a déclaré que la société est victime de la bataille politique engagée sur le problème des salaires.

Ford est dans une situation assez florissante. La société, qui a réalisé des bénéfices de 246 millions de livres en 1977, et escompte ses augmenter sensiblement cette année, serait en mesure de satisfaire, partiellement au moins, les revendications de salaires de ses ouvriers, en tout cas au-delà de la norme des 5 % de hausse recommandée par le gouvernement.

Cette grève représente une perte de 2 500 véhicules, soit 10 millions de livres par jour. Mais le gouvernement affirme que sa politique des salaires doit être maintenue à tout prix, quitte à envisager des sanctions contre les sociétés qui n'observeraient pas la limite des 5 %. La menace n'est pas vaine dans le cas de Ford qui bénéficie de nombreux contrats gouvernementaux (plus de 25 000 véhicules) et de prêts, l'ensemble dépassant 150 millions de livres.

Du côté syndical, une mobilisation progressive est en cours. Les dockers, membres du Syndicat des transports, envisagent d'appuyer l'action des ouvriers de chez Ford en empêchant les importations de modèles Capri, Granada, Fiesta), construits sur le continent et qui représentent un tiers des ventes en Grande-Bretagne. Les négociateurs syndicaux, mais surtout M. Evans, le nouveau secrétaire général du Syndicat des transports, insistent toujours sur la nécessité de respecter les *décisions* du congrès des TUC, qui a demandé le retour à la libre négociation des salaires.

Le gouvernement se trouve ainsi obligé de livrer bataille, mais sur un terrain qu'il n'a pas choisi et qui ne lui est pas favorable. Il serait paradoxal qu'une des sociétés britanniques les plus rentables soit pénalisée alors qu'une entreprise nationalisée comme Leyland continue à recevoir des subventions malgré ses performances médiocres. L'espoir des milieux officiels est que les syndicats accepteront, dans quelques jours, de venir discuter, comme prévu, des accords de productivité, qui permettraient d'assurer aux ouvriers des augmentations dépassant nettement cette limite.

La grève de Ford est particulièrement embarrassante pour M. Callaghan, à quelques jours du congrès annuel du parti travailliste, où il devra employer toute son habileté manœuvrière pour contrecarrer l'offensive de la gauche travailliste et des syndicats contre la politique des salaires. En attendant, il a l'appui réservé d'une partie des conservateurs favorables à la règle des 5 %.

HENRI PIERRE.

### LA BELGIQUE MENACÉE DE PARALYSIE PAR LA GRÈVE DANS L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

*(De notre correspondant.)*

Bruxelles. — La grève de l'industrie pétrolière belge est entrée dans sa troisième semaine, le lundi 25 septembre, et c'est seulement maintenant que le consommateur risque d'en ressentir les conséquences. Pendant quinze jours, les compagnies pétrolières ont tenu les syndicats en échec en faisant venir massivement leurs produits des Pays-Bas ou de France. Les organisations syndicales ont alors lancé un appel à la solidarité ouvrière internationale et demandé aux syndicats français et néerlandais d'empêcher l'approvisionnement de la Belgique. Les premiers effets se sont déjà faits sentir. On craint maintenant que plusieurs entreprises ne soient paralysés, faute de carburant.

La grève générale a éclaté après la fermeture, à Anvers, de la raffinerie d'une multinationale américaine, la B.P.R. La compagnie s'est repliée aux Etats-Unis en ne tenant guère compte des obligations de la sécurité sociale belge, et deux cent cinquante-six personnes ont perdu leur emploi. Les syndicats ont alors exigé leur engagement par d'autres entreprises du secteur pétrolier, mais les patrons s'y opposent, tout en acceptant toutefois de participer au paiement de certaines indemnités de licenciement.

Les pourparlers ont échoué et ont même aggravé le conflit : les syndicats en sont arrivés à adresser d'autres reproches au secteur pétrolier, notamment à propos des normes de sécurité.

P. de V.



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### ÉPARGNE - CROISSANCE

**Société d'investissement à capital variable**

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie le 25 septembre 1978, sous la présidence de M. Gérard Llewellyn, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin.

Les revenus distribuables de l'exercice s'élèvent, compte tenu du report bénéficiaire de l'exercice précédent, à 11 725 101,93 francs, ce qui permet la mise en distribution d'un dividende de 20,94 francs par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 4,36 francs, soit un revenu global par action de 25,30 francs.

Ce dividende sera mis en paiement le 28 septembre 1978 et sera matérialisé par deux coupons :

— coupon n° 14, soumis au régime fiscal des obligations, de 11,39 francs assorti d'un crédit d'impôt de 1,29 franc, soit au total 12,68 francs ;

— coupon n° 15 de 9,55 francs, assorti d'un crédit d'impôt de 2,97 francs, soit au total 12,52 francs, dont 6,27 francs correspondant aux revenus d'actions françaises et ouvrant éventuellement droit à un abattement de 3 000 francs institué sur les revenus de cette nature.

Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la société, en exonération de tous frais et commissions à la souscription.

L'assemblée générale a renouvelé, pour une durée de six ans, le mandat d'administrateur de M. Pierre Jars.

### LAFFITTE - BAIL

Réuni sous la présidence de M. André Legros, le 21 septembre 1978, le conseil d'administration a pris connaissance de la situation provisoire au 30 juin 1978 faisant ressortir un résultat bénéficiaire pour six mois d'activité de 7,58 millions de francs contre 6,24 millions de francs au 30 juin 1977, soit une progression de 21,5 %.

### SOCIÉTÉ DES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS ANDRÉ BORIE

Le conseil de surveillance de la société des entreprises de travaux publics André Borie, ayant appris que le directoire avait, à son insu total, entamé des pourparlers tendant à la cession du contrôle de la société, et ne pouvant, d'autre part, accepter plus longtemps les effets de l'autocontrôle organisé par des conventions particulières et qui paralysent son action, a décidé de démissionner avec effet immédiat.

# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS
25 SEPTEMBRE

### Nouvelle hausse

*Le marché continue sur sa lancée, malgré la forte hausse déjà enregistrée vendredi. Toutefois, le rythme de la progression est plus modéré. L'indice instantané gagne 1,56 % au lieu de 3 % vendredi. Les gains les plus importants figurent au matériel électrique, à l'alimentations, aux magasins, services publics et aux trique, à l'alimentation, aux banques.*

*En raison de l'afflux des demandes, la cotation de Jeumont (+ 10 %) a été retardée. Les plus-values, de l'ordre de 5 % en moyenne, sont assez nombreuses, notamment sur C.S.F., Cetelem, Locafrance, Radar, Martel, Creusot-Loire, Printemps. En revanche, les actions Paribas et Suez consolident leur avance récente ainsi que la Française des pétroles. Quelques baisses se sont produites, notamment sur Eurofrance, Pompey, Signaux, Métallurgique de Normandie.*

*Le franc glisse toujours, mais cet élément défavorable est éclipsé par le succès remporté par la déduction fiscale de 5 000 francs. Les Sicav bénéficient d'un afflux de souscriptions, d'où les achats toujours importants passés sur le marché pour leur compte. Des titres offrant une « réserve de moins-value » sur la base des cours moyens de 1972 sont aussi recherchés par les gestionnaires de portefeuille.*

*L'ambiance a changé. Les sociétés procédant à des augmentations de capital, par émission en numéraire ou par distribution d'actions gratuites, sont recherchées, car le droit est souvent regagné et parfois même au-delà.*

*Aux valeurs étrangères, les américaines se replient, l'irrégularité prévaut aux mines d'or. En revanche, les allemandes s'attribuent de légers gains.*

*Sur le marché de l'or, le lingot poursuit son ascension et atteint un cours record à 30 000 F. Le montant global des transactions a presque doublé passant de 18,2 millions de francs à 31,3 millions de francs.*

## LONDRES

### Effritement

Le conflit aux usines Ford continu à inquiéter le marché qui s'effrite. Irrégularité des mines d'or.

Or (ouverture) (dollars) 219 10 contre 218 40

| VALEURS | CLOTURE 25/9 | COURS 26/9 |
|---|---|---|
| Beecham | 719 1/2 | 726 ... |
| British Petroleum | 902 ... | 892 ... |
| Courtaulds | 115 ... | 116 ... |
| De Beers | 422 .. | 418 ... |
| Imperial Chemical | 390 1/2 | 392 ... |
| Rio Tinto Zinc Corp. | 234 1/2 | 238 ... |
| Shell | 567 1/2 | 568 ... |
| Vickers | 196 1/2 | 194 ... |
| War Loan 3 1/2 % | 31 3/4 | 31 3/4 |
| *West Driefontein | 34 3/4 | 35 ... |
| *Western Holdings | 29 ... | 28 15/16 |

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

LA MURE. — Le groupe de la Compagnie financière de Suez lance, par le canal de sa filiale, la SEPGIF, une offre publique d'achat au prix de 85 F sur toutes les actions de la société La Mure qui lui seront présentées, avec un minimum de 260 000 titres (sur 633 000). Le dernier cours enregistré avant la suspension des cotations, le 19 septembre, était de 41 F. La société de portefeuille La Mure avait perdu près de 30 millions de francs depuis 1975 en raison des difficultés rencontrées par certaines de ses filiales, notamment Sicli. Le dernier dividende avait été distribué en février 1975.

MOTEURS BAUDOUIN. — Le bénéfice de l'exercice écoulé s'élève à 11,3 millions de francs. Le dividende global est fixé à 45 F. Cette société, dont le siège est à Marseille, a fait l'objet, en avril 1978, d'une O.P.A. lancée par le groupe anglais General Electric.

### DROITS DE SOUSCRIPTION

| VALEURS (Actions et parts) | Modalités | Derniers cours |
|---|---|---|
| Française Pétroles, c. 56 | 1 p. 4 | 3 90 |
| — certificats, c. 29 | 1 p. 4 | 9 38 |

Taux du marché monétaire

Effets privés .................. 7 1/8 %

## NEW-YORK

### Indécis

Wall Street s'est montré indécis en ce début de semaine, l'indice Dow Jones restant pratiquement inchangé à 862,35. Le volume des échanges a fortement baissé, revenant à 21 millions de titres, le plus faible depuis le 3 juillet 1978, veille de la fête nationale (11,5 millions de titres). Les opérateurs continuent à s'inquiéter de la montée des taux d'intérêt : après la hausse des taux d'escompte officiel, vendredi, deux grandes banques viennent de porter de 9 1/2 % à 9 3/4 % leur taux de base (prime rate). Ils craignent également que les syndicats ne se laissent difficilement convaincre de participer à la lutte contre l'inflation en modérant leurs revendications salariales.

| VALEURS | COURS 25/9 | COURS 21/9 |
|---|---|---|
| Alcoa | 45 3/8 | 45 1/8 |
| A.T.T. | 60 5/8 | 60 7/8 |
| Boeing | 64 1/4 | 64 1/2 |
| Chase Manhattan Bank | 33 1/8 | 32 7/8 |
| Du Pont de Nemours | 125 1/4 | 125 3/4 |
| Eastman Kodak | 62 1/4 | 61 7/8 |
| Exxon | 50 3/8 | 50 7/8 |
| Ford | 45 | 45 3/8 |
| General Electric | 52 1/8 | 52 1/2 |
| General Foods | 32 3/4 | 32 5/8 |
| General Motors | 62 3/8 | 62 1/2 |
| Goodyear | 17 1/4 | 17 1/8 |
| I.B.M. | 280 ... | 279 1/2 |
| I.T.T. | 31 1/2 | 31 3/8 |
| Kennecott | 27 1/2 | 27 3/8 |
| Mobil Oil | 68 7/8 | 68 3/4 |
| Pfizer | 35 1/8 | 35 5/8 |
| Schlumberger | 87 1/8 | 87 5/8 |
| Texaco | 24 3/4 | 24 3/4 |
| U.A.L. Inc. | 37 1/8 | 38 ... |
| Union Carbide | 39 7/8 | 39 3/4 |
| U.S. Steel | 26 1/8 | 26 1/8 |
| Westinghouse | 21 1/2 | 21 5/8 |
| Xerox | 55 1/8 | 54 7/8 |

### INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, Base 100 : 30 déc. 1977.)

| | 22 sept. | 25 sept. |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 157,7 | 159,7 |
| Valeurs étrangères | 108,9 | 108,4 |
| **Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)** | | |
| Indice général | 87,2 | 88,5 |

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 22/9 | 25/9 |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) | 187 60 | 187 82 |

## BOURSE DE PARIS - 25 Septembre - COMPTANT

| VALEURS | % du nom. | % du coupon | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| [illegible] | | | | | | | | | | | |

| VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| [illegible] | | | | | | | | | | | |

### HORS COTE

| | | |
|---|---|---|
| [illegible] | | |

### SICAV

| 25/9 | Émission frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| [illegible] | | |

* Cours précédent.

## MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

| Compensation | VALEURS | Précéd. clôture | Premier cours | Dernier cours | Compt. premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| [illegible] | | | | | |

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché

## COTE DES CHANGES

| MARCHE OFFICIEL | COURS préc. | COURS 25/9 | COURS DES BILLETS échanges de gré à gré entre banques |
|---|---|---|---|
| États-Unis ($ 1) | 4 368 | 4 380 | 4 36 |
| Allemagne (100 DM) | 224 330 | 225 230 | 222 ... |
| Belgique (100 F) | 14 230 | 14 305 | 13 525 |
| Pays-Bas (100 fl.) | 206 350 | 207 260 | 203 50 |
| Danemark (100 krd) | 81 320 | 81 650 | 80 |
| Suède (100 krs) | 99 280 | 99 640 | 98 25 |
| Norvège (100 k.) | 84 560 | 84 990 | 83 50 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 8 620 | 8 649 | 8 60 |
| Italie (1 000 lires) | 5 302 | 5 313 | 5 25 |
| Suisse (100 fr.) | 288 400 | 291 420 | 283 50 |
| Autriche (100 sch.) | 30 980 | 31 110 | 30 45 |
| Espagne (100 pes.) | 6 002 | 6 040 | 5 90 |
| Portugal (100 esc.) | 9 635 | 9 600 | 8 75 |
| Canada ($ can 1) | 3 746 | 3 735 | 3 715 |
| Japon (100 yens) | 2 326 | 2 335 | 2 27 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 25/9 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 29890 | 30000 .. |
| Or fin (en lingot) | 29950 | 30000 |
| Pièce française (20 fr.) | 280 | 280 . |
| Pièce française (10 fr.) | 212 | 212 |
| Pièce suisse (20 fr.) | 270 10 | 271 20 |
| Union latine (20 fr.) | 237 | 238 40 |
| Souverain | 265 10 | 265 20 |
| Pièce de 20 dollars | 1296 | 1290 .. |
| Pièce de 10 dollars | 677 | 679 .. |
| Pièce de 5 dollars | 450 50 | .. .. |
| Pièce de 50 pesos | 1157 50 | 1158 .. |
| Pièce de 10 florins | 230 . | 237 .. |

Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE



Le numéro du « Monde » daté 26 septembre 1978 a été tiré à 597 713 exemplaires.



A B C D E F G

## A LA S.N.C.F.

# Le trafic risque d'être perturbé du 1er au 4 octobre au matin

*La situation est redevenue normale dans la sidérurgie lorraine après la grève diversement suivie, lundi 25 septembre : les sidérurgistes doivent se prononcer, dans chaque entreprise, sur le prolongement de leur action. Le conseil régional, où de vives critiques venant tant des partis de gauche que du R.P.R. ont été émises lundi, devait adopter, mardi, une motion sur la politique du gouvernement* (voir page 37).

*D'autres manifestations motivées par les menaces qui pèsent sur l'emploi se sont produites en province : à Ollioules, près de Toulon, à l'occasion des journées parlementaires de l'U.D.F.* (voir page 10), *et à Mondeville, près de Caen, où mille salariés de la société métallurgique de Normandie ont défilé pour s'opposer à la réduction de la semaine de travail sans compensation financière.*

*En Lorraine comme en Normandie, des divergences sur les modalités d'action opposent la C.G.T. et la C.F.D.T., divergences qui demeurent aussi grandes au niveau confédéral : dans un éditorial de l'organe de la C.F.D.T.,* Syndicalisme, *M. Edmond Maire affirme que les divergences portent* « sur le fond » *et ne doivent pas être minimisées. En revanche, à la S.N.C.F., les deux syndicats C.G.T. et C.F.D.T. viennent de lancer un appel à la grève.*

Le trafic ferroviaire risque d'être très perturbé au début du mois d'octobre : en effet, les fédérations de cheminots C.G.T., C.F.D.T. et P.G.A.A.C. (autonomes), qui regroupent au total plus de 95 % des « roulants », ont déposé, lundi 25 septembre, un préavis de grève pour la période allant du dimanche 1er octobre à 0 heure au mercredi 4 octobre à 6 heures.

Les modalités d'application de ce mouvement seront connues d'ici à quarante-huit heures : elles sont actuellement discutées entre les syndicats à l'échelon régional et local ; des débrayages tournants et variables selon les régions pourraient être décidés. La direction de la S.N.C.F. devrait faire connaître ses prévisions à partir de jeudi.

Ce sont « *tous les agents de traction et de service des trains* », auxquels la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.G.A.A.C. ont demandé de cesser le travail : chefs de train, agents de conduite, agents d'accompagnement et contrôleurs de route, soit tout le personnel « roulant ».

Cette action a été entreprise pour protester essentiellement contre la « *détérioration* » des conditions de travail, qui doit survenir, selon les syndicats, avec la mise en place des nouveaux tableaux de service, les « roulements », à partir, justement, du 1er octobre. Les cheminots C.G.T., C.F.D.T. et autonomes, chez lesquels paraît régner un vif mécontentement, réclament aussi une réforme de la réglementation du travail, — sensiblement différente selon qu'elle concerne le personnel sédentaire ou le personnel « roulant » — un meilleur équipement des trains, la revalorisation du métier de cheminot (notamment en matière de déroulement de carrière) et ils formulent des revendications ayant trait à la rémunération et à la sécurité.

A la direction de la S.N.C.F., on fait remarquer que des négociations sont « *en permanence en cours* », concernant la réglementation du travail, « *qui englobe l'ensemble des problèmes* » et l'on rappelle que, si la C.G.T. et la C.F.D.T. ont rejeté l'accord salarial de 1978, la F.G.A.A.C., elle, l'a signé.

## LA CHUTE DU DOLLAR S'ACCÉLÈRE

### L'or au plus haut : 219 dollars l'once

La nouvelle chute du dollar, qui s'était amorcée la semaine précédente, a repris lundi 25 septembre pour s'accélérer mardi 26 en dépit des engagements pris une fois de plus par le président Carter devant l'assemblée générale du Fonds monétaire (voir page 35). A Zurich, le cours du billet vert est, pour la première fois, tombé en dessous du « seuil » psychologique de 1,50 F.S. cotant 1,47 F.S. A Francfort, il est revenu à 1,9390 DM, tout près du plus bas niveau historique du 15 août dernier (1,9290 DM).

La hausse vertigineuse du franc suisse, qui a progressé de 30 % en dix mois par rapport au deutschemark, et s'approche des 3 F à Paris, inquiète de plus en plus les autorités helvétiques. A Paris, l'événement du jour a été le raffermissement du franc, qui avait commencé par faiblir par rapport aux monnaies du « serpent », avec un deutschemark à près de 2,26 F et un dollar à 4,40 F, puis s'est redressé (2,2490 F pour un deutschemark et 4,35 F pour un dollar).

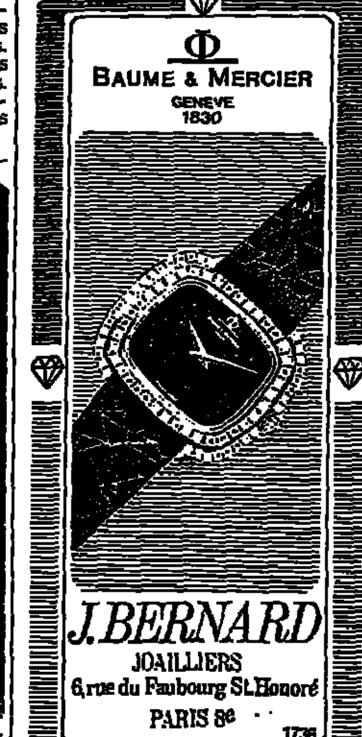
Les cours de l'or ont battu leurs records sur toutes les places : l'once de métal valait plus de 219 dollars mardi 26 septembre à Londres, tandis que le lingot de 1 kilogramme atteignait 30 000 francs pour la première fois à la Bourse de Paris.

## Le transfert de l'université de Vincennes

### L'I.U.T. DE SAINT-DENIS « DÉMÉNAGÉ » SOUS LA PROTECTION DE LA POLICE

Des déménageurs sont entrés, ce mardi 26 septembre, vers 11 h. 30, dans l'institut universitaire de technologie de Saint-Denis, situé rue de la Liberté, sous la protection d'importantes forces de police. Ils devaient emporter le matériel de l'établissement dans l'autre I.U.T. de la ville, place du 8-Mai-1945, conformément à la décision du ministre des universités, les locaux ainsi libérés devant accueillir l'université Paris-VIII-Vincennes.

Le conseil de l'université Paris-XIII — à laquelle sont rattachés les deux I.U.T. — a décidé de s'opposer à l'installation du matériel dans le second I.U.T. Le président de Paris-XIII, qui n'a pas pu entrer ce mardi dans l'établissement de la rue de la Liberté, a, d'autre part, déposé un recours devant le tribunal administratif à propos des décisions du ministre des universités.




## Le conflit du Sahara occidental

### LE POLISARIO ANNONCE LA LIBÉRATION PROCHAINE DE HUIT PÊCHEURS ESPAGNOLS

Tindouf (A.F.P., A.P., Reuter). — A l'occasion de l'ouverture de son quatrième congrès, lundi 25 septembre, le Front Polisario a annoncé la libération prochaine des huit pêcheurs espagnols capturés le 20 avril dernier dans les eaux territoriales du Sahara occidental.

Cette libération semble avoir été décidée à la suite de discrètes tractation avec Madrid. On note en tout cas pour la première fois la présence au congrès de représentants de l'Union du centre démocratique, parti gouvernemental de M. Suarez.

Ce geste a été interprété comme une reconnaissance par Madrid du Front Polisario en tant que mouvement de libération nationale. On assure cependant dans la capitale espagnole que la position de l'U.C.D. peut avoir une valeur indicative, mais qu'elle n'engage pas le gouvernement.

Les dirigeants sahraouis ont d'autre part présenté à la presse le capitaine Najab (trente-quatre ans), pilote marocain dont l'avion, un F-5, a été abattu le 10 septembre, et quatre soldats faits prisonniers à Sidi-Amara, dans le Sud marocain, le 27 août dernier.

## Selon les Sandinistes

### L'OPPOSITION A CRÉÉ UN GOUVERNEMENT PROVISOIRE AU NICARAGUA

Un gouvernement provisoire s'est constitué le 22 septembre au Nicaragua, a déclaré, lundi 25 septembre à Bruxelles, M. Miguel Castaneda, représentant du Front sandiniste de libération nationale, qui était récemment de passage à Paris (« le Monde » du 21 septembre). Ce gouvernement est présidé par M. Sergio Ramirez Mercado, délégué du « groupe des douze » (formé par des personnalités progressistes issues de la bourgeoisie), a indiqué le représentant du Front. L'Union démocratique de libération (une coalition regroupant conservateurs, chrétiens-démocrates et communistes) ainsi que le Mouvement démocrate du Nicaragua participent à ce gouvernement, a précisé M. Castaneda.

Le représentant du Front a indiqué que les sandinistes se joindraient à ce gouvernement après la chute du président Somoza.

A Caracas, la Centrale latino-américaine des travailleurs (CLAT, démocrate-chrétienne) a appelé, lundi, à un boycottage économique international du régime du général Somoza.

A Managua, la grève générale lancée il y a plus d'un mois par le Front élargi d'opposition (qui regroupe syndicats et partis politiques) semble se terminer. La plupart des commerçants et des industriels ont repris le travail. Le Front élargi d'opposition a lancé un appel, lundi, à la population pour qu'elle poursuive la lutte contre le président Somoza. — (A.F.P.)

(Lire page 7 l'article de notre envoyé spécial, A.-M. Carron.)

## SELON UN PÉRIODIQUE AMÉRICAIN

# Les armements français seraient inadaptés en cas de guerre en Europe

De notre correspondant

Washington. — Le numéro d'octobre du mensuel des forces armées américaines, *Armed Forces Journal International*, publie un article d'un de ses correspondants à Paris, M. Beau Morris, critiquant vivement la politique française des armements. Le mensuel se proclame en sous-titre « porte-parole de la défense depuis 1863 », mais ses éditoriaux, qui reflètent la « ligne dure » du Pentagone, sont souvent critiques du gouvernement et du ministre de la défense des Etats-Unis.

Sous le titre « Pourquoi les exportations d'armes font de la France un tigre de papier », M. Beau Morris écrit : « *De nombreux armements français sont populaires dans les pays du tiers-monde à cause de leur manque relatif de sophistication. Ces armements sont, en fait, mieux adaptés souvent aux besoins de forces marginales de sécurité qu'à ceux d'un pays qui pourrait un jour être engagé dans une guerre en Europe. Néanmoins ces armements, ainsi que des équipements inférieurs fabriqués en France, sont livrés aux forces militaires françaises afin de démontrer aux acheteurs étrangers que la Ve République a assez de confiance en eux pour en faire des éléments-clés de sa propre défense.* »

L'auteur explique notamment que le char AMX-30 a « *un moteur médiocre et une transmission si déficiente que peu d'escadrons d'AMX-30 reviennent de manœuvres avec tous leurs chars opérationnels* ».

Il en va de même pour l'aviation, où « *un résultat de la politique « Achetez français » est que de nombreuses missions aériennes sont confiées à des avions qui n'ont qu'une capacité marginale de les assumer. Les Mirage-III étaient d'excellents avions de supériorité aérienne à la fin des années 50, mais ils ont été transformés de manière à accomplir non seulement cette mission, mais des attaques stratégiques et tactiques ainsi que des vols de reconnaissance. Plusieurs appareils en service des deux côtés du « rideau de fer » les ont surclassés dans ces trois dernières missions, qu'il s'agisse du rayon d'action ou de la charge utile* ».

De même, le Mirage F 1 « *manque de plusieurs équipements perfectionnés en matière d'électronique ou de contrôle qui sont nécessaires pour remporter des victoires aériennes aujourd'hui.* »

L'auteur écrit encore qu'au Liban « *les guérilleros palestiniens équipés par les Soviétiques sont mieux armés que les parachutistes français qui servent dans la force de l'ONU. Le manque de capacité logistique à long rayon d'action et d'armes modernes a mis en grand danger les 4 500 militaires français qui maintiennent l'ordre à Djibouti. Au début de cette année, lorsqu'il est apparu que la guerre de l'Ogaden pouvait déborder vers l'ancienne colonie française, ils se sont préparés à évacuer le terrain plutôt que de faire face aux forces cubaines et éthiopiennes à l'armement supérieur* ».

L'auteur conclut : « *On ne peut qu'espérer que le pays qui a donné au monde le terme « ligne Maginot » pour symboliser les défenses irréalistes, n'est pas en train de construire de nouveaux fortins dont la force ne dépasse pas le poids des contrats et des devises venant de l'étranger.* » — M. T.

# Collision dans le ciel de San-Diego en Californie

## *Plus de cent quarante morts*

Plus de cent quarante personnes ont péri, lundi 25 septembre, dans la plus meurtrière catastrophe aérienne des Etats-Unis, lors d'une collision en plein ciel au-dessus de San-Diego (Californie) entre un Boeing-727 de la compagnie Pacific South-West Airlines (P.S.A.) et un avion monomoteur Cessna-150.

Aucun des cent vingt-neuf passagers et des sept membres d'équipage du Boeing-727 n'a survécu à l'accident qui s'est produit à 9 h. 3 heure locale, à 900 mètres d'altitude au moment où l'appareil de P.S.A., venant de Sacramento (Californie), s'apprêtait à atterrir à San-Diego.

La catastrophe semble avoir été provoquée par une erreur de pilotage de l'élève-pilote qui se trouvait aux commandes du Cessna-150 avec, à ses côtés, un moniteur. Ces deux hommes ont également été tués.

Six personnes ont été mortellement blessées au sol, par des débris d'avions qui sont tombés sur un quartier d'habitation de San-Diego. D'autre part, une femme et son enfant qui montaient dans une voiture ont reçu sur la tête le corps d'un passager et ont été tués sur le coup.

La carlingue en flammes du Boeing-727 s'est écrasée sur un terrain vague, à quelques mètres seulement d'un groupe de maisons, dont une dizaine ont été partiellement incendiées par la chute des débris incandescents.

L'aéroport de San-Diego est situé en plein cœur de la ville, et les avions doivent survoler des collines et de hauts immeubles juste avant de se poser. Il y a deux ans, M. John McLucas, chef de l'administration fédérale de l'aviation (F.A.A.), avait demandé que cet aéroport dangereux soit transféré sur un nouveau terrain. Pourtant aucun accident aérien ne s'était produit à l'aéroport de San-Diego depuis son inauguration en 1927.

La dernière catastrophe aérienne particulièrement meurtrière aux Etats-Unis remonte à 1960. Cent trente-quatre personnes avaient trouvé la mort au cours d'une collision, au-dessus de New-York.